DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12938 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 3 SEPTEMBRE 1986

«Prise d'otage» à Moscou

Plus subtil que ses prédécesseurs, M. Gorbatchev n'hésite pourtant pas à recourir à l'occasion aux moyens les plus grossiers et à dépasser les limites que s'étaient fixées ces mêmes devanciers : l'arrestation d'un correspondant américain en poste à Moscou, M. Nicholas Daniloff, de l'hebdomadaire «US News and World Report», sous prétexte d'«espionnage», est en effet une innovation. Certes la vie des journalistes occidentaux en URSS n'a jamais été de tout repos : articles insultants dans la presse, mésaventures diverses et pièges plus ou moins voyants sont les ingrédients bien connus qui donnent du piquant à la vie de ceux que tente l'expérience.

Certains désagréments sont tout à fait mineurs – pneus lacérés, filatures ostensibles, – d'autres plus déplaisants : il y a sept ans, un autre correspondant du même hebdomadaire avait été drogué et sa femme sérieusement importunée à l'occasion d'un déplacement en Asie centrale. Quant à la vie privée... Mais au bout du compte, et à condition de résister fermement à toute forme de chantage, on ne risquait pas grand-chose d'autre qu'une expulsion, le plus souvent d'ailleurs dans le cadre de mesures de rétorsion après qu'une mesure similaire avait été prise par son propre pays à l'encontre de diplomates ou de journalistes soviétiques.

Il s'agissait de toute évidence, cette fois encore, de répliquer à l'arrestation, une semaine plus tôt, d'un fonctionnaire soviétique des Nations unies à New-York. Le Soviétique ayant été pris sur le fait, dans le métro de New-York, alors qu'il recevait des documents concernant un moteur d'avion, un scénario analogue fut donc monté, et M. Daniloff vit fondre sur lui une escouade de policiers en civil à l'instant précis où un « ami » soviétique lui remettait un paquet de coupures de presse opportunément lesté de documents top secret. Le choix de la « victime » de cette opération aussi peu raffinée que possible peut sembler judicieux sur le plan de la propagande. Il porte un nom russe, et le fait qu'il soit le petit-fils du dernier chef d'état-major de l'armée tsariste permet d'ajouter un fumet de lutte des classes au combat anti-impérialiste. Certes, on peut aussi s'étonner de la « naïveté » du correspondant américain, dont c'était pourtant le second séjour à Moscou : que celui qui n'a jamais pris de rendez-vous dans un parc moscovite lui jette la première pierre.

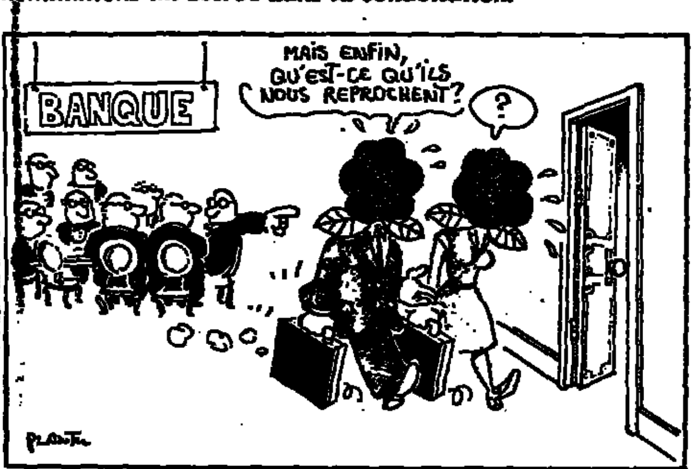
La question en tout cas n'est pas là. Cette arrestation est une mauvaise manière faite au président Reagan au moment où s'engage un grand marchandage sur les armements. Mais elle est surtout un avertissement déplaisant adressé par M. Gorbatchev aux Occidentaux, et pas seulement aux journalistes. Avec lui, on peut s'attendre à tout, au meilleur comme au pire, en l'occurrence une véritable prise d'otage. Moscou a déjà fait savoir que la décision définitive sur le maintien ou non en détention de M. Daniloff interviendrait dans une dizaine de jours : le temps en fait, pour Washington, de relâcher le Soviétique arrêté aux Etats-Unis. La Maison Blanche semble avoir très mal pris la chose, et on n'imagine pas M. Reagan cédant au chantage. Mais de son côté M. Gorbatchev a déjà fait preuve, dans les affaires d'espionnage, d'une rudesse particulière, dont Mme Thatcher fit l'amère expérience l'an dernier, quand elle dut crier « pouce » après une série d'expulsions croisées entre Moscou et Londres.

Pourquoi une telle agressivité ? Faut-il croire que le numéro un soviétique, désireux par ailleurs de faire bouger certaines choses de son pays, ne ... comme par compensation, refuser au KGB, quitte à ...ver une initiative très sca... ?

Deuxième vague de nominations

Les banquiers proches du PS écartés par le gouvernement

De nombreuses présidences de « petites » banques vont changer de titulaires le 3 septembre en conseil des ministres. Les propositions transmises le 1er septembre à M. Mitterrand, si elles étaient « acceptées » sans compromis, se traduiraient par un reflux complet de la vague « rose » de 1982. A l'Elysée, si l'on souligne la « compétence » de certains des banquiers écartés, proches des socialistes, et donc les critères politiques qui ont présidé aux nouveaux choix, on n'entend pas faire de ces nominations un accroc dans la cohabitation.



(Lire page 39 l'article de SERGE MARTI et FRANÇOIS RENARD.)

Face à de nouvelles menaces terroristes

Le ministère de l'intérieur s'inquiète de fuites policières

Tandis que le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) menace à nouveau, sous la forme d'une lettre adressée à l'Agence France Presse, de passer à l'action, le ministère de l'intérieur s'inquiète de l'apparition d'un mystérieux « Front français de libération ». Sous ce sigle, des auteurs anonymes accusent le gouvernement de « courber l'échine devant les terroristes arabes » et dévoilent des renseignements confidentiels dont seuls les services chargés de la lutte antiterroriste ont connaissance.

S'agissant du terrorisme international, le gouvernement est actuellement pris entre trois contraintes. Il y a d'abord la menace du CSPPA, sous ce sigle se cachent les auteurs d'une série d'attentats à Paris, de décembre à mars derniers. Et, sous une revendication permanente – la libération de trois terroristes (libanais, arménien et iranien) détenus en France, – les auteurs de ces communiqués visent en fait essentiellement celle de Georges Abdallah Ibrahim, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL).

Comment éviter la reprise d'une série meurtrière ? La première réaction du gouvernement de M. Jacques Chirac fut d'envisager la libération progressive du chef des FARL. Mais – et c'est le deuxième élément – un pays ami, les Etats-Unis, ne l'entend pas ainsi : les FARL ont en effet revendiqué les assassinats en Europe de plusieurs diplomates américains. « *Céder, c'est encourager les terroristes* », disent en substance les Américains.

Troisième fait : l'apparition, ces derniers mois, d'un Front français de libération, qui accuse le gouvernement de faiblesse et le menace à son tour. Ce ne seraient que des élucubrations anonymes parmi d'autres si ce mystérieux Front ne dévoilait des renseignements policiers confidentiels...

(Lire page 9 les articles de G. MARION et E. PLENEL.)

Le naufrage du paquebot soviétique

« Une véritable tragédie » selon les autorités.

PAGE 6

L'offensive iranienne dans le Golfe

Téhéran annonce l'occupation d'un îlot irakien d'importance stratégique.

PAGE 4

Milliardaires en difficulté

Les Hunt du Texas et Mateos l'espagnol.

PAGE 40

Moins d'Etat à Paris

Les effectifs des ministères, services publics et entreprises nationalisées devraient diminuer de 150 000 personnes en 1987.

PAGE 12

Découpage électoral

« La justice à portée de la main », par Maurice Duverger.

PAGE 7

Le réseau de Radio-France

L'avenir des radios locales en question.

PAGE 16

Le Monde SCIENCES

Tchernobyl en 2010...

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 44

Rentrée scolaire : 12 millions d'élèves, 600 000 enseignants

Douze millions d'élèves [illegible], mercredi 3 septembre, leurs six cent mille enseignants, qui, eux, auront regagné la veille leurs établissements. Pour la première fois de son histoire, l'école maternelle accueillera moins d'élèves, alors que l'école élémentaire, en chute libre depuis six ans, enregistre une remontée significative, et que les lycées s'apprêtent à recevoir soixante-dix mille élèves supplémentaires. Mais une rentrée ne se réduit pas à des chiffres. Celle-ci, marquée par l'entrée en vigueur de nouveaux programmes en sixième, donne l'occasion de reposer le problème de l'apprentissage – fondamental – de la lecture, dont une enquête de l'INRP nous apprend qu'elle n'est pas maîtrisée par 20 % des élèves de sixième.

Un «plan ORSEC» pour la lecture...

20 % des écoliers ne savent pas lire – et plus de la moitié ne lisent pas couramment – à l'entrée en sixième. Ce constat, résultant d'une enquête de l'Institut national de la recherche pédagogique met à nouveau l'accent sur ce qui est bien le problème numéro un de l'éducation en France. Non que ces chiffres constituent une révélation. Mais leur rappel, à la veille de la rentrée scolaire, fait apparaître le caractère illusoire de bien des discours officiels (1).

Comment, en effet, parler de prolongation de la scolarité, de «collège pour tous», de «80 % des jeunes au bac», d'accroissement du nombre des étudiants, si la condition première de toute scolarité – savoir lire – n'est pas rempli ? Sans parler des conséquences sociales que ne peuvent manquer d'avoir – sur le chômage ou la délinquance, par exemple – la marginalisation et l'enracinement dans l'échec d'une fraction aussi importante de la jeunesse.

C'est pourquoi il est plus que temps de prendre le taureau par les cornes et d'entreprendre l'action d'envergure capable d'enrayer le fléau – incompatible avec une société développée – de l'illettrisme. Les mesures à prendre sont connues. Elles ont déjà fait l'objet de bien des propositions de pédagogues, de médecins ou de psychologues de l'enfant (2).

Citons les principales :

● *Mieux étaler l'apprentissage.* – Les capacités des enfants à assimiler les mécanismes de la lecture ne s'accommodent pas du découpage des années et des programmes scolaires. Selon le développement propre à chacun, la période d'apprentissage s'étale entre cinq et huit ans. Vouloir que tous les enfants aient appris à lire à la fin du cours préparatoire – c'est-à-dire à sept ans – est un non-sens puisqu'une part non négligeable d'entre eux ont besoin de plus de temps (3). Or l'insuffisance en lecture est la justification principale des redoublements, qui affectent 12 % des élèves du cours préparatoire et près du tiers des élèves sur l'ensemble de la scolarité élémentaire. Et l'on sait que le redoublement – notamment du CP – est un signe pratiquement infaillible d'échec scolaire définitif.

● *Faire de la lecture une priorité.* – L'échec en lecture tient moins aux défauts des méthodes d'apprentissage – qui se valent à peu près toutes – qu'à l'insuffisance de la pratique. Elle seule permet de passer du déchiffrement des lettres – généralement acquis – à la pratique de la lecture courante. Or celle-ci – comme la parole – ne s'acquiert que par un usage permanent. Cela signifie qu'il faut mettre les enfants dans un «bain de lecture», capable de susciter le besoin et l'envie de lire. La lecture doit être, à l'école, une activité permanente, puisque, pour tous ceux qui n'ont pas l'occasion de lire chez eux, elle est le lieu principal où ils sont confrontés à l'écrit.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 10.)

(1) Cette enquête est présentée dans le numéro de cette semaine du *Nouvel Observateur*, avec une interview de son responsable, M. Jean Foucambert.

(2) Voir notamment *la Manière d'être lecteur*, de Jean Foucambert (SERMAP 1976), *Apprentissage et pratique de la lecture à l'école* (CNDP, 1979), *Et voilà pourquoi les élèves ne savent pas lire*, d'Hélène Huot (Minerve, 1985), et les deux enquêtes du *Monde de l'éducation* de janvier 1979 et juin 1985.

(3) Voir le rapport de la Société française de pédiatrie sur les problèmes scolaires : *Méconnaissance de certaines lois biologiques dans l'organisation et le fonctionnement du système éducatif français* (« Trop tôt, trop vite », *le Monde* du 14 novembre 1985).

«Mélo», d'Alain Resnais

Les belles férocités d'Henry Bernstein

Le film d'Alain Resnais, «Mélo», d'après la pièce de Henry Bernstein, a été présenté à la Mostra de Venise, avant de sortir le 13 septembre, en France

Cinéphiles méfiants, déjà rassasiés par cette étrange vague théâtrale qui déferle sur les écrans, ne changez pas de trottoir si on vous dit «Mélo».

Cinéphiles repus de carnages superflus, de règlements de comptes primitifs entre mauvais flics et bons voyous ou réciproquement, sachez qu'il peut exister un polar intime et raffiné, et que c'est «Mélo».

Cinéphiles assourdis de borborygmes triviaux et d'onomatopées sauvages, écoutez l'appel de «Mélo» où le texte soudain coule de source, où un français caressant reprend ses droits, cela étonne, soulage, séduit.

Cinéphiles ne clouez pas a priori au pilori le vieux Bernstein, ne faites pas rimer trop vite «Mélo» avec rétro et nostalgie avec ennui. Sachez qu'Alain Resnais tournant «Mélo», une pièce créée le 12 mars 1929 au Gymnase par Mme Gaby Morlay et MM. Charles Boyer et Pierre Blanchar, a bien fait un film d'aujourd'hui.

Car, sous ses dehors mondains, Henry Bernstein a de belles férocités, et l'anachronisme des apparences recouvre à peine, d'un glacis exquis, la modernité des sentiments. Un triangle classique : Romaine, dite Maniche, une petite bonne femme séduisante et banale, mariée à Pierre, un pianiste un peu raté, tombe éperdument amoureuse de Marcel, violoniste virtuose et compagnon de conservatoire de «son Pierrot», qu'aveuglée par la passion elle tentera d'empoisonner. Ce crime est trop grand pour elle, elle ne peut ni le conclure ni l'avouer. Elle préfère disparaître, laissant Pierre à son chagrin et à sa confiance. Confiance, que, trois ans plus tard, Marcel se gardera bien de trahir. Saisi de soupçons tardifs, Pierre supplie son ami de lui révéler la nature des relations qui ont pu se nouer entre lui et sa femme. Marcel résiste, et la *Sonate en sol majeur*, opus 78 de Brahms, unit une fois encore ces deux hommes dont le même gracieux fantôme guide les mains.

DANIÈLE HEYMANN.

(Lire la suite page 14.)

Débats

L'autre géographie de l'emploi

Le pavé jeté dans la mare des idées reçues sur l'emploi par MM. Séguin et Maire relance un débat opportun. Des pas dans la bonne direction, estime Alfred Sauvy, mais il faut mieux inventorier les besoins privés et publics à satisfaire. Alain Lipietz applaudit également mais souhaite que les activités du nouveau type s'exercent dans des unités autogérées.

André Piettre ne pense pas aux « petits boulots » mais à des solutions internationales, car il n'est pas admissible que la concurrence se fasse aux dépens du progrès social.

Le mur

L'erreur fondamentale : trouver des emplois correspondant aux activités que les hommes désirent exercer

par ALFRED SAUVY

IL ne s'agit pas de celui de Berlin, mais de l'obstacle que rencontre la société à utiliser toutes les personnes désireuses de travailler et de créer des richesses. Le chômage est le fruit de la paresse, non des travailleurs, mais de la société elle-même, qui refuse de se connaître.

Premier point troublant : la défaillance des médecins, les économistes : ils en restent – comme les politiques – à l'« emploi », au singulier, alors qu'il s'agit d'une vaste adaptation de millions de personnes à des millions de tâches. Du même coup est ignorée par eux la notion fondamentale de *circuit d'emplois* et de *court-circuit d'emplois* (chômage).

Second point : il est bien normal que chacun des millions de postulants cherche le meilleur emploi possible. Sur ce grand navire, tout l'équipage veut être sur le pont ; chacun a raison, mais l'ensemble a tort. Pour prendre un exemple parmi cent, il *n'est pas particulièrement* heureux que le chirurgien arrive à 9 heures, en retard à l'hôpital, parce qu'il a dû conduire son jeune enfant à l'école à 8 h 30. Répétons à l'envi que nous ne manquons pas d'emplois, mais de « bons emplois ».

En parlant de *« petits emplois »*, M. Philippe Séguin a fait un pas *dans la bonne direction*, alors que tant d'autres ont regardé l'Entreprise, avec une majuscule, comme un mont Sinaï. A l'opposé, un petit pas, également, de M. Edmond Maire, modèle de courage. Cela dit, il n'est pas dans son rôle de reconnaître qu'avec le même crédit un service public peut employer plus ou moins de personnes – et rendre ainsi plus ou moins de services – en raison inverse de leur salaire. Il ne lui appartient pas davantage de constater que bien des marginaux se heurtent à la barrière du SMIC. Constatation n'implique pas nécessairement remède, mais la peur du remède ne doit pas entraîner *refus* du diagnostic.

Les TUC, faut-il en sourire ou en pleurer ? A chaque crise, le grand problème est de trouver un nom nouveau : « atelier nationaux », en 1848 ; « grands travaux », en 1936 (pourquoi « grands » ?) ; « utilité collective », pendant les années 80. *Ou bien il y a création monétaire et* il faut alors l'intégrer dans l'ensem*ble de la politique, ou bien il y a sim*plement déplacement de fonds, peut-être pas le meilleur. Une affiche de plus, pas un chômeur de moins. Il est beaucoup question de flexibilité, de mobilité, etc., point d'autant plus délicat que l'étendue du secteur public – donc fixe – accroît encore le besoin d'ampleur des mouvements du secteur resté libre. Cette mobilité est rendue plus nécessaire encore, non seulement par les changements venus du dehors, mais par les progrès de la technique (et non de la *technologie*, voire des *technologies*, comme l'écrivent tant de Trissotins) et par les changements de goûts de ce commissaire général au Plan qu'est le consommateur.

A l'erreur fondamentale (trouver des emplois correspondant aux activités que les hommes désirent exercer) s'ajoute l'idée selon laquelle la *réduction de la durée du travail* réduit le chômage ; idée contredite par les faits, tant en *1936* qu'en avril 1982, mais d'une résistance à toute expérience, tant elle est sympathique, dans son arithmétisme élémentaire.

Desserrer les freins

Le premier pas d'une politique semble être le desserrement des freins volontaires, des multiples verrous serrés : il est, par exemple, possible de créer en quelques semaines, voire quelques jours, 20 000 emplois en abrogeant la loi malthusienne de 1937 sur les taxis, si malheureusement appliquée à Paris et dans certaines villes.

A l'erreur fondamentale doit être substituée l'orientation des activités des hommes vers la satisfaction des besoins. Le premier acte doit donc être l'enquête nationale sur l'étendue des besoins privés et publics, qu'il faudra alors convertir en activités propres à les satisfaire. Sur les moyens propres à rapprocher ensuite la répartition effective de la répartition nécessaire, *les moyens peuvent* diverger, mais il est probable que la *rémunération hivernale* d'un forestier devra être supérieure à celle d'un employé de bureau.

Se posera sévèrement la question des cadres, agréable berceuse. L'entreprise allemande en emploie moins que la française, et paie davantage ses manuels. Si le fait est confirmé, il faut le publier largement et non le cacher comme un secret atomique.

C'est qu'en cette matière le tabou est partout. Le diagnostic est refusé en raison de l'ordonnance qu'il semble inspirer.

Tiers secteur ou petits jobs ?

Plutôt que de payer les chômeurs à ne rien faire, subventionnons-les à travailler… en coopératives

par ALAIN LIPIETZ (*)

DANS la défunte campagne électorale, les « verts », les alternatifs et les autogestionnaires *proposèrent, pour* lutter contre le chômage, outre une relance centrée *sur le cadre de vie et* une réduction massive de la durée du travail, la création d'un « tiers secteur de travaux d'utilité sociale, subventionné *par* l'État-providence, autogéré et contractuel ». Ainsi va la France : *les périodes électorales* ne sont pas faites pour débattre des affaires sérieuses, et c'est au creux de l'été que resurgit le débat, sous la plume de MM. Séguin, Maire et Bergeron. Naturellement, ce dernier barde sa méfiance du flou poétique du second, et des précisions fort inquiétantes du premier.

La logique macroéconomique sous-jacente, telle que je l'avais *exposée déjà dans l'Audace ou l'Enlisement* (1), est simple, évi*dente, et commune* à toutes les interprétations politiques. Plutôt que de payer les chômeurs à ne rien faire, subventionnons-les à travailler. En gros, un smicard « normal » touche 4000 F et en coûte 7000 à son employeur. Un chômeur bénéficiant de l'allocation d'insertion touche 1 200 F et ne cotise pas. Si, en travaillant, il conserve cette subvention et ne cotise pas, l'opération est blanche pour l'État-providence, mais il n'en coûte à l'employeur (donc à l'usager final) que 2800 F pour lui assurer le SMIC, ce qui ouvre un immense domaine d'activités actuellement insolvables.

Socialement, les choses sont plus compliquées. D'abord, un tel secteur *économique doit être bien* circonscrit, sous peine de déstabiliser tout le *reste. Ce qui exclut les TUC du* privé évoqués par la droite et par M. Gattaz : en quelques années ils élimineraient les travailleurs « normaux », et qui financerait alors l'État-providence ? Le tiers secteur ne doit se développer qu'en « mordant » sur le travail domestique, le travail noir, et… ce qui n'est pas fait (la prévention des incendies de forêt, l'entretien régulier du logement social, l'aide à domicile aux convalescents et aux personnes âgées, etc.).

Débat plus fondamental encore : la nature du rapport salarial qu'il s'agit de développer. Ici se séparent radicalement la version de M. Séguin (et les réalisations de M. Reagan), *d'une part, et, d'autre* part, celles des alternatifs, sans doute de M. Maire, sûrement de Bertrand Schwartz (son rapport sur l'insertion des jeunes inspira les « entreprises intermédiaires » que l'actuel gouvernement vient de condamner, et dont les TUC ne sont qu'une forme hyper-dégradée).

Le projet alternatif

Soyons juste : les premiers *n'inventent pas la « société duale »*. Elle existe déjà. Ils ne font que *l'officialiser*, en promettant à trois millions de chômeurs un destin de bouche-trous, d'hommes-toute-main, de bonnes-à-tout-faire (dont les employeurs seront dispensés de charges sociales). Ou encore de gardiens protégeant, chien en laisse et pistolet à la hanche, une partie de la société contre l'autre, comme à Rio ou… Los Angeles.

Tout autre est le projet alternatif. Ici, les travailleurs du tiers-secteur se regroupent en coopératives autogérées (éventuellement assistées par des boutiques de gestion et la forma*tion professionnelle*). Elles passent contrat avec des associations d'usagers, des collectivités locales, une caisse régionale de sécurité sociale, l'Agence pour la maîtrise de l'énergie, etc. La qualité de la prestation est réévaluée périodiquement entre les contractants.

Ecole d'autonomie, exercice de la démocratie dans la définition de l'utilité sociale, synthèse de l'esprit d'entreprise et de la solidarité… Un tel projet heurte évidemment ceux pour qui le patronat est le seul créateur d'emplois et de richesses…

Des citoyens l'expérimentent pourtant à titre individuel, en versant 1 % de leurs impôts à l'association *Solidarité-Emploi* (2) qui soutient ce genre d'entreprise. Passer de l'expérimentation à l'institution d'une nouvelle façon de travailler : c'est l'un des enjeux de cette fin de siècle.

(*) Economiste.

(1) Editions de La Découverte, 1984.
(2) 32, rue Traversière, Paris 12e.

A nouveau mal, nouveau remède

On n'en sortira pas sans harmoniser les conditions de concurrence

par ANDRÉ PIETTRE (*)

TOUT a été dit sur le chômage, tout ou presque tout, sauf, peut-être, l'essentiel.

On n'a pas assez remarqué la nouveauté du chômage actuel, non seulement en France, mais ailleurs. Il subsiste malgré le redressement qui a suivi celui des Etats-Unis. Ce n'est plus un chômage de crise comme celui du temps de Keynes, c'est un *chômage de croissance* (pour la première fois peut-être dans l'histoire économique). Car *même ramenée* à 2,5 % - 3,5 % par an, selon les pays, *il ne s'agit pas moins de croissance* réelle.

Il est, en outre, général, sauf une exception remarquable : il frappe tous les pays développés, en dehors du Japon – seconde puissance économique du monde libre (1) – et les « nouveaux pays industrialisés ».

Enfin c'est un chômage technologique d'un nouveau genre. A l'encontre du passé, on ne peut plus espérer que les hommes, éliminés par la machine – en l'espèce, par l'automation sous toutes ses formes – trouveront dans un avenir plus ou moins proche un autre emploi dans la fabrication des robots (ou autres outils de l'automation).

A nouveau mal, nouveau remède. *Il est permis de se demander*, audelà de toute idéologie, de toute position politique, si *le « socialisme à la française »*, préconisant la réduction générale de la durée du travail comme remède spécifique du chômage, n'avait pas tout à la fois tort et raison.

Il versait dans l'utopie, assurément (Alfred Sauvy ci-contre et d'autres l'ont montré depuis longtemps), dans la mesure où il se fondait sur un raisonnement arithmétique trop simple, divisant la quantité globale du travail par la durée moyenne de celui-ci, sans tenir compte des particularités des entreprises, de la spécialité des travailleurs, etc.

Surtout, il méconnaissait le danger de se placer sur un plan exclusivement national (pour ne pas dire de nationalisme économique) dans l'état actuel de la concurrence internationale. Comment, en effet, soute*nir* la concurrence de pays qui travaillent davantage, à commencer par le Japon, où les *congés payés* annuels se réduisent à une semaine ? Et l'on ne parle pas des nouveaux pays industrialisés où le progrès social est loin de se développer à la mesure de leurs progrès économiques !

Mais alors, ce n'est plus le socialisme qui est en cause, c'est le système des échanges internationaux qui accepte ce qu'il faut bien appeler le *dumping social* (le tort du socialisme *à été* de ne pas en tenir *compte*). Comment nommer autrement la concurrence internationale qui tourne à l'avantage des pays dont la situation sociale est très inférieure à celle des autres pays développés, empêchant ainsi une réduction du travail humain que commanderait logiquement l'accroissement du travail mécanique ?

Au-delà des palliatifs

Dès lors, le problème s'éclaire. On peut tenter de réduire le chômage en restant sur le plan national. C'est le cas de toutes les mesures prises en particulier pour favoriser l'emploi des jeunes. Mesures justifiées, mais qui ne peuvent être, croyons-nous, que des palliatifs.

Il est permis aussi de préconiser une réduction volontaire du temps de travail. Telle est la position de M. Michel Albert, qui se fonde sur *« l'évolution psychologique profonde »* d'un nombre croissant de femmes mais aussi d'hommes qui souhaitent un travail à temps choisi avec réduction correspondante du salaire (2).

On peut aussi préconiser une politique exactement contraire à celle de la réduction du travail. Telle est la position que vient de soutenir M. Michel Debré dans la *Revue des Deux Mondes* (3). *« Notre chômage tient*, écrit-il, *à ce que tous les autres pays, sauf peut-être la Belgique, travaillent plus que nous »* ; et tant qu'on n'aura pas compris que *« le redressement de la France exige d'abord une quantité de travail supplémentaire, aucun redressement ne pourra être envisagé, je dis bien aucun »*. Serait-il impossible, demande-t-il, d'accroître le travail hebdomadaire de deux ou trois heures supplémentaires, payées au taux normal, de ramener à un mois les vacances annuelles ou d' *« imiter les riches Etats-Unis, qui reculent les limites d'âge »* ? Encore faudrait-il qu'un gouvernement eût le courage de prendre de telles mesures !

Il faut reconnaître que, dans l'état actuel des relations internationales, la position de l'ancien premier ministre est parfaitement logique. Toute la question est précisément le savoir si l'état actuel des relatics internationales est lui-même lojque, je veux dire s'il est en accrd avec l'évolution du progrès techique et du progrès social que le pomier nous semble commander.

Nous en revenons alors à la qustion posée plus haut : est-il admisible que la concurrence internatonale se fasse aux dépens du progès social ? Ne peut-on se demander si les pays socialement « avancés » ne pourraient s'entendre pour fare pression sur leurs concurrents qu le sont moins, afin de les entraîner peu à peu à suivre leur exemple (pour juste qu'il soit). Plus largement, est-il chimérique de songer à des efforts concertés pour égaliser, tant soit peu, les situations sociales des uns et des autres ? Peut-être pas, si l'on veut bien se rappeler qu'en 1919 les *pays signataires du traité de Versailles* s'engagèrent, par une clause ajoutée à celui-ci, à imiter la Grande-Bretagne et à diminuer de dix à *huit heures* la durée journalière du travail (c'était le cas de la France), adoptant ainsi la « semaine anglaise » (4). Serait-il impossible à l'heure actuelle où le progrès technique se fait plus pressant, de s'engager dans une voie analogue ?

(*) Membre de l'Institut.

(1) Et première dans la compétitivité internationale selon l'Economie-Monde-Forum, avant les Etats-Unis (2e), et bien avant la Grande-Bretagne (15e) et la France (16e) des pays de l'OCDE. D'après certaines données non officielles, le chômage japonais serait un peu plus important que celui qui est généralement indiqué (3,1 % de la population active) (*le Monde* du 19 août 1986).

(2) Michel Albert, *Un pari pour l'Europe*, Le Seuil, 1983, et P. de Calan, *Inacceptable chômage*, Dunod, 1985.

(3) Michel Debré, *Peut-on relever l'économie française ?* août 1986.

(4) Une histoire beaucoup plus lointaine rappellerait que, en fait, c'était celle du Moyen Age…

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-[illegible]-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 325 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; [illegible] ; Luxembourg, 30 f. ; [illegible], 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, [illegible] ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Au sommet des non-alignés

Le président Mugabe : « Assez parlé, il faut agir ! »

HARARE,
de notre envoyé spécial

« Assez parlé, il faut agir ! » : Arrêter la course aux armements, combattre la crise économique, démanteler le système de l'apartheid. Le ton du discours de M. Robert Mugabe, le premier ministre zimbabwéen, est ferme, presque solennel. Pour écouter son adresse, qui donnait le coup d'envoi du huitième sommet du mouvement des non-alignés, le lundi 1er septembre, au Palais des congrès de Harare, une bonne centaine de délégations étrangères étaient présentes, conduites par une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement — plus de deux milliards d'hommes dont quelques huit cents millions d'Indiens, — ainsi rassemblés pour tenter de peser sur le cours des événements, par personnes interposées.

Séance inaugurale sans éclat comme si un retour sur soi-même invitait les non-alignés à la modestie. Le mouvement fête son vingt-cinquième anniversaire, marqué par le renouvellement de sa profession de foi dans *« les principes et les objectifs de la politique de non-alignement »*, tels qu'ils figuraient dans la déclaration de Belgrade de septembre 1961. Le siège vide du Cambodge est cependant là pour témoigner que, même au sein de cette grande famille de pensée, il y a des conflits dont on ne peut venir à bout. *« Ça suffit, ça suffit et ça suffit ! »*, a lancé M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, à l'adresse de l'Irak et de l'Iran, qui se livrent, depuis six ans, une guerre sans merci.

Il y a des absents dans la tribune des chefs de délégation : curieusement des voisins du Zimbabwe comme M. Mobutu, le Zaïrois, et M. Arap Moi, le Kenyan, mais aussi des amis plus lointains comme MM. Moubarak, l'Egyptien, et Assad, le Syrien. La petite Sainte-Lucie, dans les Caraïbes, a fait savoir qu'elle n'avait pas les moyens d'envoyer un représentant à Harare. Si la plupart des grands anciens du mouvement ont maintenant disparu de la scène, une autre génération a commencé de prendre la relève, dont certains membres ont fait le voyage de Harare : Thomas Sankara, le Burkinabe, Daniel Ortega, le Nicaraguayen, Alan Garcia, le Péruvien. Dans la tribune officielle, ils font face à un parterre de quelque trois mille invités et observateurs qui saluent leur arrivée. Fidel Castro, Arafat et Samora Machel — le Mozambicain — sont gagnants à l'applaudimètre.

Le hasard de l'ordre alphabétique a placé le très marxiste lieutenant-colonel Menguistu, d'Ethiopie, à la droite du très *« capitaliste »* Omar Bongo, du Gabon. Le vice-président bolivien côtoie, quant à lui, le roi du Bouthan, descendu de sa planète himalayenne, curieusement drapé dans une sorte de robe de chambre orange qui lui arrive au-dessus du genou et qui lui vaut un franc succès de curiosité...

M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien et président sortant des non-alignés, s'efface rapidement devant M. Mugabe, qui introduit les débats de ce huitième sommet. Premier sujet de préoccupation : la course aux armements. Des chiffres pour frapper l'imagination : *« Il y a, dans le monde, 556 soldats pour 100 000 personnes, mais seulement 85 médecins »*, note-t-il. A son avis, *« si l'on consacrait, en une année, un cinquième seulement des dépenses militaires à la lutte contre la famine, ce fléau aurait disparu en l'an 2000 »*.

Négociations en coulisse

M. Mugabe aborde, en fin de discours, la question de l'Afrique australe ; il invite alors les membres des non-alignés *« à continuer à exercer des pressions sur les grands pays industrialisés, en particulier le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et l'actuel gouvernement des Etats-Unis, pour qu'ils acceptent l'application de sanctions obligatoires et complètes contre l'Afrique du Sud »*. Il annonce son intention d'envoyer un groupe de ministres des affaires étrangères du mouvement dans ces pays pour les convaincre.

Discours de combat ou discours d'homme d'Etat ? M. Mugabe a tout simplement cherché à se placer dans le courant non aligné. Les observateurs auront donc remarqué que les Etats-Unis ont été pris à partie à propos de l'Angola et du Nicaragua, alors que l'Union soviétique, félicitée pour sa décision de suspendre ses essais nucléaires, n'a pas été citée à propos de l'Afghanistan. Le premier ministre zimbabwéen a même fait mention, *in fine*, de la Nouvelle-Calédonie (1), du Sahara-Occidental et de Mayotte, dont *« les peuples aspirent à la liberté »*.

Les circonstances se prêtent admirablement à ce genre de discours. Le reste se négocie discrètement en coulisse. *« Nous ne serons pas jugés sur ce que nous aurons dit et promis,* a averti M. Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), *mais sur ce que nous aurons fait. »* L'Afrique australe pourrait ainsi servir de terrain de manœuvre aux non-alignés pour se prouver et prouver aux autres qu'ils ne parlent pas toujours pour ne rien dire.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Le FLNKS s'est vu accorder lundi la qualité d'observateur à la conférence.

Arrivé à Harare

Le colonel Kadhafi veut « abolir complètement » le mouvement

Arrivé inopinément, tard dans la soirée du lundi 1er septembre, à Harare pour assister au sommet des non-alignés, le colonel Kadhafi a, immédiatement, fait part de son intention de faire disparaître *« totalement »* ce mouvement. Dans une déclaration à la presse, à l'aéroport, il a indiqué qu'il entendait *« faire de son mieux pour venir à bout du mouvement des non-alignés et l'abolir complètement »*. Car, a-t-il expliqué, *« dans les faits, il n'y a rien d'autre que deux camps dans le monde, le camp de la libération et le camp impérialiste »*. Le colonel était accompagné à sa descente d'avion d'une seule garde du corps à l'occasion de cette première visite à l'étranger depuis le raid d'avril dernier contre son pays. Peu avant de s'envoler pour Harare, il avait présidé un imposant défilé militaire à Tripoli à l'occasion du dix-septième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Flanqué du premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS, M. Piotr Demitchev, il a assisté à la prestation de quelque dix-huit mille soldats libyens, de dizaines de chars (T-54, T-72 et T-76) de fabrication soviétique et autant de missiles de même origine (Sam-5, Sam-6 et Sam-7). Parmi les dignitaires étrangers figurait aussi M. Mohamed Abdelaziz, « président » de la République arabe sahraouie démocratique, dont c'est la première visite à Tripoli depuis la signature en 1984 du pacte d'union entre la Libye et le Maroc, pacte que le souverain marocain vient de dénoncer.

Tard dans la nuit de dimanche à lundi, le colonel devait de nouveau prononcer une virulente diatribe anti-américaine, qualifiant le président Reagan de *« tueur d'enfant »*, *« d'agent du sionisme »* et *« d'acteur de deuxième rang incapable de lire le livre vert, puisque habitué aux mauvais scénarios de Hollywood »*. Il a menacé de constituer *« une armée internationale »* de dizaines de milliers de combattants pour combattre les États-Unis et les pays arabes qui traitent avec eux. Il a qualifié d'*« unilatérale »*, d'*« irresponsable et d'humiliante »* la décision du Maroc de rompre le traité d'union avec la Libye. — *(AFP, Reuter.)*

ALGÉRIE

Le choléra a fait des dizaines de morts

Alger. — De nombreux foyers de choléra se sont déclarés dans différentes régions d'Algérie, faisant plusieurs dizaines de victimes parmi plus d'un millier de cas recensés sur l'ensemble du territoire, depuis le début de l'été. Aucune information officielle n'a été donnée sur l'apparition de la maladie, ce qui engendre les rumeurs les plus alarmistes parmi la population.

Le choléra a touché la plupart des régions du pays, y compris la capitale, indiquent des sources médicales qui se refusent toutefois à parler d'épidémie. Des foyers de méningite et de typhoïde ont été également recensés, en moins grand nombre cependant. Ces maladies, qui apparaissent chaque année, ont pris des proportions plus importantes à la faveur d'un été particulièrement éprouvant, marqué par une vague de chaleur sans précédent, qui a aggravé les conditions d'hygiène déjà précaires dans les campagnes et les quartiers populaires des grandes villes.

Dans certaines villes de l'intérieur du pays, qui souffrent cruellement du manque d'eau, la température a dépassé quarante degrés pendant plus d'un mois, alors qu'à Alger même, où des travaux sont engagés pour rénover un réseau de canalisations vétustes, les coupures d'eau quotidiennes dans certains quartiers sont fréquentes et souvent longues.

La presse algérienne appelle les habitants à respecter certaines règles d'hygiène pour se prémunir contre des maladies dont elle ne dit pas qu'elles aient fait des victimes. Elle a aussi violemment critiqué les responsables au niveau des communes, qui n'ont pas pris les mesures de prévention nécessaires en ne mettant pas d'eau de javel dans les réserves d'eau de boisson. Ces conseils semblent depuis avoir été suivis, notamment par les particuliers, puisque ce produit se fait rare aujourd'hui chez les droguistes. — *(AFP.)*

TUNISIE

Les accusations contre l'ancienne femme de M. Bourguiba et contre M. Mzali alourdissent l'atmosphère politique

TUNIS
de notre correspondant

Avec un acharnement qui n'est pas sans surprendre ni choquer nombre de Tunisiens, les publications hebdomadaires et mensuelles de *Jeune Afrique* (1) viennent en moins de trois semaines de porter contre Mme Wassila Ben Ammar, dont le président Bourguiba a divorcé récemment (*le Monde* du 13 août), une série d'accusations qui, si elles étaient retenues, devraient la conduire devant les tribunaux.

D'après *Jeune Afrique*, le gouvernement tunisien serait en possession de preuves selon lesquelles Mme Ben Ammar — qui vient de s'installer à Paris, après cinq mois passés aux Etats-Unis — se serait livrée pendant de longues années, à divers trafics lui ayant permis d'enrichir sa famille et d'amasser une fortune mobilière et immobilière de l'ordre de 50 à 100 millions de dollars.

Trafics d'influence, corruption, pots-de-vin, népotisme, infractions à la réglementation des changes, achats *« massifs »* de biens à l'étranger, appropriation de cadeaux de *« grande valeur »* traditionnellement offerts au chef de l'Etat, auraient été, selon *Jeune Afrique*, monnaie courante pour l'ex-*« présidente »*. Des allusions très claires laissent entendre qu'elle aurait aussi manifesté un certain goût pour des soirées *« où la stricte moralité »* ne trouvait pas toujours son compte.

Si *« l'appétit de pouvoir, le goût de l'intrigue et la passion de la politique »* ont pu conduire Mme Ben Ammar à jouer un rôle souvent déterminant dans les affaires intérieures et extérieures de l'Etat que depuis longtemps personne n'ignorait, en revanche, les publications de *Jeune Afrique* apportent nombre de révélations sur certaines autres de ses activités : le gouvernement détiendrait des documents prouvant qu'elle entretenait de bonnes relations avec le colonel Kadhafi — qui l'appelait *« maman »* — et qu'en 1984 elle avait rédigé *« un compte rendu politique »* sur la situation en Tunisie, à l'intention des dirigeants algériens. Elle aurait même tenté de persuader ces derniers, dix mois plus tard, d'*« assumer un rôle direct »* face à la *« crise d'autorité »* que le pays, selon elle, traversait. Enfin, *« fascinée par le monde souterrain du renseignement et les gadgets qui permettent de l'obtenir ou de l'exploiter »*, Mme Ben Ammar aurait même fait installer un système d'écoute au palais de Carthage.

Jeune Afrique ménage à peine moins l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali, destitué le 8 juillet, qui, écrit-il, s'est comporté *« comme le maître* de facto *du pays »*. Obsédé par la préparation de la succession du président Bourguiba, il aurait négligé de plus en plus les dossiers, ignoré sciemment les vrais problèmes, s'attachant seulement à soigner son image de marque. Il aurait confié aux diplomates qu'il rencontrait que l'origine de tous les maux dont souffre la Tunisie *« se trouvait au palais de Carthage »*.

Un homme blessé

L'ancien premier ministre aurait, en outre, toujours selon *Jeune Afrique*, qui se réfère à des sources tunisiennes, entretenu *« des relations discrètes avec des groupuscules khomeinistes »*, eu des entretiens *« amicaux »* chez lui avec des dirigeants islamiques, et donné des instructions à son ministre de la culture pour financer l'impression et l'édition *« de textes de propagande intégristes et du Livre vert de Kadhafi »*.

Autant d'accusations qui pourraient rendre aussi M. Mzali passible des tribunaux. Celui-ci les rejette en bloc, et, lorsqu'on évoque devant lui l'éventualité d'un procès, il répond, comme pour mieux s'en convaincre, qu'il *« n'y croit pas »*.

« Je n'ai rien à me reprocher », nous a-t-il répété récemment sur tous les tons, dans sa villa au milieu d'une orangeraie à la Soukra, dans la banlieue nord de Tunis. Même s'il s'efforce de se montrer détendu, l'ancien premier ministre, les traits tirés, apparaît comme un homme blessé. Il se refuse *« à parler politique »*, mais il ne cache pas combien il est touché par les *« ennuis »* que l'on crée à ses proches. Son fils aîné, Mokhtar, est interrogé depuis près de quatre semaines sur la gestion de l'entreprise qu'il dirigeait (*le Monde* du 12 août), et son gendre, M. Rifat Dali, qui est médecin, a été interpellé voici dix jours pour une affaire sur laquelle rien n'a encore transpiré.

L'interdiction faite à M. Mzali de quitter le territoire pour se rendre en Suisse, à l'invitation du président du Comité international olympique, dont il est membre (*le Monde* du 23 août), l'a aussi profondément atteint. *« Après avoir quitté le premier ministère, je m'étais pourtant réjoui de pouvoir me consacrer plus complètement à mes activités au sein de l'olympisme »* (2), remarque-t-il, amer. En revanche, l'absence de visites d'amis ou d'anciens collègues qu'il relève ne l'a toutefois pas surpris outre mesure. Ainsi va la vie politique, dont il connaissait les règles.

Eclaircie au milieu de ce désenchantement, seul instant où M. Mzali paraît ne pas afficher un sourire forcé et montre une évidente satisfaction, celui où il étale devant ses visiteurs les témoignages de sympathie qui lui ont été adressés de l'étranger : des lettres diplomatiquement prudentes de quelques hommes politiques pour lui dire le plaisir qu'ils ont eu à le connaître dans ses anciennes fonctions et des messages fort chaleureux de ses amis du milieu olympique.

Quel sera le sort réservé à Mme Bourguiba et à M. Mzali, hier rivaux déclarés dans les coulisses du pouvoir, qui les rejette aujourd'hui ? En attendant, la question et le cortège de rumeurs qu'elle entraîne continuent d'alimenter les conversations de salon, sans pour autant passionner une opinion publique qui se sent peu concernée. Mais cela n'en pèse pas moins sur l'atmosphère politique du pays qui, à la longue, risque de s'en trouver empoisonnée.

MICHEL DEURÉ.

(1) Edités à Paris, les numéros ont été mis en vente normalement en Tunisie.

(2) Depuis longtemps, M. Mzali laissait entendre qu'il soutiendrait la candidature de Paris pour les prochains Jeux olympiques.

MAROC

Mesures de sécurité contre le terrorisme

De nombreuses mesures de sécurité ont été prises au Maroc pour prévenir les actions terroristes, après la rupture avec la Libye. La police et la gendarmerie fouillent les voitures et contrôlent attentivement les identités aux frontières. Le quotidien officieux *Maroc Soir* précise même que les autorités ont décidé de rétablir le visa d'entrée pour les étrangers d'origine arabe.

L'agence algérienne de presse APS avait annoncé, dès dimanche, que les autorités marocaines refouleraient, depuis le 28 août, *« tous les ressortissants arabes transitant par l'Algérie à destination du Maroc, à l'exception des Jordaniens et des Saoudiens »*.

Jusqu'alors, la plupart des ressortissants des pays membres de la Ligue arabe n'étaient pas tenus d'entrer au Maroc avec un visa.

Par ailleurs, *Maroc Soir*, citant une source bien informée, indique que l'arrestation des quatre *« terroristes »*, révélée dimanche par le ministère de l'information, a été opérée à Casablanca, dans un hôtel du centre de la ville où ils étaient descendus dès leur arrivée. — *(AFP, Reuter.)*

Confirmation d'une condamnation à mort par le tribunal militaire

TUNIS
de notre correspondant

Condamné à mort par contumace le 10 juillet dans une affaire d'« association de malfaiteurs », M. Mohammed Lazreg a vu la sentence confirmée samedi 30 août par le tribunal de Tunis. M. Lazreg, qui se trouvait au moment du procès en Arabie saoudite, dont il a été extradé le 20 août pour être ramené en Tunisie, avait fait opposition à ce jugement.

Le 10 juillet, le tribunal militaire avait prononcé quatre condamnations à mort, dont celle de M. Lazreg, ainsi que de lourdes peines de travaux forcés à l'encontre de vingt-quatre Tunisiens jugés pour s'être livrés à des attaques contre une agence bancaire, une recette postale et un poste de police (*le Monde* du 12 juillet). Les deux condamnés à mort présents, M. Habib Dahoui, chef du groupe se réclamant du *Djihad islamique, et le lieutenant* Kilani, de l'armée tunisienne, avaient été exécutés trois semaines plus tard.

Lors des débats devant le tribunal militaire, M. Lazreg, a déclaré qu'il était installé en Arabie saoudite, où il représentait le mouvement du « Djihad afghan » auprès de la Ligue du monde islamique depuis 1983. Il a reconnu connaître plusieurs membres du groupe et notamment M. Habib Dahoui, mais a affirmé qu'il leur avait conseillé d'aller combattre aux côtés des représentants afghans plutôt que de se livrer à des actions de déstabilisation en Tunisie. Mais sa présence dans le pays au printemps dernier, à l'époque où le groupe s'était livré à certaines attaques, paraît avoir été déterminant dans la confirmation de sa condamnation à mort. — **M. D.**

BIBLIOGRAPHIE

Edification d'un Etat moderne

Les auteurs d'*Edification d'un Etat moderne, le Maroc de Hassan II*, ouvrage collectif achevé d'imprimé il y seulement quelques semaines, ont été bien inspirés de ne pas trop s'étendre sur l'« Union arabo-africaine », conclue entre le Maroc et la Libye, dans les nombreux chapitres consacrés à la politique étrangère du royaume. L'un la présente en quelques lignes comme une preuve d'*« indépendance vis-à-vis du gouvernement américain, qui n'a pas pu dissimuler ses réserves »*. Avec un art consommé de la litote, un autre, plus perspicace, écrit que le roi *« fit montre d'un sens tactique certain »* en signant l'accord d'Oujda pour la poursuite d'une diplomatie *« qui peut être résumée par le qualificatif de flexibilité »*.

Présenté par le doyen Georges Vedel, ce livre donne tour à tour la parole à différentes personnalités étrangères et marocaines : des professeurs de droit à Rabat ou Casablanca, mais aussi MM. Ahmed Réda Guédira, conseiller du roi, et Driss Basri, l'entreprenant ministre de l'intérieur et de l'information, cheville ouvrière de ce prestigieux *« collectif »*.

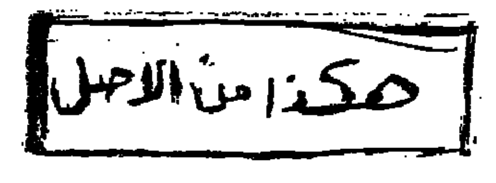
En raison de l'actualité, on s'intéresse particulièrement à une contribution telle que celle de Henry Kissinger — traduit par M. Michel Jobert, également signataire d'une chapitre. L'ancien secrétaire d'Etat rend hommage à *« un véritable allié et ami »*, bien que celui-ci *« éprouvât parfois des désaccords conséquents avec la politique extérieure américaine »*. Les sentiments de l'Amérique n'ont pas changé, puisque M. Guédira cite pour sa part une *« correspondance toute récente »* dans laquelle le président Reagan dit au roi : *« Je sais que le Maroc, sous la conduite éclairée de Votre Majesté, restera le bastion des valeurs du monde civilisé, montrant l'exemple au Moyen-Orient. »*

Mais l'intérêt de ces pages est aussi ailleurs. Elles apportent d'utiles éclairages sur la question du Sahara occidental et aident à comprendre le fonctionnement des institutions et la politique de développement économique et social du royaume.

Il s'agit évidemment d'un plaidoyer, mais présenté par des avocats qui savent toujours retenir l'attention. M. Basri a eu l'élégance, et l'habileté, d'accueillir au sein du collectif MM. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, et Habib el Malki, un des plus brillants éléments de cette formation d'opposition, qui exprime paisiblement des idées contestataires en matière d'économie. Il est douteux que des hommes de cette trempe aient pris le risque de paraître des faire-valoir s'ils n'avaient pas estimé que ce livre exprime avant tout la fierté d'être marocain.

J. G.

★ *Edification d'un Etat moderne, le Maroc de Hassan II*, Albin-Michel, 472 pages, 120 F.



Proche-Orient

La guerre du Golfe

L'Iran annonce l'occupation d'un îlot stratégique au sud de la péninsule de Fao

Vingt-quatre heures après le début de la nouvelle offensive iranienne au Kurdistan irakien, baptisée Kerbala-2, des unités navales iraniennes ont occupé, dans la nuit de lundi à mardi, le terminal pétrolier désaffecté d'Al Amaya, situé sur un îlot au large de la péninsule irakienne de Fao, à une trentaine de kilomètres à l'est de l'îlot koweïtienne de Boubyane. Le lancement de cette attaque à l'extrême sud du front, qui a reçu le nom de Kerbala-3, a été annoncé au Parlement iranien par l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, président du Majlis et représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense.

Les troupes iraniennes occupent une partie de la péninsule de Fao depuis février dernier. Les installations pétrolières de Fao et d'Al Amaya ne sont plus utilisées par l'Irak depuis le début de la guerre, en septembre 1980. On fait remarquer cependant de source iranienne que le terminal d'Al Amaya a été transformé en une base d'observation aérienne équipée de radars pouvant contrôler le trafic maritime dans cette partie du Golfe.

Offensive au Kurdistan

Bagdad et Téhéran ont donné des versions totalement contradictoires sur le déroulement de l'offensive iranienne au Kurdistan. Selon les Iraniens, l'offensive Kerbala-2, lancée dans la nuit de dimanche à lundi dans la région de Haj-Omran, à l'extrême nord du front, a permis aux forces de Téhéran d'occuper six hauteurs dans cette région montagneuse, de « libérer » une partie de la route Haj-Omran-Darband en territoire irakien et de mettre hors de combat plusieurs centaines d'Irakiens.

Selon Bagdad, trois divisions iraniennes ont traversé la frontière et commencé à se diriger vers le sommet stratégique de Kerdemend, les collines de Kerdaki et d'Abna, à 100 km à l'est d'Erbil, deuxième ville du Kurdistan irakien. Le sommet de Kerdemend (2 000 m) surplombe la vallée de Haj-Omran qui donne accès aux villes irakiennes d'Erbil, de Salaheddine et de Rawanduz dans le Kurdistan. Kerdemend est passé à deux reprises sous contrôle iranien, avant d'être repris par les forces irakiennes. Cette hauteur domine toutes les pistes utilisées par l'opposition kurde irakienne, d'où son enjeu stratégique.

La nouvelle offensive de l'Iran intervient deux mois environ après la dernière grande bataille terrestre entre l'Irak et l'Iran, qui a permis aux forces de Téhéran de reprendre le contrôle de l'agglomération iranienne de Mehran, au centre du front. Depuis, les deux pays s'étaient livrés au bombardement d'objectifs militaires et économiques adverses, tout en s'accusant mutuellement de viser leurs zones civiles respectives. Un missile iranien avait atteint Bagdad le 12 août dernier, laissant craindre un moment la reprise de la « guerre des villes » arrêtée depuis la mi-juillet 1985. Le raid lancé aussitôt après par l'Irak, pour la première fois contre le terminal pétrolier iranien de l'île de Sirri, avait alors amené les deux belligérants à transporter de nouveau la guerre dans les eaux du Golfe. – (AFP.)

● **IRAN : après la grève des médecins.** – Le Dr Mohamed Ali Hafizi, quatre-vingts ans, président élu de l'Association médicale d'Iran (IMA), emprisonné depuis la grève effectuée le 14 juillet par les onze mille médecins iraniens, a eu une crise cardiaque, et la vie de cet ancien opéré du cœur serait en danger, a-t-on appris lundi 1er septembre à Paris de sources médicales iraniennes. Le gouvernement a présenté une loi prévoyant de remplacer la majorité des membres élus de la direction de l'IMA par des responsables désignés et a nommé à la place du docteur Hafizi un ancien ministre de la santé, M. Hadi Manafi. Cela a provoqué un important mouvement de grève du corps médical les 14 et 28 juillet. – (AFP.)

LIBAN

Tirs contre des « casques bleus » norvégiens

Un convoi du contingent norvégien de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a essuyé, lundi 1er septembre, des tirs d'armes automatiques, qui n'ont pas fait de victimes, à l'intérieur de la « zone de sécurité » établie par Israël au Liban sud. L'un des véhicules du convoi, qui traversait la localité de Kfar-Kila (96 kilomètres au sud-est de Beyrouth) a été touché de plusieurs balles. C'est la première fois que les soldats du contingent norvégien, en stationnement dans le secteur oriental de la « zone de sécurité », sont pris pour cible depuis le déclenchement, le 11 août, d'une série d'incidents entre éléments armés et « casques bleus ».

A Beyrouth, une bombe a explosé dans la soirée devant le Sérail, siège des services du premier ministre, M. Rachid Karamé, dans le secteur ouest (musulman) de la capitale. L'attentat a eu lieu alors que le gouvernement devait se réunir ce mardi, pour la première fois depuis dix mois, en « comité de dialogue ».

Le président Amine Gemayel – qui ne participera pas à cette réunion – est rentré lundi soir à Beyrouth à l'issue d'une visite privée de quatre jours à Nice. Cependant, le président du Parlement, M. Hussein Husseini (un chiite), était, lui, attendu ce mardi à Paris pour des entretiens avec les responsables français – il devrait être reçu jeudi par M. Mitterrand. – (AFP.)

ÉGYPTE

Soixante-quinze militants islamistes ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat

LE CAIRE
de notre correspondant

Le procureur général égyptien, M. Mohamed El Guindi, a déféré lundi 1er septembre devant la Cour supérieure de sûreté de l'Etat soixante-quinze islamistes. Les prévenus, âgés de vingt-cinq ans en moyenne, sont accusés d'avoir incendié plusieurs magasins de vente et de location de cassetttes vidéo, en juin, dans le quartier populaire de Choubra, au Caire (le Monde du 4 juillet). Selon le parquet, certains des accusés ont avoué avoir incendié un cinéma et un théâtre, à la faveur de la mutinerie des conscrits de la police, en février.

L'acte d'accusation affirme que plusieurs des accusés avaient projeté l'assassinat du président Moubarak mais avaient reculé au dernier moment. De plus, les prévenus auraient volé des armes et des munitions appartenant à la police et à l'armée dans le but de préparer des attentats. Ces armes auraient servi à parfaire l'entraînement paramilitaire des membres de l'organisation. Le procureur général a requis contre les accusés des peines allant de plusieurs années d'emprisonnement aux travaux forcés à perpétuité.

La publication de l'acte d'accusation intervient au moment où les forces de l'ordre se livrent à une vaste campagne d'arrestations contre les milieux islamistes. Selon diverses sources, la police égyptienne aurait récemment appréhendé une centaine de militants musulmans.

A. B.

La visite de M. Raimond en Arabie saoudite

Le conflit irano-irakien au centre des entretiens

La poursuite de la guerre irano-irakienne a été au centre de l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a eu lundi soir 1er septembre à Djeddah avec le roi Fahd d'Arabie saoudite. Dans une déclaration à la presse saoudienne, le ministre a indiqué que la « situation dangereuse » suscitée par ce conflit, notamment dans le Golfe, la question palestinienne et la crise du Liban avaient figuré en tête de ses entretiens au cours de cette visite de deux jours en Arabie saoudite.

Les relations bilatérales ont aussi été abordées, particulièrement la coopération économique : le royaume est le premier fournisseur pétrolier de la France (20% des importations pétrolières françaises sont d'origine saoudienne), notamment au titre des compensations pour l'armement français fourni à l'Irak. – (AFP.)

Amériques

Aux Etats-Unis

Polémique sur la sécurité aérienne après la catastrophe de Los Angeles

La collision aérienne survenue dimanche 31 août près de Los Angeles a relancé la polémique, aux Etats-Unis, sur les conditions de sécurité au-dessus des aéroports américains. Parlementaires et professionnels de l'aviation civile font remarquer que cinq accidents graves ont fait 521 morts l'an dernier aux Etats-Unis. Ils notent aussi que le nombre des collisions en vol évitées de justesse est passé de 395, en 1981, à 777, en 1985, et que les erreurs de vol ont plus que doublé en cinq ans.

Tandis que le trafic a augmenté de 10 % depuis 1981, le nombre des contrôleurs aériens, lui, a diminué. Dans un article publié, lundi, par le New York Times, un expert estime que le licenciement collectif en 1981 par le président Reagan de 11 345 contrôleurs en grève a « porté un coup au système, dont il ne s'est toujours pas remis et dont il ne se relèvera pas tant que certains de ces anciens contrôleurs expérimentés et habiles n'auront pas été réembauchés ».

Certains professionnels affirment que les contrôleurs récemment engagés pour remédier à la pénurie sont sous-qualifiés et que la discipline des tours de contrôle laisse parfois à désirer. Il y a deux semaines, 34 des 248 contrôleurs du centre de Palmdale, en Californie, avaient été suspendus pour consommation de drogue. C'est au moment où le DC-9 d'Aero Mexico quittait la zone de contrôle de Palmdale pour entrer dans celle de l'aéroport de Los Angeles que l'appareil a, selon des témoins, percuté, dimanche, le petit avion de tourisme Piper.

A ces critiques, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) répond en affirmant que l'avion reste le moyen le plus sûr de voyager, soulignant que l'accident de dimanche est le seul d'une certaine importance à s'être produit cette année aux Etats-Unis. Les experts en sécurité aérienne, tant gouvernementaux que privés, se sont efforcés, ces dernières années, de réduire les risques de collision à proximité des aéroports en imposant des restrictions aux vols des avions de tourisme privés près des aéroports encombrés et en exigeant qu'ils soient équipés d'installations radio.

Selon les autorités, il faudra plusieurs jours, voire plusieurs semaines, avant de connaître le bilan définitif de la catastrophe de dimanche. Il est établi que les 64 passagers et membres d'équipage du DC-9 d'Aero Mexico et les 3 occupants du Piper ont été tués dans l'accident survenu au-dessus de Carritos, à 30 kilomètres de Los Angeles. Mais, au sol, le chiffre de 5 morts avancé, lundi matin, est « dépassé », a indiqué dans l'après-midi un responsable. Selon ce dernier, jusqu'à 20 personnes pourraient avoir été tuées dans les maisons détruites par la chute des débris du DC-9 et l'incendie qui a suivi.

Les autorités locales ont indiqué, lundi, que le pilote du Piper avait été victime d'une crise cardiaque quelques minutes avant la collision.

● **ARGENTINE : mort d'un ancien criminel de guerre nazi.** – La dépouille mortelle de Pedro Olmo, soupçonné d'être le criminel de guerre nazi Walter Kutschmann, a été inhumée, lundi 1er septembre, dans le cimetière allemand de Polvorines, à 30 kilomètres de Buenos-Aires. Pedro Olmo, âgé de soixante-douze ans, vivait en Argentine depuis 1947. Il faisait l'objet d'une demande d'extradition formulée par les autorités ouest-allemandes, qui le soupçonnaient d'être un ancien lieutenant-colonel SS. Selon le « chasseur de nazis », M. Simon Wiesenthal, qui avait découvert sa présence en Argentine, Olmo-Kutschmann était responsable de l'assassinat d'universitaires en juillet 1941 dans la ville de Lvov à l'époque polonaise mais aujourd'hui située en territoire soviétique. Il était également accusé du meurtre de mille cinq cents à deux mille cinq cents juifs en Pologne en 1942. – (AFP.)

● **EL SALVADOR : nouvelle rencontre préparatoire au Costa-Rica, entre le gouvernement et la guérilla.** – Mgr Rivera y Damas, archevêque de San-Salvador, a annoncé, dimanche 31 août, que des représentants du gouvernement et de la guérilla devaient se rencontrer au Costa-Rica pour préparer le « troisième round » des pourparlers de paix qui devraient avoir lieu normalement en septembre au Salvador. Mgr Rivera y Damas n'a pas précisé la date de cette réunion préparatoire. – (UPI.)

● **MEXIQUE : le PAN boycotte le discours présidentiel.** – Le discours du président mexicain Miguel de La Madrid sur l'état de la nation, qu'il a prononcé lundi 1er septembre, a été boycotté par les quarante et un députés du Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite). Les députés entendaient protester contre la fraude pratiquée selon eux en juillet par le gouvernement lors des élections des gouverneurs de province.

Superman, héros fatigué, prend des vacances

WASHINGTON
correspondance

S'agit-il d'une simple coïncidence ? Au moment où les Rambo, Rocky et autres héros à gros muscles et petite cervelle font le succès de films et de bandes dessinées, le bon vieux Superman, lui, s'offre un temps mort et part en congé pour quelques années. « L'homme d'acier », qui, depuis quarante-huit ans, emploie ses dons extraordinaires au service du bien et de la justice, n'a, en effet, rien de commun avec les nouveaux héros, hommes de violence animés par la haine. Des millions d'enfants et de parents regretteront l'effacement, même temporaire, de Superman, tombé sur la terre d'une autre planète et doté d'une puissance surnaturelle.

Ce héros d'innombrables bandes dessinées, de dessins animés, de films et d'une comédie musicale fait partie du folklore, et les oreilles de multiples générations retentissent toujours de l'annonce solennelle de Superman faite d'une voix de stentor à la radio : « Plus rapide qu'un balle de fusil, plus puissant qu'une locomotive, il saute d'un seul bond au-dessus des hauts buildings. Regardez... Le voilà dans le ciel, c'est un oiseau, c'est un avion, c'est Superman. » Combien de parents ont dû dissuader leur progéniture de se lancer aussi dans les airs, revêtue de la cagoule et de la fameuse cape s'ouvrant sur un torse puissant, marqué d'un « S » gigantesque !

Superman est né en 1938, au moment de la grande crise et alors qu'Hitler était au pouvoir. Dans ce monde gros de dangers, il représentait l'espoir que la justice et l'humanité finiraient par l'emporter sur les forces du mal. Pas à coups de mitraillettes et en tirant dans le tas, comme le font ses sinistres successeurs. Superman, mobilisé en permanence au service du bien, intervenait en dernière minute. Sans avoir à manger des épinards, comme Popeye, il portait sur ses épaules d'énormes fardeaux, arrêtait les avions en plein vol, repoussait de ses poings les météores, volait dans les airs plus vite que la lumière pour accomplir sa BA quotidienne.

Faute de pouvoir toujours compter sur l'US Cavalery, les Américains mettent leurs espoirs dans des interventions surnaturelles pour les sortir de situations périlleuses. Dans la vie de tous les jours, Superman est Clark Kent, un reporter de la Planète quotidienne. Naturellement, une consœur, Loïs Lane, en est follement amoureuse. Mais il la trouve un peu collante, au point même qu'il s'écrie un jour : « Elle m'ennuie, j'aurais préféré qu'elle idolâtre quelqu'un d'autre. »

Combien de jeunes femmes cependant ont rêvé que l'employé anodin et discret travaillant à leurs côtés se transformerait un jour en héros invincible... Aussi bien, sur son modèle, on a vu apparaître dans les bandes dessinées d'autres héros comme Superwoman, aujourd'hui transformée en Wonderwoman, et même un Superlapin, justicier du règne animal.

« De la rouille dans l'homme d'acier »

Mais les temps changent, « il y avait un peu de rouille dans l'homme d'acier », ont estimé les créateurs de Superman. Après tout, il approchait de la cinquantaine, d'où la nécessité de lui faire un lifting, de le revitaliser, de modifier sa personnalité. Pour son cinquantième anniversaire, il réapparaîtra sous les traits de « L'homme de demain ». Certes, il continuera à franchir des montagnes, à traverser les cieux, à porter à bout de bras des voitures, bref, à accomplir d'innombrables prouesses. Il continuera à se cacher dans un endroit discret, de préférence une cabine téléphonique, pour abandonner ses vêtements civils et revêtir sa tenue de Superman. Mais il écrira maintenant des romans pour attirer la nouvelle Loïs Lane, une femme moins éperdue d'amour, plus concentrée sur sa carrière, maîtrisant ses émotions, bref plus difficile à séduire.

Héros fatigué, mais rajeuni, il ne sera plus tout d'une pièce. Non, il ne va pas devenir un « intello » sophistiqué, mais seulement un aimable quinquagénaire plus subtil. Il prendra mieux conscience de ses limites, et quand il immobilisera dans les airs un gros appareil de transport, son front se couvrira de sueur. On ne peut pas être et avoir été.

HENRI PIERRE.

● **BOLIVIE : un policier tué dans une manifestation.** – Un policier a été tué et trois autres personnes au moins ont été blessées, lundi 1er septembre, à Cochabamba, au cours d'une manifestation contre l'état de siège proclamé la semaine dernière, a déclaré le ministre de l'intérieur, M. Fernando Barthelemy. Il a ajouté que la police avait découvert une cache d'armes à l'intérieur de l'université de cette ville, affirmant : « C'est la preuve qu'un plan subversif pour renverser le gouvernement a existé et existe toujours. – (Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

Assassinat d'un sénateur communiste

Bogota. – Un sénateur communiste du Parti de l'union patriotique (PUP), M. Jimenez Obando, et deux autres hommes politiques ont été tués, lundi 1er septembre, par des inconnus circulant à motocyclette à Villavicencio, à 100 kilomètres au sud-est de Bogota. C'est le deuxième meurtre d'un membre du PUP, le front de gauche formé par des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, pro-communistes) en trois jours. Samedi, le député Leonardo Posada Pedraza avait été tué dans des circonstances semblables à Barrancabermeja, dans le centre du pays.

M. Jaime Pardo Leal, candidat du PUP à l'élection présidentielle de mai dernier, a condamné ces meurtres en les imputant à des groupes paramilitaires. Il a souligné que ces attentats compromettaient le processus de paix entamé avec la signature d'une trêve entre les FARC et le gouvernement de l'ancien président Belisario Betancur, aux termes duquel les guérilleros suspendaient leur lutte armée pour se consacrer à l'action politique. « Le PUP ne peut pas se laisser éliminer », a souligné M. Pardo Leal. – (AFP, UPI.)

Japon

Douze étrangers font la grève de la faim

Tokyo. – Dix religieux et deux laïques étrangers ont entamé, lundi 1er septembre, leur deuxième jour de grève de la faim pour protester contre une loi sur l'immigration qu'ils jugent discriminatoire. Parmi eux figurent deux pasteurs américains et un pasteur canadien, deux prêtres français et un prêtre espagnol, ainsi que quatre pasteurs et deux laïcs coréens.

« Nous faisons cela par solidarité avec la minorité coréenne », a déclaré le Père Constant Louis, un missionnaire français établi depuis trente ans au Japon. La loi incriminée frappe surtout les sept cent mille Coréens qui constituent 80 % des résidents étrangers au Japon. Elle leur impose de donner aux autorités japonaises leurs empreintes digitales tous les cinq ans à partir de l'âge de seize ans, alors que la plupart sont des descendants de Coréens contraints d'aller travailler au Japon pendant la colonisation japonaise en Corée, entre 1910 et 1945.

Les douze grévistes de la faim, qui refusent de donner leurs empreintes, risquent l'expulsion et jusqu'à un an de prison. – (AFP.)

Nicaragua

Cinq partis d'opposition réclament la suspension du débat sur la Constitution

Managua. – Cinq partis de l'opposition nicaraguayenne ont réclamé lundi 1er septembre la suspension pour deux mois du débat sur la nouvelle Constitution en préparation, affirmant que ce débat n'était pas démocratique.

« La discussion et l'adoption de la Constitution devraient être un processus profondément démocratique, sans censure de la presse. Les moyens d'information de l'Etat devraient être mis à la disposition de tous les partis, qui devraient recevoir des garanties de liberté d'action et de mobilisation politique ».

« Notre processus constitutionnel ne se déroule pas dans ces conditions », affirme le document publié par les partis.

Deux d'entre eux, le Parti libéral indépendant (PLI) et le Parti conservateur démocrate (PCD), ont refusé de participer au débat constitutionnel qui se déroule au Parlement, où le Front sandiniste au pouvoir contrôle les deux tiers des sièges. Les trois autres formations signataires du document sont le Parti populaire social-chrétien, le Parti communiste et le Parti socialiste. – (Reuter.)

Pakistan

Un opposant arrêté à son retour d'exil

Ghulam Mustapha Khar, l'un des dirigeants de l'opposition au président Mohamed Zia Ul Haq, a été arrêté samedi 30 août à l'aéroport de Karachi, à son retour au Pakistan après neuf ans d'exil, a déclaré la police pakistanaise. M. Khar, ancien gouverneur de la province du Pendjab, avait été le bras droit de l'ancien premier ministre Ali Bhutto. En désaccord politique avec Mme Benazir Bhutto, fille d'Ali Bhutto et chef du Parti du peuple pakistanais (PPP), M. Khar devait participer samedi, à Lahore, à la formation d'un nouveau parti.

Ce parti, le Parti national du peuple, a bien été fondé par M. Ghulam Mustapha Jatoi, ancien ministre et ancien chef, pour la province du Sind, du PPP de Benazir Bhutto. On évoque la possibilité de voir M. Jatoi être nommé premier ministre par le président Zia, afin de contrer plus efficacement Mme Bhutto. – (AFP, AP, Reuter.)

مكذا من الاصل

Europe

URSS : le naufrage d'un paquebot en mer Noire

« Une véritable tragédie »

Un paquebot soviétique pouvant transporter près d'un millier de passagers et trois cent cinquante hommes d'équipage a coulé au large de Novorossisk, en mer Noire, dans la nuit du 31 août au 1er septembre, après une collision avec un cargo, également soviétique. L'agence officielle Tass a fait état *« de pertes en vies humaines »*, sans autre précision.

Selon un responsable du ministère soviétique de la marine marchande, le paquebot a coulé en une vingtaine de minutes, après avoir été heurté par un *« grand »* cargo transportant du blé, le *Piotr Vasev*. *« C'est une véritable tragédie »*, a ajouté ce responsable, cité par l'agence Reuter. Lundi 1er septembre, des équipes de secours espéraient encore retrouver des rescapés, la température élevée de l'eau en cette saison augmentant leurs chances de survie. Mais le responsable soviétique s'est montré pessimiste en ce qui concerne les passagers qui se trouvaient dans leurs cabines au moment de l'accident, survenu vers minuit, par temps clair et vent modéré. Il n'y avait aucun étranger à bord.

En février dernier, un autre paquebot soviétique, le *Mikhail Lermontov*, avait fait naufrage au large de la Nouvelle-Zélande, et en juin 1983, l'*Alexandre Souvorov* coulait après avoir heurté un pont sur la Volga. Le bilan des victimes n'a jamais été rendu public, mais selon plusieurs témoins au moins deux cent cinquante personnes auraient alors péri. — *(Reuter, AFP, UPI.)*

MOSCOU
de notre correspondant

Les catastrophes sont chaque jour un peu moins tabou en URSS. Il fut un temps où même les tornades et les tremblements de terre n'étaient pas mentionnés dans le presse, et à plus forte raison, les tragédies dues à l'activité humaine. On n'en est certes pas encore à annoncer instantanément les accidents. Il faut d'abord que le « centre » soit informé et décide, après réflexion, si la population doit l'être à son tour. Mais il n'a fallu cette fois « que » vingt-quatre heures pour rendre public le naufrage, en mer Noire, du paquebot *Amiral Nakhimov*.

Tass a annoncé le naufrage, lundi soir, dans une dépêche de six lignes. *« Des mesures ont été prises pour venir en aide aux passagers. On signale des victimes »*, indiquait l'agence soviétique. Une commission gouvernementale, dirigée par M. Gueidar Aliev, premier vice-président du gouvernement, a été constituée pour enquêter sur les causes de l'accident. Le présentateur du journal télévisé, lundi soir, s'est contenté de lire ce court communiqué.

Le ton solennel adopté par Tass laisse présager une catastrophe d'importance majeure, mais aucune précision n'est donnée sur les causes du naufrage et encore moins sur ses circonstances. Les termes employés suggèrent que des passagers étaient encore secourus lors de la diffusion du communiqué, donc environ vingt heures après l'accident.

L'*Amiral Nakhimov* est un paquebot de 17 053 tonnes et 174 mètres de long. Construit en Allemagne en 1925, il était à l'origine mû par la vapeur. Il aurait servi de navire-hôpital à l'armée allemande (il s'appelait alors *Le Berlin*) et fut livré aux Soviétiques au titre de dommages de guerre après le deuxième conflit mondial. Il peut transporter huit cent soixante-dix passagers.

M. Aliev avait déjà présidé une commission d'enquête sur le naufrage d'un bateau sur la Volga, en juin 1983. Le rapport de cette commission n'a jamais été publié.

La même volonté de *glasnost* (« transparence ») s'est manifestée lundi à propos du tremblement de terre du 31 août en Moldavie, près de la frontière roumaine. Des images ont été montrées lundi soir à la télévision. Tass a annoncé que les dégâts étaient considérables. Quarante personnes ont été hospitalisées, dont deux dans un état grave. Il n'y aurait en cependant qu'un seul mort.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● **La Modalvie éprouvée.** — Le séisme qui a secoué les Balkans, samedi 30 août dans la nuit, a fait un mort en Moldavie soviétique, a indiqué, lundi 1er septembre, l'agence Tass. Plus de cinq cent cinquante personnes ont demandé des secours médicaux et quarante-deux ont dû être hospitalisées, dont deux sont dans un état grave.

Plus de six cents familles devront être relogées, précise l'agence soviétique, qui ajoute que le séisme a causé *« un préjudice considérable aux entreprises industrielles et agricoles, aux installations sociales et à l'habitat »* et que *« plusieurs installations énergétiques ont été mises hors d'état de fonctionner »*. — *(AFP, Reuter.)*

ITALIE

Le numéro deux du Parti socialiste demande l'arrêt du programme électronucléaire

ROME
de notre correspondant

De retour de Nuremberg où il a assisté au congrès du Parti social-démocrate ouest-allemand, le vice-secrétaire du Parti socialiste, M. Claudio Martelli, a demandé l'arrêt pur et simple du programme électronucléaire italien, le démantèlement des centrales en service et le retrait de la participation italienne dans le réacteur rapide Superphénix.

Les propositions de M. Martelli vont dans le sens du projet de référendum pour lequel le Parti communiste affirme avoir déjà recueilli plus d'un million de signatures. S'il est autorisé, ce référendum pourrait se tenir au printemps prochain, à moins que le Parlement n'ait d'ici là modifié la législation actuelle.

La démocratie chrétienne a réagi avec vigueur à l'initiative socialiste. *Il popolo*, son organe de presse, a accusé M. Martelli d'afficher une position *« en contradiction ouverte avec la ligne suivie par le gouvernement »* et de faire du nucléaire *« un thème de propagande à des fins électorales »*. La DC lui reproche en outre d'anticiper les conclusions de la conférence sur l'énergie au cours de laquelle experts et savants devraient décider en décembre prochain des normes de sécurité les plus adaptées pour l'Italie.

Les mesures proposées par M. Martelli reviendraient à réduire à néant l'un des programmes électronucléaires déjà les moins ambitieux d'Europe. M. Martelli demande la suspension des travaux dans les centrales de Montalto-di-Castro (Latium), où 2 800 des 6 000 milliards de lires de crédits ont déjà été dépensés, et de Trino-Vercellese où la deuxième phase d'expansion a été mise en route peu avant l'accident de Tchernobyl. L'unique centrale italienne en fonctionnement, celle de Caorso, dans le Nord-Est, devrait également être fermée, de même que deux petits réacteurs expérimentaux.

(Intérim.)

RFA

Trois Allemands de l'Est dont un lieutenant-colonel se réfugient à l'Ouest

Trois Allemands de l'Est se sont enfuis vers la RFA, au cours du week-end des 30 et 31 août. Un lieutenant-colonel des gardes frontières de la RDA, Dietmar Mann, a fait défection dimanche, près d'Ulzen, en Basse-Saxe. Dans cette même région, un caporal, surveillant des ouvriers travaillant sur la frontière, s'est également réfugié en RFA. En Bavière, un maçon est parvenu à franchir la ligne de barbelés et les champs de mines qui séparent les deux Allemagnes.

Ces trois nouvelles défections s'ajoutent à celles, parfois spectaculaires, qui se sont produites depuis le 13 août dernier, jour anniversaire de la construction du Mur de Berlin en 1961. La vague de défections qui frappe aujourd'hui la RDA peut, certes, s'expliquer par le tapage médiatique effectué autour de cet anniversaire.

Le caractère impulsif des fuites — franchissement « en force » par un camion de « Check Point Charlie » à Berlin (*le Monde* du 30 août), ou brusque désertion de militaires postés sur la frontière — pourrait conforter cette hypothèse. En effet, la plupart des défections notées avant le 13 août se produisaient à l'occasion de voyages à l'étranger de citoyens de la RDA, ce qui demande une planification à plus long terme, et souvent le recours à des passeurs qui organisent pour les candidats à l'émigration illégale le franchissement de frontières moins hermétiques que celle de la RDA, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie, notamment.

On note, par ailleurs, que les autorités de Berlin-Est montrent une certaine « souplesse » dans l'octroi de visas de sortie définitive du territoire à des opposants au régime désireux d'immigrer. Le 15 août dernier, en effet, un poète et auteur de chansons très connu des deux côtés du mur, Sascha Anderson, a obtenu l'autorisation d'émigrer six semaines seulement après en avoir fait la demande.

L. R.

GRANDE-BRETAGNE : l'ouverture du congrès de Brighton

Les syndicats se prononcent pour le vote à bulletin secret en cas de grève

Le congrès des syndicats britanniques qui s'est ouvert le lundi 1er septembre à Brighton a approuvé d'emblée, comme l'en pressait le Parti travailliste, certaines révisions des règles régissant l'activité syndicale. Ces modifications entérinent en grande partie la nouvelle législation sur les relations industrielles imposée depuis le début des années 80 par le gouvernement conservateur. Les congressistes se sont en particulier prononcés en faveur du vote à bulletin secret en cas de grève. Le mouvement syndical avait frôlé la scission il y a un an sur cette question, après que le syndicat des mécaniciens eut accepté d'appliquer la nouvelle législation.

Alors que se rapproche en Grande-Bretagne l'échéance électorale, le congrès de Brighton sera celui de l'union derrière le Parti travailliste et son leader, M. Neil Kinnock, qui devait s'adresser aux congressistes ce mardi. Ce sera aussi le congrès d'un mouvement syndical affaibli, dont les forces sont érodées par un chômage élevé et persistant, et qui subit encore le contre coup de l'échec de la longue grève des mineurs de 1984-1985.

Avant que n'ait lieu le vote de lundi, les appels des dirigeants à s'unir derrière le Parti travailliste s'étaient perdus dans le vacarme provoqué par une manifestation des « durs » du syndicat du Livre. Plusieurs centaines d'ouvriers du Livre s'étaient rassemblés devant le bâtiment du congrès pour dénoncer le syndicat des électriciens. Ils reprochent aux « électriciens » d'avoir passé un accord avec le magnat de la presse, Ruppert Murdoch, pour imprimer les journaux de son groupe dans des imprimeries nouvelles utilisant des techniques ultra-modernes et un personnel restreint. Cinq mille ouvriers du Livre ont été licenciés par M. Murdoch. Des renforts de police ont été appelés, mais la manifestation s'est terminée sans incident.

● **Visa d'entrée pour les ressortissants de plusieurs pays du Commonwealth.** — Le gouvernement britannique a annoncé, lundi 1er septembre, l'instauration d'un régime de visas d'entrée pour les ressortissants de cinq pays d'Afrique occidentale et du sous-continent indien, justifiant ce régime plus restrictif par le souci de faciliter le travail des services d'immigration surchargés. Les pays affectés par la nouvelle réglementation sont l'Inde, le Bangladesh, le Ghana, le Nigéria, tous membres du Commonwealth, et le Pakistan, qui l'a quitté en 1972. Le nouveau régime entrera en vigueur d'ici quelques semaines. — *(AFP.)*

PORTUGAL

Attentats à la bombe en Algarve

Un groupe terroriste jusque-là inconnu, s'intitulant Organisation révolutionnaire armée (ORA), a revendiqué, lundi 1er septembre, trois attentats à la bombe commis la veille en Algarve, dans le sud du Portugal.

Des engins de forte puissance avaient explosé devant trois complexes touristiques, dont l'un est situé à moins de 300 mètres de la résidence d'été du président de la République, M. Mario Soares. Il n'y a pas eu de victimes.

Dans un communiqué adressé aux agences de presse, l'ORA indique que *« ces bombes ont pour but de faire voir aux Portugais que l'Algarve n'est utilisée que dans l'intérêt des classes privilégiées et du capitalisme international »*. Ces mêmes attentats ont également été revendiqués par une autre organisation, les *Commandos armés de libération*, elle aussi inconnue.

Par ailleurs, un interlocuteur anonyme a annoncé, dans un coup de téléphone à l'Agence France Presse, la création au Portugal d'un groupe antiterroriste, qui entend exercer des représailles contre tout attentat visant les intérêts nationaux. — *(AFP, Reuter.)*

Diplomatie

Les projets de M. Oreja, secrétaire général

Comment faire du Conseil de l'Europe la « conscience » des démocraties du continent ?

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Secrétaire général du Conseil de l'Europe depuis deux ans environ, M. Marcelino Oreja ne manque pas de projets pour relancer, à partir de cette rentrée, l'organisation des Vingt et un. *« Cette institution, qui est la plus ancienne de l'Europe, doit servir essentiellement à une chose*, explique-t-il : *renforcer la cohésion entre les démocraties du continent, et donc, en définitive, entre les Européens eux-mêmes. Pour cela, il faut, en fuyant cette routine qui est la plaie des organisations internationales, multiplier les opérations concrètes, les rencontres susceptibles de déboucher sur des résultats tangibles. Ainsi, nous pourrons devenir la conscience de l'Europe. »*

Un seul domaine se trouve *a priori* exclu de cet effort : celui de la défense. Mais sur le terrain des droits de l'homme, de l'éducation, de la culture, de la santé, de l'environnement ou des droits sociaux, le secrétaire général du Conseil de l'Europe est bien décidé, maintenant qu'il a pris toute la mesure de l'organisation qu'il dirige, à lui donner un nouveau souffle. Un certain nombre d'opérations ont déjà été lancées ou sont en cours d'étude, dans des domaines aussi divers que la lutte antiterroriste, la biogénétique, la protection des données en informatique ou les nouvelles technologies.

Mais le Conseil peut-il devenir réellement un forum politique au sein duquel seraient recherchés les voies et moyens de l'unification européenne ? *« Sur le plan institutionnel*, répond M. Oreja, *il ne faut pas se tromper de genre. La coopération politique européenne appartient surtout à la Communauté, surtout maintenant qu'un secrétaire général va être chargé d'en assurer le suivi. Mais le conseil des ministres et l'assemblée parlementaire des Vingt et un peuvent favoriser le dialogue politique. Et surtout, nous voulons inciter les démocraties à mieux défendre ce qu'elles ont en commun, à l'enrichir et à le développer. »*

Dans cette perspective va être organisée l'an prochain une grande Conférence de Strasbourg sur le thème : « Comment rendre la démocratie plus efficace ? » La réflexion des participants — des invitations seront lancées à l'ensemble des pays à régime libéral — sera menée dans deux directions : la participation des citoyens et l'éducation à la démocratie.

Autre orientation résolument politique des projets du Conseil de l'Europe : préparer entre tous les Etats membres, les prochains travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à laquelle tous les Etats membres sont partie prenante puisque celle-ci regroupe tous les Européens sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada. Les Vingt et un ne peuvent guère espérer y constituer une sorte de bloc, alors que les Douze, ceux de la CEE, s'y emploient de plus en plus. Mais le vaste échange de points de vue auquel il va être procédé entre eux avant la réouverture de la conférence, fixée au 4 novembre à Vienne, devrait permettre une réflexion commune sur les rapports avec l'« autre Europe », celle de l'Est, à l'égard de laquelle M. Oreja n'exclut pas certaines ouvertures prudentes.

La lutte contre le terrorisme

Quant à la lutte contre le terrorisme, elle va faire l'objet d'une autre conférence, en novembre prochain, pour tenter d'améliorer la coordination sur trois plans. Le premier est juridique ; il s'agirait en particulier de faire ratifier la convention européenne contre le terrorisme par les quatre pays qui manquent encore à l'appel (France, Irlande, Grèce et Malte) et de perfectionner les mécanismes d'extradition. Le deuxième est pratique et opérationnel : ancien gouverneur général du Pays basque espagnol, M. Oreja se souvient des difficultés qu'il rencontrait alors pour trouver des interlocuteurs étrangers, chaque fois que la lutte antiterroriste prenait un caractère international, c'est-à-dire souvent : *« Il faudrait qu'il y ait un coordonateur par pays, un « M. Antiterrorisme »*, estime-t-il. Enfin, il s'agirait de renforcer la coopération des Vingt et un contre les aspects « diplomatiques » du terrorisme, en établissant des règles claires et simples. Un comité d'experts est déjà au travail et fera des propositions précises à la conférence de novembre.

Le mois suivant aura lieu à Vienne une réunion consacrée à l'avenir des médias en Europe, face au triple défi — technologique, financier et culturel — qui leur est lancé. En attendant que voit le jour le vrai réseau de télévision européen que M. Oreja appelle de ses vœux, certaines réalisations communes pourraient être entreprises.

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe sait bien que son organisation, mal connue des Européens eux-mêmes, et souvent sous-utilisée par les gouvernements, surtout ceux de la CEE, n'a de chance de jouer un rôle actif dans la construction du continent vers son unité politique que si elle préfère systématiquement les projets concrets aux grands discours. Son arrivée au secrétariat général a incontestablement marqué le début d'une période de renouvellement, et paraît avoir mis un terme à quelques doutes existentiels qui s'étaient emparés de bon nombre de cadres de l'organisation. Mais M. Oreja mesure qu'il faut maintenant au Conseil de l'Europe enregistrer un certain nombre de résultats précis — ce en quoi l'organisation ne saurait se passer de la bonne volonté des gouvernements.

BERNARD BRIGOULEIX.

Les pressions américaines sur Tripoli

Accueil réservé pour le général Walters à Madrid

MADRID
de notre correspondant

L'envoyé spécial du président Reagan, M. Vernon Walters, semble n'avoir obtenu qu'un succès mitigé lors de la première étape de sa tournée européenne. L'entrevue d'un peu plus d'une heure qu'il a eue le lundi 1er septembre, à Madrid, avec le ministre des affaires étrangères, M. Fernandez Ordonez, n'a apparemment pas suffi, en effet, à convaincre le gouvernement espagnol de la nécessité d'adopter des sanctions économiques supplémentaires contre la Libye.

Tout en soulignant publiquement qu'il n'était pas venu pour *« formuler des exigences »*, M. Walters a insisté dans sa conversation avec le ministre espagnol sur le désir du gouvernement américain de voir ses alliés européens *« resserrer le cercle »* autour du régime du colonel Kadhafi. Il a, notamment, demandé que l'Espagne (le troisième partenaire commercial européen de la Libye) réduise ses échanges avec Tripoli. En 1985, 10 % du pétrole et 36 % du gaz naturel importés par Madrid provenaient de la Libye, soit, respectivement, 3,8 millions de tonnes et 668 000 tonnes. Plusieurs entreprises espagnoles de construction travaillent actuellement dans le pays du colonel Kadhafi.

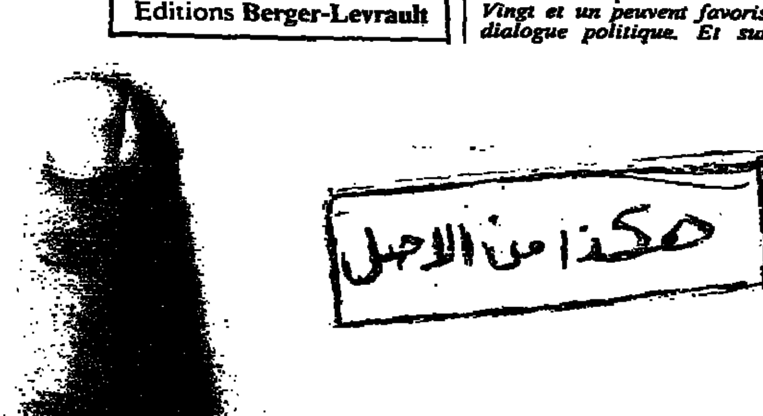
Dans les milieux diplomatiques, à Madrid, on affirmait toutefois, à l'issue de la visite de M. Walters, *que ce dernier n'avait apporté aucune « preuve irréfutable »* d'une résurgence du terrorisme appuyé par Tripoli qui puisse justifier un nouveau *« tour de vis »* à l'égard de la Libye. On faisait valoir, dans ces conditions, la difficulté d'envisager des sanctions purement *« préventives »* contre le régime du colonel Kadhafi. On soulignait en outre que, en tout état de cause, de nouvelles mesures en ce sens devraient faire l'objet d'une concertation entre alliés, sans être décidées unilatéralement par l'un d'eux, et qu'elles devraient être *« proportionnelles »* et *« conformes au droit international »*. Une définition qui exclut, soulignait-on dans ces mêmes milieux, des mesures militaires tel que le bombardement de Tripoli.

Une fois ces importantes réserves émises, M. Fernandez Ordonez n'en a pas moins assuré M. Walters que son gouvernement était disposé à renforcer la collaboration internationale en matière antiterroriste, rappelant à cet égard que l'Espagne avait été le premier pays à demander la convocation d'une conférence internationale sur ce thème. M. Walters a d'ailleurs procédé à un échange de vues à ce sujet avec le sous-secrétaire d'État à l'intérieur, M. Rafael Vera, qui a informé l'envoyé du président Reagan de l'action particulièrement intense des groupes extrémistes islamiques en Espagne.

M. Fernandez Ordonez a, enfin, pu apporter à M. Walters des informations de première main sur l'attitude actuelle des pays arabes du « Front du refus », puisqu'il venait d'effectuer, une semaine auparavant, une visite officielle à Damas. Le ministre espagnol des affaires étrangères s'était d'ailleurs entretenu, le 26 août, avec le chef d'état-major syrien, M. Assad, juste après que celui-ci eut effectué un voyage éclair à Tripoli pour assurer le colonel Kadhafi de sa *« solidarité »*. A défaut de quitter Madrid avec un assentiment espagnol quant à de nouvelles sanctions, M. Walters y aura, à tout le moins, fait moisson d'informations concernant la délicate situation au Proche-Orient.

THIERRY MALINIAK.

● **Nouvelle tournée de M. Richard Murphy au Proche-Orient.** — Le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires du Proche-Orient, arrivé lundi soir 1er septembre en Israël, s'est immédiatement entretenu avec le premier ministre, M. Shimon Pérès, des perspectives d'une relance du processus de paix dans la région. Il devait se rendre ce mardi à Amman, puis vraisemblablement en Egypte. Son séjour est lié à l'éventualité d'un sommet entre M. Pérès et le président Moubarak. A ce propos, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ahmed Esmat Abdelmeguid, vient de réaffirmer que ni le lieu ni la date d'une pareille rencontre n'avaient encore été fixés. — *(AFP, Reuter.)*



Le projet de redécoupage électoral

La justice à portée de la main

par Maurice Duverger

DANS un scrutin majoritaire, un Parti communiste proche des 10 % des suffrages ne pourrait guère réunir les trente députés nécessaires pour former un groupe parlementaire, même avec un découpage favorable à la gauche. La campagne de *l'Humanité* contre celui préparé par Charles Pasqua est inefficace, parce qu'elle tend au rétablissement de la proportionnelle, impossible désormais. En proférant des critiques mal ajustées contre le projet d'ordonnance délimitant les circonscriptions électorales, on le renforce plutôt qu'on ne l'affaiblit. Les trois propositions ci-dessous tendent simplement à rendre plus claires les données objectives du problème.

Proposition numéro 1 : le découpage en cours ne peut être jugé que dans la logique du système majoritaire. Réclamer qu'un parti ait un pourcentage de sièges égal à son pourcentage de suffrages, c'est raisonner dans la logique de la proportionnelle. Séduisante *a priori* parce qu'elle paraît juste, cette logique fractionne la représentation des citoyens en multiples nuances, empêche habituellement la formation d'une majorité stable et homogène, transfère des électeurs aux partis le choix des gouvernants et leur révocation. En désignant l'équipe au pouvoir parmi les deux qui affrontent leurs suffrages majoritaires, en la maintenant pendant toute la législature, en la confirmant ou en la rejetant eux-mêmes à l'expression de celle-ci, les Anglais sont plus exactement représentés que les Italiens, dont les suffrages proportionnels aboutissent à distribuer les cartes à des comités qui en jouent à leur gré et forment ainsi des gouvernements éphémères, hétérogènes et impotents.

L'efficacité du système majoritaire est obtenue par le mécanisme d'une triple contraire. D'une part, les tendances voisines sont obligées de s'unifier dans un parti si le scrutin est à tour unique ou de s'allier au second tour s'il existe : les formations incapables de fusion ou de coalition étant écrasées. D'autre part, le parti ou l'alliance qui l'emporte finalement bénéficie d'ordinaire d'un pourcentage de sièges supérieur à son pourcentage de voix, le parti ou l'alliance vaincu subissant un effet contraire. Enfin, le parti dominant dans les coalitions du second tour est surreprésenté et les autres sont sous-représentés. Par conséquent, même dans le découpage le plus loyal, une simulation fondée sur les suffrages exprimés le 16 mars dernier montrerait une droite favorisée par rapport à la gauche, des socialistes favorisés par rapport aux communistes, et un Front national écrasé.

L'honnêteté du découpage en cours peut s'apprécier par deux éléments principaux : d'une part, l'égalité démographique des circonscriptions qui empêche les régions conservatrices d'avoir plus de députés que les autres par rapport à leur population ; d'autre part, l'absence de manipulations concentrant les voix de la gauche dans les circonscriptions où elle est déjà forte pour favoriser la droite dans les circonscriptions voisines, ou dissolvant au contraire des circonscriptions de gauche dans des circonscriptions de droite qui les entourent. Le Conseil constitutionnel et la commission de hauts magistrats n'ont vérifié que la première. Le Conseil d'Etat pourrait examiner la seconde : mais on doute qu'il le fasse.

Proposition numéro 2 : le découpage de M. Pasqua paraît moins malhonnête que celui de 1981, mais moins honnête que celui de 1956. Dans la mesure où les simulations du ministre de l'intérieur sont sérieuses, son projet de découpage apparaît moins critiquable que celui appliqué en 1981. Avec les 32 % des suffrages qu'ils ont réunis le 16 mars dernier, les socialistes auraient obtenu 21 % des sièges dans le système de 1981, tandis que le découpage de M. Pasqua leur en apporterait environ 30 %. Avec ses 9,8 % de suffrages, le Parti communiste n'aurait eu que 2 % des sièges en 1986 dans le découpage de 1981, tandis que celui en préparation leur en allouerait entre 4 et 5 %.

Mais le découpage fonctionnant en 1981 était tout à fait malhonnête. Pour atteindre la majorité des sièges, la gauche devait réunir environ 52 % des suffrages. En 1978, la droite a pu bénéficier, au contraire, d'une inversion de majorité : avec 46,5 % des suffrages seulement, elle a emporté 56 % des sièges, alors que la gauche n'en obtenait que 40 % avec 48,5 % des suffrages.

Une si flagrante injustice résulte du refus des gouvernements successifs de réviser le découpage décidé par le général de Gaulle en 1958, cependant valable au départ. Jacques Fauvet avait pu écrire : *« La confection d'une nouvelle carte électorale était une opération délicate : compte tenu des observations qui ont été présentées, ses auteurs l'ont effectuée honnêtement »*. Le redécoupage Pasqua ne mérite pas un tel compliment. Sous la pression du Conseil constitutionnel, son auteur a corrigé la déformation que l'exode rural et l'inégale évolution des villes avaient opérée en trente ans sur l'œuvre gaullienne. Mais il a multiplié les manipulations politiques, favorisant la droite et défavorisant la gauche, avantageant le RPR et rognant l'UDF.

Une commission d'experts

Proposition numéro 3 : le président de la République peut rendre le découpage en cours plus honnête. C'est mal poser le problème que le réduire au dilemme *« signer ou ne pas signer »*. Le président n'a pas intérêt à refuser totalement de signer comme il l'a fait pour l'ordonnance sur la privatisation. Considérée comme une nouvelle atteinte à la cohabitation, une telle décision déplairait à beaucoup de citoyens, et la majorité parlementaire en profiterait pour imposer par la loi un découpage encore plus malhonnête. D'autre part, le gardien de la Constitution ne peut pas cautionner un texte tendant à fausser l'expression de la souveraineté nationale par une déformation du suffrage universel qui la fonde. Seule une signature sous condition paraît possible. Mais elle risque d'engluer le chef de l'Etat dans des discussions de détail qui lui donneraient un visage politicien. Le ministre de l'intérieur a préparé quelques pièges propres à obtenir ce résultat.

François Mitterrand sait comment sortir des impasses où l'on tente de l'enfermer. Celle-ci n'est point sans issue. Rien n'empêcherait, par exemple, le chef de l'Etat de faire vérifier l'équité politique du découpage en cours par le moyen qui a servi au gouvernement pour attester son équité démographique : l'examen par une commission d'experts. Les spécialistes français des systèmes électoraux sont parmi les meilleurs du monde. Nos concitoyens ont apprécié plusieurs d'entre eux dans leurs commentaires télévisés des résultats, les soirs de scrutins nationaux. Ils ont mesuré la compétence de François Goguel, René Rémond, Alain Lancelot, Jean-Luc Parodi, Jérôme Jaffré. De tels hommes pourraient juger exactement l'œuvre de Charles Pasqua et proposer des rectifications éventuelles. Le fait que la plupart d'entre eux soient plus éloignés de la gauche que de la droite n'affaiblirait pas l'objectivité de leurs travaux et rendrait plus difficile au premier ministre de contester les résultats.

Saisie du projet d'ordonnance sitôt après qu'il aura été soumis au conseil des ministres du 24 septembre, une commission composée dans cet esprit pourrait présenter un rapport public avant la fin d'octobre. Alors, le président de la République aurait les moyens de décider en connaissance de cause, sous le contrôle de la nation entière, et disposerait ainsi de toute l'information nécessaire. S'il posait comme condition à sa signature que le texte définitif soit conforme aux conclusions formulées par la commission gouvernementale, par le Conseil d'Etat et par la commission suggérée ci-dessus, le gouvernement ne serait guère en mesure de répondre par un refus en renvoyant la question devant le Parlement, car une grande partie de l'opinion désapprouverait fortement un tel geste. Grâce à la cohabitation, la France pourrait ainsi bénéficier du découpage le plus équitable qu'elle ait jamais eu. La privera-t-on de cette justice à portée de la main ?

PROPOS ET DÉBATS

M. Bosson : triple exigence

Dans une interview publiée le 1er septembre par le quotidien *le Progrès de Lyon*, M. Bernard Bosson (CDS), ministre des affaires européennes, affirme que les membres du gouvernement « barristes » *« ne sont pas les godillots de Raymond Barre »*, *« d'ailleurs, ajoute-t-il, il ne le supporterait pas »*. Après avoir souligné que, pour le CDS, l'ancien premier ministre est *« le présidentiable le plus proche »*, M. Bosson explique que ses amis du gouvernement sont placés devant une triple exigence : *« fidélité à Raymond Barre, loyauté envers l'action gouvernementale et fidélité à [l'] idéal centriste. (...) » « Ce n'est pas parce que nous sommes dans le gouvernement que nous sommes chiraquiens »*, affirme-t-il.

M. Dumas : plutôt une loi

M. Roland Dumas, député PS de la Dordogne, juge dans *le Matin* du 2 septembre que la transformation de l'ordonnance sur le découpage électoral en projet de loi « convient à *tout le monde* ». Pour l'ancien ministre des relations extérieures, *« l'idée de transformer ce texte partisan en un loi a du bon »*. En effet, explique-t-il, *« le gouvernement gagnera du temps. L'affaire pourrait être bouclée en quelques jours. Dans l'autre hypothèse* [celle de l'ordonnance], *le président de la République disposerait d'un délai de réflexion qui nous amènerait au 31 décembre 1986 s'il le voulait... » « C'est la loi d'habilitation,* explique-t-il, *qui l'autorise à prendre son temps. Je n'aperçois pas la raison qui le ferait se précipiter. »* M. Dumas ajoute : *« Les membres de l'Assemblée seront heureux d'envisager leur propre existence, selon l'usage, surtout ceux qui auront le privilège de signer leur propre disparition. (...) Il ne faut pas oublier non plus le Sénat. Qui peut faire preuve de plus de sagesse que les sénateurs sur un projet qui concernera certains d'entre eux. Le Conseil constitutionnel dira le droit. »*

M. Jospin : conseils

« M. Chirac serait bien inspiré de ne pas suivre M. Pasqua dans ses propositions » de découpage électoral : tel est le conseil de M. Lionel Jospin au premier ministre. Le premier secrétaire du PS, qui était interrogé sur Europe 1, lundi 1er septembre, a également conseillé à *« un certain nombre de gens de la majorité, notamment de l'UDF (...), de dire ce qu'ils pensent du découpage qui est fait également contre eux pour assurer la suprématie du RPR »*.

M. Poperen : main basse

Estimant que l'objectif du découpage est de *« faire main basse sur le pouvoir politique avec une minorité de voix »*, M. Poperen a indiqué que le PS lance une *« campagne d'opinion »* contre ce projet. Le numéro deux du Parti socialiste a précisé, au cours du premier point de presse hebdomadaire de rentrée de son parti, lundi 1er septembre, que le président de la République *« sera attentif à ce qui montera du pays »*. Il a ajouté : *« Je crois pouvoir dire que* [M. Mitterrand] *ne sera pas insensible à la façon dont l'opinion s'exprimera. »*

M. Doubin : manœuvres

Pour M. François Doubin, président du MRG, *« le ministre de l'intérieur, par son projet de découpage électoral, s'efforce d'empêcher la gauche de démontrer qu'elle sera majoritaire aux prochaines législatives »*. Selon lui, *« les Français ont déjà répondu à leur manière à ses manœuvres de charcutage électoral »* car, dit-il, *« comme l'indique le sondage IFOP-*le Point, *M. François Mitterand serait réélu en cas de présidenteille quel que soit son adversaire »*.

La préparation des élections sénatoriales

GUADELOUPE : union de la gauche

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Les sept cent soixante-quatorze grands électeurs de la Guadeloupe devraient avoir le choix entre cinq candidats pour les élections sénatoriales du 28 septembre prochain, pour lesquelles seront à pourvoir deux sièges actuellement détenus par M. Georges Dagonia (PS) et M. Marcel Gargar (app. PC), ce dernier ne se représentant pas. La balance théorique est de 442 voix pour la gauche et de 332 pour la droite départementaliste. Toutefois, des sondages officieux donneraient 398 suffrages à la gauche contre 371 à la droite et 5 abstentions.

La Fédération départementale du Parti socialiste et le Parti communiste guadeloupéen (PCG) ont annoncé, lundi 1er septembre, qu'ils feraient liste commune. Depuis samedi, à travers son organe hebdomadaire officiel (*l'Etincelle*), le bureau politique du PCG avait rendu publique la candidature de M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre depuis vingt et un ans, membre du bureau politique du PCG et vice-président du conseil général. Quant à la fédération du Parti socialiste, elle a confirmé une fois de plus la candidature de M. François Louisy, conseiller général et maire de Goyave, malgré le rejet de ce choix par le bureau exécutif national du PS, réuni à Paris le 27 août dernier. Le PS local ne veut pas renouveler sa confiance à l'actuel sénateur, M. Dagonia, dont on dit qu'il s'occupe trop de ses affaires personnelles. Toutefois, ce dernier a déjà fait savoir qu'il est prêt à faire route sans son parti.

A droite, un terrain d'entente a été trouvé au cours d'une réunion le 27 août dernier et ce contre toute attente. En effet, les deux candidats désignés au cours de cette réunion sont MM. Philippe Chaulet (app. RPR) et José Moustache.

La candidature du premier, conseiller général et maire de la commune de Bouillante, ne constitue pas, à proprement parler, une surprise (malgré ses alliances sur des points précis avec la gauche locale qui lui ont été reprochés ces derniers mois) car M. Chaulet est un proche du secrétaire d'Etat à la francophonie, Mme Lucette Michaux-Chevry. Toutefois celle de M. Moustache, soutenu par l'ensemble de la droite départementaliste, laisse les observateurs politiques pantois. Maire d'Anse-Bertrand, conseiller régional, ancien député et ancien président du conseil régional, M. José Moustache était, voici encore moins d'un an, le président du RPR local. Mais il avait perdu cette présidence avec la nomination à la tête du mouvement gaulliste d'un « triumvirat » quelques mois avant les élections régionales et législatives. Puis, en pleine campagne, à la suite de propos jugés par lui *« tendancieux »* et tenus sur les ondes d'une radio locale par le député RPR européen, M. Alain Marleix, M. José Moustache est allé jusqu'à démissionner du RPR...

ANDRÉ LÉGER.

Yvelines : le RPR n'attend plus

A moins d'une semaine de la désignation des grands électeurs, le RPR, las d'attendre que les candidats UDF se mettent d'accord entre eux pour désigner leurs représentants afin de former une liste unique de la majorité – à laquelle personne ne croyait plus, – a décidé de présenter officiellement sa propre liste aux élections sénatoriales.

Derrière M. Marc Lauriol, ancien député, conseiller régional, et M. Gérard Larcher, maire de Rambouillet, conseiller régional, qui avaient déjà reçu l'investiture du RPR, figurent Nelly Rodi, maire d'Aubergenville, vice-président du conseil général, MM. Jean-Louis Fanost, maire de Jouars-Pontchartrain, conseiller régional, et Robert Brame, maire de Noisy-le-Roi, conseiller régional, vice-président du conseil général.

Rejetant la responsabilité de la désunion de la majorité sur l'UDF, M. François Borotra, député des Yvelines, ancien président départemental du RPR, estime que *« cette situation regrettable risque de faire perdre un siège à la majorité au profit du parti communiste »*.

Il est vrai que, à l'UDF, rien ne va plus entre les instances départementales et les instances nationales. Les premières ont *« investi »* le sénateur sortant, M. Louis de Catuélan (CDS), maire d'Adainville, et M. Pierre-Alexandre Bourson (PR), maire de Carrières-sur-Seine, tandis que les secondes, qui ne peuvent pas ne pas soutenir leur sénateur sortant, ont accordé également leur confiance à M. André Damien (CDS), maire de Versailles, conseiller général, devenu le fils spirituel de M. Edouard Bonnefous, l'autre sénateur CDS sortant, qui a décidé de se consacrer uniquement à l'Institut, dont il est le chancelier, et à son mandat d'élu régional, après quarante ans de vie parlementaire.

ALEX LEROUX.

● ***Mme Cresson, présidente de l'Association démocratique des Français à l'étranger.*** – Mme Edith Cresson, ancien ministre du commerce extérieur, et député PS de la Vienne, a été élue présidente de l'ADFE (Association démocratique des Français à l'étranger), dimanche 31 août, en remplacement de Louis Perillier, récemment décédé. L'ADFE, créée en 1980 dans la mouvance des socialistes, a obtenu 34 sièges (contre 93 à l'Union des Français de l'étranger, proche de la majorité parlementaire actuelle) lors des dernières élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger, en mai 1985.



Politique

L'état de l'UDF

M. Méhaignerie répond sèchement à M. Léotard

M. Pierre Méhaignerie a vivement réagi, lundi 1er septembre, aux déclarations du secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, revendiquant, la veille, pour son parti la direction de l'UDF. Se refusant de participer à un quelconque « *marchandage* », le président du CDS s'est étonné d'un tel débat, « *qui n'est pas d'actualité et n'est pas digne des problèmes que traversent nos compatriotes* ».

M. Méhaignerie a rappelé que la question du remplacement de M. Jean Lecanuet à la tête de l'UDF ne se pose pas, puisque « *le président de l'UDF a été élu, il y a deux mois, démocratiquement et à l'unanimité, en présence de tous ses responsables.* » En tout état de cause, le ministre a souligné que ce choix du président relevait des élus : « *Nous avons autant d'élus parlementaires, conseillers régionaux et municipaux que le PR. Je ne vais pas entrer dans un marchandage pour savoir combien nous avons de militants.* » En conclusion, le président du CDS s'est interrogé sur les véritables intentions de M. Léotard : « *Je me demande parfois,* a-t-il ironisé, *si les déclarations du Parti républicain contre Jean Lecanuet ne couvrent pas des problèmes internes et ne sont pas adressées à M. Valéry Giscard d'Estaing.* »

De son côté, le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, s'est montré plus œcuménique que son président en déclarant, le même jour, que son parti « *ferait tout pour que l'UDF ne rentre pas dans le cercle vicieux de la discorde et dans la spirale infernale des procès d'intention* ». « *Le renforcement de l'UDF,* a-t-il précisé, *est indispensable à la majorité. Pour gagner les batailles à venir, l'UDF a avant tout besoin d'un message clair, attractif et orienté vers les nombreux Français qui aspirent à se rassembler au centre.* »

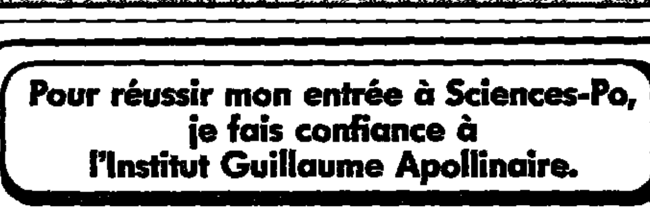
Par ailleurs, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et membre du Parti républicain, s'est également opposé au projet de ses amis d'organiser un congrès de l'UDF pour la désignation de son candidat à l'élection présidentielle. « *Un congrès, sûrement pas ! Dans la tradition des institutions de la Cinquième République, c'est au candidat lui-même de se déterminer... L'UDF exprimera ses préférences mais elle le fera le moment venu, lorsque nous serons proches de l'échéance.* »

« Le tonton est un peu grincheux... »

Comment se passe un conseil des ministres ? A cette question qui lui est posée par l'hebdomadaire *les Nouvelles d'Orléans* le ministre des transports, Jacques Douffiagues, maire d'Orléans, répond : « *Oh, ! vous savez, au conseil des ministres, il ne se passe rien. Tous les mercredis, comme nous sommes de bons petits et que c'est le jour de récréation, on va voir le tonton. Le tonton est un peu grincheux, pas très agréable, mais on finit par s'habituer. C'est devenu un animal familier. Mais il ne se passe rien. Les choses sérieuses se font avant.* »

● **M. Jean Richard Sulzer, candidat à la présidence du Parti radical.** — Membre du bureau national du Parti radical valoisien, âgé de trente-neuf ans, professeur à l'université Paris-XIII, et déclarant « *admirer et soutenir l'action et les idées de M. Raymond Barre* », M. Jean Richard Sulzer, dans une lettre adressée aux militants radicaux, annonce son intention de briguer la succession de M. André Rossinot à la présidence du parti.

Dans cette même lettre, M. Sulzer se déclare hostile à la modification de l'article 26 des statuts du parti stipulant qu'aucun membre du gouvernement ne peut rester président du parti.



Opposants communistes et militants révolutionnaires à la recherche d'une « troisième » gauche

Coup de frein. L'automobile ralentit et se range sur le bas côté : contrôle routier de la gendarmerie. Un pandore s'approche du véhicule pour une vérification de routine. Le nom du conducteur est transmis par radio. Les communistes contestataires qui sont dans la voiture font grise mine. Le nom du chauffeur, dirigeant d'un parti d'extrême gauche, est assez connu pour attirer l'attention d'un gradé, et ce n'est vraiment pas le moment. D'autant que la présence, à bord, d'un membre de la direction d'une autre organisation de gauche, pourrait faire croire à un rendez-vous mystérieux. A cet instant, si le gendarme connaissait la destination de cet étrange équipage, il serait convaincu d'avoir fait une découverte pas très ordinaire : une réunion plutôt discrète, à plusieurs centaines de kilomètres de Paris, entre des communistes « rénovateurs », des chefs de file de la gauche non communiste et un ancien haut dirigeant du PCF, exclu de longue date, mais dont les convictions révolutionnaires sont encore bien vertes. Cela s'est déroulé cet été.

Passé l'abattement qui avait suivi les très mauvais résultats électoraux du 16 mars dernier, militants communistes contestataires et militants d'extrême gauche désemparés ont tenté de se ressaisir. Les premiers ont vite compris que leur exigence d'un vaste débat à l'intérieur du PCF et de l'organisation d'un congrès extraordinaire allait se heurter à un triple écueil : les réticences, sinon le désintérêt, de la « base » à conduire publiquement un combat interne, le verrouillage systématique, assuré par les cadres intermédiaires, et le bétonnage de la direction contre les turbulents, accusés de vouloir « *liquider le parti* ». Les seconds, laminés par la bipolarisation du scrutin législatif, en sont arrivés à la conclusion que leur salut politique passait par une considérable révision stratégique.

Hormis Lutte ouvrière (LO) et le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT, principalement — sinon uniquement — constitué par les trois à quatre mille militants du Parti communiste internationaliste), installés dans leurs certitudes groupusculaires indéfectibles ; hormis les « verts », comme stupéfaits et muets depuis leur déroute de mars, toutes les organisations réunies, pour un jour d'élection, sous le sigle « alternatif » ont ouvert simultanément des réflexions sur leur avenir. Et, plus globalement, sur celui d'une gauche non soumise à un PS hégémonique et sans projet, mais évitant, tout autant, les affres d'un « nouveau rassemblement populaire » de mécontents, entièrement dominé par le PCF. Ni social-démocratie américanisée ni stalinisme castrateur semblent chanter en chœur tous les défenseurs d'une autre gauche, comme s'ils partaient, nouveaux explorateurs, sur les traces de quelques-uns de leurs aînés, à la découverte d'un continent inaccessible... ou inexistant.

Les « rénovateurs » en vedette

Que ce soit à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), au Parti socialiste unifié (PSU) ou au Parti pour une alternative communiste (PAC, ex PCML), les regards se tournent d'abord, le plus souvent, vers les « rénovateurs » du PCF. Bien qu'on ne veuille pas leur donner le titre de guides prioritaires de la révolution culturelle — réticences historiques ou conjoncturelles, — on observe avec insistance leurs faits et gestes.

> *Gauchistes d'hier, rénovateurs d'aujourd'hui, les hérétiques du PCF essaient de réfléchir ensemble.*

« *L'essentiel est ce qui se passe chez les « rénovateurs »,* dit M. Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du PSU, tout en voulant se convaincre que « *ce n'est pas les « rénovateurs » ou la mort* ». Cette appréciation sonne pourtant un peu comme un SOS de la part d'une organisation politique exsangue. N'ayant depuis longtemps plus rien à perdre, le PAC, lui, avec « *un peu moins de cinq cents militants* » recensés officiellement, ne veut pourtant pas se jeter à corps perdu dans une aventure périlleuse. « *Il faut que les gens croient à un projet pour qu'il y ait une réelle mobilisation* », observe M. Pierre Bauby, porte-parole des ex-prochinois. En tout état de cause, selon lui, « *les Verts et les « rénovateurs » ne sont pas prêts à s'engager dans la construction d'une organisation commune* ».

L'attentisme est de mise à la LCR, que d'aucuns voient se replier sur « *ses positions trotskistes théoriques* » avant son congrès, qui devrait se tenir début 1987. La méfiance de la Ligue envers ses partenaires potentiels, un de ses dirigeants, M. Christian Piquet, l'évoque en creux en notant « *chez certains, au PSU, au PAC et à la FGA (Fédération de la gauche alternative) quelques tendances à tourner le dos à un projet de société* ». Traduction : le Parti socialiste brille de mille feux charmeurs, mais son Conseil national de la gauche est trop « *ambigu* », même s'il répond à un « *besoin d'unité* », pour faire dévier, officiellement, la LCR de sa « *démarche alternative* », engagée le 16 mars.

Tous s'accordent à dire que le « *mouvement ouvrier* » est de plain-pied dans un tournant historique. A quel stade du processus de « *décomposition-recomposition* » se trouve-t-il ? Si le cœur penche pour l'ébauche du procès de recomposition, la raison des acteurs leur rappelle que l'accélération du phénomène de décomposition n'est pas une vaine hypothèse. Cependant, à les en croire, un cas de figure semble être exclu : la participation du PCF, tel qu'il est aujourd'hui, à cette éventuelle renaissance. « *Il s'enfonce toujours plus dans la spirale du sectarisme et de la division* », pour M. Piquet (LCR) ; « *il est frappé d'un discrédit qui relève de l'irrationnel et du tragique* », pour M. Le Scornet (PSU) ; « *il est plus gauchiste que nous* », affirme M. Bauby (PAC).

A contrario, tous ont la certitude que l'expédition vers le continent de la troisième gauche, méfiance à l'égard des états-majors parisiens aidant, ressemblera à la migration d'une multitude de fourmis, enrichies d'expériences locales et de pratiques associatives. Comme par un injuste retour des choses, l'union à la base, loin des accords de sommets, tant préconisée par la direction du PCF depuis son congrès de février 1985, serait ainsi réalisée, mais en dehors du « Parti ».

Les cercles « M »

Cette reconstruction, fondée sur le micro-travail de terrain dont « *le versant essentiel est associatif* », selon M. Piquet, prend « *des formes extrêmement diverses suivant les lieux* », souligne M. Bauby. Quant à M. Le Scornet, il constate que « *des gens qui s'ignoraient complètement se rencontrent et peuvent réfléchir ensemble* ». On est pourtant loin du meilleur des mondes ; car « *tout cela est très volontariste* », confie un dirigeant, qui reconnaît, sans ambage, que toutes ces organisations sont « *en situation d'échec, leur marginalité le prouve* ». Un fil ténu paraît, cependant, unir toutes les composantes éparpillées de ce peuple de gauche à la dérive : la bataille pour la démocratie, qu'elle soit politique ou syndicale.

Sur ce champ de bataille-là, la rencontre se fait avec les contestataires du PCF, pourfendeurs du fonctionnement du parti. Dans plusieurs villes de France (Metz, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Douai, Bordeaux, Toulouse, Nice, Gennevilliers, Montpellier, Limoges), les transhumants de la gauche se rencontrent dans les cercles *M*, lancés à l'initiative de la revue théorique du même nom (1). On y trouve beaucoup de communistes en rupture d'amour du parti, des « ex » qui refusent de jurer allégeance au PS, des militants d'extrême gauche, des Verts et des inorganisés. Les militants de la LCR ont pour consigne politique de s'intéresser à ces cercles de réflexion. Pas vraiment de l'entrisme secret, pratique chère aux trotskistes, puisque M. Alain Krivine, figure emblématique de la LCR, aurait lui-même prévenu les promoteurs de *M* de l'attirance, quasi magnétique, que leurs cercles provoquaient sur ses troupes.

Si M. Piquet (LCR) estime qu'il est « *prématuré* » de parler de création d'une nouvelle organisation politique, ses partenaires ne sont pas loin de penser que, tôt ou tard, tout le monde sera au pied du mur. « *Nous sommes tous confrontés à un problème de temps,* dit M. Le Scornet. *Les initiateurs politiques doivent se mouiller.* » Il ne fait pas de doute, pour lui, qu'« *une structure* » devra surgir « *sans être une entourloupette, car les gens auxquels on s'adresse sont très exigeants* ». Plus précis, M. Bauby affirme qu'« *il y aura concrétisation sous forme organisationnelle à la rentrée* », sans dissolution des organisations existantes. Cette structure, selon lui, serait de « *confrontation* » et de « *débat* ».

Les explorateurs de la « troisième » gauche n'ont plus guère le choix qu'entre l'attentisme, qui conduit directement à l'orphelinat politique, et le volontarisme, qui ne conduit pas forcément au succès électoral. Si tant est qu'ils aient encore le choix.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Le mensuel *M* (28, boulevard Jean-Jacques-Rousseau, 92230 Gennevilliers), dirigé par le philosophe Henri-Lefebvre, organisera à Paris, vers la fin septembre ou le début octobre, une réunion publique sur le thème : « Qu'est-ce qu'être marxiste aujourd'hui ? »

La « rencontre d'été » de Démocratie 2000

Le progrès social reste l'avenir de la gauche

Les clubs Démocratie 2000, proches du PS, ont réuni vendredi 29 et samedi 30 août à Lorient (ville dont le maire, M. Jean-Yves Le Drian, est l'un de leurs animateurs) leur seconde rencontre d'été. « Parrainé » par M. Jacques Delors, Démocratie 2000 s'est intéressé au progrès social. MM. Michel Delebarre, Henri Nallet, Pierre Bérégovoy et Jean-Michel Belorgey y ont notamment pris la parole.

LORIENT
de notre envoyé spécial

Venir à Lorient l'an dernier, où il fut question de la crise de l'Etat-providence, relevait d'un certain courage : Démocratie 2000 sentait alors le soufre, car ce club avait été fondé par les plus chauds partisans de la « culture de gouvernement », animateurs, au sein du PS, du groupe dit des « transcourants ». Cette année, il était au contraire flatteur d'y être invité. Une explication « franche », comme on dit en termes diplomatiques, avec le premier secrétaire du PS a, en effet, permis d'établir que les « transcourants » ne « roulent » pour aucun présidentiable, mais cherchent simplement à se constituer en laboratoire d'idées pour tout présidentiable. En outre, Démocratie 2000 a une vocation plus large que celle des « transcourants », ne serait-ce que parce que ce club prétend séduire bien au-delà du PS. Le thème débattu à Lorient, le plus sensible pour une gauche accusée d'y avoir manqué, a permis de mesurer que Démocratie 2000 est bien une structure de réflexion sans tabou ni complexe.

Introduisant les débats, M. François Hollande a expliqué que ce n'est pas le progrès social qui est condamné par l'état actuel de l'économie, mais ses caractéristiques traditionnelles. « *Une société qui vit avec trois millions de chômeurs, dont un jeune sur quatre est au chômage, et qui emploie un salarié sur trois à temps partiel est, pour le moins, une société perfectible* », a-t-il déclaré, avant d'affirmer qu'aujourd'hui le progrès social « *ne concerne plus l'ensemble du salariat, mais une partie* (les exclus) *de celui-ci, il ne s'arrache plus mais s'organise, il suppose moins le recul du patronat que le partage des responsabilités* ».

M. Pierre Rosanvallon a développé le même thème, mais en allant à l'extrême de cette logique. Pour lui, la notion même de droit social est condamnée car les droits sociaux sont universels, alors qu'il faut traiter le sort de certaines catégories ou d'individus, traitement qui relève de simples mécanismes compensateurs. Parler en termes de droits nouveaux revient donc, selon le secrétaire général de la fondation Saint-Simon, à s'intéresser à des « *fioritures* », alors que l'essentiel repose désormais sur « *l'esprit critique* » et la démocratie.

Les « *fioritures* » conviennent au contraire à M. Michel Delebarre, qui en a fait l'inventaire, sous la forme de nouveaux droits à conquérir : droit au débouché positif de toute formation, à la conversion, à la transparence et à l'information, droit à l'insertion (pour les jeunes, les immigrés, les retraités), droit au travail enfin, compris comme le droit à une activité, que celle-ci soit un emploi, une formation ou une transition.

La social-démocratie mode de vie européen ?

C'est *manifestement dans cette* direction-là que cherche également M. Jacques Delors. Comme à son habitude, le président de la Commission des Communautés européennes a fait profiter l'auditoire d'une étude approfondie sur la question qui lui était soumise, rappelant ainsi que sa vocation première est d'être, au fond, un ingénieur social. Il a résumé ainsi sa pensée : « *Au cœur de notre réflexion se situe notamment la conception que l'on a du travail. Si on le définit comme toute action visant à améliorer la vie sociale et les relations personnelles, aménager et « soigner » le milieu naturel, créer à cet effet la panoplie la plus large de biens et de services, alors il y a du travail pour tout le monde dans nos sociétés développées. Et j'insiste sur ce point : il s'agit, dans tous les cas, d'un travail, avec son utilité sociale et sa rentabilité (calculée aussi en termes d'avantages collectifs ou de diminution des coûts externes).*

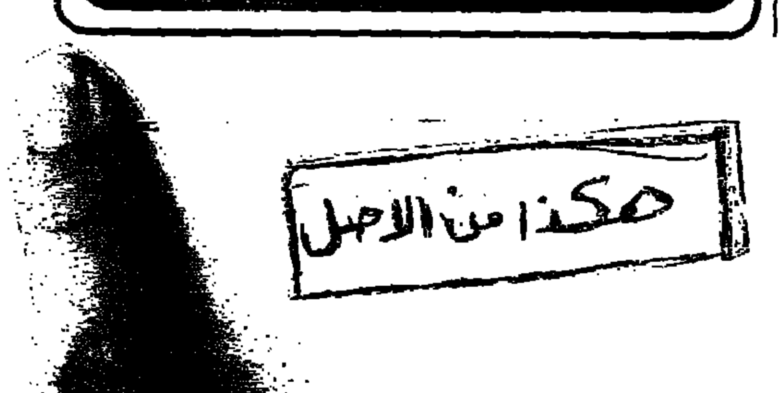
» *Il s'agit donc de traiter toutes ces activités sur un niveau d'égalité, quitte à diversifier les statuts et les modes de rémunération ou de financement. Des voies ont été ouvertes par les propositions sur le troisième secteur (1). L'esprit est clair : refus d'un marché du travail à plusieurs vitesses aussi bien que des fonctions ou emplois « parking », mais volonté d'élargissement du tissu productif.* »

La discussion s'est ensuite élargie dans deux directions : l'analyse critique des vertus de la social-démocratie et de l'Etat-providence d'une part, concession à l'actualité d'autre part. Pour M. Gilles Martinet, le thème de la solidarité et les recettes de la social-démocratie continuent de distinguer la gauche de la droite, au point de constituer un véritable mode de vie européen, menacé de disparition par le reaganisme importé que pratiquent les droits britanniques ou français. Défendre la gauche et ses acquis, c'est donc selon lui lutter contre le déclin d'une civilisation européenne. C'est aussi, selon M. Pierre Bérégovoy, se défendre contre « *la mise en cause de la cohésion sociale* », qui résulte de la politique de l'actuel gouvernement. L'ancien ministre des finances constate d'ailleurs que dans l'immédiat l'embellie économique promise n'est pas au rendez-vous, du fait, selon lui, des effets conjugués de la dévaluation, d'une répartition inéquitable de l'effort et de la « *fuite en avant de l'idéologie* ».

Les participants se sont séparés sur cette évidence : l'avenir de la gauche dépend de sa capacité à renouveler la réflexion sur le progrès social.

J.-M. C.

(1) J. Delors, J. Gaudin, « le Troisième Secteur en France » ; travail et société, Université Paris-IX, juin 1978.



Terrorisme : nouvelles menaces et fuites policières

Un mystérieux « Front français de libération » divulgue des renseignements confidentiels

Y a-t-il au sein de la police nationale ou des services de renseignement des comploteurs décidés à passer à l'action si le gouvernement ne se résout pas à mener une politique de fermeté à l'égard d'Arabes accusés d'être les correspondants en France de groupes intégristes chiites ? Cette question, les responsables du ministère de l'intérieur se la posent très sérieusement depuis que, début juin, est parvenue à plusieurs rédactions, dont celle du *Monde*, une lettre anonyme menaçant d'appliquer *« la loi du talion »* si les Français détenus au Liban n'étaient pas libérés.

Signé d'un mystérieux *« Front français de libération »*, le message, dactylographié et ronéoté, accusait le gouvernement français de se *« prostituer »* avec l'Iran, la Syrie et la Libye pour négocier la libération des otages. *« Cela suffit, on ne négocie pas avec les terroristes »*, concluait la missive, avant de donner les noms et les adresses de trois futures cibles, des citoyens libanais résidant en France, désignés comme responsables du mouvement Hezbollah ou du mouvement Amal.

Deux mois plus tard, fin août, dans une nouvelle lettre parvenue au *Monde*, le Front français de libération donne encore de ses nouvelles. Le gouvernement, écrit-il en substance, lutte efficacement contre le terrorisme national, mais il n'en va hélas pas de même lorsqu'il s'agit de combattre le *« terrorisme islamique »*. Résultat : le pays *« sert à l'heure actuelle de base de réorganisation »* pour les *« FARL* (Fractions armées révolutionnaires libanaises), *Amal et autres Hezbollah »*, qui *« s'organisent »* et préparent une *« rentrée explosive »*. *« Nous possédons les identités et les adresses des principaux responsables Amal, FARL et Hezbollah en France*, affirme encore les auteurs de la lettre. *Nous laissons encore une chance au gouvernement pour qu'il cesse de courber l'échine devant les terroristes arabes. Après, nous ferons notre devoir... »*

Craignant apparemment de ne pas être pris au sérieux, le Front accompagne son dernier message de détails confidentiels pour mieux asseoir sa crédibilité. Ceux-ci concernent notamment l'attentat qui, à Paris, le 9 juillet 1986, a dévasté les locaux de la Brigade de répression du banditisme (BRB). L'explosion (un mort et plusieurs blessés graves) a été revendiqué par Action directe et est généralement attribué à Max Frérot, l'un des « Lyonnais » du groupe terroriste. Or, affirme le Front français de libération, l'explosif utilisé est d'un type « ultra-brisant » peu utilisé en France mais couramment répandu au Liban ou en Allemagne.

La conclusion s'impose d'elle-même : l'attentat contre la BRB a été commis soit par un groupe d'Allemands, soit par un groupe de Moyen-Orientaux. Coïncidence : au même moment, une équipe de quatre *« terroristes libanais »* a débarqué à Bordeaux, mais la police française, bien que prévenue, n'a rien fait contre eux. La lettre du Front donne leur état civil complet et joint à son envoi la photocopie d'une fiche confidentielle des services de sécurité italiens concernant un autre Libanais décrit comme *« coordinateur »* du groupe et *« soupçonné d'être l'assassin du diplomate américain Ray Leamon Hunt, tué à Rome le 15 février 1984 »*.

Autant de détails dont la pécision inquiète le ministère de l'intérieur. Car si la responsabilité de l'attentat contre la BRB est loin d'être prouvée, il semble en revanche exact que l'explosif utilisé est d'un type plus courant au Liban qu'en France. De même, les Libanais de Bordeaux existent bel et bien : signalés par un informateur, repérés lors de leur arrivée en France par la police de l'air et des frontières, ils ont été « pris en charge » par les renseignements généraux et la DST mais, assure-t-on, rien, en dehors du fait qu'ils soient chiites, n'a pu être prouvé contre eux.

Une affaire « très sérieuse »

Une autre affaire de terrorisme est également évoquée par les mystérieux correspondants du *Front français de libération*. Un millier de minuteurs ultrasophistiqués à la destination douteuse, pouvant servir à la fabrication de bombes à retardement, auraient été saisis par la DST. Au cours de l'enquête, les policiers se seraient intéressés à une société spécialisée dans la distribution de matériels de sécurité, d'écoute et d'intervention antiterroriste. Mais leur travail, affirment les anonymes dénonciateurs, a été délibérément saboté. Raison : la société sur la sellette travaille aussi avec certains services officiels français.

Comme précédemment, l'accusation s'appuie sur des détails dont certains sont faux ou approximatifs, mais dont plusieurs pèsent leur poids de renseignements confidentiels. Il est ainsi exact qu'après la saisie, à Paris, de neuf cent quatre-vingt-trois minuteurs, une information judiciaire pour infraction à la législation sur les armes et les matériels de guerre a été ouverte, le 23 mai 1986, auprès de M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction au tribunal de Paris. L'enquête, confiée à la DST, est toujours en cours. Au ministère de l'intérieur on reconnaît qu'il s'agit d'une affaire *« très sérieuse »*. A l'évidence, ceux qui se cachent derrière ce sigle anonyme sont fort bien placés dans le dispositif français de lutte antiterroriste.

Ce n'est pas la première fois qu'une organisation de « vengeurs » attire l'attention en s'adressant à la presse. Déjà, en 1974 et 1975, à deux reprises, un Front français de libération nationale avait écrit à M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, pour l'inciter à radicaliser sa politique. Faute de quoi, le Front passerait à l'action. Quelques années plus tard, plusieurs attentats étaient revendiqués par des tracts racistes signés d'un sigle équivalent. Enfin, en 1985, des tracts anti-arabes, signés d'un Front de libération français, étaient, à deux reprises, distribués à Manosque.

Cette proximité de signature mise à part, rien n'indique que les messagers anonymes d'aujourd'hui soient de la même veine. Le ministère de l'intérieur n'a pour le moment que des hypothèses : il s'agirait soit de policiers d'extrême droite, agissant selon leurs convictions, soit de policiers manipulés par un service étranger. Le niveau de confidentialité des informations transmises à la presse inquiète par-dessus tout. *« Elle est le signe d'une manœuvre politique particulièrement sournoise »*, estime un proche de M. Robert Pandraud.

GEORGES MARION.

Le chantage aux attentats des Fractions armées révolutionnaires libanaises

La menace est sérieuse. Silencieux depuis le mois de mars, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) a brutalement placé, lundi 1er septembre, la rentrée politique sous la menace et le chantage terroristes. Dans un texte manuscrit parvenu au siège de l'Agence France-Presse, à l'écriture apparemment identique à celle des précédents, le CSPPA écrit : *« Déjà septembre, et nos camarades sont toujours détenus. Le gouvernement français serait bien inspiré de libérer rapidement Abdel Kader Essaadi, Anis Nakkach et Karbedjian et tous nos autres compagnons, sinon les attentats reprendront et de plus en plus durs. »*

Le CSPPA a déjà prouvé qu'il ne menaçait pas à la légère. Ceux qui se cachent derrière ce sigle sont les auteurs de la plus sanglante série d'attentats qu'ait connus la capitale : des explosions visant, à des heures d'affluence, des lieux publics sans signification politique. Cette succession d'explosions, à la puissance savamment graduée, commença en décembre 1985 (contre les grands magasins du Printemps et des Galeries Lafayette le 7 décembre, en pleine période d'achats de fin d'année), continua en février (galerie Claridge des Champs-Elysées, librairie Gibert-Jeune, magasin FNAC-Sports des Halles), et se termina en mars (TGV Paris-Lyon et Galerie Pont-Show des Champs-Elysées). Ce dernier attentat, réalisé symboliquement le 20 mars, jour de l'entrée en fonctions de M. Jacques Chirac et de son gouvernement, fut le plus meurtrier : deux morts et une dizaine de blessés.

Le CSPPA n'a commencé à se manifester par écrit qu'en février. Chaque fois, sous des identités ou des écritures particulières, il réclamait la libération de trois terroristes détenus en France : Georges Abdallah Ibrahim (alias Abdel Kader Saadi), chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) ; Waroujan Karbedjian, chef du commando arménien de l'ASALA, auteur d'un attentat meurtrier à l'aéroport d'Orly en 1983, condamné à la réclusion à perpétuité, et Anis Nakkach, également condamné à la réclusion à perpétuité, chef du commando iranien auteur d'un attentat manqué à Paris en 1980 contre Chapour Bakhtiar, le dernier premier ministre du chah.

Dans un premier temps, les enquêteurs ont pensé que ces bombes étaient liées à un chantage dont les otages français détenus au Liban étaient l'enjeu. Réalisés en vue d'un même objectif, par des réseaux divers – ce que tendait à accréditer la diversité des techniques utilisées, – ces attentats auraient eu pour but de faire monter les enchères du « troc » réclamé par les preneurs d'otages. Mais, progressivement, cette hypothèse a été abandonnée au profit d'une réponse plus simple : derrière le CSPPA, se cacheraient les amis de Georges Abdallah Ibrahim, et l'enjeu véritable des attentats est la libération de celui-ci.

Le CSPPA conforta lui-même cette déduction, le 21 mars, dans un communiqué diffusé à Beyrouth après son dernier attentat parisien. Il y assurait *« n'avoir aucun lien avec les mouvements religieux, et donc aucune responsabilité dans la séquestration d'espions français. Notre attaque n'est en aucune façon liée à l'existence ou à l'inexistence d'otages français où que ce soit »*. Et le CSPPA ajoutait *« ne pas être concerné par le conflit irako-iranien »*. Le nouveau communiqué, reçu lundi par l'AFP, va dans le même sens, une petite phrase faisant une allusion transparente au chef des FARL détenu en France : *« Le gouvernement français doit se garder dans cette affaire de se laisser influencer par tel autre gouvernement soi-disant ami. A bon entendeur... »*

La menace ne saurait être plus claire. Car, dans cette affaire, le gouvernement français est pris entre deux feux, soumis à une double contrainte. D'une part, la menace des attentats : de ce point de vue, au sein du gouvernement de M. Chirac, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, n'a jamais caché, du moins officieusement, qu'il préférait éviter des attentats par la négociation et, s'il le fallait, la libération de terroristes détenus en France. C'est le choix qui fut fait d'abord pour Georges Abdallah Ibrahim : jugé à Lyon en juillet, il ne fut condamné qu'à quatre ans de prison – peine requise par le ministère public – pour des faits qui, normalement, auraient pu être sanctionnés d'une peine double. Parallèlement, le juge d'instruction parisien chargé d'un autre dossier dans lequel Georges Abdallah Ibrahim est impliqué s'acheminait, durant l'été, vers un non-lieu partiel qui aurait permis au chef des FARL, arrêté en octobre 1984, de retrouver rapidement la liberté avec les réductions de peine classiques.

C'était compter sans la réaction américaine. Abdallah Ibrahim est en effet suspecté d'être le meurtrier, ou l'instigateur, de plusieurs diplomates américains, notamment en France. L'ambassade des Etats-Unis manifesta donc publiquement sa *« surprise »* devant la condamnation *« légère »* du chef des FARL, et des envoyés du président Reagan firent pression sur le gouvernement français. Mieux, l'ambassadeur des Etats-Unis s'est porté subitement partie civile, avec la famille de Charles Ray – attaché militaire américain à Paris assassiné par les FARL – contre Georges Abdallah Ibrahim, et a choisi comme avocat Me Georges Kiejman, connu pour s'être vu confier plusieurs dossiers délicats peu avant le 16 mars. Ce n'est sans doute pas un hasard : les pressions américaines contre les faiblesses supposées de M. Pasqua ont pour allié... la fermeté de M. François Mitterrand.

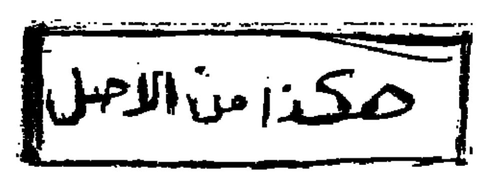
EDWY PLÉNEL.

Minitel érotique sous surveillance

Le plaisir, les rencontres, les conversations érotiques par Minitel vont être mis sous surveillance. Le ministère des P et T s'est déclaré *« vivement ému »* par ce qu'il appelle *« un détournement abusif du vidéotex à des fins de prostitution ou d'atteinte aux bonnes mœurs »*. Il compte donc participer, avec le ministère de la justice, à la suppression de ces *« pratiques choquantes »* et saisira, cette semaine, la commission du « suivi télématique » présidée par un conseiller d'Etat, M. Huet.

Visées : les « messageries conviviales ». Tout abonné au Minitel – ils sont près de deux millions – peut composer le numéro d'appel 3 615 et accéder ainsi au réseau Télétel 3 des P et T. Le « télémateur » choisit ensuite un « programme » en tapant un code (« Aline » par exemple, ou « GP 1 », *« moussant et relaxant »* ou « ERS », ou « TAP »...). Il se branche ainsi sur un réseau d'autres abonnés avec lesquels il peut converser, échanger le numéro de téléphone, prendre rendez-vous. L'heure de conversation lui coûtera 61,60 F. Certains abonnés ont sombré dans les délices de la conversation qui leur ont coûté jusqu'à 10 000 F à payer aux P et T.

Des proxénètes ont infiltré des réseaux et constitué par ce biais leurs propres filières. C'est peut-être ce qui conduit les pouvoirs publics à réagir. Les P et T n'ont pas à contrôler le contenu des messages, rappelle le ministère. Infliger des sanctions nécessiterait cependant une surveillance attentive de la teneur des informations échangées. Les « demoiselles des P et T » n'ont pas fini de s'amuser...



Société

Un portrait de la hiérarchie catholique

Des évêques sans façon

L'un des moments les plus attendus de la prochaine visite de Jean-Paul II dans la région Rhône-Alpes sera sa rencontre, le 6 octobre, à Ars (Ain), avec l'ensemble des évêques de France. Ceux-ci ont été en outre convoqués à Rome en 1987, comme tous les cinq ans, en *visite ad limina*. Avant ces rendez-vous, l'étude que publient ce début septembre Catherine Grémion, directrice du Centre de sociologie des organisations, et Philippe Levillain, historien, spécialiste des rapports Eglise-Etat, renouvelle la connaissance, en termes sociologiques, du corps épiscopal français (1).

« Nous autres évêques, il faut que nous soyons comme ces grands abreuvoirs publics où tout le monde a le droit de puiser, où non seulement les hommes, mais les bêtes même, viennent se désaltérer » : François de Sales, le saint évêque de Savoie que, le 8 octobre prochain, Jean-Paul II viendra honorer à Annecy, n'imaginait pas à quel point, trois siècles et demi après, sa comparaison garderait toute sa saveur.

L'évêque est un homme dévoré. S'il ne ressemble plus guère au prince d'hier, artisan autant que symbole de l'alliance du trône et de l'autel, ni au « préfet violet » de l'époque concordataire, le régime de la séparation et le dernier concile ont accru son fardeau. Il a la charge du clergé et des fidèles de son diocèse, mais doit aussi parler – c'est son nouveau latin – toutes les « langues » de l'homme d'aujourd'hui.

On sollicite son avis sur le remariage religieux d'un divorcé, comme sur un conflit social, sur la course aux armements, les prochaines élections, un film ou une émission de télévision, une « première » médicale... Il est chargé de mettre de l'huile dans les rouages catholiques, mais aussi d'assurer la relation avec les pouvoirs publics, avec les différents milieux sociaux, avec Rome.

La fonction épiscopale ne cesse de s'élargir. Faut-il s'étonner que, toute coquetterie et fausse humilité mises à part, les hésitations et les refus croissent avant une nomination et partant, les périodes de vacance des sièges ?

« Père Untel » a succédé à *« Monseigneur l'évêque de... »* Cambrai, Toulouse ou Paris. S'il a perdu beaucoup de ses attributs et de son éclat, le rôle ecclésial, social, voire politique de l'évêque fait encore de lui un « notable ».

Agé et d'origine rurale

A l'image de l'ensemble du clergé, l'épiscopat français est âgé. Son âge moyen est de soixante-deux ans, exactement le même qu'en 1870, à l'époque du premier concile du Vatican. Ils ne sont que quinze – sur 141 évêques – à avoir moins de cinquante ans. Huit sur dix ont un âge compris entre cinquante-six et soixante-quinze ans, date normale de démission.

Par rapport aux élites civiles, notamment à la haute fonction publique, si la longévité de la carrière épiscopale est plus grande, la date d'entrée est beaucoup plus tardive. Le soin apporté à la formation, à la nomination, la prime donnée à l'expérience, n'autorisent guère l'accès à l'épiscopat avant la cinquantaine. A cet âge, un haut fonctionnaire compte déjà de nombreuses années de responsabilités.

Certes, il y a des promotions rapides : Mgr Achille Liénart, ancien évêque de Lille, a été créé cardinal à quarante-trois ans. La carrière épiscopale de Mgr Jean-Marie Lustiger, évêque d'Orléans fin 1979, archevêque de Paris en 1981 et cardinal en février 1983, s'est jouée en trente-huit mois. Mais l'avancement à l'ancienneté, qui est quasiment la règle, fait que *« l'épiscopat est toujours le reflet de l'état général du clergé et des formes de transmission de la foi vingt ou trente ans plus tôt »*. Il lui faut en permanence s'adapter.

Effet de la contrainte – la rareté des vocations sacerdotales – plus que du hasard, les évêques français sont encore puisés dans les régions traditionnellement chrétiennes. L'Ouest breton et vendéen reste le principal réservoir. Un évêque sur cinq y est né ou y a fait son grand séminaire.

Paradoxalement, dans une société qui s'est très vite urbanisée, l'origine des évêques est de plus en plus rurale. Un sur deux est né dans un village ou une petite ville de moins de 5 000 habitants. A l'inverse, seuls 17 viennent de grandes agglomérations de plus de 50 000 habitants.

Ce recrutement social confirme le changement de visage, sur une longue période, de l'épiscopat français, hier héritier de grandes familles d'aristocrates ou de commis de l'Etat, aujourd'hui très majoritairement issu des classes rurales et moyennes. La plupart des évêques viennent même de milieux modestes, et très peu du secteur tertiaire.

Un petit groupe d'évêques, pur produit de l'enseignement public, se trouve complètement isolé dans une écrasante majorité de confrères venus tout droit des anciens petits séminaires et collèges catholiques. Plus de 110 ont suivi la voie royale : école primaire catholique, petit séminaire ou collège religieux, grand séminaire.

Cette combinaison des influences familiales et éducatives dégage un profil-type (mais non exclusif) d'évêque : celui du *« missionnaire populaire »*, chez qui s'oppose *« à l'univers cohérent de la famille et de l'école, le monde inconnu et inquiétant d'une société laïque à reconquérir »*. Etre évêque n'est pas d'abord administrer un troupeau, mais *« affirmer une identité face à une société qui, au pis vous combat, au mieux vous ignore »*.

Des hommes d'expérience

Au recul de l'élitisme social et familial semble aussi correspondre une moindre exigence de formation universitaire. Le nombre de prêtres devenus évêques sans diplôme d'Eglise croît : 54 évêques n'ont pas de diplôme universitaire de théologie ; 22 seulement ont une licence complète en cette matière et 9 en droit canon.

Si la tête bien pleine n'est pas une garantie de promotion, on ne peut qu'être frappé, en revanche, à la lecture des résultats de l'étude de Catherine Grémion et Philippe Levillain, par la diversité des expériences requises. Il fut un temps où Rome nommait surtout de bons administrateurs de diocèse, puis des hommes attachés à la cause de l'action catholique, destinée à *« refaire la France chétienne »*. Depuis les années 60, une combinaison de critères intervient, où l'on retrouve à la fois la sûreté doctrinale, l'expérience du pasteur, la sympathie pour l'Action catholique, l'ouverture sociale et l'apolitisme. Et il n'est pas possible de dire si lors de ses nominations, tel pape (Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul II) encourage telle tendance particulière.

Deux évêques sur trois sont d'anciens vicaires ou curés de paroisse. Un sur deux a été aumônier de collège, de lycée ou d'hôpital. Plus des deux tiers sont également passés, comme prêtres, par des mouvements d'Action catholique, jeunes ou adultes, ruraux, ouvriers ou étudiants. La moitié des vingt et une nominations de Jean-Paul II touche ainsi d'anciens aumôniers de mouvements – un pourcentage équivalant à celui de Paul VI – ce qui relativise l'interprétation selon laquelle l'Action catholique serait moins en cour aujourd'hui à Rome.

Les maîtres à penser de l'épiscopat sont les Pères de Lubac, Congar, Teilhard de Chardin, de Montcheuil, puis Jacques Maritain et Emmanuel Mounier. Ces noms ont signifié en leur temps une certaine marginalité dans l'Eglise : ils marquent aujourd'hui une adhésion aux valeurs dominantes et un souci de réconciliation avec la modernité.

Même schématique et incomplet, ce portrait-robot de l'évêque en 1986 n'en est pas moins exact. Notables puissants hier, traitant d'égal à égal avec les princes monarques ou républicains, les évêques de France sont aujourd'hui un corps homogène et autonome par rapport aux pouvoirs et à la société civile : *« Les généraux de Dieu du dix-neuvième siècle sont devenus les lieutenants du plan de Dieu sur le monde. »*

On peut regretter les grandes voix d'hier, celles des Dupanloup (Orléans), Gerlier (Lyon), Saliège (Toulouse), Suhard (Paris), Liénart (Lille), etc. A l'image de l'évêque seul dans son diocèse a succédé, malgré certaines tentations d'indépendance que ce livre n'étudie pas assez, celle d'un corps d'hommes libres et organisés dans une conférence épiscopale. Les aspérités sont gommées, mais l'efficacité en est améliorée.

HENRI TINCQ.

(1) Cette enquête a été réalisée en plusieurs années à partir d'un questionnaire adressé à tous les évêques français : ils étaient 141 en juillet 1985 (date de clôture de l'enquête), dont 104 en activité. 24 évêques nommés par Pie XII (avant 1958) sont encore en vie. 25 ont été nommés par Jean XXIII (1958-1963), 71 par Paul VI (1963-1978), 21 par Jean-Paul II avant juillet 1985. Chiffres, tableaux et portraits d'évêques sont publiés dans un livre *les Lieutenants de Dieu*, chez Fayard. 408 pages, 120 francs.

La rentrée scolaire

Un « plan Orsec » pour la lecture

(Suite de la première page.)

Or le temps passé à lire – ou à fréquenter l'écrit – est généralement très insuffisant.

● *Des moyens particuliers pour les plus démunis.* – L'illettrisme est évidemment directement lié au milieu socio-culturel. C'est pourquoi les individus et les groupes les plus défavorisés doivent bénéficier d'aides appropriées. Cela peut aller de séances particulières ou d'ateliers en petits groupes à des actions collectives en direction des familles ou de quartiers particulièrement démunis. L'enfant ne peut apprendre à lire que s'il a le sentiment que la lecture est valorisée par son entourage.

● *Des livres intéressants et des bibliothèques accessibles.* – On ne peut avoir envie de lire que si ce qu'on lit est intéressant. Or, malgré des progrès récents, bon nombre de manuels sont encore totalement inadaptés aux goûts, à l'expérience et à la sensibilité des enfants d'aujourd'hui. Ceux pour qui le contact avec les livres se limite à la découverte de ces ouvrages affligeants ne sont guère encouragés à continuer. La fabrication de manuels, de livres de lecture, de journaux attractifs est indispensable pour inciter les enfants à se plonger dans la lecture. De même que la présence, dans toutes les classes, toutes les écoles, tous les quartiers, de bibliothèques accueillantes et accessibles à tous (4).

● *Mieux former les maîtres.* – On a beaucoup glosé sur les apports – ou les méfaits – de la linguistique dans la formation des maîtres. S'il est évident que des excès ont été commis, il est non moins certain que des connaissances spécialisées sont nécessaires pour maîtriser les mécanismes de l'apprentissage de la lecture et concevoir les exercices capables d'en mesurer les acquis et d'en assurer la progression. Une formation mieux adaptée aiderait les instituteurs à maîtriser ce problème extrêmement complexe de la lecture.

On a longtemps cru qu'« enseigner le B.A.-BA » était le degré zéro de la pédagogie. Les difficultés rencontrées prouvent qu'il n'en est rien et qu'il s'agit, au contraire, d'un phénomène encore bien mystérieux.

Une mission impérative

Ces quelques propositions n'ont rien de révolutionnaire. On les trouve déjà en partie dans le colloque sur la lecture organisé par M. Beullac en 1979, dans les projets d'action éducative de M. Savary ou dans les dix actions pour la lecture annoncées par M. Chevènement en 1985. Bien des établissements s'efforcent de les mettre en œuvre. Mais une étape nouvelle serait nécessaire, exigeant une mobilisation et des moyens bien supérieurs.

Apprendre à lire à tous les enfants devrait être considéré comme l'objectif numéro un, la mission absolue de l'école. Toutes les énergies devraient être mises en œuvre pour y parvenir. Aucune école en France ne devrait tolérer qu'un seul élève la quitte sans lire couramment. Telle devrait être la responsabilité impérative des directeurs d'école, auxquels M. Monory veut accorder, avec un statut particulier, une autorité accrue.

Si la France veut à la fois demeurer un pays de grande culture et aborder l'indispensable modernisation technique et industrielle, elle doit commencer par apprendre à lire à tous ses citoyens. A problème urgent, moyens exceptionnels. Pourquoi pas un plan ORSEC pour la lecture ?

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(4) Une « université d'été » sur le thème « Quelles actions pour promouvoir la lecture des jeunes ? » vient d'être organisée par les ministères de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et la ligue de l'enseignement.

Les comptes de la rentrée

Avec la rentrée des classes, le traditionnel marathon maternel commence : il emplira les cartables flambant neufs des mille et un objets indispensables ou inutiles à une bonne acquisition des connaissances par les têtes juvéniles. Depuis la rentrée de l'année dernière, les prix ont augmenté, et plus vite que l'indice des prix de détail. Mais de combien ? De 3,4 %, dit la Fédération des familles de France ; de 4,2 %, dit le ministère de l'économie et des finances ; de 4,7 %, dit la Confédération syndicale du cadre de vie. Ces variations tiennent à la fois aux types de commerce choisis, à leur localisation, à leur nombre, à la composition du « cartable-type ». Les prix sont moins élevés en hypermarché qu'en supermarché, et moins forts là que dans les boutiques spécialisées.

Le plus frappant dans ces relevés est l'énorme différence constatée pour un même article. Elle s'explique parfois, sinon par la qualité ou le luxe, du moins par la décoration : tel stroumpf rigolard faisant du classeur plastifié un « must » élégant : il en coûtera 39,90 F, contre 6,45 F pour son homologue ordinaire et tristounet. En revanche, que le prix de 50 feuilles mobiles grand format, de même qualité, aille de 3,40 F à... 12,50 F (à Marseille), c'est très nettement excessif.

La variété des articles mis sur le marché, les différences de politique commerciale d'un point à l'autre, la nécessité pour la mère de famille de boucler cette opération harassante en une demi-journée, ce qui interdit la visite de magasins multiples et trop éloignés, tout cela empêche de faire des achats rigoureux pour chaque article. Cela donne la limite des renseignements diffusés sur Minitel, à 60 francs de l'heure (36.15 code IMC) par l'Institut national de la consommation sur les prix de 21 fournitures dans les 11 magasins de la région parisienne.

Tout ce qu'on peut espérer, c'est de limiter les dégâts en étant « raisonnable » sur un maximum d'objets, pour se permettre une petite folie qui fasse, pour l'enfant, de la rentrée une fête. Le bon sens y suffit. Certains outils, comme le cahier de texte ou le style qui devront vivre toute l'année nécessitant qu'on soit attentif à la qualité.

Cependant, il ne faut pas se leurrer : la facture est lourde. Sans tenir compte des vêtements, mais seulement du survêtement, du cartable et des petites fournitures, on arrive à un total qui frôle le millier de francs. Et l'aide à la rentrée n'en couvre qu'environ le tiers.

Dans le cas où l'école a fourni dès juin ou août la liste des exigences des enseignants (le système se multiplie), il faut là aussi garder la tête froide et n'acheter avant la rentrée que ce qui est, de toute évidence, indispensable. Le professeur peut être remplacé par un collègue qui aura d'autres goûts...

JOSÉE DOYÈRE.

REPÈRES

Sciences

Annulation de missions Spacelab

La NASA n'utilisera presque plus le laboratoire spatial Spacelab, construit par l'Europe. Un dirigeant de la NASA, M. Samuel Keller, a déclaré à la revue *Aviation Week and Space Technology* que deux ou trois vols seulement seraient organisés d'ici à la fin 1990, et que dix-huit missions prévues pour les cinq prochaines années seraient annulées. Seule une mission d'astronomie et une autre de biologie seraient maintenues. Quatre missions ont déjà eu lieu. Une mission financée par la RFA reste aussi prévue, mais depuis l'accident de Challenger, sa date est indéterminée.

Au siège de l'Agence spatiale européenne, on n'est pas étonné de ces annulations. M. Michel Bignier, qui a dirigé le développement du Spacelab, a déclaré à l'AFP : *« Le drame est qu'en Europe nous ne soyons pas arrivés à financer, entre nous, une seconde mission européenne. »*

L'annulation des missions peut freiner le programme européen Colombus de participation à la station spatiale américaine, qui reposait en partie sur l'expérience acquise avec le Spacelab.

Essai d'un moteur spatial britannique

La société Rolls-Royce a annoncé, lundi 1er septembre, que les essais d'*« éléments essentiels »* du moteur de l'avion spatial britannique HOTOL ont commencé. HOTOL (Horizontal Take-off and Landing, décollage et atterrissage horizontaux), est une sorte de Concorde de 54 mètres de long qui pourrait mettre en orbite des satellites de plusieurs tonnes. Quant à son moteur dont la conception n'a pas été dévoilée par British Aerospace et Rolls-Royce, il devrait utiliser l'oxygène de l'air lorsque la « navette » volera dans l'atmosphère.

Les premier essais de ce moteur s'inscrivent dans *« une étude de deux ans qui vise à démontrer que ce système peut fonctionner »*, souligne-t-on chez le motoriste britannique.

CORRESPONDANCE

La lutte contre les feux de forêt et le rôle des pompiers en renfort dans le Midi

Après les critiques contre les renforts de pompiers envoyés dans le Midi pour lutter contre les feux de forêt, portées dans nos colonnes par le commandant Francis Robert, adjoint technique au directeur des services d'incendie du Var (le Monde du 27 août), le lieutenant Feuvrier, du corps des sapeurs-pompiers de Haute-Saône, nous a adressé la protestation suivante :

C'est avec amertume et stupeur que j'ai pu lire les propos tenus par le commandant Robert dans votre article *« Ils nous gêneraient plutôt »*, paru dans l'édition du 27 août 1986 au sujet des feux de forêts.

Officier de sapeur-pompier professionnel dans le département de la Haute-Saône, j'ai commandé du 25 au 28 juillet une colonne de renforts engagés dans le massif de l'Esterel où se trouvait être notamment le commandant Robert.

S'il est vrai qu'à leur arrivée les détachements de renforts ne sont pas immédiatement utilisables en raison de la fatigue du voyage et de l'adaptation nécessaire au terrain, ceux-ci le deviennent néanmoins rapidement. De plus, comment pourraient-ils l'être si aucun responsable local n'assure le guidage de ces unités, comme ce fut notre cas.

D'autre part, le commandant relève l'insuffisance en tuyaux du détachement de la Gironde. Il ne saurait s'agir que d'un cas particulier, l'armement des véhicules entrant dans la composition des colonnes de renforts est déterminé au niveau national au vu des conseils donnés par les pompiers du Sud-Est. A titre anecdotique, la colonne haut-saônoise fut sollicitée en raison, d'une part, de sa conformité aux moyens varois, mais, d'autre part, du fait qu'elle disposait de seaux pompes dorsaux absents de l'armement des moyens locaux.

De plus, il convient de limiter les affirmations du commandant Robert au département du Var. En effet, j'ai pu voir la semaine précédente évoluer les colonnes de renforts de la Haute-Savoie et de l'Ain dans le département des Bouches-du-Rhône. Je peux vous affirmer qu'ils étaient parfaitement intégrés au dispositif. Ceci s'explique par l'encadrement de ces colonnes par des pompiers locaux et surtout de l'état d'esprit différent qui anime les responsables du département des Bouches-du-Rhône.

Ayant participé activement à la réalisation de la colonne de renforts départementale, ce qui exige un travail important de formation des personnels et d'importants efforts d'équipement par les collectivités locales, je ne peux admettre la généralisation faite par le commandant Robert quant à l'inutilité des colonnes de renforts et le caractère « opportuniste » des expéditions.

● **Incendies en Corse : le préfet de région met en cause les nationalistes.** – Au cours d'une visite sur les lieux des incendies au sud de la Corse le dernier week-end, M. François Garsi, préfet de région, a accusé les nationalistes corses de *« mettre le feu de la même manière qu'ils allument des cordons destinés à faire sauter des bombes plus ou moins artisanales »*. D'autre part, le préfet a estimé qu'il ne s'agissait *« pas seulement d'incendies criminels commis par des fous, c'est-à-dire des pyromanes, mais d'individus criminels »*, réalisant ces actions *« destinées à déstabiliser la Corse, sa population tout entière, son économie et, par conséquent, sa paix civile »*.

EN BREF

● **Prise d'otages à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales).** – Au cours d'une attaque à main armée, lundi 1er septembre, contre un établissement bancaire d'Argelès-sur-Mer, trois malfaiteurs ont pris en otages le directeur de la caisse du Crédit agricole, un employé et un client. Des coups de feu en l'air ont été tirés par les agresseurs, qui ont pris la fuite après s'être emparés de cent quatre-vingt mille francs. Les otages ont été rapidement libérés. Les malfaiteurs n'ont pas été retrouvés.

● ***Arrestation à Tahiti d'un notaire girondin.*** – Me Michel Naphle, cinquante-huit ans, notaire à Créon (Gironde), contre qui avait été lancé un mandat d'arrêt international pour des malversations portant sur 12 millions de francs (*le Monde* du 30 août), a été arrêté, samedi 29 août, dans un hôtel de Tahiti. Me Naphle, qui était en vacances dans le Pacifique-Sud, doit être transféré à Bordeaux dans les prochains jours.

C'est à la suite d'un contrôle de routine, le 23 juillet dernier, que les représentants de la chambre de discipline des notaires de la Gironde ont découvert que le notaire avait fabriqué de toutes pièces, entre 1983 et 1985, des attestations de compte bancaire du Crédit agricole, en imitant la signature du directeur de l'agence de Créon. Me Naphle a été suspendu et remplacé par un administrateur dès le 18 août.

● **Tapage nocturne : inculpation d'un meurtrier à Alençon.** – André Bauvais, quarante-sept ans, qui a tué Pierre Aoucher, vingt-deux ans, d'un coup de pistolet 22 long rifle, dans la nuit du 30 au 31 août à Alençon (Orne), a été inculpé, lundi, de meurtre et tentative de meurtre et écroué à la prison de la ville.

Excédé par le bruit que Pierre Aoucher et Jemel Kémari, dix-huit ans, faisaient sous ses fenêtres dans une cité HLM d'Alençon, à 2 heures du matin, André Bauvais a tiré une première fois avec un pistolet à air comprimé pour intimider les deux jeunes gens. Ceux-ci ont alors forcé la porte d'André Bauvais, qui, entre-temps, s'était muni d'un pistolet 22 long rifle dont il fit usage, tuant Aoucher et blessant Kémari au pied.

DÉFENSE

Avec quatre partenaires occidentaux

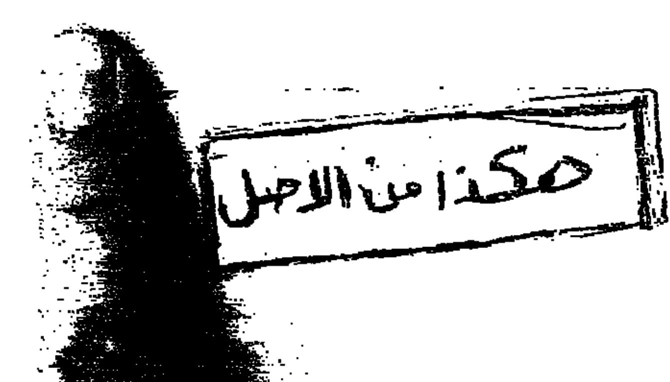
L'Aérospatiale fabriquera un lance-roquettes multiple

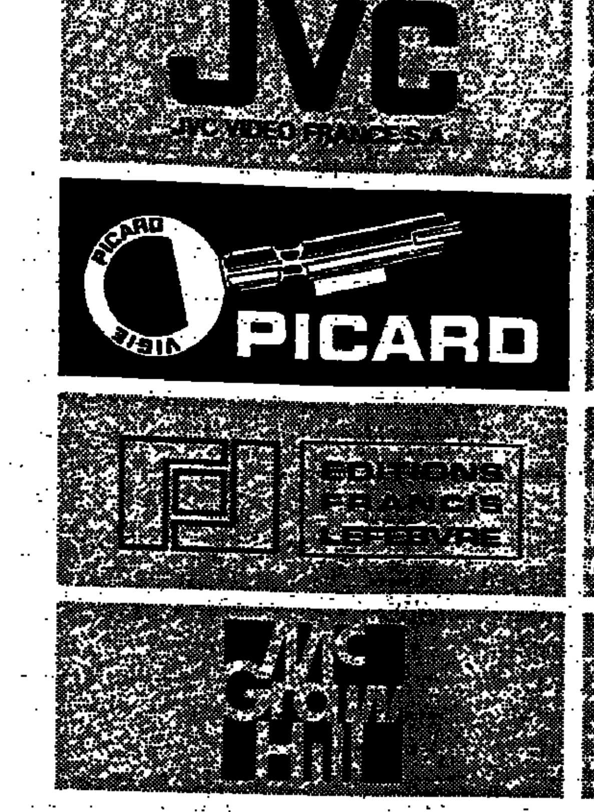
Londres (*AFP*). – Un consortium international, comprenant cinq pays – dont la France, – a été créé pour produire et commercialiser, pour les besoins des forces de l'OTAN, un lance-roquettes multiple (dit MLRS ou *multiple launch rocket system*) mis au point par ces pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Italie). M. William Stoney, nommé président du consortium, a annoncé, lundi 1er septembre à Londres, que les entreprises qui participent à ce projet sont : LTV Aerospace and Defense Co., maître-d'œuvre (Etats-Unis) ; Aérospatiale (France) ; Hunting Engineering (Grande-Bretagne) ; Diehl (RFA) et SNIA-Bpd (Italie).

Selon M. Stoney, un marché de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars existe dans le monde pour cette arme. D'ores et déjà, une trentaine de pays ont manifesté leur intérêt pour elle.

Il s'agit, a-t-il indiqué, d'un lanceur sur véhicule tracté armé de douze missiles sol-sol ayant une portée de plus d. 30 kilomètres et pouvant être lancés en moins d'une minute. Chaque roquette, de 3,64 mètres de long et 22,6 millimètres de diamètre, comporte une ogive explosive équivalant au pouvoir de destruction de six cent quarante grenades.

[La formation de ce consortium est l'aboutissement industriel d'un projet d'armement, conçu aux Etats-Unis au milieu des années 70, pour s'opposer à des systèmes d'armes comparables existant, de longue date, dans les forces du pacte de Varsovie et dérivé des célèbres « orgues de Staline » de la dernière guerre mondiale. En 1979, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et la France ont rejoint les Etats-Unis. L'Italie s'est ralliée ultérieurement à ce projet d'armement.]











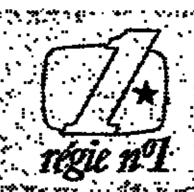












CBS DISQUES

PIANOS HANLET

CES ENTREPRISES NE SONT QU'UN EXEMPLE PARMI LES 20000 ENTREPRISES PERFORMANTES QUI CHOISISSENT AGEFOS PME ILE-DE-FRANCE.

DANS LA COURSE A LA PERFORMANCE, ELLES CHOISISSENT AGEFOS PME.

Les entreprises performantes choisissent de s'adapter au futur.

Dans la course à la performance, elles choisissent : • L'action ; • La stratégie de l'efficacité pour relever les défis de la concurrence et des nouveaux marchés : choix techniques, choix humains ; • La synergie des équipes qui gagnent : investir, se développer, innover, se réorganiser ; • Elles s'adaptent aux réalités économiques de demain : automatiser, informatiser, moderniser ; • Elles choisissent de préparer la relève : former leur personnel à ces nouveaux enjeux, investir sur les générations d'aujourd'hui face à cette nouvelle donne ; • La bonne réponse :

Les entreprises performantes choisissent AGEFOS PME ILE DE FRANCE.

Les entreprises performantes choisissent la "Formation Investissement".

La formation est un moyen, pas une fin en soi. Alors, elles choisissent AGEFOS PME ILE DE FRANCE pour les aider : – à identifier les besoins, – à élaborer leur plan de formation, – à choisir les organismes et les stages les mieux adaptés ; grâce à : – une équipe de terrain, – un conseil spécifique, – une participation étroite, – des services personnalisés, – une "formation-investissement" plus efficace, plus souple et plus simple.

Les entreprises performantes investissent dans la formation. Elles confient leur budget de Formation à AGEFOS PME ILE DE FRANCE.

Les entreprises performantes choisissent de faire confiance aux jeunes.

Elles choisissent AGEFOS PME ILE DE FRANCE pour intégrer les jeunes à leur avenir dans le cadre des contrats de travail en alternance : les qualifier, les adapter à leurs spécificités et développer les aptitudes à la vie de l'entreprise.

Pour ces contrats, elles bénéficient maintenant de 100% d'exonération des cotisations patronales de Sécurité Sociale.

Elles choisissent également AGEFOS PME ILE DE FRANCE qui les conseille dans le choix du meilleur contrat, met à leur disposition une équipe de spécialistes et apporte le financement nécessaire.

Interlocuteur unique, AFOS PME est le seul organisme interprofessionnel agréé au plan national, habilité à traiter directement les contrats et à débloquer, dans les 3 semaines suivant le dépôt par l'entreprise, les aides correspondantes.

Les entreprises performantes choisissent de verser directement leur 0,10% et leur 0,20% jeunes à AGEFOS PME ILE DE FRANCE.

Nos conseillers AGEFOS PME sont à votre disposition sur simple appel de votre part pour étudier avec vous les meilleures solutions à votre investissement Formation.

Pour connaître les coordonnées de l'AGEFOS PME de votre région, contactez : AFOS PME 7, rue Mariotte 75017 PARIS Tél. (1) 42.94.98.68.



11, rue Hélène 75017 PARIS - Tél. 42.94.95.95

PREPARONS L'AN 2000.

Delfau, Dupret & Ass. - Finances

Société

Moins d'Etat... donc moins de fonctionnaires et de bureaux parisiens

La privatisation frappe à la tête

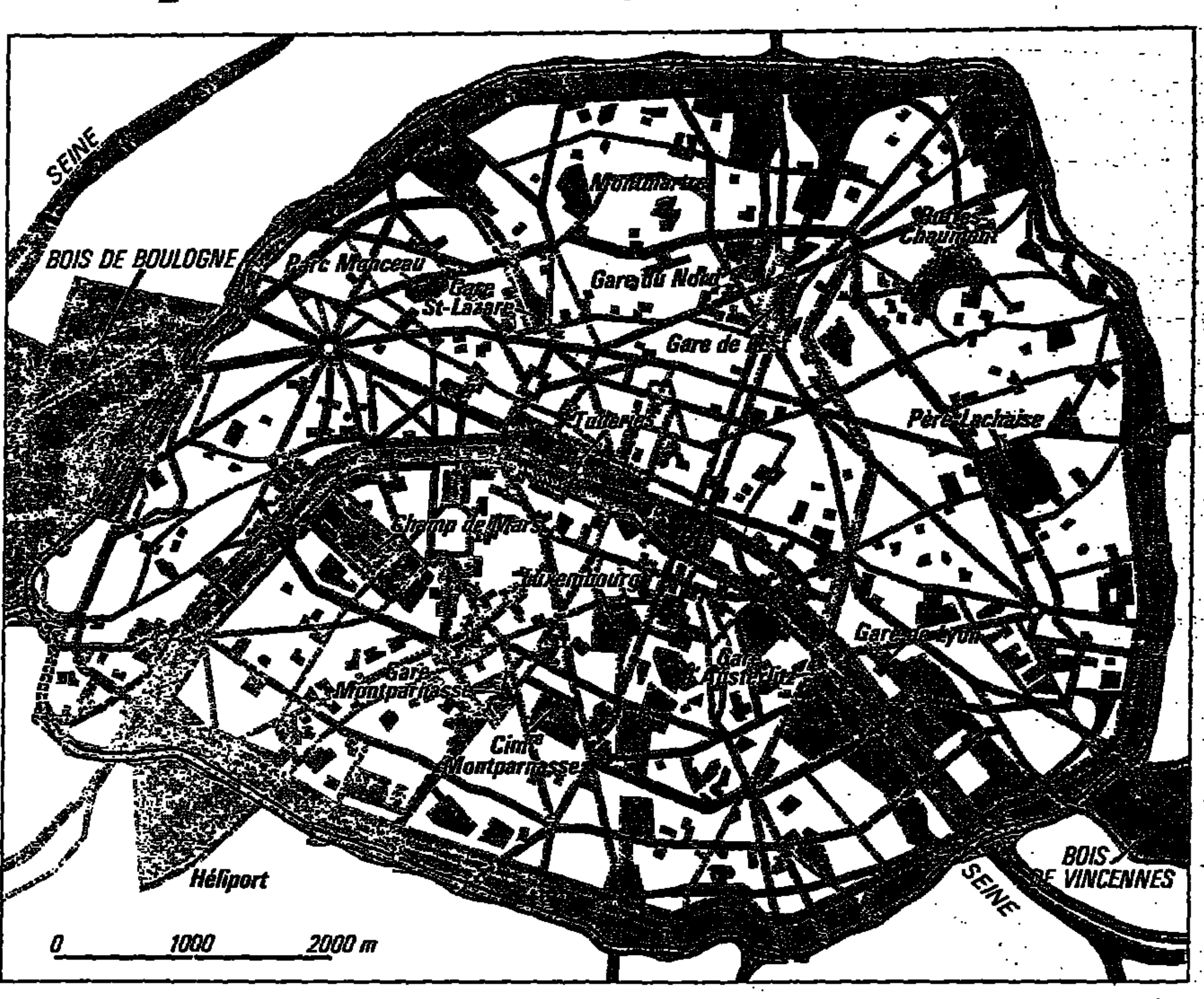
Les effectifs des ministères, des services publics et des entreprises *nationalisées devraient diminuer* l'an prochain de 150 000 unités à Paris. Ce mouvement sans précédent affectera ainsi 20 % des personnes appartenant au secteur public et un travailleur parisien sur douze.

Moins d'impôts, moins d'Etat, mais aussi moins d'emplois et moins de salaires publics : la politique néolibérale de M. Chirac va toucher *d'abord la ville dont il est le maire.* Il fallait s'y attendre. La capitale est de toutes les métropoles françaises celle où la puissance publique a pris le plus d'importance : par le nombre des gens qu'elle emploie, par les rémunérations qu'elle distribue et par les espaces qu'elle gère.

Rien n'est plus difficile que d'établir un bilan de ce qui, à Paris, appartient au privé ou dépend du public. *Les chercheurs qui se sont lancés dans l'aventure ont tous abandonné* en chemin. Aucun organisme n'a été chargé de collecter les centaines de données statistiques éparses ici et là. Nationalisation et privatisation ont suscité des discours-fleuves, mais, apparemment, personne ne s'est soucié d'établir une photographie de la situa*tion, ne serait-ce que sur le modeste* territoire de la capitale.

Pourtant les évaluations qu'on peut faire sont impressionnantes, même si elles sont sujettes à correction. Ainsi, selon nos estimations, le secteur public emploierait 36 % des *salariés travaillant* à *Paris, posséde*rait près du quart des bâtiments et régnerait sur les trois quarts des espaces libres.

Les tableaux que nous publions seront diversement appréciés. Selon leurs options idéologiques, les uns les *trouveront « normaux »*, les autres y verront un nouveau témoignage de ce fameux « socialisme rampant » qu'ils veulent faire régresser. Pour être véritablement *parlants, il faudrait les comparer* avec ceux établis pour d'autres villes françaises ou étrangères. Ils n'existent malheureusement pas.



L'EMPRISE PUBLIQUE SUR LA CAPITALE
Les voies, espaces verts et bâtiments publics (en grisé) occupent 58 % du territoire de Paris. Cette carte s'arrête aux frontières communales, mais le grisé de la propriété publique pourrait s'étendre – bien qu'avec une moindre densité – aux communes de banlieue.

OCCUPATION DU SOL
(en hectares)

Espaces verts publics	2 275	
Voirie municipale	2 260	
Autres espaces publics	1 035	
Bâtiments publics	820	
TOTAL SECTEUR PUBLIC	6 390	60,62 %
Espaces verts privés	224	
Cours, voirie et espaces privés	1 506	
Bâtiments privés	2 420	
TOTAL SECTEUR PRIVÉ	4 150	39,37 %
TOTAL PARIS	10 540	100 %

EMPLOIS PUBLICS

Fonctionnaires civils et militaires de l'Etat	265 000	
Personnels de la ville, du département et de la région	115 000	
Personnel des établissements publics nationaux	82 000	
Personnel des entreprises et sociétés d'économie mixte nationales	231 000	
TOTAL	693 000	37,33 %
Emplois du secteur privé	1 163 000	62,66 %
TOTAL GÉNÉRAL	1 856 000	100 %

Inflation galopante

Au chapitre des effectifs, on relève que sur 1 850 000 salariés travaillant à *Paris près de* 700 000 appartiennent, d'une manière ou d'une autre, au secteur public. Et ils ont engrangé cette année une masse salariale nette d'environ 56 milliards *de francs. Cette armée a été grossie* de trois recrutements différents. Celui de l'État d'abord, dont les ministères, leurs satellites (les établissements publics de nature administrative, EPNA) et les services extérieurs n'ont cessé de croître et d'embellir. En trente ans (1956-1986), l'État a vu ses fonctionnaires *civils passer sur l'ensemble du terri*toire de 893 000 à 2 123 000, soit une augmentation de 137 %. Selon les comptages effectués par le ministère de la fonction publique, tous les départements ministériels – sauf un – ont renforcé leur personnel depuis 1962. La justice et la culture tiennent la tête avec + 165 %, les affaires sociales, le Quai d'Orsay, l'industrie et l'éducation nationale ont plus que doublé le nombre de leurs employés. L'agriculture elle-*même, qui a pourtant perdu dans les* champs une bonne partie de ses *ouailles, a accru de 65 % le volume* de ses fonctionnaires. Seuls les services des anciens combattants sont en déflation, tout de même !

Ce sont Paris et l'Ile-de-France qui semblent avoir le plus profité de la fonctionnarisation au cours des trente dernières années. Et cela autant *pour les personnels* de l'Etat que pour ceux des collectivités locales. Au cours des trente dernières années, les agents des communes et départements se sont *accrus en France de 93 %* ; ceux de Paris et des trois départements de la petite couronne de 120 % !

Ce phénomène paraît aussi irrésistible qu'ancestral. Sous le Second Empire, Paris était devenu – pour des raisons de maintien de l'ordre – la première ville de garnison de France. Dans les casernes, que l'on construisait à tour de bras, on dénombrait 23 000 hommes en armes... et quelques auxiliaires *civils. Aujourd'hui les militaires ne* sont plus que 13 500, mais chacun *d'entre eux est assisté d'un employé* civil. La défense entretient maintenant 27 000 personnes (dont 6 800 femmes) à Paris.

La Ville elle-même a largement participé au mouvement général. Bien que Paris ait presque toujours voté à droite, *ses conseillers* ont eu à cœur d'y pratiquer le socialisme municipal. On ne concédait aucune tâche à des sociétés privées et l'on faisait tout faire par des agents municipaux qui sont aujourd'hui au *nombre de 35 000. Pendant son pre*mier mandat, M. Chirac lui-même n'a pas dérogé à cette ligne de conduite centenaire. De 1977 à 1982 il a engagé 6 400 fonctionnaires sup*plémentaires. Compte tenu* des agents de la région, du département et de la commune, Paris détient le ruban bleu de la fonctionnarisation. *On* y compte un agent public local pour trente-trois Parisiens, contre un pour cinquante et un Lyonnais et un pour cinquante-huit Marseillais ou Lillois.

Enfin, les trois vagues de nationalisations (1936, 1946, 1981) ont transféré au secteur public parisien plus de 300 000 *cadres, employés et* ouvriers. Là encore la capitale, qui abrite à la fois les états-majors des firmes, la plupart de leurs laboratoires de recherche et une partie de leurs établissements commerciaux ou industriels, a été mieux partagée que n'importe quelle autre cité. On compte, par exemple, à Paris, cent treize établissements publics de toute nature, comme EDF, Aéroport de Paris ou Télédiffusion de France, et soixante-quatorze entreprises ou *sociétés d'économie mixte natio*nales, allant de la SNCF à l'agence Havas, en passant par l'Union des assurances de Paris, le Crédit lyonnais, Saint-Gobain et Thomson.

« Faire mieux avec moins de monde »

Cette « tendance lourde », M. Chirac et ses amis ont l'intention de l'inverser. Voilà une entreprise historique dont on n'a pas encore mesuré toutes les implications. C'est *d'abord comme maire que* M. Chirac a fait ses classes de néolibéral. En trois ans, quatorze tâches d'intérêt collectif ont été confiées par *l'Hôtel de Ville* à des entreprises privées. Du coup, les registres municipaux se sont dégonflés de 1 400 postes environ.

La transformation du service des eaux en société d'économie mixte et les instructions de M. Juppé, adjoint aux finances, prescrivant une réduction générale des effectifs de 1,5 % vont entraîner en 1987 la disparition de plus de 6 000 postes dans le budget de la Ville. La *modernisation* des égouts et celle du ramassage des ordures ménagères doivent prolonger ce mouvement au moins jusqu'en 1989.

Fort de cette expérience qui a été *menée jusqu'ici sans trop de réac*tions syndicales, M. Chirac a demandé à tous ses ministres (sauf à ceux de l'éducation nationale et de l'intérieur) de réduire eux aussi leurs effectifs de 1,5 % l'an prochain.

Trente-cinq mille fonctionnaires partant à la retraite ne seront donc *pas remplacés, dont au moins 3 500* à Paris même. Il s'agit, dit-on au *ministère de la fonction publique,* d'amener les chefs de service à réfléchir au thème suivant : « Comment faire mieux avec moins de monde ». Et pour frapper un coup médiatique, *on a commencé par amputer de moi*tié les promotions de l'ENA.

L'explication de cette mesure drastique se trouve dans le rapport remis au gouvernement par MM. Roger Belin et Pierre Gisserot (*le Monde* du 5 juillet). Pour ces *deux limiers, l'inflation administra*tive s'explique en partie par le nombre excessif des cadres. Comme un cadre n'est rien s'il n'a personne à encadrer dès sa nomination, même à un poste de façade, il exige un certain nombre de collaborateurs.

Dans la fonction publique, l'infanterie paraît être encore la reine des batailles. Réduisons les officiers et, pour faire cesser les tentations, réduisons aussi le nombre des services, disent MM. Belin et Gisserot. Ils proposent donc de rayer carrément des organigrammes ministériels une centaine de directions, sous-directions, services et établissements divers. C'est évidemment dans la capitale que se fera sentir d'abord l'effet de semblables mesures, que le ministre des *finances, M. Edouard* Balladur *« compte fermement faire entrer dans les faits dès 1987 et prolonger année après année ».*

Compte tenu des intentions de la Ville, des pressions exercées sur les *entreprises publiques* pour qu'elles réduisent leur train de vie, ce sont entre 10 000 et 15 000 emplois publics qui devraient disparaître l'an prochain à Paris. Pour les finances, l'économie se situerait entre 1,4 milliard et 2 *milliards* de francs.

Enfin, les dénationalisations – troisième volet de l'offensive chiraquienne – devraient restituer au secteur privé les employés parisiens de soixante-cinq sociétés : sous bénéfice d'un inventaire plus précis, cela concernerait environ 130 000 personnes.

L'allégement des effectifs de la fonction publique à Paris devrait en toute logique s'accompagner d'une réduction des espaces occupés par les services. Bien sûr, il n'est pas *question de modifier la part respec*tive des propriétés publiques et privées se partageant les 10 540 hectares de la capitale : 58 % pour les premières, 42 % pour les secondes. *On voit mal comment pourrait* s'inverser le mouvement fort ancien qui porte la puissance publique à grignoter les terrains privés par achats à l'amiable ou par expropriation.

100 000 mètres carrés remis sur le marché

Ainsi, depuis 1978, l'Etat a étendu son emprise sur Paris de 42 hectares. Pendant le même temps, la Ville a installé dans les quartiers deux cent cinquante équipements de toute nature – jardins, écoles, conservatoires, musées, gymnases... – *et, en vingt ans*, la voirie, à elle seule, s'est agrandie de plus de 100 hectares. Tout cela, le plus souvent, au détriment des pâtés de maisons, des espaces et des voies privées.

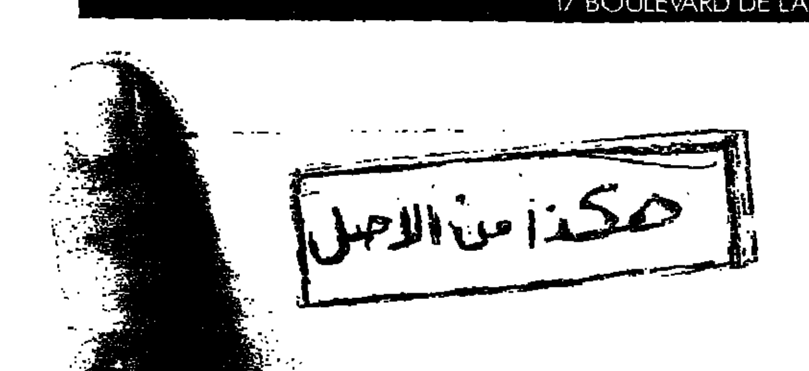
En revanche, ce sont les espaces *intérieurs occupés par les services*, c'est-à-dire les bureaux, qui devraient subir une certaine réduction. Sur les 11,3 millions de mètres carrés occupés par les administra*tions de l'Etat et les établissements* publics de nature administrative (EPNA), on peut évaluer à 460 000 mètres carrés ceux qui sont loués à des particuliers ou à des *sociétés immobilières. Ainsi*, le ministère des finances loue des dizaines de milliers de mètres carrés dans le centre d'affaires du Louvre et le ministère de l'intérieur un *immeuble entier dans le 15e arron*dissement.

La diminution des effectifs, la suppression de certains services et les restrictions budgétaires devraient amener un repliement de l'administration sur les locaux qu'elle possède en propre. *Dans les* années à venir, entre 80 000 et 140 000 mètres carrés de « plancher » devraient être remis sur le marché.

On mesurera l'importance de cet apport si l'on sait que de 1977 à 1982 on ne livrait annuellement à Paris que 66 000 mètres carrés de bureaux neufs et que la moitié de ces surfaces étaient accaparées par le secteur public. La pénurie était telle pour les entreprises privées que la chambre de *commerce de Paris* lança à deux reprises, en 1983 et en 1985, un véritable cri d'alarme. Si l'administration (qui ne paie ni redevance pour création de bureaux, ni taxe professionnelle) continue à occuper une surface croissante de bureaux, dit-elle en substance, il faut redouter le dépérissement économique de la capitale par exclusion du secteur privé.

La chambre de commerce a été entendue. Comme maire, M. Chirac fait réviser le plan d'occupation des sols de Paris pour favoriser la construction de *bureaux*. En tant que premier ministre, il ne remplace pas les fonctionnaires selon lui excédentaires et libère ainsi les locaux qu'ils occupaient. Comme il le disait lui-même sous forme de boutade au lendemain de sa nomination à la tête du gouvernement : *« Je peux vous annoncer que le maire de Paris s'entendra très bien avec le premier ministre. »*

MARC AMBROISE-RENDU.



Le Monde

SCIENCES

Tchernobyl en 2010...

Les experts s'interrogent encore sur les effets à long terme de la catastrophe nucléaire survenue en URSS. Mais la zone contaminée est aussi un formidable champ d'expérience et d'observation

« *LE site de Tchernobyl nous permettra de disposer d'un immense laboratoire en plein air.* » Cette boutade toute britannique, lancée la semaine dernière par un spécialiste anglais de l'environnement, M. J. Dunster, lors de la conférence de Vienne sur l'accident, traduit en fait le sentiment de nombreux scientifiques. Certes, l'explosion du réacteur de la centrale ukrainienne a, avant toutes choses, été une catastrophe pour les habitants de la région, dont trente sont décédés, deux cent trois ont dû être hospitalisés et cent trente-neuf mille ont été évacués hors de la zone sinistrée. Certes, elle a gravement affecté la population et les autorités soviétiques. Mais l'heure est maintenant venue de « *tirer les leçons douloureuses* » de cet accident, comme l'a souligné le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, et, pour les experts de la sûreté nucléaire, de profiter des enseignements que fournira l'analyse de cette « expérience », unique dans l'histoire du nucléaire civil. Des scientifiques de tous bords — des physiciens, des environnementalistes, des radiologistes et des médecins — trouveront là une véritable banque de données qui leur permettra de vérifier la validité d'un certain nombre de modèles théoriques dont ils avaient dû se contenter jusqu'ici.

Les Soviétiques, les premiers, en ont conscience et, malgré les importants budgets qu'ils ont dû consacrer à faire face aux conséquences de l'accident, ils annoncent déjà leur intention de dégager des crédits pour faire des études sur les effets à long terme des radiations sur les hommes et sur l'environnement.

Mais pour l'heure, leurs principales préoccupations restent l'immobilisation de la radioactivité résiduelle et la décontamination du site de la centrale qui devront être rapidement achevées si, comme le souhaitent les responsables du nucléaire soviétique, les réacteurs 1 et 2 de Tchernobyl doivent être remis en service avant la fin de l'année.

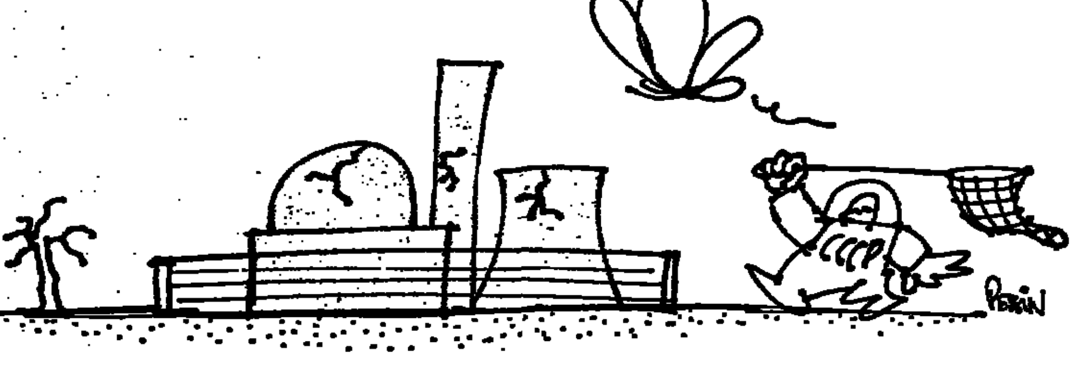
L'explosion du réacteur 4 a eu pour effet d'éjecter dans l'atmosphère 50 millions de curies, ce qui représente environ 3,5 % de la quantité de matières radioactives présentes dans le cœur au moment de l'accident. On sait maintenant que le combustible pulvérisé est en majeure partie retombé dans le bâtiment du réacteur. Mais 0,5 %, des particules radioactives se sont aussi déposées sur le site, 1,5 % dans la zone de 20 kilomètres de rayon entourant la centrale, le reste ayant été entraîné plus loin par les vents.

Le réacteur sous « sarcophage »

Une fois les incendies de graphite éteints, les Soviétiques ont donc tout fait pour limiter les rejets de radio isotopes. Aussi ont-ils très rapidement déversé 5000 tonnes de sable, plomb, bore et dolomite sur les cendres du réacteur. Mais cela n'a pas permis de stopper totalement les rejets, comme en témoigne le fait qu'à la fin août 10 curies par jour (1) s'échappaient encore du cœur, et il a donc fallu entreprendre un véritable coffrage du réacteur.

Outre ce « sarcophage », dont la réalisation devrait être achevée, si l'on en croit l'académicien Valeri Legasov, fin septembre ou début octobre, on compte construire un mur extérieur de protection autour du réacteur, ériger une cloison métallique dans la salle des machines entre les tranches 2 et 3 et recouvrir cette salle d'un toit de protection.

Dès les premiers jours qui ont suivi l'accident, d'autres équipes ont entrepris de décontaminer le site pour limiter la propagation des particules radioactives qui se sont déposées sur le sol et sur les toits des bâtiments. Lavage, étalage de films polymères destinés à emprisonner les poussières, enlèvement d'une couche de 5 à 10 centimètres du sol ont été opérés à cette fin. Ainsi la situation radiologique du site pourra-t-elle peu à peu revenir à la normale et les terrains être un jour, espèrent les Soviétiques, à nouveau exploités à des fins agricoles.



Mais toutes ces précautions n'empêcheront pas les éléments radioactifs à longue vie de menacer, pendant plusieurs années encore, l'environnement et, dans une certaine mesure, la santé des populations. On craint relativement peu les effets du strontium 90, métal peu volatile qui s'est donc échappé en faibles quantités du cœur du réacteur et est en majeure partie retombé sur le site. Mais le césium 137, d'une demi-vie (2) de trente ans, pose en revanche problème.

Ce radioélément se dépose d'abord sur le sol et sur les plantes et peut s'accumuler dans la chaîne alimentaire par l'intermédiaire de la viande et du lait. C'est pour prévenir ce risque que les Soviétiques ont déjà abattu une grande quantité de bétail et interdit la consommation de lait.

Surveiller les arbres et les poissons

Dans les années à venir, le problème se posera toutefois à nouveau. Le césium, entraîné par les pluies, se sera alors enfoncé dans le sol. Il pourra s'accumuler dans les racines des végétaux, puis de là dans leurs feuilles, et un dangereux cycle recommencera. Pendant combien de temps doit-on craindre cette contamination ? C'est pour l'heure difficile à estimer, et « *cela dépendra de la nature des sols* », comme le précise M. Jacques Lafuma, directeur du département de protection sanitaire du CEA.

Selon les Soviétiques, il faudra attendre au moins un an pour se prononcer sur ce sujet, le temps que s'achève le cycle des saisons. Le temps aussi, que les radioéléments, qui se sont déposés de manière non homogène sur les sols soient à nouveau entraînés par les vents et que l'on assiste à une « redistribution » de la dose radioactive.

L'attente sera plus longue encore pour ce qui est des forêts de conifères, dont les aiguilles, après la tombée des pluies, se chargent de particules radioactives. La décontamination des arbres ne pourra pas être effective avant le renouvellement des aiguilles, c'est-à-dire avant trois ou quatre ans. Mais tous les risques ne seront pas éliminés pour autant car, en tombant à terre, les aiguilles s'enfonceront dans le sol qu'elles contamineront.

Les autorités soviétiques se préoccupent aussi beaucoup de la pollution des eaux souterraines et de surface. Certes, elles affirment que le niveau de la radioactivité dans l'eau potable ne dépasse pas des valeurs considérées comme normales. Mais un risque demeure pour les nappes phréatiques, les fleuves et les étendues d'eau, et l'on craint que la flore et la faune aquatiques n'en fassent les frais.

Le tribut le plus lourd, indiquent les Soviétiques, « *sera payé par la matière vivante qui se trouve dans le réservoir de refroidissement de la centrale* », long de 20 kilomètres, et dans lequel une forte radioactivité (atteignant 5 rads par heure) a été mesurée. Mais, ajoutent-ils, « *les effets se feront sentir sur certaines espèces de poissons proliférant dans les rivières et autres étendues d'eau de la région.* » Des études devraient être entreprises pour évaluer les conséquences à long terme de ce phénomène, et des précautions devraient être prises pour éviter toute consommation de poissons contaminés.

ELISABETH GORDON.

(1) A titre de comparaison, la réglementation française stipule qu'une centrale ne doit pas rejeter plus de 3 curies par an.

(2) Temps au bout duquel la radioactivité d'un élément a décru de moitié.

Encore un supraconducteur

Comment supprimer la résistance au courant électrique ? Des chercheurs toulousains viennent d'élaborer un nouveau supraconducteur, d'origine moléculaire.

LA famille des matériaux supraconducteurs s'agrandit. Après les alliages métalliques puis les composés organiques, les chercheurs du laboratoire de chimie de coordination du CNRS à Toulouse viennent d'élaborer un nouveau type de supraconducteur. Il s'agit d'un « complexe de coordination », c'est-à-dire d'une molécule dans laquelle des groupes organiques sont fixés (« coordonnés ») à des métaux de transition (nickel, cuivre, fer, etc.).

Depuis que le Néerlandais Kamerlinch Onnes a observé, en 1911, que certains matériaux, au-dessous d'une température dite « critique » (généralement proche du zéro absolu), n'opposaient plus de résistance au courant électrique, de nombreuses équipes se sont lancées à la recherche de nouveaux supraconducteurs. L'objectif est d'élaborer des matériaux présentant une température critique la plus élevée possible, afin d'éviter que l'on consomme plus d'énergie à maintenir le matériau à basse température qu'on n'en gagne du fait de la supraconductivité.

Le premier matériau supraconducteur susceptible de permettre des applications pratiques est apparu dans les années 60. Il s'agissait d'un alliage niobium-étain. D'autres ont été trouvés depuis. L'un d'eux — un alliage de niobium, d'aluminium et de germanium — a une température critique « record » de 21 kelvin (moins 252° Celsius), mais le plus couramment utilisé est un alliage niobium-titane (supraconducteur à 10 K soit — 263 °C).

Puis, en 1964, l'Américain W. Little, de l'université Stanford, prédit que l'on pourrait atteindre des températures critiques beaucoup plus élevées (et même proches de la température ambiante) avec des systèmes constitués d'empilements de molécules (et non plus d'atomes) formant, soit des colonnes s'étirant le long d'une direction privilégiée, soit des polymères linéaires. Il ouvrit ainsi la voie à la recherche de molécules organiques supraconductrices, dont deux ont été jusqu'ici mises en évidence, l'une en 1980, l'autre trois ans plus tard.

Les chercheurs toulousains viennent donc d'apporter une nouvelle pierre à l'édifice, en préparant un complexe du nickel (1), dont le laboratoire de physique des solides associé au CNRS à Orsay a montré qu'il était supraconducteur à 1,62 K sous une pression de 7 kilobars. Compte tenu de sa faible température critique, cette molécule ne saurait rivaliser, pour les applications pratiques, avec les alliages métalliques. Mais le fait que de tels composés existent et qu'ils soient supraconducteurs marque toutefois une nouvelle étape dans la course à la résistance nulle. D'autant que de tels systèmes ont l'avantage d'offrir une plus grande souplesse que les alliages métalliques, dans la mesure où l'on peut envisager d'élaborer de nouveaux matériaux en faisant varier la nature du centre métallique, ou celle des groupes organiques qui lui sont fixés, ou encore les deux à la fois. Ce complexe du nickel est d'autre part le troisième exemple de supraconducteur moléculaire connu dans le monde, et le premier complexe de coordination présentant cette propriété préparé jusqu'ici.

E. G.

(1) Il s'agit plus précisément d'un composé combinant un complexe du nickel et du tétrathiafulvalène (TTF). Deux autres dérivés de molécules — entièrement organiques et analogues au TTF — s'étaient déjà révélés être des supraconducteurs.

Mea culpa américain

Les chercheurs se trompent parfois, mais n'aiment pas le reconnaître. Le docteur Brian MacMahon fait exception en admettant aujourd'hui qu'une consommation raisonnable de café ne favorise pas le cancer du pancréas.

LES épidémiologistes aiment surprendre. Il y a quelques jours, une vaste enquête américaine concluait qu'il n'y avait aucune corrélation entre la consommation de la pilule contraceptive et la survenue du cancer du sein. C'est le café et ses relations avec le cancer du pancréas qui font aujourd'hui l'objet d'une semblable mise au point. Une affaire exemplaire et un cas peu banal de *mea culpa* scientifique.

Tout avait commencé en mars 1981, dans les colonnes du très sérieux *New England Journal of Medicine*. Des chercheurs américains travaillant dans le département d'épidémiologie de la Harvard School of Public Health publiaient alors, sous le titre « Café et cancer du pancréas », une étude qui devait faire grand bruit. Ce groupe de statisticiens dirigé par le docteur Brian MacMahon expliquaient alors avoir interrogé 369 malades atteints de cancer du pancréas et 644 « témoins » sur leur consommation de tabac, d'alcool, de thé et de café. Après analyse de leurs résultats, ils concluaient à l'existence d'une « *forte* » corrélation entre ce cancer et la consommation de café. Plus précisément, l'étude établissait que deux tasses de café multipliaient le risque par 1,8, trois tasses par 2,7 ; des données inquiétantes compte tenu de la fréquence croissante du cancer du pancréas chez l'homme, des difficultés thérapeutiques qu'il pose et du poids économique et social de la consommation de café dans le monde.

Les épidémiologistes américains étaient d'autant plus enclins à formuler leurs conclusions que des observations récemment faites allaient alors dans le même sens. Ils rappelaient ainsi que les mormons et les adventistes du septième jour apparaissaient protégés contre le cancer du pancréas ou que la fréquence de ce cancer apparaissait plus élevée dans les pays grands consommateurs de café. Ils évoquaient enfin la curieuse histoire de deux cancers du pancréas diagnostiqués simultanément « *chez un homme et son épouse qui ajoutaient tous deux un sirop de café à leur café moulu avant percolation* ». Tout cela avait suffisamment marqué le docteur MacMahon pour qu'il révélât aux journalistes américains avoir personnellement abandonné la consommation de café aussitôt après avoir pris connaissance des résultats de son étude.

La publication de cette étude devait susciter de nombreuses critiques. Dans un très long commentaire, publié dès le mois d'août 1981 dans le *Journal of American Association*, un groupe de spécialistes américains critiquaient dans le détail la méthode de leurs confrères. Cette méthode, de type « cas témoins », est habituellement mise en œuvre quand d'autres plus rigoureuses ne peuvent pas l'être. Le docteur Brian MacMahon et ses collaborateurs avaient ainsi comparé les comportements alimentaires des personnes atteintes d'un cancer du pancréas (379 retenus sur un échantillon de départ de 578 malades) aux comportements d'une série témoin de 644 sujets. Il s'agissait de malades hospitalisés dans les mêmes hôpitaux que les premiers, mais ne souffrant pas d'affections du pancréas ou de maladies liées à l'usage de tabac et d'alcool. Ce groupe témoin était en fait constitué de malades atteints de cancers (du sein, du colon, de l'estomac, etc.) ou de maladies diverses (troubles digestifs, neurologiques, génito-urinaires, etc.).

Moins de cinq tasses par jour

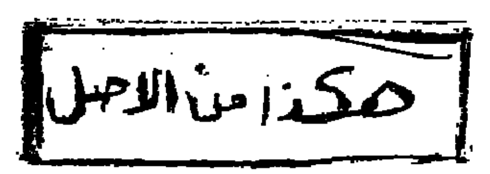
La critique majeure suscitée par cette étude devait précisément porter sur la composition de ce groupe témoin : comment être certain que les affections dont souffraient les malades du groupe témoin n'étaient pas de nature à faire diminuer la consommation de café ? « *Certes*, expliquaient les auteurs, *la majorité des témoins dans nos séries avaient une maladie chronique, mais le cancer du pancréas en est également une, et semble théoriquement tout aussi bien susceptible d'entraîner une diminution de la consommation de café. On ne peut que se demander dans laquelle de nos séries de cas ou de témoins ce biais est le plus important. Il est inconcevable qu'il rende compte de la différence globale entre ces deux séries (...).* »

Cinq ans plus tard, les choses ont bien changé. Toujours dans les colonnes du *New England Journal of Medicine*, le même docteur Brian MacMahon vient de publier une nouvelle étude portant, cette fois, sur 176 personnes. Il estime aujourd'hui qu'il n'y a aucun accroissement du risque de cancer pour les personnes buvant moins de cinq tasses de café par jour. Au-delà de ce chiffre, explique-t-il, les résultats sont moins clairs selon qu'il s'agit d'hommes (pour lesquels le risque est deux fois et demi plus important) ou de femmes, pour lesquelles l'étude ne conclut à aucune augmentation significative. Quant aux résultats de 1981, il reconnaît aujourd'hui qu'ils étaient un peu « *exagérés* ».

Cette nouvelle étude a porté sur 176 cas de cancer du pancréas comparés à 273 cas témoins. Le risque pour les buveurs de cinq tasses (ou plus) quotidiennes durant dix ans n'est plus cette fois que de 2,4 fois supérieur. Le questionnaire utilisé, expliquent en substance les chercheurs, était plus détaillé que le précédent et la consommation de café recherchée sur une période de dix à vingt ans avant le diagnostic de la maladie.

Quelles conclusions tirer d'une telle affaire ? « *Il est vrai*, explique le docteur Jean-Pierre Boissel (hôpital cardio-vasculaire de Lyon) *que les études « cas témoins » sont sujettes à ce type d'erreurs. Elles imposent une série d'ajustements mathématiques complexes et il est difficile de conclure de manière définitive avant que plusieurs études n'aient été conduites sur le même thème. Mais il est rare que des chercheurs reviennent de cette manière sur leurs propres conclusions. Souvent les choses se passent de bouche à oreille ou sous forme de « communications privées ». Cette situation tient également au fait que les journaux scientifiques n'acceptent pas toujours facilement de revenir de manière contradictoire sur le même sujet.* »

JEAN-YVES NAU.



Culture

LA MOSTRA DE VENISE

XLIII MOSTRA INTERNAZIONALE DEL CINEMA

Un entretien avec Alain Resnais, réalisateur de « Mélo »

L'exaltation du langage quotidien

Aujourd'hui le théâtre de Bernstein est mal connu. Théâtre bourgeois que l'on ne veut pas connaître. Mais les encres avec lesquelles on écrit l'histoire changent de couleur

Nous avions rendez-vous au bar du «Plaza-Athénée». L'un de ces endroits incroyablement discrets, anonymes et à la fois estampillés élégance et dignité qui lui conviennent. Alain Resnais était sanglé dans son éternel trench-coat beige, ni neuf ni usé. Il était parti tôt le matin vérifier la qualité de projection des salles parisiennes où allait sortir son dernier film: *Mélo*, le 3 septembre. Il s'était enrhumé. Il a commandé un thé citron. Comme toujours dans les bars, « la machine est en panne, pardon Monsieur». Alain Resnais a froncé ses sourcils clairs: pour lui, l'expression de la contrariété à son comble. Puis il a ouvert un cartable assez malmené par le temps, un cartable d'étudiant, et en a extrait un thermos chromé en soupirant: *« Qu'importe, mon thé je l'ai emporté avec moi. »* C'était une jolie scène, ce pique-nique dans un bar chic. C'était du Resnais.

« Avez-vous délibérément choisi de tourner *Mélo* de Henry Bernstein ?

– Tous mes films sont nés du hasard et de la nécessité. Je n'ai jamais de ma vie apporté un scénario à un producteur, ça a toujours été le contraire. C'est pour ça que je dis que tous mes films sont des films de commande. Mais la liberté dans l'exercice de la commande, je la revendique.

» J'étais en train de travailler à un projet avec Milan Kundera, accroché à un budget de 10 millions de francs. Mais nous avions beau torturer notre histoire, nous arrivions à 30 ou 35 millions. J'abandonnais, et c'est toujours triste de ne pas tourner. Fanny Ardant m'a dit: *« En attendant, pourquoi ne monteriez-vous pas une pièce de théâtre, et pourquoi pas une pièce de ce Bernstein dont vous parlez souvent ? »* C'est vrai qu'à partir de 1936, j'ai assisté à la création de toutes ses pièces. Ah ! Sauf *le Bonheur*... J'ai loupé *le Bonheur*. Je ne pouvais résister au plaisir d'aller voir Claude Dauphin, Renée Devillers, Gaby Morlay, Victor Francen. Personne ne voulait m'accompagner, mais moi, je vibrais. Après, je ne comprenais pas toujours pourquoi, quelle importance...

» C'est Guitry qui cite une phrase typique de critique à propos d'un comédien de l'une de ses pièces: *« Il a un tel pouvoir comique qu'il est presque impossible de lui résister. »* Et Guitry ajoutait: *« Pourquoi faudrait-il lui résister ? »* Le critique avait eu honte de rire, moi je n'ai jamais eu honte de mes émotions.

» La possibilité de monter un Bernstein me plaisait donc, mais les comédiens que je désirais – ceux qui sont dans le film – jouaient pour la plupart déjà et pour de longs mois. L'idée de tourner la pièce, les acteurs étant libres dans la journée, a été lancée comme une boutade. Marin Karmitz l'a attrapée au vol. Je voulais commencer tout de suite. Courage peu courant chez un producteur, Karmitz a accepté sans attendre de coproduction, ni la télévision, ni l'avance sur recettes. A ses conditions, évidemment: 7 millions tout compris, vingt jours de tournage, pas plus, au lieu de soixante-dix habituellement. Florence Malraux (1) a établi un plan de travail, elle est arrivée à vingt et un jours et demi. On n'a pas gagné complètement, on a mis vingt-trois jours. Enfin, c'est honorable. Il ne s'agissait pas de battre des records. Ce qui était intéressant, c'était d'aborder ce budget restreint non comme un frein, mais au contraire comme une incitation à modifier notre travail.

» Ce que nous avons fait. Répétitions dans une salle close, au studio, avec déjà quelques projecteurs – je suis démoralisé quand il n'y a pas de lumière, – interventions et préparations du décorateur, Jacques Saulnier et du chef opérateur, Charlie Van Demme. Dès lors, j'ai conçu une ligne dramatique continue, comme un *dessinateur qui ne relèverait* jamais son crayon ou son pinceau. D'où l'obligation de plans très longs. J'ai tourné environ sept minutes utiles par jour. Pour moi, c'est énorme. Ma moyenne est de deux minutes quarante-sept secondes. J'appelle ça la vitesse. *Truffaut*, parce que c'était aussi sa cadence. Conséquence: il y a dans *Mélo*, une centaine de collures pour neuf cents dans *Providence*.

» Ce rythme, cette tension n'ont pu, évidemment, être tenus que grâce à l'adhésion totale, immédiate, des comédiens. Avec un peu de solennité, j'avais tenu à leur remettre le texte le même jour, à la même heure. *Ils ont dit oui, tout de suite.* Ensemble. Ils m'ont forcé à foncer.

– Le langage Bernstein ne les a pas déroutés ?

– Je ne sais pas comment *Mélo* va être reçu, mais je peux dire que nous l'avons fait par amour, non par perversité rétro et que, d'un commun accord, nous avons refusé la *distanciation*. *Nous nous amusions* à imaginer toutes les astuces distinguées que j'aurais pu employer: montage de bandes d'actualité, évocation de la montée du nazisme en Allemagne, arrivée silencieuse d'une Delage devant le perron d'un hôtel particulier.

» Nous avons dit non à tout cela. Je n'ai pas fait une adaptation de Bernstein, mais une transcription. Comme Liszt (toutes proportions gardées) *transcrivait* du Beethoven ou du Wagner pour piano, j'ai transcrit du Bernstein pour cinéma. Parce qu'il est éminemment musical. Pour développer ses thèmes émotionnels, il emploie l'augmentation, la diminution, la contraction, la *réapparition*, la *rétrogradation*, l'effet de miroir...

» La musicalité, l'exaltation du langage quotidien, m'ont toujours passionné. Ça a commencé, il y a trente ans, avec les commentaires de mes courts métrages. On me disait: *« C'est littéraire »*. Je répondais: « Non, c'est sonore ! »

» De plus, ce que l'œuvre de Bernstein contient de folie, de hantise, *d'angoisse, je ne le trouve chez* aucun autre auteur de Boulevard. Son théâtre est bourgeois ? Certes. *Lui aussi l'était*. Moi *aussi*, je le suis. Mais comme dit Flaubert, à partir du moment où le mot « bourgeois » est devenu une injure pour les bourgeois eux-mêmes, il a perdu tout son sens.

» Aujourd'hui, on méprise Bernstein, *mais attention, les* encres avec lesquelles on écrit l'histoire changent de couleur. Le premier grand article élogieux sur le cinéma de Robert Bresson est signé Sacha Guitry. Et la condamnation sans appel de *Citizen Kane*, *« film ridicule fait par de faux intellectuels voulant singer l'Europe »* est signée Jean-Paul Sartre...

– De toute façon, vous avez toujours aimé le mélo ?

– Oui !... et le music-hall. C'est autour d'Edith Piaf qu'on a construit *Hiroshima mon amour*. Et le feuilleton ! Vous savez que je voulais adapter Harry Dikson. Mais pas seulement... Quand j'ai proposé à un producteur américain de faire *Conan*, il m'a ri au nez. *« C'est pour une élite, ça. »* La suite lui a donné tort. Mais mon *Conan* à moi n'aurait peut-être pas marché. C'est pourquoi j'admire beaucoup Steven Spielberg: lui a su réaliser mes rêves. Une chose m'a touché. J'avais *commencé à travailler sur une vie* imaginaire du marquis de Sade avec un dessinateur américain, Jim Steranko. C'est au même que Spielberg a fait appel pour concevoir le temple maudit de son *Indiana Jones*.

– La modestie du budget de *Mélo* vous rassure-t-elle quant à la carrière commerciale du film ?

– *Je fais toujours le même nombre d'entrées.* Seulement, il y a vingt ans, on sortait mes films dans deux ou trois salles. Maintenant, pour attirer le même nombre de spectateurs, il faut *que je sorte dans seize* ou vingt salles. Alors, c'est plus cher, la copie est à 10 000 francs. J'attire entre cent-cinquante mille et *trois cent mille personnes* à Paris. Pour un cinéaste, c'est une zone un peu dangereuse que je n'ai franchie qu'une seule fois avec *Mon oncle d'Amérique*, que la critique n'avait pas aimé du tout. Ah ! Avec *Stavisky* aussi, j'ai dépassé les trois cent mille. Après la boucherie de Cannes – il n'y a pas d'autre mot – et grâce à la présence de Jean-Paul Belmondo, ce n'était pas mal. On ne *m'avais pas pardonné de ne pas* avoir fait un film historique... ce sont les distributeurs qui avaient exigé ce titre, *Stavisky*, ou bien ils retiraient leurs billes. Moi, j'aurais préféré *L'Empire d'Alexandre* ou *le Tombeau d'Alexandre*. Ou mieux: *Biarritz bonheur*...

– Pas de problème de titre avec *Mélo*

– C'est un excellent titre, en effet. Mais derrière, il y a une pièce. Vivante. Dans d'autres pièces plus « modernes », plus ambitieuses, je n'y peux rien, moi j'entends des mots morts. »

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN

(1) Epouse et première assistante d'Alain Resnais.



André Dussolier, Alain Resnais, Sabine Azéma, Pierre Arditi.

Les belles férocités d'Henry Bernstein

(Suite de la première page.)

C'est décidément un bon scénario ! Que Resnais n'a pas escamoté, n'a pas éludé, conservant jusqu'aux trois coups, jusqu'au baisser de rideau. N'étant jamais plus lui-même que lorsqu'il s'empare en douceur de l'univers d'un auteur (Jean Cayrol pour *Muriel*, Marguerite Duras pour *Hiroshima mon amour*, Alain Robe-Grillet pour *l'Année dernière à Marienbad*...), optant pour la fidélité à la partition jouant cette musique de chambre (à coucher) sans tricher, il laisse l'émotion doucement mais sûrement monter, et gagner. Pleurer au cinéma, quelle aubaine ! Elle nous est ici offerte.

Tant mieux, mais comment ? Ce Bernstein, tout de même, n'est-il pas bien bourgeois, démodé ? Et Resnais, où est-il ? Il est partout. Dans la perfection des décors de Jacques Saulnier, chef-d'œuvre d'authenticité pointilleuse, dans la rigueur et la souplesse des mouvements de caméra qui accompagnent, soulignent, précèdent le mouvement des âmes, dans la sobriété inspirée du suicide de Maniche, l'un des plus beaux jamais suggérés au cinéma, la nuit, un mur, des marches, l'eau noire...

Dans le jeu des comédiens, surtout, le quatuor de *l'Amour à mort*, reconstitué: Ardant, Azéma, Arditi, Dussolier. Ils jouent franc jeu, littéralement, sans avarice et sans honte mais avec l'intériorité, le décalage léger qu'exige le cinéma, qu'exige Resnais. Ils sont tous remarquables. Dussolier cependant, dans le rôle de Marcel, va plus loin, plus haut, décolle.

Allez, cessez de résister, courez au mélodrame qu'a osé Alain Resnais.

D. H.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

La musique et le reste

1 Au revoir et merci !

Pendant les trois mois qui viennent, les livres ne vont pas forcément être lus davantage – *achetés, oui – mais on fera du bruit* autour. Le spectacle, comme chaque année, ne manquera pas d'intérêt, et je regrette qu'une affaire d'importance m'éloigne jusqu'au 8 octobre du théâtre des opérations. *Au revoir donc et merci !*

Je vous laisse en de bonnes mains: nos *signatures sont revenues des plages* plus flambantes et plus véridiques que jamais. D'ici trois jours vous retrouverez Jean d'Ormesson et Louis Pauwels à l'affiche du supplément du *Figaro*, et *le Matin* qui avait un léger retard *dans le tirage a pris de l'avance au démarrage* avec Claude Mauriac, Roland Dumas et quelques autres. Comme trop souvent, hélas ! C'est le meilleur des nôtres, Jean Dutourd, qui *nous a quittés le premier*. *Lui seul de la petite* classe, il savait pratiquer ce français tourangeau qui s'était perdu depuis Paul-Louis Courier. Il a été rappelé en son giron par le Dieu jaloux de la littérature, après seize ans de *loyaux services à France-Soir*. *Le quotidien de* la rue Réaumur n'aura plus de bon beurre à mettre dans ses épinards, ce beurre qui lui faisait passer son goût de surgelé !

Dans son dernier livre d'écrivain-journaliste (comme on parle d'un gentleman-cambrioleur) *le Spectacle de la rose* (Flammarion, 79 F), *qui* sort en librairie aujourd'hui, Dutourd nous livre en filigrane la vraie raison de cette retraite que je souhaite, en égoïste, provisoire. La gauche *au pouvoir lui avait inspiré la matière de cinq* livres. Il la pourfendait, la ridiculisait de belle façon. Les fêtes sont finies. En cinq mois, Chirac et Léotard, Pasqua et Madelin, ont rattrapé la gauche perdue. Même s'il en avait l'envie, même s'il jouait des quatre mains, Dutourd a bien senti qu'il ne pourrait pas répondre à la demande de ses amis. Dans la bêtise, ils en font trop. Dutourd renonce et se *réfugie dans la haute littérature*. Mais pas de larmes: au train où va le libéralisme à tête de Pandraud, c'est très bientôt que Dutourd, hilare, pourra décrocher son vieux fusil de demi-solde et cartonner à plaisir la *rose revenue !*

2 « Le Silence et sa réponse »

Avant qu'on ne s'entende plus du tout, que la meute des remisiers s'écrie devant la corbeille: *« J'achète 200 Inter, 500 Femina, 1 000 Goncourt, je revends 150 Médicis, etc. »*, je vous confie un livre exquis, *le Silence et sa réponse*, de François Michel (chez J.-C. Lattès, 72 F) qui vous servira, je l'espère, d'antidote. Il me faudrait dire un mot de François Michel, cet homme né en 1916, auteur de la fameuse *Encyclopédie Fasquelle de la musique* (en trois volumes), *d'autant plus* remarquable que l'amateur est bien en peine de la trouver, de cet *Atlas historique français qui voulait tenter de combler cette lacune* inouïe à la réflexion: la France est un pays qui n'a pas d'ouvrage un peu sérieux s'occupant de son sol et des traitements qu'il a subis au cours des siècles. *La carte de notre pays n'a* pas de langue, ni de mémoire.

Cet *Atlas*, qui avait eu assez glorieusement Malraux comme président d'honneur et Alain Peyrefitte, *hélas !* comme pésident tout court, *a connu de telles péripéties* que je laisse à son éditeur le soin de les conter s'il le juge bon quand il donnera une suite à ses Mémoires dont le premier tome a été publié l'an dernier chez Grasset, *Par cœur*. Disons que, pour le *moment, seules quelques provinces* ont été défrichées: Provence, Anjou, Agenais, Savoie, etc.

Mais François Michel est avant tout un pianiste inspiré. Un de ces grands interprètes qui *« possède tellement sa technique qu'il ne fait que donner à entendre »*. Avec beaucoup de simplicité, lorsqu'il évoque dans son dernier livre le rôle de l'oreille et qu'il distingue l'oreille dite absolue *« qui entend les hauteurs « réelles »* (au sein du tempérament) de l'oreille relative *« qui entend les rapports* (les intervalles) *sans situer les notes »*, il *constate: « J'ai eu longtemps l'oreille absolue: depuis l'inflation continuelle du diapason, depuis les variations constantes à lui infligées par les procédés de diffusion, je suis très souvent perplexe. »*

François Michel, s'en tenant à l'oreille *« relative »* qui lui semble plus énigmatique *que l'« absolue », remarque que c'est un don* pas tellement fréquent (si ce n'est pas un don, dit-il, c'est une acquisition qui ne se fait facilement que si elle va de pair avec celle des lettres et des mots) et que beaucoup de musi*ciens n'ont pas ! Il ajoute cette évidence que* les Français d'aujourd'hui sont des *« sourds musicaux »*. Et qu'ils ne cessent de le prouver: *« Ils applaudissent autant les médiocres que les excellents (« en avoir pour son argent ») ; ils s'adonnent en très grand nombre au « fond sonore » (ça ne les gêne pas) ; ils se précipitent en foule aux concerts de* « musique sale » *(la formule est d'Henri Michaux): chanson, rock, etc. (...) Ces diffluences musicales s'adressent à autre chose qu'à l'oreille, même si elles en empruntent le canal. Rien, en France, ne permet de supposer qu'existe un public compétent en matière musicale... »* J'ajouterais: ni en quelque matière que ce soit.

Vous l'avez deviné, ce bref essai d'une centaine de pages vous fera plus d'une fois sursauter. Il n'est pas là pour vous endormir. Il est bourré de considérations intempestives. *Le Silence et sa réponse* est un pamphlet-méditation à la fois ardu – l'os (le sujet) n'est pas facile à ronger (comment en serait-il autrement ?) – et d'une rapidité, d'une prestesse *peu communes*. La pensée de François Michel toujours claire – et elle a du mérite à l'être car le fond de la doctrine en ces domaines est obscur ! – semble parfois prise *d'impatience. L'homme pressé*, cher à Morand, c'est lui: on ne sait si ça vient d'un « quand donc ce pensum sera fini et le médiocre argent à la clef enfin touché » ou d'un *« à quoi bon »* fondamental.

Tout est vraiment jeté comme de la confiture aux cochons, en un vrac ordonné. C'est le livre confidence, presque testament, d'un anachronique personnage, rusé et subtil comme Ulysse, qui connaît son sujet, la musique et le reste, par cœur et par science. Si par malheur vous n'achetez qu'un livre: choisissez celui-ci. Vous en aurez jusqu'à l'hiver. Et vous pourrez le reprendre, l'an prochain, avec la même surprise, le même agacement.

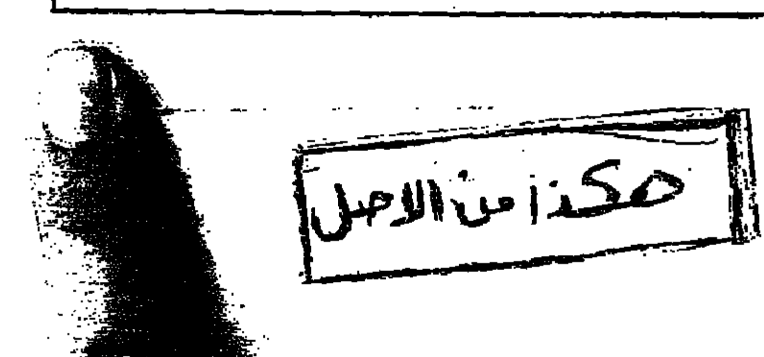
Et si François Michel, après lecture, vous intéresse encore, cet homme que j'ai vu et entendu *jouer chez lui du temps de sa splendeur* – deux Steinway, et une hospitalité que je n'ai pas retrouvée ailleurs, faisaient l'affaire – avec Stravinski, Boulez, Février, *J.-B. Pommier et tant d'autres, je vous conseille de lire Notes de passage* de Jacques Drillon (chez Ramsay). Le jeune critique musical de *l'Observateur* a trouvé en François Michel son *« oncle de Rameau »*. Son admiration vacharde n'a pas porté tort à son talent. *Notes de passage* est à la fois un prière d'insérer de François Michel sur le vif, en action, et la naissance d'un écrivain.

3 Le reste

Dans la masse *d'ouvrages reçus avant mon* départ – rassurez-vous, je les emporte tous, car, tant pis si je vous l'ai déjà répété cent fois, on ne lit jamais avec autant de sympathie que lorsqu'on *n'est pas obligé de rendre* compte dans la semaine à son journal, à ses lecteurs, de ses plaisirs – je choisis de vous dire un mot du roman d'Eric Neuhoff, *Des gens impossibles* (la Table ronde, 79 F). Depuis 1982, date *de son premier roman, Précaution d'usage* (même éditeur), Eric Neuhoff a publié en tout et pour tout quatre livres. Pour un garçon qui vient d'avoir trente ans, ce *n'est pas une cadence infernale puisque*, quand on a commencé à écrire relativement jeune, il vaut mieux battre la page tant que la plume est chaude. Depuis ses débuts, Neuhoff a choisi *de tourner autour du pot*. D'entrer en littérature sur le mode de: *« Quand est-ce que je vais enfin écrire un livre, un vrai ? »* Je lui signale cette phrase de François Michel: *« La seconde moitié du vingtième siècle est étrangement parodique. Peut-être essentiellement. »* Décrire le milieu littéraire, comme il l'a fait dans *Nos amis des lettres* (Olivier Orban), est une façon à la fois timide et astucieuse *d'indiquer sa présence, qu'on est en littérature* depuis un bout de temps.

Journaliste à Madame Figaro, garçon physiquement acceptable, les choses étant ce qu'elles sont comme me disait le général de Gaulle, Neuhoff et son roman *sous le bras* n'ont aucune raison de passer inaperçus.

On lui reprochera son petit monde. Que ça ne vole pas haut, qu'il n'y a pas d'intrigue. Que ses héros ne sont pas riches en couleur. *Des gens impossibles* se lit sans passion *certes – il est certain qu'on ne se casse pas* la tête pour eux – mais sans déplaisir. Ces garçons – Paul est-il Neuhoff ? Etienne est-il Patrick Besson ? – ne sont impossibles que *par antiphrase*. C'est même le vrai reproche que j'adresserais à ce roman: de manquer de sentiments fous. Quand je lis à la dernière ligne: *« Au retour, Paul réalise qu'il n'avait jamais trompé Hélène et un samedi après-midi ils se marièrent en présence de leurs témoins. Ils ne revirent plus personne »*, alors que *j'attendais, depuis près de deux cents pages*, une crise de jalousie, une trahison, que Paul trompe Hélène, et Hélène, Paul, je me dis: *« La société de consommation est bien finie. Nous vivons en autarcie ! »* Ce qui manque à ces *Gens impossibles*, c'est un peu de musique. *« Le chant*, disait un jour Blondin à Roger Peyrefitte, *n'oubliez pas le chant dans vos romans. »*



Culture

CINÉMA

Le Festival de Montréal

Beineix au palmarès

Jean-Jacques Beineix triomphe à Montréal avec 37° 2 le matin et provoque Hollywood

Le dixième Festival des films du monde de Montréal s'est achevé le lundi 1er septembre. Le Grand Prix des Amériques a été remporté par le cinéaste français Jean-Jacques Beineix pour *37° 2 le matin*. Le prix spécial du jury a été attribué à Jiri Menzel pour *Mon cher petit village* (Tchécoslovaquie). Prix du jury : *Laputa*, de Helma Sanders-Brahms (Allemagne fédérale). Prix d'interprétation féminine : Krystyna Janda pour son rôle dans *Laputa*. Prix d'interprétation masculine : Dennis Hopper dans *Blue Velvet*, de David Lynch (États-Unis). Le jury a attribué un prix spécial à Carlos Saura pour sa trilogie sur la danse *(Noces de sang, Carmen et l'Amour sorcier)*. Grand prix du court métrage : *Tables of Content*, de la Canadienne Wendy Tilby.

Jean-Jacques Beineix avait déjà quitté Montréal lorsque le jury du dixième Festival des films du monde lui a accordé le Grand Prix des Amériques, auquel s'est ajouté le prix du film le plus populaire décerné par Air Canada. Mais le cinéaste français, qui était accompagné de son interprète Jean-Hugues Anglade, savait qu'il avait de fortes chances de l'emporter devant les vingt autres films présentés en compétition.

Dès la première projection de son film, le quatrième jour de ce festival qui en a compté douze (21 août-1er septembre), on ne parlait plus — et en bien — que de *37,2 le matin*, à Montréal.

Les cinéphiles s'étaient passé le mot, et les mille deux cents places du Théâtre Maisonneuve où se tenait la compétition officielle étaient prises d'assaut. Les critiques ont aussitôt emboîté le pas.

Jean-Jacques Beineix regarde maintenant du côté de Hollywood, où il doit rencontrer quelques producteurs à la fin du mois. « *J'y vais*, dit-il, *animé de mauvaises intentions. Je vais aller leur dire que c'est des cons. Je suis en train de faire monter les prix. Eux feignent d'avoir cet argent qui me permettrait de filmer avec des effets spéciaux pour montrer des choses qu'on n'a encore jamais montrées au niveau de l'esthétique, de la forme, de la folie.* » Prévoyant déjà l'échec de sa démarche auprès des producteurs américains, il ajoute : « *Je pense que Truffaut avait raison lorsqu'il estimait qu'il valait mieux garder ses racines, rester un grand nom du cinéma français et international et ne pas tenter de devenir un pseudo produit hollywoodien.* »

Deux autres œuvres ont particulièrement retenu l'attention du jury de Montréal, qui était présidé par Claude Miller, le réalisateur de *l'Effrontée*, et de *Mortelle randonnée*. Il s'agit du dernier film du cinéaste tchèque Jiri Menzel, qui, dans *Mon cher petit village*, raconte avec beaucoup d'humour les difficultés quotidiennes. *Laputa*, réalisé par Helma Sanders-Brahms (Allemagne fédérale), qui avait déjà été remarqué à Cannes dans la section « Un certain regard », obtient le Prix du jury et le Prix d'interprétation féminine pour Krystyna Janda.

La décision la plus contestable du jury est l'attribution du Prix d'interprétation masculine à Dennis Hopper pour son rôle dans *Blue Velvet*, de David Lynch, présenté à Montréal en première mondiale, histoire policière invraisemblable qui met en présence un jeune étudiant romantique et une organisation criminelle dirigée par un détraqué sado-masochiste (Dennis Hopper, absolument détestable, ce qui lui a peut-être valu son prix).

Comme les années précédentes, les films en compétition se sont révélés moins intéressants que les œuvres sélectionnées dans les autres sections : « Hors concours », « Cinéma d'aujourd'hui et de demain (nouvelles tendances) » et « Cinéma d'Amérique latine ». Une section spécialement consacrée au cinéma britannique — l'an prochain ce sera au tour du Japon — voulait mettre en lumière « *un pays qui contribue à l'essor du cinéma international* ». Une nouvelle section avait été ajoutée cette année sur « Le cinéma et la paix », avec la projection notamment du documentaire australien *Half Life*, qui évoque la tragédie de la contamination nucléaire pour les habitants des îles Marshall dans le Pacifique. Enfin, les organisateurs du Festival ont voulu rendre hommage à l'ancien directeur de la Cinémathèque française, Henri Langlois, et au producteur Dino De Laurentiis, qui était accompagné de Gilietta Masina (*les Nuits de Cabiria* et *la Strada* ont été projetés à cette occasion).

BERTRAND DE LA GRANGE.

Films russes

Evtouchenko et autres

N'est pas cinéaste qui veut. Le poète soviétique l'apprend à ses dépens avec le Jardin d'enfants.

Le film réalisé par le poète soviétique Evgueni Evtouchenko, *le Jardin d'enfants*, qui était assez attendu tant cet écrivain a su se faire aimer, là-bas, est une déception.

Evtouchenko nous y montre les années de son enfance qui correspondent aux années de la guerre ; comme tous les enfants de Moscou, il fut évacué dès les premiers temps de l'avance allemande, non pas vers l'Oural, comme la plupart, mais jusqu'en Sibérie, où il était né.

Une fois parvenu dans son village natal, rétrospectivement, Evtouchenko réanime avec une certaine sûreté les habitudes de cette campagne, les fêtes, les repas, les travaux, tout cela se passant dans une allégresse qui est tout de même assez déconcertante, compte tenu des désastres de la guerre, même si celle-ci a lieu à des milliers de kilomètres.

Mais, avant d'atteindre la Sibérie, dans une suite de détours et de contretemps, il semble que les souvenirs d'enfance d'Evtouchenko soient devenus, à la longue, un peu indistincts. Nous suivons mal ce qui se passe.

Les incertitudes de l'« *oublieuse mémoire* », comme disait Jules Supervielle, auraient d'ailleurs pu susciter un film, une alliance de sons et d'images, curieux et attachants. Mais Evtouchenko ne paraît pas être cinéaste du tout, il n'a pas le sens inné de ça, il cadre maladroitement, il emploie des objectifs grand-angulaire qu'il ne maîtrise pas, son montage n'est pas construit, pas scandé, et il se montre d'autant moins capable d'exprimer « en cinéma » ses visions qu'il ne cesse de « poétiser » l'image, les faits, cela dans sa tête, en songerie, mais pas sur la pellicule.

Le film laisse l'impression d'une rêvasserie confuse, un peu niaise, peut-être même inauthentique à force de gaucherie, et dont n'est pas exclu un souci de ne déplaire à personne.

En tout cas, aucun « climat de l'arrière » en temps de guerre n'est ici donné, ce film n'est pas comparable à la belle œuvre, sur l'arrière, d'Alexeï Guernam, *Vingt jours sans guerre*, auquel, il est vrai, avait pris part Konstantin Simonov, un écrivain peut-être moins jeune, moins séduisant, moins remuant, qu'Evgueni Evtouchenko, mais d'une conscience plus grave.

En même temps que sortait à Paris *le Jardin d'enfants*, s'est achevée la rétrospective des films soviétiques de la période 1920-1985, qu'organisaient les Films Cosmos.

Nous avons ainsi revu le beau film géorgien de Lana Gogoberidze, *le Jour plus long que la nuit*, qui n'avait pas obtenu à Cannes, en 1984, l'estime qu'il méritait. C'est l'histoire d'une jeune femme, Eva, une paysanne, en 1921, au moment où les organismes socialistes s'implantent en Géorgie. L'analyse de ces événements est d'une grande finesse, et d'une profonde humanité. Le film est fait de plans sobres, peu remuants, splendides. Les apparitions, de temps à autre, d'une petite troupe de comédiens en voyage, modifie la perspective « historique » avec beaucoup d'intelligence. Les acteurs sont remarquables.

Un curieux cas de cinéma est celui du film de Mikhaïl Belikov, *la Nuit trop courte*, qui avait obtenu le Grand Prix du Festival de Mannheim en 1982. C'est l'histoire d'un jeune garçon, dans les années 1945-1950, dont la mère avait été tuée sous un bombardement, et auquel sa tante n'a pas eu le courage de dire que son père aussi a été tué, au front. Le scénario est peu crédible, et trop mélodramatique. Le film lui-même ne casse rien. Mais les images, tout ce que nous voyons de nos yeux, sont d'une vérité si criante, sont tellement « soviétiques », que toute personne qui a connu un peu sérieusement ce pays, et qui a eu le malheur d'être touchée en profondeur par la précarité des vies, par la non-pourriture du quotidien, par la réserve, la dignité, la fraternité des peuples, sort du cinéma bouleversée.

Néanmoins, un spectateur qui ne serait pas malade du « virus russe », et qui verrait ce film, n'y percevrait que du dénuement, une certaine tristesse, même une certaine disgrâce. Tel est le désaccord radical de la vie et de l'art, alors que la seule qualité (mais hallucinante) de ce film est la vérité de chacune de ses images.

MICHEL COURNOT.

★ Voir les films nouveaux.

« Beau temps, mais orageux », de Gérard Frot-Coutaz

Tendre misogyne

Un premier film, remarqué à Cannes. Une histoire triste et du rire en douche écossaise.

Il y avait cette année à Cannes une famille française de films — premiers bien souvent — à rebrousse-poil de la vogue polar glauque, directement rattachés à la tradition de l'entre-deux guerres : intimiste, réalisme poétique. Aux virtuosités techniques, les réalisateurs (jeunes) préfèrent le jeu. Jeu un rien rétro mais sans nostalgie avec leurs souvenirs, avec cette fameuse tradition, dont ils demandent la résurrection aux acteurs.

Ainsi Gérard Frot-Coutaz a écrit et tourné *Beau temps mais orageux en fin de journée* (*le Monde* du 15 mai), pour Micheline Presles et Claude Pieplu : un couple usé, dans un Paris-Paname modernisé par la présence des épiciers tunisiens. Le huis-clos de la solitude, masquée par les activités de loisirs offertes aux retraités pour qu'ils n'encombrent pas les hôpitaux psychiatriques. Mais Micheline Presles ne se console pas de son oisiveté, rabâche ses regrets, se fabrique une belle névrose. Animée d'une inconscience perverse, elle manque de faire rater le mariage de son fils (Xavier Deluc) avec une fille plus mûre que lui (Tonie Marshall). Elle rend la vie impossible à Claude Pieplu, qui jalonne son temps de tâches ménagères (nouvelles pour lui). Il aime tendrement sa femme, se trouve devant elle désarmé, vaguement coupable, essaie de la « raisonner », en vain. Il ne fait que la pousser vers le vide où finalement, il tombera.

Scènes dialoguées, décor — presque unique, le film tire vers le théâtre, évoque les thèmes de ce que l'on appelait le théâtre du quotidien — en particulier *Loin d'Hagondange*, de Jean-Paul Wenzel. Il ne s'agit plus de prolétaires dans leur pavillon, mais leur maladie est la même : plus que la vieillesse, c'est la désagrégation qui accompagne l'absence — absence de travail, donc d'identité sociale. C'est comme une mort, un manque irréparable. Au lieu de nier le mal, Micheline Presles le rassemble dans la névrose. C'est ainsi qu'elle se défend, mère-femme-malade abusive, irresponsable, qui exige l'amour et n'a plus rien à donner, elle, l'institutrice privée de ses élèves.

Ce n'est pas du Strindberg. Gérard Frot-Coutaz installe un pittoresque de comédie qui, par contraste, donne l'acuité au drame discret de ces gens si banals. Il fait jouer les acteurs dans une sorte de naturel codifié, un « à la manière de », de ce cinéma d'entre deux guerres qui semble tant le fasciner. C'est le charme de son film, un peu flou, tendrement misogyne.

COLETTE GODARD.

Communication

Deux initiatives de « Libération »

Le quotidien fait peau neuve

La scène médiatique bruissait depuis belle lurette des rumeurs entourant les projets du quotidien *Libération*. Le premier est maintenant connu avec l'apparition dans les kiosques, ce 2 septembre, de la nouvelle formule du journal. Mais il est inséparable du déploiement futur de *Libération*, dont le lancement de sa formule lyonnaise, *Lyon-Libération*, le 8 septembre, d'un magazine, prévu pour le début de l'année prochaine, et l'informatisation de la rédaction préfigurent les grands axes.

Lancée en février 1981, l'ancienne formule de *Libération* avait montré ses limites. Le souhait de rendre le quotidien plus exhaustif et plus rigoureux a donc amené Claude Maggiori et son agence Editorial, qui avaient déjà conçu l'ancienne formule de *Libération*, mais aussi les maquettes de *Sud-Ouest*, du *Nouvel Observateur*, etc. à réfléchir avec l'équipe du journal à une nouvelle mise en pages et à un nouveau traitement rédactionnel. Celui-ci se fonde sur la volonté d'« *être tous les jours un magazine au quotidien* ».

Du coup, *Libération* a pris du ventre, avec cinquante-six pages en moyenne, soit une quinzaine de pages de plus que dans la formule précédente. Outre une typographie plus classique et des caractères un peu plus gros, la principale innovation réside surtout dans la partition du journal en deux grands pans, ouverts chacun par un « événement ». La première partie rassemble la politique, la communication, l'économie, le monde et l'Europe. L'économie intègre deux pages de cotations et de commentaires boursiers, tandis que l'Europe est destinée à se développer. *Libération* va mettre l'accent sur cette rubrique, notamment en ouvrant un nouveau bureau à Madrid et en réfléchissant à de futures enquêtes sur le vieux Continent. La seconde partie regroupe la culture, la société (avec des « rendez-vous » quotidiens, qui auront pour thème la famille, l'alimentation, le design, le sexe, etc.), les sports et les spectacles. Au fil des pages, des papiers brefs et des portraits rythment l'information.

« *C'est quand ça marche qu'il faut bouger* », lançait *Libération* dans ses propres colonnes, en guise d'autopromotion de cette nouvelle formule. Cette dernière devrait porter la diffusion du quotiden à 200 000 exemplaires fin 1987, selon les souhaits de Serge July, son directeur, alors qu'il atteint 155 000 exemplaires en moyenne actuellement.

Y.-M. L.

L'aventure lyonnaise

LYON
de notre correspondant régional

Même si *Lyon Libération* s'est fait voler la notoriété médiatique de la rentrée par le lancement, lundi 1er septembre, de *Lyon Figaro* (*le Monde* daté 31 août-1er septembre), la création d'un nouveau journal dans la deuxième agglomération française est un événement dans une ville marquée par l'emprise du groupe de M. Robert Hersant. Un événement, mais aussi un risque conséquent pris par la direction du quotidien, qui affiche de très fortes ambitions : à partir d'une diffusion actuelle d'environ quatre mille exemplaires sur la communauté urbaine de Lyon et les communes « satellites », l'état-major de *Libé* espère un triplement des ventes en trois mois et un quadruplement à moyen terme.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, *Lyon Libération* a engagé cinquante salariés, dont trente-cinq journalistes. Contrairement à d'autres tentatives de quotidiens nationaux, dont *le Monde*, qui publie depuis six mois une double page quotidienne sur l'actualité de la région Rhône-Alpes avec un succès réel (1), c'est le journal « lyonnais », dont la pagination devrait varier entre seize et vingt pages, qui présentera en encart intérieur l'actualité nationale et internationale du *Libé* parisien.

Une SARL, la Société lyonnaise de presse et de communication, a été créée. La société éditrice de *Libération* Paris (SNPC) en contrôlera les trois quarts, le reste du capital transite par une SA. Là se retrouvent des « gros porteurs » — quatre personnes, dont M. Antoine Riboud, qui ont apporté 500 000 francs comme « ticket d'entrée » — et un ensemble de « petits » porteurs (parts de 30 000 francs), dont sept « fondateurs ». Parmi ceux-ci, on relève les noms de M. Jacques Bertherat, directeur de Saint-Gobain, et Robert Butheau, ancien directeur de la rédaction du *Progrès*.

L'état-major de *Libération* ne mise pas sur des rentrées publicitaires massives dès le début du lancement lyonnais. Et il nourrit quelques inquiétudes quant à la politique en la matière du groupe *Progrès-Dauphiné libéré*, qui a créé une régie commune, sous l'autorité d'un des hommes de presse les plus en vue à Lyon, M. Fernand Galula.

CLAUDE RÉGENT.

(1) L'augmentation de la vente du *Monde* à Lyon et dans les principales villes de la région Rhône-Alpes (de 22 % à 30 % depuis le lancement de l'édition régionale) a été près du double de la hausse de la diffusion nationale (13,5 % au cours du premier semestre 86).

Communication

Le gouvernement remet en cause la décentralisation de Radio-France

Elles pointent leur nez dès 1980. Elles ne sont que *trois* alors. Trois *pionnières* inspirées. La première s'appelle Fréquence-Nord et couvre une région. La seconde s'intitule Radio-Mayenne et arrose un département. Quant à la troisième, Radio-Melun, elle se contente de desservir les huit communes d'une agglomération. Trois « pays », trois *dimensions*...

Orchestrée et souhaitée par Mme Jacqueline Baudrier – alors PDG de Radio-France et convaincue que l'avenir de la radio passait par la FM et les stations locales, – l'opération déjoue le scepticisme des gouvernants. D'ordinaire si frileux en matière de libération des ondes, le pouvoir giscardien donne même sa *bénédiction*, conscient que le verrou des ondes peut difficilement tenir plus longtemps, et espérant canaliser ainsi une demande ardente dont *témoignent les radios pirates*. La gauche, alors dans l'opposition, en ressent *quelque méfiance* et à l'Assemblée nationale, M. Pierre Mauroy s'interroge sur cette *« nouvelle tentative d'étouffer les besoins nouveaux de la communication »*, cette *« opération-alibi ajoutant à la confusion »*.

Contrairement à de nombreuses prévisions, le 10 mai 1981 est pourtant loin de sonner le glas de l'expérience. Dès le mois de juillet, M. Georges Fillioud, le nouveau ministre de *la communication*, la qualifie de *« très positive »* et incite le conseil d'administration de Radio-France à la développer *« très largement »*. Radio-France ne se *le* fait pas dire deux *fois, qui propose à ses* administrateurs l'implantation progressive sur l'ensemble du territoire d'une centaine de stations autonomes d'un rayonnement comparable à *celui de Radio-Mayenne*. Et Mme Baudrier d'expliquer pourquoi la dimension du département apparaît comme la taille idéale. *« Au-dessus du seuil-plancher de 250 000 auditeurs se présentent souvent des difficultés à renouveler les programmes. Au-dessus du seuil-plafond de 700 000, mis à part le cas des grandes métropoles, l'auditeur ne se reconnaît plus dans sa radio* (le Monde du 21 juillet 1981). En fait, reconnaît-elle, la notion à respecter est d'abord celle de *« pays »*.

Devenue à son tour PDG de Radio-France, Michèle Cotta ne perd guère de temps pour concrétiser le plan, brusquant un peu les responsables de FR3, soucieux de conserver dans leur giron la radio régionale. Un plan de lancement de douze *radios est* annoncé pour 1982, de vingt radios pour 1983. Radio-Berry-Sud naît, suivie de Radio-Vaucluse et de Radio-Bretagne-Ouest. M. Jean-Noël Jeanneney, *nommé* à la tête de Radio-France en 1983, conserve le même cap, modifiant simplement son plan pour y intégrer peu à peu les stations FR3 qui fonctionnaient alors avec un système de décrochage pour le moins archaïque.

Aujourd'hui, le réseau compte trente-cinq stations locales qui alimentent abondamment, par leur correspondance, *les grands journaux* d'Inter. Les résultats sont divers mais le réseau fonctionne, même si l'inquiétude depuis le 16 mars a gagné l'ensemble du personnel.

Plusieurs déclarations officielles (et officieuses) des membres de la majorité ont en effet pour objet de mettre un point d'arrêt à *l'extension du réseau*, certains allant jusqu'à prôner la fermeture ou la vente de radios existantes. Encore les élus locaux prennent-ils toujours le soin de préciser que, bien entendu, ces mesures restrictives épargneraient la radio de leur département...

A. Co.

Un entretien avec M. de Villiers

« Non à la création systématique de stations publiques en régions »

« Le gouvernement semble avoir *décidé de soumettre* Radio-France à un régime particulièrement rigoureux.

– Le budget de Radio-France sera, l'an prochain, en légère diminution. La société ne sera pas autorisée à augmenter la publicité collective et institutionnelle, et la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) veillera à ce que les dérapages vers la publicité commerciale ne se reproduisent plus. Les radios décentralisées, elles, n'auront le droit de recourir à aucune sorte de publicité. Enfin, le prochain cahier des charges de Radio-France tirera les conséquences du souhait du gouvernement de voir réexaminer le problème des radios décentralisées.

– Voilà qui ressemble à une condamnation de ces radios.

– Pas du tout. Certaines ont tout à fait *leur raison* d'être. *D'autres*, en revanche, soulèvent des problèmes qui méritent que l'entreprise Radio-France s'y arrête. Sans *doute* le cahier des charges traduit-il des orientations qui sont des choix. Mais *ce n'est pas François Léotard* qui est PDG de Radio-France, et c'est à ce dernier qu'il appartiendra de trancher.

– *La diminution de son budget* ne lui laisse pas une grande marge de manœuvre.

– Radio-France est une maison aux activités multiples. Personne, c'est vrai, ne remet en cause l'existence et le prestige de ses chœurs et orchestres, la qualité de ses radios thématiques que sont France-Culture et France-Musique, la nécessité d'une station nationale comme France-Inter. Reste un réseau de radios locales qui me semble loin d'être justifié. Les propositions budgétaires et les missions des cahiers des charges définis par le gouvernement, après avis de la CNCL, sont donc une indication du sens vers lequel le conseil d'administration de Radio-France devrait aller. Le fait que ces radios locales ne soient que des *démembrements* de Radio-France, sans personnalité morale, permet un maximum de souplesse et rend aisées quelques remises en cause.

– Des remises en cause que la CNCL pourra elle-même dans certains cas exiger ?

– Oui. L'article 26 de la loi autorise en effet la CNCL à *« retirer celles des fréquences qui ne sont plus nécessaires à l'accomplissement des missions définies par leur cahier des charges »*. L'entreprise Radio-France devra donc entretenir un dialogue permanent avec la CNCL. Mais elle ne pourra pas se dispenser de s'interroger sur l'avenir du paysage audiovisuel. La FM évolue très très vite. Ce qui était vrai en 1980, au moment des premières expériences de décentralisation, ne l'est plus *forcément* après l'éclosion des radios privées. Or un franc pour une radio décentralisée, c'est un franc en moins pour France-Inter. Il est donc temps de reposer la question des missions de ces radios.

– Qu'entendez-vous par service public en matière de radio ?

– Le service public doit apporter un plus, et les radios dignes de cette appellation doivent donc jouer la différence, la spécificité, et ne pas être calquées sur leurs concurrentes du privé. A elles, surtout, d'assurer la prépondérance de la culture française, de donner des informations, de rendre des services à la population que ne pourrait ou que ne voudrait pas rendre le secteur privé.

– A se vouloir trop différentes, certaines font peu d'audience et s'exposent de votre part à un procès d'impopularité.

– Au conseil d'administration de Radio-France d'examiner les radios cas par cas, en croisant plusieurs critères, notamment celui de leur spécificité (primordial) et celui de leur audience (qui l'est un peu moins). Mais on ne doit jamais oublier qu'il s'agit d'argent public. Et je voudrais qu'on m'explique comment des radios qui ne sont écoutées que par deux mille auditeurs – c'est le cas de certaines – peuvent justifier une dépense de fonctionnement annuelle de l'ordre de 9 millions de francs.

– Adaptation au cas par cas... Vous ne défendez donc pas le principe de la présence du service public sur l'ensemble du territoire ?

– *Une présence de Radio* France : oui, à travers ses radios nationales. Mais la création systématique de *services supplémentaires* en régions : non.

– Les radios locales publiques ne constituent-elles pas une garantie de pluralisme face notamment à certains monopoles régionaux de presse écrite ?

– C'est un point de réflexion important. Et, de toute évidence, un élément essentiel que Radio-France devra prendre en compte dans l'examen des différentes situations. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

Voyage dans la FM profonde

Inutiles ? *Peu écoutées ?* Calquées sur les radios privées ? Nous sommes allé les voir, ces *radios publiques aujourd'hui si* décriées. Pour ce voyage dans la FM profonde, notre choix s'est arrêté sur *quatre* exemples : Radio-France-Bretagne-Ouest, Radio-France-Loire-Océan, Radio-France-Côte d'Azur et Radio-France-Puy-de-Dôme. Quatre cas de figure différents et représentatifs du réseau.

● ***La Bretagne bretonnante.*** Installée à Quimper depuis 1982 dans l'ancienne caserne des pompiers, en *face du grand séminaire désaffecté*, Radio-France-Bretagne-Ouest (plus connue sous le sigle RBO) paraît aussi solide que les murs de granit qui l'abritent. Les locaux – spacieux – sont plutôt déserts, moins à cause du week-end du 15 août que de l'actualité et des reportages qui obligent les journalistes à une présence sur le terrain. Un « terrain » vaste couvrant près de trois départements : le Finistère, une partie des Côtes-du-Nord et du Morbihan.

A la station, quelques fidèles : un présentateur, M. Yves Philippe, pour lequel la Bretagne n'a pas de secrets, et qui épluche *l'Evangile du fou*, le dernier ouvrage d'un notable local... et national, M. Jean-Edern Hallier ; une stagiaire, Mlle Blandine Milcent, qui s'est rendue indispensable pendant les mois d'été ; et le nouveau responsable de la station – *« homme à tout faire, qui doit rester au desk »*, – M. Richard Pernollet, transfuge alsacien qui, pendant deux ans, a fait ses classes bretonnes comme rédacteur en chef.

Solidement implantée en Basse-Bretagne, RBO joue à fond la carte régionale. Avec un taux d'écoute de 11 % (1) (68 970 auditeurs) et un budget annuel de 9,8 millions de francs, la station a renforcé l'équipe initiale des huit journalistes, en y *ajoutant deux « bretonnants »*. Car, sur les neuf journaux quotidiens, trois sont diffusés en langue bretonne. RBO honore ainsi son cahier des charges et propose chaque semaine – sans trop d'illusions sur l'audience – cinq heures de programmes en breton. *« Une langue qui sera morte dans vingt ans »*, commente un journaliste, agacé par cette contrainte. Mais RBO n'est-*elle pas la seule* radio (avec deux petites stations privées en perte de vitesse, Kreiz Breiz et Vro Bigoudenn) à desservir les bretonnants ?

La raison d'être des radios publiques décentralisées ? *« L'enracinement local*, répond M. Richard Pernollet sans hésiter. *Pour atteindre tous les publics, des gens du troisième âge aux habitués des discothèques, il faut aimer sa région, la connaître, la sillonner, rapporter du son, faire parler les gens, couvrir le plus près possible l'actualité du pays. »* Même si l'information locale puisée à la source se révèle coûteuse : *« On fait 200 kilomètres pour deux minutes d'antenne ! »*

Captée aussi bien à Quimper qu'à Lannion, à Brest qu'à Pontivy, RBO entend occuper pleinement son territoire. Sans *« singer les grands réseaux style France-Culture et France-Musique, sans copier les robinets à musique privés »*, elle entend remplir son rôle : *« Répondre à un besoin précis, au service d'un public donné. »* Un besoin d'expression de la culture régionale, d'information sur un pays à l'identité forte, de pluralisme aussi. Pendant la dernière campagne, se souvient M. Richard Pernollet, particulièrement attentif à ce dernier point, *« l'antenne de RBO était largement ouverte à tous les candidats... Si nous étions menacés, je suis sûr que tous les milieux politiques nous soutiendraient. Y compris ceux de la majorité... »*

● **La petite nantaise.** Petite par son rayonnement actuel – de 2,7 à 3 % d'écoute, – Radio-France Loire-Océan avait pourtant fait grand bruit, fin 1985, lors de son lancement. Issue de Radio-Pays de Loire, antenne de FR3, elle fut alors qualifiée de *« radio socialiste, créée pour faire pièce à Radio-Alouette et brouiller les autres petites privées »*. L'auteur de ce cri d'alarme n'était autre que M. Philippe de Villiers, alors directeur d'Alouette FM, aujourd'hui secrétaire d'Etat à la culture et à la communication. La paix à peine conclue avec Alouette, Loire-Océan connaît des déboires avec une autre radio privée, Radio-Nantes, dont le responsable, M. Georges Polinski, la poursuit devant le tribunal de commerce pour *« concurrence déloyale et débauche du personnel »*.

La directrice de Loire-Océan ne veut rien savoir de ces querelles. *« Je ne fais pas de politique »*, dit Mme Christiane Chadal, en faisant visiter des locaux immenses qui abritent, outre la radio elle-même, le FIP local (programme musical interrompu par des *infos-services*), un « atelier de création » pour le Grand-Ouest et un centre de gestion interrégional. Un complexe informatisé ultra-moderne qui laisse songeur sur le coût et le rendement de ses installations. Mme Chadal, elle, se plaint des difficultés à se faire connaître.

« Avec un budget promotionnel de 140 000 francs, dit-elle, *je ne peux pas concurrencer les radios privées, qui font une large publicité et offrent une abondance de prix et de gadgets à l'antenne. »* C'est que la concurrence est dure, à Nantes, où plus d'une dizaine de stations se battent pour la place de « leader » !

Quelle image la radio publique doit-elle alors défendre dans la jungle des privées ? *« D'abord*, répond la directrice de RFLO, *celle d'une radio de proximité. C'est notre vocation, même si le public – les publics – d'une radio urbaine est plus difficile à identifier et à cibler que celui, très rural, d'une station comme Radio-Mayenne ou Radio-Creuse. D'autre part, contrairement à nos concurrentes, essentiellement musicales, je crois au retour d'une radio qui parle, et je suis partisane d'interventions courtes et fréquentes à partir d'événements locaux. »* M. Gilles Hervé, rédacteur en chef, abonde dans ce sens. Les problèmes agricoles, ceux des chantiers navals font notamment l'objet d'une large couverture sur les ondes de RFLO, laquelle se souvient également de quelques gros coups qui ont fait la une des médias nationaux comme la prise d'otages par Courtois dans le palais de justice de Nantes.

● **Salades niçoises.** Avec à peine un peu plus *de 1 % d'écoute*, Radio-France-Côte d'Azur, à Nice, figure, avec Lyon, Marseille et Toulouse, parmi les lanternes rouges des radios décentralisées. Des résultats médiocres qu'expliquent à la fois la spécificité du public niçois, très diversifié, la forte concurrence des autres radios privées *et...* le « problème Médecin ». Dès sa création, et surtout lorsqu'elle s'est mise à évoquer certains *scandales (comme celui des* « fausses factures »), la radio a fait l'objet d'attaques virulentes de la part du maire de Nice, M. Jacques Médecin, lequel déclara vite la guerre à cette radio *« socialo-communiste »*, sur la terre de Radio-Baie-des-Anges, la station de la municipalité.

Pour essayer de sauver Radio-France-Côte d'Azur du naufrage, on l'a dotée il y a trois *mois* d'un nouveau directeur, M. Michel Quérou, qui, après dix ans à Europe 1 et plusieurs expériences dans des radios publiques de Radio-France, se donne trois mois pour relever le gant à Nice. *« Nous avons élaboré une nouvelle formule métropolitaine*, dit-il, *et il faut que les sondages décollent avant la fin de l'année ! »*

Face à une concurrence effrénée – il y a vingt-sept stations sur la bande FM à Nice, de NRJ à Radio-Fun, – RFCA doit trouver son créneau, affirmer une identité. Une gageure dans une population aussi hétérogène, qui compte des jeunes, des passifs (vacanciers et retraités) et 65 % d'étrangers (l'anglais y est plus parlé que le niçois !).

L'erreur initiale, analyse M. Michel Quérou, a été l'abondance d'informations *« folkloriques »* des bulletins en niçois – et l'accent mis sur *« les polémiques politiques »*. La grille de septembre, qui continuera à *mettre en valeur* les informations de la région, les présentera cependant à travers des flashes rapides et fréquents, et sans *« faire chanter les mêmes en provençal ! »*. *« Il faut prouver que les radios-villes ont leur raison d'être*, dit M. Quérou. *Que le service public a sa place partout, y compris dans les grandes cités. »* Une place que beaucoup ont appréciée lors des récents incendies de forêt. *« Nous avons reçu des milliers d'appels, ce qui nous a permis de mettre sur pied une chaîne de solidarité*, raconte M. Quérou. *Quelque chose dont les radios privées sont incapables ! »* Le coût pour les contribuables ? Calculé à partir de la redevance payée par les 890 000 habitants des Alpes-Maritimes, ce « service public » *revient* à 9,55 francs par an et par tête...

● **La bourrée auvergnate.** *« Une radio à votre rythme »* : Le slogan adopté par Radio-France-Puy-de-Dôme, installée à *Clermont-Ferrand, s'adresse* à un public mi-citadin, mi-rural (un sondage récent lui attribue 7 % *d'écoute*, 65 000 auditeurs) qu'elle réussit à contenter par tranches horaires bien distinctes. Le matin – *moment* où les auditeurs se recrutent surtout dans les milieux paysans, – on parle de la vie quotidienne, de la femme au foyer et de la météo ; on diffuse des reportages affectués par des journalistes sur le terrain et on donne aux auditeurs la possibilité de s'exprimer. *« Beaucoup de renseignements pratiques, d'infos-services*, dit le responsable des programmes, M. Gérard Renouf. *Il faut parler du moindre petit village, car les gens d'ici n'ont pas d'autre moyen pour communiquer. »* Le soir, en revanche, à l'heure où les Clermontois sont surtout à l'écoute, c'est un programme musical qui ratisse large. On vise entre NRJ et Radio-Nostalgie, soit les vingt à quarante-cinq ans, et on voudrait développer une radio interactive, avec une participation des auditeurs. *« Il faut satisfaire la demande du public*, dit M. Gérard Renouf. *S'il demande Mireille Mathieu on la lui donne... »*

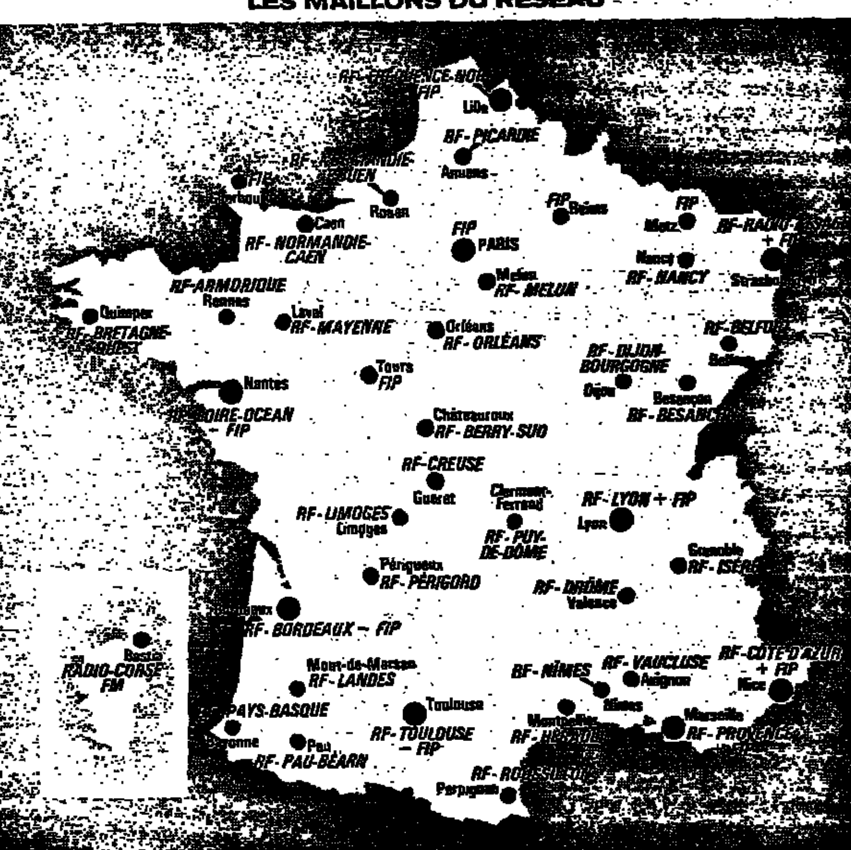
Le nouveau directeur, M. Yves Gilles, arrivé de Belfort il y a quatre mois, croit au service public. *« Il y aura sans doute des coupes budgétaires*, reconnaît-il, *mais notre mission est irremplaçable. Et l'on oublie trop notre fonction de correspondants locaux pour France-Inter, dont nous alimentons 70 % des journaux nationaux. »*

Mal comprises, mal connues, les radios publiques cherchent à montrer leur raison d'être. Et l'audience tend à devenir critère de performance pour radios-villes comme pour radios-champs.

ALAIN WOODROW.

(1) Les chiffres cités sont fournis par Radio-France, à partir de sondages réalisés par Médiamétrie, IFOP-SOFRES et ISL.

LES MAILLONS DU RÉSEAU



Garantes du pluralisme

Le débat sur les radios décentralisées ne doit pas passer à la trappe. Ce serait trop facile et ce serait trop grave. *Il y a déjà eu polémiques*, désaccords, échanges aigres-doux, petites phrases assassines. Pas encore de débat.

Le réseau Radio-France est loin d'être parfait. *Son coût est important* (403 millions de francs pour 1986), et le budget de certaines stations est peut-être excessif. Encore qu'il serait sot de comparer le budget moyen de ce type de station (8,7 MF) avec celui des radios privées, qui, pour la plupart, emploient des *bénévoles*, ignorent les conventions collectives et les règles minimum de droit du travail. Le reproche fait d'ailleurs sourire quelques grosses radios parisiennes, dont le budget dépasse allègrement les chiffres de Radio-France.

L'implantation des radios est également contestable, et la carte publiée ci-contre fait apparaître quelques anomalies : une densité très élevée dans certaines régions, en particulier le Sud-Ouest et la vallée du Rhône ; un vide étonnant dans la région *Midi-Pyrénées*, l'ouest de la vallée du Rhône et certaines régions du Centre, évidemment peu peuplées, mais moins bien desservies *par d'autres médias locaux ; la juxta*position dans neuf villes de deux services locaux (une station décentralisée et un FIP) qui *ne se* justifie guère dans les zones saturées de radios privées. A la décharge de Radio-France : l'obligation (qui lui a été faite) d'intégrer à son plan les radios FR3 (anciennes radios PTT), quitte à y introduire quelque incohérence.

Et puis il y a l'audience, souvent très honorable, mais parfois désolante. Les écarts sont énormes entre *les stations. Tant de facteurs entrent* en compte pour le succès ou l'échec d'une radio : *la date d'implantation*, le site, son lien avec un véritable « pays » ; et la programmation.

Le coût, l'implantation, l'audience... Les détracteurs des radios publiques ont le choix, et certains arguments sont de poids. Il en est un autre, pourtant, qui plaide *pour une présence du service public* en région. Il tient à sa responsabilité particulière en matière d'information.

Les radios privées sont de plus en plus rares à assurer avec professionnalisme un service d'information. Le *genre se révèle difficile et coûteux*, sans même être payant en terme d'audience. Beaucoup abandonnent au profit de la musique et du slogan *« Ici, pas de bla-bla »*. Les autres doivent *se battre pour rester sur le cré*neau et se garder des pressions partisanes, particulièrement pesantes dans les micro-sociétés provinciales.

N'est-ce pas alors au service public d'assurer, sous *le* contrôle rigoureux de la future CNCL, la qualité, l'équilibre, le pluralisme de l'information locale et régionale ? N'est-il pas de son rôle de se charger de *ces tâches, essentielles pour la vie* culturelle et la démocratie locale, que ne pourra – sauf exception – remplir aucune entreprise privée ?

N'est-il pas, enfin, de sa vocation *de présenter*, face à *certains monopoles* de presse régionale, et face à des stations de télévision *FR3* souvent contestées, une alternative qui soit une liberté ?

A. Co.

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-77-12-33) Vidéo-musique : 16 h, Samson et Dalila, de Saint-Saëns ; 19 h, le Messie, de Haendel.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Poil de carotte.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : la Répétition.
HUCHETTE (43-26-38-99) à 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; à 22 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. : 22 h : l'Amour goût. – Petite Salle, 22 h 30 : Fantomas, Elysées Chicago.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
THÉATRE DE L'ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Escalier.
THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : A Star is Beur ; 21 h 30 : Poivre de Cayenne ; 22 h 30 : Mémoire à suivre. Le sam. à 24 h : Phèdre.
TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : le Petit Prince ; 22 h 30 : la Nuit des morts de rire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : L'étoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. and J. Memories ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

Music-hall

LUCERNAIRE (45-44-57-34), à 20 h : C. Vence chante Boris Vian.
POTINIÈRE (42-61-44-16), à 21 h : les Aventuriers de la gauche perdue.

Danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 45 : le Testament de Carnaval.

Opérettes, comédies musicales

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), à 20 h : Blues à la caisse.
DÉJAZET, TLP (48-87-97-34), 20 h 30 : la Petite Boutique des horreurs.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 20 h 45 : le Capitaine Fracasse.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : R. Guérin Big Band.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 : Soirée Zouk.
MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), 22 h : Stark Quartet ; Sexteto Tango de Buenos-Aires.
MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : M. Maria.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : Tribute to Thelonius Monk et J. Hendrick.
PETIT OPPORTUN (42-26-01-36), 23 h : C. Tissendier, M. Delakian, J. Etève, B. Rabaud, P.-Y. Sorin, F. Laudet.
LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 30 : Plan Orsec.
SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : Whoopee Makers et B. Lecroart.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : M. Ducret Trio.

Festival estival de Paris

(47-64-90-80)

Eglise Saint-Eustache, 20 h 30 : Orchestre et chœur de la Philharmonie de Cracovie, dir. K. Penderecki (Penderecki).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

19 h, Dynamite, de C. B. de Mille (v.o.) ; 21 h 30, Hommage à Gary Cooper : La Lame nue, de M. Anderson (v.o.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
AFTER HOURS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40).
L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg (h. sp.), 6e (46-33-97-77).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LES ANGES SONT PLIÉS EN DIEUX (Afr. du Sud, v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88).
ANNE TRISTER (Canadien) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
BLACK MIC-MAC (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE BONHEUR A ENCORE FRAPPÉ (Fr.) : Utopia (h. sp.), 5e (43-26-84-65).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LE CAMP DE L'ENFER (*) (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).
CASH-CASH (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
CENT FRANCS L'AMOUR (*) (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LE CLAN DE LA CAVERNE DES OURS (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).
CLOCK WISE (Brit., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).
LE CONTRAT (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CRAZY FAMILY (Jap., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
DANS LES BRAS DE L'ENFER (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LE DIABLE AU CORPS (It., v.o.) (*) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).
LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : Espace Gaîté (h. sp.), 14e (43-27-95-94).
DROLES D'ESPIONS (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).
ESCORT GIRL (Br., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
ÉTATS D'AME (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
FLAGRANT DÉSIR (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
FX, EFFET DE CHOC (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
GARDIEN DE LA NUIT (Fr.), Denfert, 14e (43-21-41-01).
GENESIS (Indo-Français) (v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).
GINGER ET FRED (It., vo.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
GOD'S COUNTRY (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-25-48-18).
GOLDEN EIGHTIES (Franco-belge) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
HAVRE (Fr.) Studio 43 (H. sp.), 9e (47-70-63-40).
HIGHLANDER (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
HITCHER (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).
KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (2) (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (43-22-46-01).
LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LE MAL PAR LE MAL (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; V.f. Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
MAMMAME (Fr.) : 14 Juillet Odéon (Hsp.), 6e (43-26-59-83).
LE MÉTRO DE LA MORT (*) (Brit., v.o.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).
LE MOME (*) (Fr) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e

> **Le Monde Informations Spectacles**
> **42-81-26-20**
> Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
> **Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club**

Mardi 2 septembre

(43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
MONA LISA (*) (Brit.) (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f : Lumière, 9e (42-46-49-07).
OPERA DO MALANDRO (Franco-brésilien, v.o) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Maillot, 17e (47-48-06-06).
LE PALTOQUET (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
PIRATES (A., v.o.) : George V, 8e (45-42-41-46).
POLTERGEIST (*) (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; VF Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (43-59-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).
PYGMÉES (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
RÉGIME SANS PAIN (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ROMEO ET JULIETTE (Brit., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
LE SACRIFICE (Franco-suédois, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
SHORT CIRCUIT (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; VF Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40.
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o. (h.sp.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
TEEN WOLF (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).
THE DREAM IS ALIVE (A.), Géode, 19e (42-45-66-00).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
TOUCH OF ZEN (Chinois, v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
UN SACRÉ BORDEL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

Les grandes reprises

AILLEURS, L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
A L'EST D'EDEN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
ALLAN QUATERMAIN ET LES MINES DU ROI SALOMON (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
L'ARBRE AUX SABOTS (It.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
AU CŒUR DE LA NUIT (Brit., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
BARRY LYNDON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
BERLIN AFFAIR (All., v.o.) (*) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).
BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).
BLASTFIGHTER (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
BUGSY MALONE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).
LE CANARDEUR (A., v.o.,) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59).
CENDRILLON (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).
COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).
LE COUTEAU DANS L'EAU (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
LA CROISÉE DES DESTINS (A., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
DÉLIVRANCE (A.) (*) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
LES ENFANT DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; (v. f.) Maxéville, 9e (47-70-72-86).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).
LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
GILDA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
GOLDFINGER (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
GREYSTOKE LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
L'HISTOIRE DE PIERRA (It., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (A., v.f.) : Grand Pavois (Hsp), 15e (45-54-46-85).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Ambroise (Hsp), 11e (47-00-89-16).
KAGEMUSHA (Jap.) (v.o.) : Chatelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
LIEN DE PARENTÉ (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
LUDWIG (It.) (version intégrale) (v.o) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).
MY FAIR LADY (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
NATTY GANN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
NAZARIN (Mex., v.o.), Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
NOBLESSE OBLIGE (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Chatelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH (A.) (*) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).
PIERROT LE FOU (Fr.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).
POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS (A., v.f.) : Grand Pavois (Hsp), 15e (45-54-46-85).
LA ROSE TATOUÉE (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
LA ROUTE DES INDES (Ang., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Studio 43 (9e (47-70-63-40).
SUBWAY (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
TOOTSIE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
UN SOUPÇON DE VISON (A.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
WILLIE BOY (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

Les séances spéciales

AMADEUS (A., vo) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), 21 h + Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 19 h 50.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 45.
CUL-DE-SAC (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h.
CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov., muet) : Templiers 3e (42-72-94-56), 19 h.
LA DAME DE SHANGHAI (A., vo) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h.
LES ENFANTS (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 18 h.
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 20 h 15.
M. LE MAUDIT (All., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 22 h.
PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 50.
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 16 h.
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (43-54-72-71), 22 h 25.
TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15.
THÉORÈME (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), 18 h 10.
LES VALSEUSES (*) (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 22 h 20.
WITNESS (A., vo) : Rialto, 19e (46-07-87-61), 18 h 40.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR SORCIER (*), film espagnol de Carlos Saura. V.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40). V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE, film français de Gérard Frot-Coutaz. Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
CORPS ET BIENS, film français de Benoit Jacquot. Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 19e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
LE JARDIN D'ENFANTS, film soviétique d'Evgueni Evtouchenko. V.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
JEAN DE FLORETTE, film français de Claude Berri. Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé (2 salles), 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
TROP TARD BALTHAZAR, film français de Philippe Lopez-Curval. Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
UNDER THE CHERRYMOON, film américain de Prince. V.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
YIDDISH CONNECTION, film français de Paul Boujenah. Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
RUSSIE, ANNÉES 80 (7 films inédits), films soviétiques. 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

« Caves, ruelles inconnues du Marais, abbaye Maubuisson », 14 h 30, église Saint-Paul (Vieux Paris).

« Musée Picasso », 11 h 15, 5, rue de Thorigny (Hauts Lieux et découvertes).

« L'hôtel de Lassay », 15 h, 128, rue de l'Université (Ch. Merle).

« Le pharaon dans l'Egypte ancienne », 10 h 30, Louvre, entrée Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris-Passion).

« Le fournil du boulanger Poilâne et le quartier du Cherche-Midi », 15 heures, 2, rue du Cherche-Midi (M. Hager).

« Notre-Dame et ses tours », 14 heures, statue équestre Charlemagne, sur le parvis (Mme Dubesme).

« Un café littéraire et ses abords : le Procope », 14 h 30, 13, rue de l'Ancienne-Comédie (Mme Demory).

« Le canal Saint-Martin », 15 heures, 30, boulevard Jules-Ferry (M. Gasquez Romero).

« L'art de la Renaissance à Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, portail principal (M. Jacomet).

« Le Louvre de demain », 15 heures, sortie métro (Mme Oswald).

« La rue de Turenne », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Mme Vermeersch).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Marais ; de l'auberge de l'Aigle d'or aux hôtels de Soubise et des ambassadeurs de Hollande », 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant poste (P.-Y. Jaslet).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, sortie côté Marché aux fleurs (M. Ch. Lasnier).

« Montmartre d'hier et d'aujourd'hui », 14 h 30, 2, rue du Mont-Cenis.

CONFÉRENCES

11 *bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « Approche de la véritable méditation ».

هكذا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 2 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Théâtre : Vive la comédie.
Un garçon de chez Véry, d'Eugène Labiche. Mise en scène Jean-Luc Moreau ; réal. Pierre Goutas. Avec Catherine Morin, Claude Evrard, Yvan Varco, Jean-Luc Moreau.
Gros chagrins, de Georges Courteline. Mise en scène et réal. Pierre Goutas. Avec Annick Blancheteau, Virginie Pradal.

21 h 10 Cinéma : Les joueurs d'échecs. ■■
Film indien de Satyajit Ray *en v.o. (1977)*. Avec Amjad Khan, Sanjeev Kumar, Saeed Jaffray, Richard Attenborough, Shabana Azmi, Farida Jalal, Victor Bannerjee, Tom Alter.
Dans la province d'Avadh, en Inde, au dix-neuvième siècle, la domination de l'empire britannique, et la lutte qui oppose le gouverneur de sa majesté au maharadjah local, pendant qu'une partie d'échecs oppose deux notables. Comme toujours chez Ray, la chronique historique prend une dimension philosophique et quasi métaphysique. On peut être rebuté par le rythme délibérément lent que prend le récit, mais il faut se laisser emporter par l'écriture du cinéaste, d'une maîtrise absolue.

23 h 5 36, photos de vacances.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Les dossiers de l'écran.
▶ L'inceste.
Téléfilm : Amélia, de Ronda Haines. Avec Ted Danson, Glenn Glose, Olivia Cole, Roxana Zal, Lane Smith...
Débat à 22 h 30 avec Eva Thomas, auteur de : Le viol du silence ; Viviane Clarac, coauteur de : De la honte à la colère ; le professeur Courtecuisse, pédiatre à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre ; Tobie Nathan, ethnopsychanalyste ; le professeur Pierre Scherrer, psychiatre ; Bernard Leroy, juge d'instruction ; Dominique Locquet, avocate ; et Mme X..., qui a dénoncé son mari.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La dernière séance.
Soirée Burt Lancaster, proposée par Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.

20 h 40 Film : La vallée de la vengeance. ■
Film américain de Richard Thorpe (1951), avec Burt Lancaster, Robert Walker, Joanne Dru, Sally Forrest, John Ireland, Carleton Carpenter...
Le fils d'un propriétaire terrien mène une vie dissolue. Sa femme le quitte pour le régisseur du ranch. Le mari va chercher à se venger. Un western relativement original dans la mesure où c'est la passion et la trahison amoureuse qui sont les moteurs de l'action.

22 h Eddy Mitchell.
Réclames, dessins animés (Tex Avery ; *Tom et Jerry*) et attraction.

22 h 30 Journal.

22 h 55 Cinéma : Le temps du châtiment. ■
Film américain de John Frankenheimer en v.o. (1961), avec Burt Lancaster, Shelley Winters, Telly Savalas, Dina Merrill, Edward Andrews, Stanley Kristien.
Dans East Harlem, à New-York, trois jeunes délinquants poignardent, au cours d'une rixe, un adolescent portoricain. Faut-il les juger avec sévérité ou avec indulgence, en tenant compte du cadre de ce quartier populeux ?

CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma : Terminator. □ Film de James Cameron (1985), avec A. Schwarzenegger, M. Biehn, L. Hamilton, P. Winfield ; 22 h 20, *Cinéma : Le grand frisson.* ■ film américain de Mel Brooks (1977), avec M. Brooks, M. Kahn, H. Korman, C. Leachman ; 23 h 55, *Cinéma : Nathalie* ■ film français de Christian-Jaque (1957), avec M. Carol, M. Piccoli, P. Clay, L. Seigner, L. Delamare ; 1 h 30, Feuilleton : *Lili, petit à petit.*

LA « 5 »

21 h 30, *Série : Kojak* ; 22 h 25, *Série : Star Trek* ; 23 h 20, Magazine : Jonathan ; 0 h 15, *Série : K 2000.*

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.) ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le roman du cinéma.
21 h L'épopée de la France libre, par Olivier Germain-Thomas.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet. Réal. Jean-Jacques Vierne (rediff.).
23 h 50 *Musique* : Festival Bach-Betove-Laverne et Cie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Festival estival de Paris en direct de l'église Saint-Eustache ; Requiem de Penderecki avec les chœurs et orchestre de la Philharmonie de Cracovie, dir. Krzystof Penderecki, chef des chœurs : Stanislawa Krawczynski. Solistes : M. Nicolesco, soprano, G. Winogrodzka, mezzo, H. Grychnik, ténor, et L. Mroz, basse.
23 h Les soirées de France-Musique : Musique traditionnelle : itinéraires de la musique sacrée chrétienne, la tradition syriaque, la trahison byzantine grecque et le chant de l'Église d'Occident.

Mercredi 3 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 35 Feuilleton : Danse avec moi (rediff.).

19 h 10 La vie des Botes.

19 h 40 Le masque et les plumes, de Patrick Sébastien.
Avec Enrico Macias.

19 h 55 Tirage du Tac-O-Tac.

20 h Journal.

20 h 30 Tirage du Loto.

20 h 35 Série : Tous en boîte.
Réal. Charles Némès, avec Jean-Pierre Sentier, Alain Doutey.
Quatrième épisode : Du balai !
Au cours de son séjour au Swambila, Alda s'est lié d'amitié avec Koffi, alors responsable de la garde du président. Koffi vient en France. Il est, à la suite d'un changement de régime, chargé d'assurer la protection du chef de l'opposition swambiloise. Ce dernier voudrait passer une soirée dans une boîte parisienne...

21 h 30 Théâtre :
La Stratégie des papillons.
Pièce d'Esther Vilar ; Réalisation : Hervé Basle. Mise en scène : Viviane Theophilidesis ; avec Eléonore Hirt, Daisy Amias, Didier Brice.
Deux femmes se livrent un combat acharné à propos d'un homme mort qu'elles ont aimé toutes deux.

23 h 05 36, photos de vacances.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 25 Série : Capitol.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot. Présenté par Patrice Laffont.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Affaire suivante.
Avec Jean-Pierre Foucault, Jacques Mailhot, Maurice Horgues, Jacques Balutin.
Invitée : Nicoletta.

20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Et demain viendra le jour.
De Jean-Louis Lorenzi. Avec Serge Avedikian, Emmanuelle Béart, Elisabeth Sender, Pierre Santini.
L'action de ce téléfilm se déroule en 1703 dans les Cévennes. Les Camisards, c'est ainsi qu'on nomme les protestants cévenoles, se révoltent contre les dragons du roi catholique Louis XIV.

22 h 45 Les carnets de la danse.
Réal. : Jean-Jacques Fourgeaud.
Avec la compagnie Michel Hallet-Eghayan ; le groupe Emile Dubois ; le Centre chorégraphique national de Roubaix ; le Ballet du XXe siècle.

23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h 30 Série : Les grandes conjurations.
Deuxième épisode : Le tumulte d'Amboise.
Réal. : Serge Friedman. Avec J.-P. Kalfon, A. Valli.
A la mort du roi Henri II, le trône revient à François II, un adolescent frêle et maladif que domine sa femme Marie Stuart...

19 h Le 19-20 de l'information.

19 h 12 Juste ciel, petit horoscope.

19 h 15 Actualités régionales.

19 h 55 Dessin animé : Les entrechats.

20 h 05 Les jeux à Saint-Palais-sur-Mer.

20 h 35 Variétés : spécial Jeanne Mas.
Emission de Maritie et Gilbert Carpentier tournée à l'Ecole de l'air de Salon-de-Provence, réal. André Frédérick, avec Jeanne Mas ; Propaganda ; Indochine ; Eddy Mitchell ; Jean-Pierre Mader ; Alain Souchon ; sketch Sylvie Joly et Jeanne Mas.

21 h 30 Thalassa.
BOC Challenge.
Le 30 août a lieu à Newport le départ de la fameuse Course autour du monde en solitaire dont le dernier vainqueur a été Philippe Jeantot en 1982. Portraits des concurrents français, présentation des bateaux et images du départ de la course.

22 h 15 Journal.

22 h 35 Cinéma : Annie Hall. ■■
Film américain de Woody Allen en v.o. (1977). Avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony Roberts, Carol Kane, Shelley Duvall.
Les aventures amoureuses d'un comique new-yorkais en quête de l'âme sœur, et qui croit la trouver, alors que la vie en couple est pour lui, en définitive, vouée à l'échec. Jusque-là, Woody Allen a affiné son propos ; Annie Hall, *bien que ce soit encore une comédie, est la version sérieuse de* Tombe les filles et tais-toi : *Une réflexion sur la vie, l'amour et la mort, évidemment autobiographique, que l'auteur poursuivra dans ses œuvres ultérieures.*

CANAL PLUS

18 h 05, Dessins animés ; 18 h 15, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 18 h 45, Top 50 ; 19 h 15, *Zénith* ; 20 h 05, Starquizz ; 20 h 30, Les Triplés ; 20 h 55, Cinéma : L'amour propre. ■ Film français de Martin Veyron (1985), avec J.-C. Dauphin, N. Nell, J.-L. Bideau, M. Basler ; 22 h 30, Cinéma : Strictement personnel. ■■ Film français de Pierre Jolivet (1985). Avec : P. Arditi, J. Penot, C. Chaniolleau, J. Reno, R. Rimbaud ; Téléfilm : Charles Muffin ; 1 h 35 *Les superstars du catch* ; 2 h 25 *Série : Batman.*

LA « 5 »

18 h, Tennis : *Flushing-Meadow* ; 21 h 30, Série : L'inspecteur Derrick ; 22 h 35, Série : Star Trek ; 23 h 30 Magazine scientifique : *Big Bang* ; *0 h 20 Série : Chips* ; 1 h 15 Série : L'inspecteur Derrick ; 2 h 20 Série : Star Trek.

TV 6

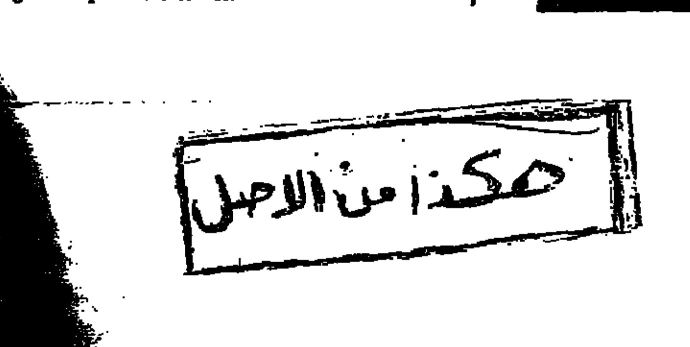
17 h, Système 6. Invité : Image ; *19 h, NRJ 6 ; 20 h,* Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.) ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h Feuilleton : Au-delà du fleuve et sous les arbres.
20 h 30 Le roman du cinéma.
21 h L'épopée de la France libre.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet.
23 h 50 *Musique* : Festival Bach-Betove-Laverne et *Cie.*

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (donné le 12 juillet 1986 au Théâtre antique d'Orange) : Tannhäuser, de Wagner, opéra en trois actes, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France. Dir. : Christof Perick ; chef des Chœurs : Jacques Jouineau.
23 h Les soirées de France-Musique : Disque de chevet.



Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps entre le mardi 2 septembre à 0 heure et le mercredi 3 septembre à 24 heures.

Malgré deux passages perturbés, le premier, très faible, mardi 2 le second, un peu plus important, mercredi 3, affectant pricipalement la moitié nord de la France, les *conditions resteront* plutôt anticycloniques sur le pays jusqu'à jeudi. A partir de vendredi, une baisse de la pression se traduira par une évolution orageuse, qui précédera l'arrivée d'une perturbation d'origine atlantique pour la fin de période.

Mercredi matin, un temps gris et pluvieux s'étendra de la Bretagne au Nord tandis que le ciel se couvrira des pays de Loire au Bassin parisien et au Nord-Est. Quelques bancs de nuages résiduels persisteront par ailleurs du Lyonnais au *nord des Alpes*. Toutes les autres régions bénéficieront d'un ciel clair à peu nuageux, favorable à la *formation* de brumes locales.

En cours de journée, le temps couvert et pluvieux gagnera progressivement le Limousin, le Massif Central et la région Rhône-Alpes.

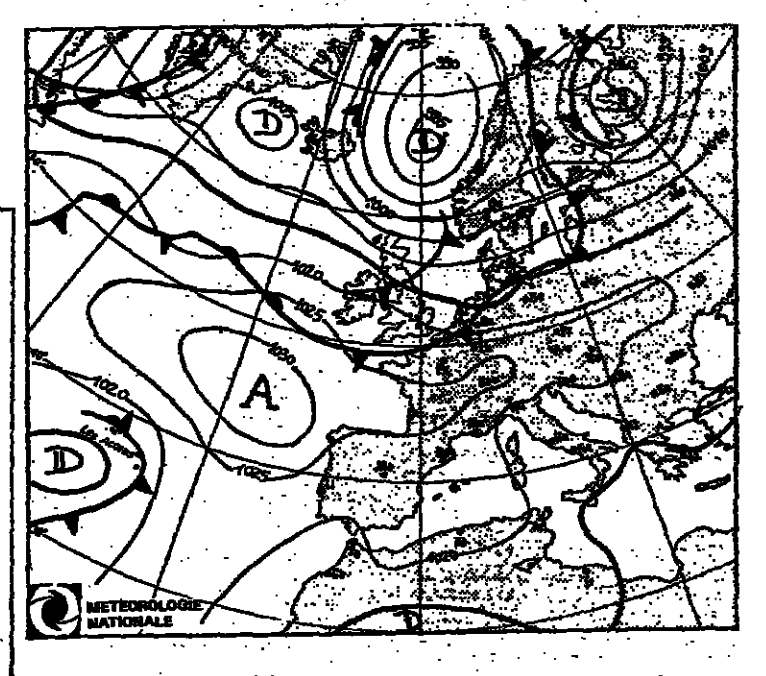
Des éclaircies se développeront généralement à l'arrière. Toutefois, les régions situées de la Manche orientale au Nord et à la frontière belge devront *subir* quelques averses.

De l'Aquitaine à la basse vallée du Rhône et au sud des Alpes, seuls quelques nuages élevés viendront voiler le ciel.

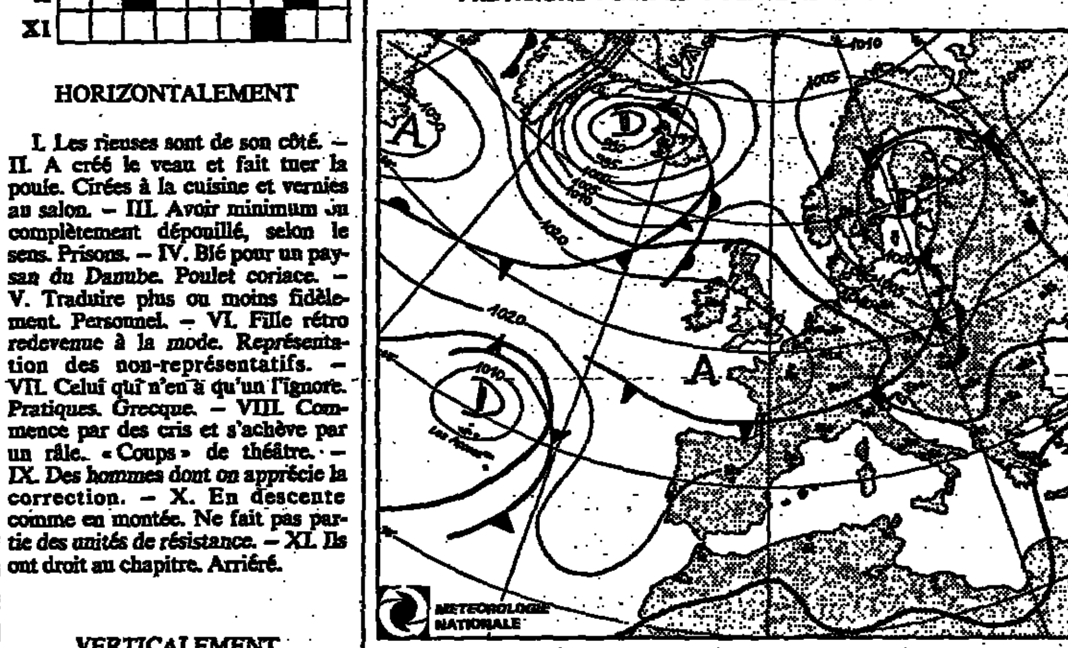
Les températures minimales avoisineront 11 à 13 degrés sur la moitié nord, le Centre-Est et le littoral atlantique, 13 à 15 degrés en Manche et en Méditerranée, 4 à 7 degrés partout ailleurs. Les températures maximales ne dépasseront guère 16 à 18 degrés de la Bretagne au Nord et au Nord-Est, 20 à 23 degrés du Bassin parisien au Limousin et au Centre-Est. Elles atteindront par contre 25 à 27 degrés dans le Sud-Ouest, 26 à 29 degrés en Méditerranée.

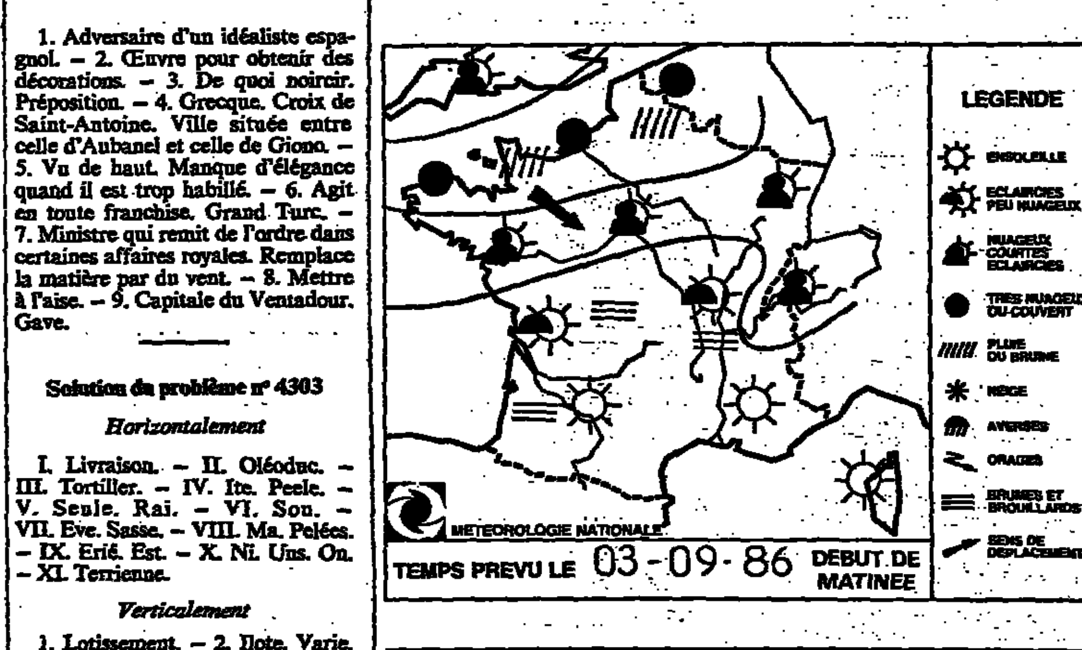
Un vent assez fort de secteur sud-ouest soufflera le matin de la Bretagne au Nord. Il deviendra modéré l'après-midi en s'orientant au nord-ouest.

SITUATION LE 2 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima
Valeurs extrêmes relevées entre le 1er-9-1986 à 6 h TU et le 2-9-1986 à 6 h TU

Temps observé le 2-9-1986 à 6 heures TU

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	25	11	S
BIARRITZ	22	10	S
BORDEAUX	24	6	S
BOURGES	21	7	N
BREST	17	11	P
CAEN	19	13	P
CHERBOURG	16	12	P
CLERMONT-FERR.	20	5	S
DIJON	19	10	C
GRENOBLE St-M-H	22	8	S
LILLE	17	13	P
LIMOGES	20	9	S
LYON	21	7	S
MARSEILLE-MAR.	26	13	S
NANCY	16	11	C
NANTES	22	7	S
NICE	24	18	S
PARIS-MONTS.	20	14	N
PAU	24	8	S
PERPIGNAN	28	14	S
RENNES	21	9	S
ST-ÉTIENNE	20	5	S
STRASBOURG	17	9	N
TOURS	21	8	S
TOULOUSE	25	7	S
POINTE-À-P.	26	24	S

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	28	16	S
AMSTERDAM	16	13	A
ATHÈNES	30	22	S
BANGKOK	33	25	C
BARCELONE	24	18	N
BELGRADE	22	7	S
BERLIN	14	11	P
BRUXELLES	17	12	P
LE CAIRE	35	24	S
COPENHAGUE	14	11	N
DAKAR	30	27	N
DELHI	36	28	S
DJERBA	31	25	N
GENÈVE	20	7	–
HONGKONG	33	28	N
ISTANBUL	26	20	P
JÉRUSALEM	28	17	S
LISBONNE	28	18	S
LONDRES	16	11	C
LOS ANGELES	25	19	C
LUXEMBOURG	13	10	C
MADRID	29	16	S
MARRAKECH	33	17	S
MEXICO	25	11	B
MILAN	25	15	S
MONTRÉAL	24	11	S
MOSCOU	14	9	C
NAIROBI	20	15	C
NEW-YORK	25	15	C
OSLO	20	8	N
PALMA-DE-MAL.	29	15	S
PÉKIN	25	19	S
RIO-DE-JANEIRO	21	17	S
ROME	27	15	S
SINGAPOUR	32	23	C
STOCKHOLM	17	9	S
SYDNEY	19	13	S
TOKYO	31	23	A
TUNIS	30	21	S
VARSOVIE	16	9	N
VENISE	24	15	N
VIENNE	18	12	C

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4304

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II			■						
III			■						
IV				■					
V							■		
VI					■				■
VII			■			■			
VIII				■					
IX									
X			■					■	
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. Les rieuses sont de son côté. – II. A créé le veau et fait tuer la poule. Cirées à la cuisine et vernies au salon. – III. Avoir minimum ou complètement dépouillé, selon le sens. Prisons. – IV. Blé pour un paysan *du Danube*. Poulet coriace. – V. Traduire plus ou moins fidèlement. Personnel. – VI. Fille rétro redevenue à la *mode*. Représentation des non-représentatifs. – VII. Celui qui n'en a qu'un l'ignore. Pratiques. Grecque. – VIII. Commence par des cris et s'achève par un râle. « Coups » de théâtre. – IX. Des *hommes* dont on apprécie la correction. – X. En descente comme en montée. Ne fait pas partie des unités de résistance. – XI. Ils ont droit au chapitre. Arriéré.

VERTICALEMENT

1. Adversaire d'un idéaliste espagnol. – 2. Œuvre pour obtenir des décorations. – 3. De quoi noircir. Préposition. – 4. Grecque. Croix de Saint-Antoine. Ville située entre celle d'Aubanel et celle de Giono. – 5. Vu de haut. Manque d'élégance quand il est trop habillé. – 6. Agit en toute franchise. Grand Turc. – 7. Ministre qui remit de l'ordre dans certaines affaires royales. Remplace la matière par du vent. – 8. Mettre à l'aise. – 9. Capitale du Ventadour. Gave.

Solution du problème n° 4303

Horizontalement

I. Livraison. – II. Oléoduc. – III. Tortiller. – IV. Ite. Peele. – V. Seule. Rai. – VI. Sou. – VII. Eve. Sasse. – VIII. Ma. Pelées. – IX. Erié. Est. – X. Ni. Uns. On. – XI. Terrienne.

Verticalement

1. Lotissement. – 2. Ilote. Varie. – 3. Véreuse. – 4. Rot. Lô. Peur. – 5. Adipeuse. Ni. – 6. Iule. Alèse. – 7. Sclérosés. – 8. Ela. Séton. – 9. Néréides. Né.

GUY BROUTY.

Informations « services »

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES...

● École supérieure de commerce de Paris

(par ordre alphabétique) :

Mmes et MM. Aude Abail (169e), Jean Adnet (216e), Michel Agon (240e), Martin Ajdari (149e), Marc Alvarez (97e), Grégoire Amigues (28e), Stéphane Amiot (67e), Jean-Marc Anton (19e), Thierry Aouizerate (203e), Pauline Autrand (86e), Odile Avezou (108e), Dominique d'Avian de Ternay (107e), Emmanuel Babeau (62e), Bertrand Badre (23e), Pierre Baisaus (165e), Etienne Barel (12e), Richard Baron (223e), Nicolas Barsalou (78e), Nathalie Baudet (100e), Thomas Baudin (104e), Jean-Christophe Beau (50e), Chantal Behmoiras (127e), Christine Bénard (236e), Marc Benayoun (31e), Daniel Benoît (239e), Françoise Berthelot (92e), Philippe Besnard (231e), Marie-Liesse de Besombes (198e), Christophe Billard (163e), Eric de Blaussew (190e), Emmanuelle Boe (210e), Daniel Bocsbertz (106e), Hélène Boineau (28e), Laurence Bonnetaud (185e), Yves Boulmer (87e), Françoise Bourdonnec (81e), Béatrice de Boysson (45e), Xavier Bretonnière (144e), Alain Brigoo (113e), Caroline Brousse (53e), Christèle Bruchon (55e), Emmanuelle Brun (72e), Laurence Cahé (224e), Christian Cano (84e), Laurence Casamayor-Menjou (242e), Evelyne Castagne (157e), Jean Castellini (137e), Carole Champeau (158e), Franck Chevalley (196e), Emmanuel Chevreau (59e), Thomas Christin (4e), Jean-Claude Cimeau (14e), Philippe Colombet (48e), Jean-Yves Coste (80e), Bertrand Cothier (154e), Rémy Cottage Stone (188e), Cécile Couprié (136e), Delphine Courgeon (225e), Isabelle Cousin (9e), Jean-François Couve (83e), Corine Craquelin (241e), Nadine Dalex (145e), Yahya Daraaoui (38e), Philippe Declerck (27e), Galeran Dejardin (89e), Christian Delaire (222e), Dominique Delfand (119e), Eric Demuyt (174e), Hervé Descazeaux (109e), Jean Desecures (153e), Alexis Dhellemes (122e), Marie-Anne Dieuzeide (187e), Pascal Domercq (129e), Sophie Domino (199e), Xavier Domont (195e), Marie-Laurence Doury (128e), Vincent Drevet (196e), Emmanuelle Dropsy (22e), Laurence Dubois (220e), Arnaud Dudermel (229e), Yves Dupuy (188e), Anne-Sophie Durif (237e), Chantal Dussuel (245e), Stéphane Fabre (44e), Bertrand Falcotet (117e), François Fauroux (171e), Alain Favey (40e), Jean-Pierre Feuillet (70e), Pascale Finti (121e), Marie-Amélie Folch (36e), Véronique Foucquier (133e), Jérôme Fouquet (219e), Gérald Fournil (192e), Frédéric Fréry (91e), Marie-Cécile Fronein (138e), Cécile Fruman (6e), Emmanuelle Gailland (111e), Marcos Garcia (51e), Marie-Cécile Gaudry (164e), Philippe Gautier (30e), Marc Gelle (186e), Véronique Gerbod (135e), Eric Gervet (18e), Stéphane Gilbert (207e), Irène Godefroy (194e), Jocelyne Gourdeol (152e), Anne-Jeanne Gourion (8e), Béatrice Granchet (105e), Virginie Grin (17e), Laurent Grisard (115e), Catherine Gros (66e), Gabriel Gross (35e), Jean-Michel Guichot (140e), Anne-Valérie Guillot (227e), David Guiton (43e), Marie-Hélène Guy (141e), Marc Hasson (88e), Anne-Gabrielle Heilbronner (205e), Philippe Hellich (63e), Philippe Hercot (218e), Laurent Huck (231e), Florence Hym (147e), Philippe Joly (166e), Claire Josserand (212e), Marc Jourlait (65e), François Jullien (131e), Yves Kergall (167e), Philippe Khyr (52e), Laurence Knoll (183e), Nathalie Lacroix (56e), Jérôme Lafargue (101e), Olivier Laime (132e), Pascale Lapeire (201e), Elizabeth Laplagne (150e), Véronique Laréal (143e), Stanislas Laurent (162e), Mathilde Lavau (126e), Guillaume Laverdure (42e), Thibaut Le Maire (175e), Edouard Le Prévost de la Mois (68e), Frédérique Lecanon (208e), Maxime Lefebvre (39e), Sébastien Lemoine (47e), Guillaume Lepecq (200e), Sonia Levy (76e), Guy Levy-Rueff (54e), Sandrine Leydier (32e), Pierre Lienhard (1er), Marie-Laetitia Lubrano (233e), Claire Madelin (110e), Bernard Malek (202e), Etienne Malherbe (211e), Hervé Mangin (235e), Vincent Marcais (172e), Laure Marcilhacy (58e), François Marusquier (204e), Yves Marque (77e), Hugues Mathez (159e), Anne Mathon (112e), Tanguy Mathon (95e), Ghislaine Mattlinger (213e), Christophe Merveilleux du Vignau (98e), Mathilde Mesnard (118e), Florence Metz (de) (142e), Alexandre Meyer (3e), Cécile Millet (15e), Alexandre Monnier (96e), Sylvie Montel (170e), Jean-Manuel Moreau (148e), Yves Morel (11e), Olivier Mornet (209e), Muriel Mouton (139e), Patrick Mouton (180e), Jean-Luc Neez (64e), Frédérique Nennot (102e), Jérôme Nicolet (130e), Sandrine Nogues (177e), Delphine Nougayrede (49e), Frédéric Obala (120e), Anne Olagnier (37e), Christophe Olle-Laprune (161e), Jérôme Pedretti (230e), Florence Perrin (99e), Laurence Petit (13e), Marlène Pham (206e), Michèle Pham-tan (146e), Pierre Phan van Phi (5e), Marc Philippe (123e), Jacques Pierres (243e), Céline Pioger (7e), Corinne Racamier (226e), Serge Rakovitch (184e), Stephen Raphaël (75e), Daniel Ravon (155e), Stéphanie Rey (193e), François Richard (34e), Philippe-Michel Richard (72e), Emmanuel Rigaud (168e), Violaine Ripault (46e), Marc Robert (182e), Xavier de Rollat (156e), Anne Rosier (124e), Camille Rossier (114e), Pierre-Louis Roy (72e), Emmanuel Sabatini (10e), Isabelle Salvi (215e), Laure Sassier (85e), Laurent Savinelli (61e), Frédéric Scheidecker (220e), Bruno Schmutz (191e), Arnaud Seailles (26e), Flore Segalen (60e), Christine Seremes (71e), Olivier Sichel (25e), Marc Simon (176e), Bernard Sirop (93e), Claude Soleihac (244e), Christine Soulier (2e), Charlotte Soussan (180e), Laurence de Sury d'Aspremont (115e), Ghislaine Sybilensky (103e), Thierry Tachot (57e), Claire Tannières (227e), Christophe Thiblerge (179e), Mark Thoma (151e), Pierre Thomas (125e), Christophe Thoral (41e), Nicolas Tissot (94e), Claude Tobaly (82e), Stéphane Treppoz (217e), Cécile Tricard (79e), Isabelle Vachet-Vallaz (29e), Stéphane Vais (214e), Thibault Valence de Minardière (172e), Giannario Viamin (16e), Jean-Luc Vieilleribière (134e), Pierre de Villemejane (160e), Hubert Vivet (24e), François Voiseux (234e), Philippe Wehrung (90e), Bertrand Willk-Fabia (69e), Valérie Wilmet (178e), Pascal Winckel (238e), Agnès Wu (21e), Arnaud Xainte (33e).

... ET AUX AGRÉGATIONS

● LETTRES CLASSIQUES

(Par ordre alphabétique)

Mmes et MM. : Frédéric Alpi (41e ex.), Thierry Amador (51e), Jean-Pierre Aubrit (37e), Claude Beck (52e), Anne-Marie Bianco née Callet (6e), Anne Blois (58e), Myriam Bodenan (67e ex.), Régine Borderie (3e), Mireille Bovis (63e), Thierry Brigandat (54e), Sylvie Bru née Bardon (31e ex.), Bruno Bureau (10e), Edith Camban née Parmentier (24e), Camille Carrand née Marie d'Avignean (5e), Hélène Cazes (16e), Frédéric Chapot (9e), Florence Charpentier (35e ex.), Michel Chastang (46e), François Chatelain (14e), Edwige Clochard (29e ex.), Richard Crescenzo (2e), Nadine Cretin (64e), Anne-Lise Darras (60e), Christophe Didier (15e), Bernadette Dufrene née Saou (59e), Hélène Dupuy (31e ex.), Rita Fontanille (18e), Isabelle Forget (23e), Sophie Gotteland (66e), Véronique Granchet (4e), Laurence Guerin (11e ex.), Catherine Henriot (65e), Philippe Jockey (57e), Marie-Ange Jourdan (35e ex.), Fabienne Labanne (38e ex.), Agnès Lafourcade (27e ex.), Marianne Laigneau (8e), Emmanuel Lascoux (45e), Philippe Levebvre (7e), Luis-Aurelio Loayza (1er), Dominique Malines (26e), Pierre Marechaux (67e ex.), Pascale Mengotti née Thouvenin (31e ex.), Eric Mension-Rigau (34e), Denis Merle (43e), Bruno Meynadier (49e ex.), Sarah Michels (47e), Conception Molina (48e), Francis Moulonguet (62e), Claire Muckensturm (61e), Marie-Christine Murcuillat (69e), René Nallet (56e), Marie-Dominique Nenna (41e ex.), Yves Normand (55e), Claire Oger (13e), Annette Peignard (27e ex.), Sylvie Perceau (17e), Dominique Pierrel (21e), Monique Plassard (19e ex.), Bruno Poulle (19e ex.), Pierre-François Schneider (25e ex.), Jean Sirven (53e), Pascale Sudries née Mary (22e), Jacques Vaissier (49e ex.), Françoise Velot née Detaille (44e), Jeanne Verdun (39e ex.), Dominique Voisin (29e ex.), Hélène Weiss (11e ex.), Nordine Zaïmi (39e ex.).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 2 septembre :

UNE INSTRUCTION

● Du 22 juillet 1986 portant modifications de l'instruction d'application des livres I et II du code des marchés publics.

DES DÉCRETS

● Du 27 août 1986 portant classement parmi les sites scientifiques et pittoresques du département du Lot du site formé par le réseau souterrain de l'Ouysse sur la commune de Thémines.

● No 86-998 du 27 août 1986 portant approbation du plan de surfaces submersibles et déterminant les dispositions techniques applicables pour les sections de la vallée du Rhône à l'aval de Lyon situées dans les départements du Rhône, de l'Isère et de la Loire.

No 86-999 du 27 août 1986 pris pour l'application de la loi no 85-489 du 9 mai 1985 relative aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés.

Échecs



CHAMPIONNAT DU MONDE
LONDRES-LENINGRAD
1986

Avant la treizième partie

De la guerre froide à la guerre ouverte

Après les douze premières parties disputées à Londres, le championnat du monde, interrompu une semaine, reprend à Leningrad où vont se dérouler les douze dernières parties, dans la salle de concert de l'hôtel « Leningrad », situé non loin du musée de l'Ermitage.

Tenant du titre, Kasparov mène d'un point (6,5-5,5). C'est Karpov qui aura les blancs dans la treizième partie qui commencera le mercredi 3 septembre à 17 heures (15 heures à Paris). L'animosité est telle entre les deux joueurs — et entretenue encore par les dernières déclarations du champion du monde — que les organisateurs du match à Leningrad ont prévu que Kasparov et Karpov emprunteront des entrées différentes pour accéder à la salle de jeu.

Si, d'aventure, le déroulement sans incident apparent des douze premières parties disputées entre Kasparov et Karpov à Londres le mois dernier avait pu laisser penser qu'il n'y a entre les deux hommes qu'une saine rivalité sportive, mais sans plus, les propos du champion du monde, rapportés dans le très sérieux *Financial Times* du samedi 30 août, remettent les pendules de la haine à l'heure.

« *Pour l'instant*, déclare Kasparov, *c'est la guerre froide mais cela pourrait tourner à la guerre ouverte.* » Et de la déclarer derechef : « *L'estrade est un lieu public, nous ne pouvons laisser transparaître nos émotions. Il s'agit juste de se serrer la main, de déplacer des pions, de conclure la partie, de se serrer à nouveau la main, et c'est terminé.* » Or, à l'issue de l'une des parties, Karpov a proposé de discuter avec son adversaire des derniers coups joués. Kasparov a refusé : « *Karpov veut faire croire aux gens que nous entretenons de bonnes relations, de façon que je ne puisse pas dénoncer certaines de ses actions malhonnêtes en coulisses. Les gens, témoins d'un rapport aussi amical, ne voudraient jamais croire que c'est la guerre froide.* »

Après ce rappel au règlement, en quelque sorte, Kasparov en vient à l'enjeu caché du match : le pouvoir sur le monde des échecs *(le Monde* du 26 juillet). « *En perdant son titre l'an dernier, Karpov a perdu d'importants appuis en URSS. Maintenant, il est encore en train de perdre et sa « famille » est sur le chemin du départ.* » Voilà pour la Fédération soviétique des échecs. Et M. Campomanes ? « *Il clame qu'il veut développer les échecs dans le tiers-monde, mais ce n'est pas en y envoyant quelques pendules et quelques livres qu'on y parviendra. Il n'a aucun contact avec les grands maîtres. Il faut lui enlever le pouvoir.* » Comment votera la Fédération soviétique en novembre à Dubaï ? « *Si j'avais perdu l'année dernière, il y avait quatre-vingt-dix chances sur cent pour qu'elle fasse réélire M. Campomanes. Si je conserve mon titre, la probabilité tombe à trente pour cent.* »

En attendant, il y a cent pour cent de chances pour que toutes ces amabilités ne fassent qu'envenimer l'atmosphère à Leningrad, même si Karpov, dans un entretien publié le lundi 1er septembre par la *Pravda*, ne s'est contenté, lui, de ne parler que de son jeu : « *Je me blâme pour les quatre premières parties. Comme d'habitude, j'ai mis du temps à trouver ma forme. Ensuite, tout est revenu à sa place jusqu'à la douzième partie.* » (Karpov a visiblement effacé de sa mémoire le désastre de la huitième partie.) « *Si j'avais eu un peu de chance...* » A la guerre, il ne faut pas trop compter sur elle.

B. de C.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jocelyne et Marc LISSILLOUR, ont la joie d'annoncer la naissance de

Agathe,

à Paris, le 30 août 1986.

12, rue Descombes,
75017 Paris.

— Sylvain et Lydie LOUIS-PETITSEIGNEUR, ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre-Olivier,

le 16 août 1986.

10, rue Maurice-Thoumyre,
76200 Dieppe.

Décès

— **Michel BATHIER,**
professeur agrégé de mathématiques au lycée Jules-Renard de Nevers,

nous a quittés le 24 août 1986 à l'âge de trente-quatre ans ; il a été inhumé le 28 août à Mons (Puy-de-Dôme).

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

— Le docteur
et Mme Jacques Benveniste
et leurs enfants,
M. et Mme Amos Adam
et leurs enfants,
M. et Mme Robert Benveniste
et leurs enfants,
M. Jean Martin
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Saporta, Asseo, Almosnino, Gattegno, et Benveniste,
Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Elie BENVENISTE

survenu le 1er septembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 septembre.
Réunion à la porte principale du cimetière du Père-Lachaise, à 10 h 30.

1, avenue de Verdun,
75010 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Edmond BRONNERT,
née Nicole Martin Panescorse,

survenu le 31 août 1986, dans sa soixante et onzième année.
La cérémonie religieuse aura lieu à Champlitte (Haute-Saône), le jeudi 4 septembre, à 10 h 45.

De la part de :
Philippe, Patrick, Hervé, Alain, Béatrice, Véronique, Martine, François,
ses enfants et leurs familles,
M. et Mme Edouard Bronnert
et leurs enfants,
Mme veuve René Laufenburger,
Mme Véra Urban,

23, rue de Sommedieu,
Haudainville, 55100 Verdun.

— Pierre et Claudine Chaulet
et leurs enfants,
Anne-Marie et Salah Louanchi
et leurs enfants,
Marguerite et Albert Dat
et leurs enfants,
Jean-François et Françoise Chaulet
et leurs enfants,
Suzette et Michel Crance
et leurs enfants,
Christiane et Tayeb Achour
et leurs enfants,
Yves et Isabelle Chaulet
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Denise Calvet et Colette Riveill,
ses sœurs,
Les familles Calvet, Riveill, Tamisitto, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Alexandre CHAULET,
née Suzanne Tamisitto,

survenu le 31 août 1986 à Alger.

L'inhumation a eu lieu le 1er septembre 1986, après une messe concélébrée par S.E. le cardinal Léon, Etienne Duval et Mgr Jean Scotto.

Une messe sera dite à son intention le mardi 9 septembre 1986, à 18 h 30, en l'église Saint-François-de-Salles, 6, rue Brémontier, Paris-17e.

15, rue Bourlon,
Alger.
32, rue Cardinet,
75017 Paris.

— Mme Pierre Fabre
Et M. Alain Fabre
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FABRE,

survenu le 29 août 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, avenue Montaigne,
75008 Paris.

— Mme Suzanne Faure,
Mme Christine Faure,
Mme Frédérique Faure,
M. Gilbert Klajnman,
M. et Mme Aimé Chalies,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FAURE,

âgé de soixante-treize ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 septembre 1986, à 10 heures, en la basilique Saint-Sernin à Toulouse.

69, rue des Chalets,
31000 Toulouse.

— Mme Robert Francès,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert FRANCÈS,
contrôleur général honoraire
de la Sureté nationale,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris le 24 août, dans sa soixante-seizième année.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Saint-André-d'Allas le 29 août 1986.

— Mme Henry Leclercq,
Guy et Michèle Leclercq-Chesneau,
Michèle et Bertrand Carbonel-Leclercq,
Françoise et Daniel Royer-Leclercq,
leurs enfants
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry LECLERCQ,
ancien secrétaire général
et administrateur
de la société Saint-Raphaël,

survenu le lundi 25 août 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

33, rue Saint-Ambroise,
75011 Paris.

— Pablo et Ornella Volta
ont la douleur d'annoncer la mort à Trévise, le 31 août 1986, de l'écrivain italien

Goffredo PARISE,

à l'âge de cinquante-sept ans.

(Le Monde du 2 septembre 1986.)

— Les familles Perez-Sappia, Charignon, Mebra, Gianserra et de Supervielle,
La société AREA,
ont la douleur de faire part du décès de

Miguel Angel PEREZ,
professeur en médecine,

survenu le 28 août 1986 à Tucuman.

Jujuy 45
Tucuman (Argentine).

— Paris. Ocana.

Mme Yvonne Romanetti,
son épouse,
M. et Mme Alain Romanetti,
Antoine, Vincent, Lionel, Claire,
ses enfants et petits-enfants,
Ses sœurs, frère, belle-sœur, beau-frère,
Ses neveux et nièces, parents et alliés,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean ROMANETTI,
conseiller de Paris,
vice-président
du Conseil général de Paris,

survenu le 29 août 1986.
Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Ocana (Corse), le dimanche 31 août 1986.

21, rue du Château-d'Eau,
75010 Paris.
8, La Villeparc,
78990 Elancourt.

— Mme Monique Sinnassamy,
née Séjourné, son épouse,
Eric et Marie-Hélène Sinnassamy,
Marc et Teresa Sinnassamy,
Christine Sinnassamy,
Patrick et Caroline Sinnassamy,
ses enfants,
Christophe, Karine, Sophie et Charlotte,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond SINNASSAMY,

survenu à Boulogne, le 1er septembre 1986, dans sa soixante-septième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 3 septembre 1986, à 15 h 30, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

19, rue de Paris,
92100 Boulogne.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Remerciements

— Annonay. Fontainebleau. Bourg-Saint-Andéol.

Mme Alain Chabrel,
Ses enfants Marie-Violaine, Carole, Karine,
Mme Louis Chabrel,
Mlle Nicole Chabrel,
M. et Mme Claude Chabrel et leurs enfants,
très touchés des marques d'affection et de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès du

Colonel (CR) Alain CHABREL

Anniversaires

— Il y a dix ans disparaissait

Bernard HURON,

astronome à l'Observatoire de Meudon.

Sa famille recevra les témoignages d'amitié, à l'Association des familles des victimes des accidents de la circulation (AFVAC).

31, rue d'Enghien,
75010 Paris.

— Le 18 août 1966 disparaissait

Marcel VERRIERE,

commandeur de la Légion d'honneur,
résistant,

président du conseil d'administration du *Parisien libéré*.

Une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Sports

Les Internationaux de tennis de Flushing-Meadow

Leconte, premier de la classe

L'Australienne Wendy Turnbull, trente-trois ans, dix-septième mondiale, ancienne finaliste à Forest Hills (1977) et Roland-Garros (1979) a créé, lundi 1er septembre, la première grosse surprise des Internationaux de tennis féminin des Etats-Unis : en trois sets (6-4, 1-6, 6-1) elle a éliminé en huitième de finale la Tchécoslovaque Hana Mandlikova, vingt-trois ans, quatrième mondiale, tenante du titre et finaliste à Wimbledon.

Demi-finaliste à Roland-Garros et à Wimbledon, Henri Leconte s'est qualifié pour le quart de finale du tableau masculin où il affrontera le tenant du titre Ivan Lendl, facile vainqueur de Brad Gilbert. Trois manches également ont été suffisantes à Edberg et Wilkison pour atteindre le même stade de la compétition.

FLUSHING-MEADOW
de notre envoyé spécial

Décidément, Henri Leconte n'en finit pas de nous étonner cette année. D'abord à Roland-Garros, ensuite à Wimbledon et maintenant à Flushing-Meadow. Ici aussi il est *arrivé convalescent*. Virus et microbes ont pris un malin plaisir à le tenir éloigné des courts entre les tournois du grand chelem. Mais ses convalescences successives lui ont permis d'améliorer la qualité de son jeu.

Après la légère alerte subie face à l'Israélien Mansdorf au troisième tour, il a réussi un match superbe d'intelligence, lundi 1er septembre, sur le central new-yorkais, où il joua pour la première fois à la lumière des projecteurs.

Avec Aaron Krickstein, il lui fallait absolument résister à la tentation d'emballer les échanges, c'est-à-dire de donner libre cours à sa véritable nature de frappeur. Le jeune Américain n'est jamais autant à l'aise que contre ce type de joueur. Il s'y entend comme personne pour s'imposer en se servant de la force adverse. Mais Leconte dispose en Patrice Dominguez d'un entraîneur et d'un conseiller particulièrement avisé. Apte en tout cas à lui déminer les terrains les plus dangereux.

L'ancien numéro 1 français a profité des convalescences de son protégé pour enrichir son bagage technique. « *Pendant des semaines j'ai fait des gammes, maintenant je peux alterner les revers chopés et liftés sans problème. Et ma volée est plus solide. Cela fait que je ne cherche plus systématiquement le point gagnant. Je peux prendre mon temps pour conclure* », constatait Leconte en sortant du court. Pourtant il ne lui a pas fallu plus d'une heure 45 minutes pour conclure son affaire.

Krickstein a rapidement été incapable de prendre le Français en défaut. Dès les deux premières manches, l'Américain, qui est désormais conseillé par l'ancien finaliste de Roland-Garros, Brian Gottfried, a fait le break le premier, pour se retrouver à nouveau débordé. Leconte était le patron sur le court. Et il lui suffisait d'élever un peu le niveau de son jeu pour que son vis-à-vis s'en souvienne. Un seul exemple : mené 5-2 dans la deuxième manche, il a aligné sept jeux de rang, ponctués de quelques volées amorties qui coupèrent les jambes à Krickstein. « *En fait, je me suis un peu fait mal au bras en servant. Cela m'a forcé à plus d'application. J'ai ainsi évité d'être ébloui par les projecteurs et j'ai pu mieux placer la balle sur son revers, évitant ainsi son coup droit qui peut toujours être dangereux* », a commenté Leconte. Bref, ce fut quasiment parfait, une victoire taillée comme un diamant. Une perfection trop lisse, trop froide toutefois pour donner véritablement prise à l'émotion. Car la facilité du Français a déconcerté le public américain, qui attendait confusément quelques hauts faits d'armes.

Leconte va avoir l'occasion de se rattraper en quart de finale contre Ivan Lendl. « *J'ai regardé le début de son match contre Brad Gilbert. Au début l'Américain a bien joué, mais après Lendl l'a surclassé. Il est vraiment en super-forme* », a reconnu Leconte.

Pourtant, le Français s'est donné quelque chance contre le numéro un mondial. En dix rencontres, il l'a en effet emporté cinq fois, dont un succès mémorable à Wimbledon, en huitième de finale l'an dernier. « *Depuis, Lendl monte beaucoup plus au filet et il est effectivement beaucoup plus fort. Ce sera plus dur. Mais cela ne fait rien. Il aura peut-être une légère appréhension car j'ai toujours posé des problèmes.* » Le tout sera alors de savoir dans quel état d'esprit Leconte abordera lui-même ce match.

Etre quart de finaliste à Flushing-Meadow lui a d'ores et déjà donné l'assurance de dépasser Yannick Noah au classement mondial. Si devenir – momentanément pour le moins – numéro un français suffit à son bonheur, il est à craindre que la partie ne tourne court. Sinon tout est possible avec ce diable de Leconte.

Le « Greg Louganis » du tennis

Dans le cas de Tim Wilkison, l'alternative était simple. Soit la victoire sur Yannick Noah lui était restée en travers de la gorge, comme ce fut le cas pour Paul Annacone, le vainqueur de John McEnroe au premier tour. Soit il avait digéré ce succès sur l'un des meilleurs mondiaux. Le bougre a bien un appétit d'ogre. En fait il n'a fait qu'une bouchée d'Andreï Chesnokov. Pour le plus grand plaisir des milliers de spectateurs qui se pressaient dans les gradins. Car, encore une fois l'Américain n'a pas été avare de plongeons et de coups faramineux. Les commentateurs du cru ne l'appelaient plus d'ailleurs que le « Greg Louganis du tennis » par référence au champion du monde du tremplin de haut vol.

En tout cas, la fureur qu'il avait dans le cinquième set contre Noah a continué à le consumer face au Soviétique. Celui-ci, en revanche, semblait avoir brûlé toutes ses cartouches au cours de ses deux précédents matches qu'il avait livrés en cinq manches contre Pernfors et Freeman. Véritablement apathique, comme avait pu l'être la veille Jimmy Connors, il a retrouvé un semblant de vie pour sauver une balle de match sur le service de Wilkison et revenir à 5-3. Trop tard. Avec un service complètement défaillant (49 % de premières balles), il n'a pas pu contenir le dernier assaut du gaucher qui, à bientôt vingt-sept ans, s'est ainsi qualifié pour la première fois de sa carrière pour les quarts de finale d'un tournoi du grand chelem. Son adversaire devait être à ce stade le Suédois Stefan Edberg, facile vainqueur de Dan Goldie.

ALAIN GIRAUDO.

RÉSULTATS

SIMPLES MESSIEURS
Huitièmes de finale

Lendl (Tch.) b. Gilbert (EU), 7-5, 6-1, 6-2 ; Edberg (Suède) b. Goldie (EU), 6-3, 6-2, 6-2 ; Wilkison (EU) b. Chesnokov (URSS), 6-0, 6-2, 6-3 ; Leconte (Fr.) b. Krickstein (EU), 6-3, 7-5, 6-4.

SIMPLES DAMES
Huitièmes de finale

Navratilova (EU) b. Sabatini (Arg.), 6-4, 6-2 ; Graf (RFA) b. Reggi (It.), 6-1, 3-6, 6-0 ; Gadusek (E-U), b. Rehe (E-U), 7-6, 4-6, 6-2. Sukova (Tch.) b. Garrison (EU), 6-4, 2-6, 6-4 ; Evert-Lloyd (EU), b. Lindqvist (Suède), 3-6, 6-2, 6-0 ; Maleeva (Bulg.) b. Kohde (RFA), 6-2, 2-6, 7-6 ; Shriver (EU) b. Jordan (EU), 6-4, 6-4.

DOUBLE MESSIEURS
Quarts de finale

Muller-Nelson b. Noah-Forget, 4-6, 7-6, 7-6, 6-3.

Championnats du monde de cyclisme

Jeannie Longo sur la piste de l'or

En devenant championne du monde de poursuite, le lundi 1er septembre à Colorado Springs, Jeannie Longo a obtenu la seule médaille française, une médaille d'or de surcroît, des épreuves sur piste. Au cours de la finale qui l'opposait à l'Américaine Rebecca Twigg, tenante du titre, elle a bouclé les trois kilomètres en 3 mn 39 s 32 à plus de 49 km/h de moyenne – sa meilleure performance – et elle a couvert le dernier kilomètre... en moins de 1 mn 10.

La victoire de cette athlète du vélo, excellente dans tous les domaines, confirme une condition physique proche de la perfection qui lui avait déjà permis de remporter la Coors Classic (Tour du Colorado) et surtout une volonté de vaincre qui a manqué, c'est le moins qu'on puisse dire, aux autres membres de la délégation tricolore.

L'exploit de Jeannie Longo ne fait pas oublier en effet l'affligeante participation des Français, dont certains, tel Philippe Vernet, venu aux Etats-Unis en simple figurant, risquent de s'exposer à des sanctions fédérales.

En revanche, les coureurs de la République démocratique allemande se sont affirmés les rois de la piste puisque Huebner, Hesslich, Huschy et Huch ont pris les quatre premières places du tournoi de vitesse amateurs, Huebner, le nouveau champion du monde ayant réalisé en la circonstance un chrono de 10 s 10 (moyenne 71,287 km) qui fait de lui le cycliste le plus rapide après son compatriote Lutz Hesslich (10 s 09) soit 71,357 km.

Quant au Japonais Noishi Nakano, il a enlevé son dixième titre mondial en vitesse professionnelle, et il a établi en 10 s 57 un record mondial des 200 mètres qui fut amélioré cinq fois en l'espace d'une semaine, mais qui reste inférieur à celui des amateurs.

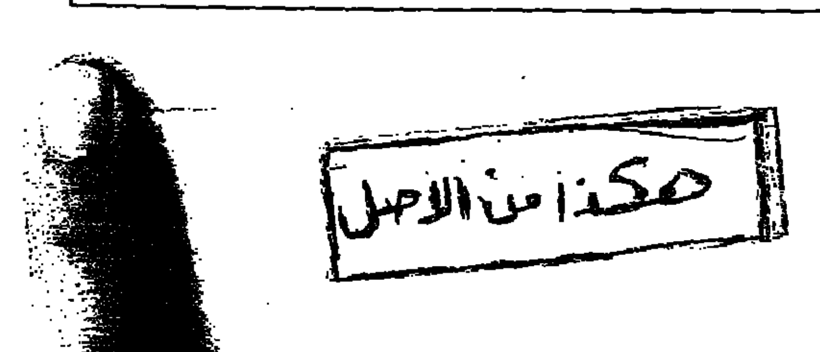
JACQUES AUGENDRE.

TOURISME

La Nouvelle-Calédonie se refait une beauté

Retrouver, en 1987, un nombre de visiteurs égal à celui des années 1983-84 ; tel est l'objectif du tourisme néo-calédonien. Pour M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, qui accompagnait M. Jacques Chirac lors de sa visite dans le territoire, il est possible de « réhabiliter » rapidement une image fortement ternie aux yeux des clientèles australienne et néo-zélandaise après les troubles des deux dernières années. Solutions préconisées : relancer les campagnes de promotion dans ces deux pays ainsi qu'au Japon, accroître les investissements et les efforts de formation, offrir des équipements de qualité (hôtellerie haut-de-gamme, mais aussi petites unités réparties sur le territoire) et augmenter les possibilités de trafic d'Air Calédonie International avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En 1984, le territoire avait accueilli 91 500 visiteurs, chiffre tombé l'an dernier à 51 000 à la suite des troubles survenus à partir de novembre 1984 et qui ont entraîné la fermeture de plusieurs hôtels. – (AFP.)



SECTEURS DE POINTE

AMÉNAGEMENT

UN ENTRETIEN AVEC M. PIERRE LAFFITTE

Les conseils de « Monsieur Technopole »

Ancien directeur de l'Ecole des mines, M. Pierre Laffitte a été l'un des créateurs, en 1969, de la technopole de Sophia-Antipolis, près de Nice. Il est actuellement responsable d'une société de conseils en parcs technologiques. Il donne ses recettes.

« Que pense le père de Sophia-Antipolis du développement du premier parc scientifique français ?

— Sophia-Antipolis se développe de façon satisfaisante sur tous les plans. Le pari risqué de 1969 a été gagné. Une volonté d'assurer la qualité de la vie, la qualité architecturale, un respect de l'environnement a conduit à un cahier des charges assorti de stipulations draconiennes en matière d'aménagement. Ces contraintes ont paru à beaucoup ridicules pour lancer une opération dans ce que l'on qualifiait, avec quelques raisons, un désert technologique peu attractif car loin des grands centres industriels et financiers.

» Aujourd'hui, nombre des plus grandes firmes de haute technologie sont là. Et elles en attirent d'autres. Non seulement l'Europe et l'Amérique, mais aussi l'Extrême-Orient, s'installent. C'est bien un lieu international, que les atouts naturels de la Côte d'Azur confortent et développent. C'est aussi un lieu de recherche féconde. Tous les responsables de centres de recherche — publics ou privés — sont enchantés du rendement intellectuel qu'ils constatent. Les ingénieurs et chercheurs, bronzés l'hiver par le ski, le tennis ou le golf, auxquels s'ajoute l'été la voile, trouvent plus : 30 % d'augmentation, dit-on souvent en évoquant divers critères chiffrés.

— La création de centres de formation supérieure est un facteur déterminant ?

— Initialement, c'était le point le plus délicat, et une faiblesse par rapport à d'autres parcs. Le doublement de l'Ecole des mines de Paris qui se situe à Sophia et le fait que le Centre d'enseignement et de recherches appliquées au management (CERAM) ait réussi sa percée comme école de gestion ont été des éléments positifs. L'installation prochaine sur le site d'un centre d'enseignement et de recherche en biologie et biotechnologie de l'université de Nice ainsi que les projets liés au Conservatoire national des arts et métiers ou ceux du conseil général dans le domaine de la communication et de la transmission d'images vont dans le même sens.

» Bientôt le nombre d'ingénieurs et de docteurs formés sur le site sera cohérent avec son importance réelle en matière de concentration de matière grise.

— Les contacts entre les centres d'enseignement et les entreprises sont-ils nombreux ?

— Nous assistons à une modification culturelle majeure. Une véritable envolée de l'esprit d'entreprise assez rare en France. Cette envolée est appuyée, il faut le souligner, par les efforts constants de l'équipe de la Fondation Sophia-Antipolis.

» Lieux de rencontre, organisation d'événements conduisant à des discussions fertiles, colloques, présentation des entreprises les unes aux autres, déjeuners, débats, discussions avec banquiers et ingénieurs, réflexions sur l'essaimage, sur la sous-traitance, système d'information par journal et messagerie électronique, clubs divers d'informatique ou de poésie, d'énergétique et de bridge, forum des pépinières d'entreprises, bref une action tous azimuts.

» Et désormais, à Sophia-Antipolis, chaque mois, les grands du capital-risque européen et les institutions financières françaises ont leur journée de contacts avec les candidats entrepreneurs. Notre mission, aujourd'hui comme hier, est de mettre les gens en relation : l'inventeur avec le financier, le candidat à la création d'entreprise avec un éventuel partenaire industriel, un chef d'entreprise avec telle institution publique française ou étrangère.

» C'est encore loin de la Silicon Valley et du fameux centre de Mountain-View, où se tissent chaque jour des créations et des financements par millions de dollars. Mais, au fil des ans, je crois que nous rattrapons le retard. Et nous avons pour nous la volonté unanime des personnels du site, l'appui des administrations et des forces vives du département. L'enthousiasme est de rigueur, et il est communicatif.

» Qualité de la vie et modernité, c'est mon slogan. Il est devenu celui de tous. La Côte d'Azur a désormais le projet de devenir le phare européen du troisième millénaire. Il reste du chemin à parcourir. Nous y arriverons.

Aide-toi...

— Le terme de technopole est aujourd'hui très utilisé. Les réalisations répondent-elles au même esprit ? Quels sont les atouts que doit impérativement posséder une région pour créer une technopole ?

— Il y a plus de projets que de réalisations en France. Il est clair que créer un nouveau site à partir de zéro n'est pas chose facile. Je ne le conseillerais pas en priorité, malgré de rares exemples réussis (Sophia-Antipolis, Research Triangle Park en Caroline du Nord, et celui qui, à mon avis, va réussir, le Futuroscope de mon ami René Monory, dans la Vienne).

» Mais il existe des quantités de villes qui disposent de l'essentiel des ingrédients nécessaires pour réaliser ce qui, dans mon esprit, est une technopole : un ensemble d'installations de recherche, de formation supérieure et de technologies avancées, réunies sur un même lieu et surtout dont le personnel est prêt à travailler ensemble.

» Cette interaction provoque une créativité intellectuelle et industrielle intense par les rencontres d'esprits différents, la fertilisation croisée que j'ai évoquée dès 1970, et même dès 1960 en écrivant dans ces colonnes un article intitulé « Le quartier Latin aux champs ». Les interactions, donc la dynamique culturelle et économique, ne sont pas à la hauteur de ce qu'elles pourraient être dans la plupart des villes universitaires françaises.

» Les atouts d'une ville ou d'une région pour développer le phénomène de « créativité technopolistique » sont simples : concentration de matière grise tournée vers le passage du savoir au savoir-faire ; interaction entre ceux qui savent, ceux qui agissent, ceux qui financent, ceux qui gèrent.

— Les difficultés économiques ne freinent-elles pas l'implantation ?

— Le taux de croissance élevé du PNB mondial facilite la création de nouveaux laboratoires qui peuvent hésiter entre divers sites. Un taux faible en diminue le nombre. Par conséquent, les choses vont moins vite quand il y a difficultés économiques.



» Mais n'oublions pas que, même en période économique difficile, il existe des secteurs tels l'informatique, la biotechnologie, les industries culturelles, qui se développent. Et surtout, pour la plupart des cas, c'est à partir des ressources locales préexistantes qu'il faut prévoir un développement. Bien sûr, il faut avoir de l'imagination et essayer de détecter les richesses de demain. Est-ce utopique, par exemple, d'amener les céramistes traditionnels à une fabrication de céramiques industrielles ?

— Lorsque les collectivités locales vous sollicitent, leur proposez-vous un modèle unique ?

— Technopole Service a été créée pour transférer un savoir-faire dans le domaine extraordinairement varié lié à la révolution de l'intelligence. Désormais, l'ensemble savoir - savoir-faire - financement permet des évolutions économiques rapides, que les collectivités locales se doivent de connaître et d'accompagner.

» Cet ensemble peut être lié à un IUT ou à un bon lycée technique, ou à un complexe d'universités, de grandes écoles, d'instituts de recherche et de grandes entreprises. Les modalités d'appui au transfert technologique, les possibilités d'action à court terme, sont bien évidemment fonction de ce qui existe.

» La réponse de Technopole Service aux collectivités locales est toujours en priorité une analyse des atouts et des inconvénients d'un site ou d'un projet. L'atout majeur n'est pas celui auquel on pense en termes d'aménagement du territoire ou en termes économiques. Il est lié à la volonté et à la cohésion des élites locales. A cet égard, la politique d'aide centralisée, avec un recours prioritaire à l'argent de l'Etat, a eu un effet néfaste. L'adage *« Aide-toi, le ciel t'aidera »* est un peu trop oublié. On a trop voulu attendre l'aval de Paris avant d'étudier sérieusement un projet. Heureusement, les choses changent, et villes, départements et régions ont pris en main leur destin.

» Lorsque la phase d'analyse de Technopole Service, à la fois psychologique, sociologique et technico-économique, est réalisée, les conseils qui résultent de l'étude paraissent aller de soi. Bon sens et connaissance de ce qui se passe de par le monde permettent de progresser parfois très vite. En outre, nous constatons que l'étude conduit par elle-même à la mise en place de synergies.

» Mais une des données essentielles est qu'il ne faut pas compter sur des installations venant d'ailleurs pour développer le potentiel économique, mais d'abord et avant tout sur ses propres forces. D'où l'importance que nous accordons au transfert de technologie, à la création d'entreprises, aux réalisations de pépinières d'entreprises, du capital-risque (nous organisons un colloque international sur le capital-risque à Sophia-Antipolis en décembre 1986).

Savants et artistes

— Vous avez toujours prôné une liaison entre science et culture. S'agit-il là du vœu pieux d'un humaniste radical ou d'une notion importante ?

— Les activités de l'avenir que l'on se complaît à voir de préférence dans les parcs et cités scientifiques ne se limitent pas à l'informatique, à la robotique ou aux biotechnologies. J'estime que d'ici peu le niveau d'emplois dans les unités de production industrielle sera du même ordre que dans le secteur agricole. Tout le reste se développera et représentera donc plus de 80 % des emplois. Des domaines d'activité tels que la formation, les industries de la communication, des loisirs, du tourisme, de la santé, les industries culturelles, les arts, sont des domaines en plein essor.

» Une technopole se doit de participer pleinement à cet essor et c'est pourquoi, dès 1970, je parlais pour Sophia-Antipolis de la cité internationale de la sagesse, des sciences et des techniques et appelais à une fertilisation croisée entre artistes et savants.

» Ce sont ces contacts, ces rencontres, qui font que les gens ont envie de parler, de travailler, de créer ensemble. Aujourd'hui, nous voyons les premiers effets de cette politique. La communauté humaine de Sophia forme un ensemble cohérent. Et nombre de jeunes entreprises ont été constituées par des « Sophipolitains » de la première heure.

» La sagesse, c'est de prévoir juste, longtemps et d'avance, donc quand la majorité des esprits vous donnent tort, et de percevoir de façon souple, sans excès, avec tolérance mais ténacité. Aujourd'hui, il faut miser sur un avenir humaniste. Les techniques de demain sont liées à la qualité de la vie, et l'homme, seul moteur de toute création scientifique ou culturelle, doit rester au centre de toute réflexion. »

Propos recueillis par
SERGE BOLLOCH.

INNOVATIONS

L'informatisation de la bande FM

Des robots pour les radios

Depuis quelques mois, les stations de radio locales utilisent des logiciels pour dégager les animateurs des tâches les plus fastidieuses. Est-ce l'amorce des « radios robots » ?

DEPUIS quelques mois, le petit monde des radios locales privées connaît une nouvelle mutation. Cette fois, il ne s'agit pas de la guerre pour l'occupation de l'espace hertzien. Ce sont les « puces » qui attaquent le marché, l'informatique qui pénètre discrètement dans la programmation et la gestion du temps d'antenne.

Les auditeurs sont-ils menacés par les « radios robots » qui nous serviront du « Top 50 » à longueur de bande FM ? Pas vraiment. Pour l'instant, les logiciels utilisés par quelques stations déchargent les animateurs des tâches les plus fastidieuses... et devraient donc dégager du temps pour peaufiner la programmation.

L'expérience de Radio-Rivage (90,1 MHz), qui émet sur la banlieue, peut paraître exemplaire. Cette radio locale, de modèle associatif, existe depuis plusieurs années et propose des programmes variés, musique, magazines, reportages, invités, etc. La station avait quelques difficultés à gérer, à programmer à heures fixes l'ensemble des spots de publicité, conformément aux contrats passés avec les annonceurs. Rigueur difficile à tenir : ces contraintes obligeaient même à certaines heures à employer du personnel... uniquement pour envoyer la pub.

L'arrivée de Pollux, l'ordinateur, a, depuis un mois, complètement bouleversé la station. Le logiciel gère le passage automatique des spots de pub, l'animateur n'a plus à s'en occuper. Au passage, une telle garantie sécurise les annonceurs, et donc les fidélise. On sait que ce point est capital pour la survie d'une station dont les ressources publicitaires sont aléatoires. L'investissement dans ce type d'équipement peut se rentabiliser rapidement et permettre à Radio-Rivage de confirmer sa bonne position. Le coût de Pollux ? Environ 300 000 F. La station, comme n'importe quelle société, a bataillé et obtenu un prêt sur cinq ans, une bonne opération financière qui fera réfléchir les concurrents.

Pollux veille

Sur le plan du travail, Pollux rend de multiples services. En cas d'erreur ou de défaillance technique du système manuel régi par l'animateur, Pollux prend le relais au-delà d'un blanc de dix secondes. On jongle moins avec le planning et les remplacements, car l'ordinateur peut instantanément se substituer à un animateur absent.

La nuit surtout, lors de la mise en automatique de la station, Pollux assure le passage des publicités, donne l'heure, et varie les enchaînements de quatre magnétophones à bande, ce qui évite aux auditeurs fidèles la désagréable impression d'écouter toujours la même cassette. Pollux s'occupe de la gestion du fichier clients, des comptes, etc. Meilleure image, meilleure organisation, Pollux est devenu pour Radio-Rivage le symbole d'une technologie heureuse.

A « 103.5 » (station en rodage qui démarrera vraiment en septembre), l'option informatique est complètement différente, ce qui prouve au moins qu'un système s'adapte d'abord à des circonstances et à des nécessités. Barlo Beckerleg, un Anglais très *frenchie*, planche depuis six mois sur un logiciel acheté à une société privée américaine qui équipe depuis 1979 des radios outre-Atlantique, dont une quinzaine à New-York. Le projet de « 103.5 » est assez ambitieux : réactualiser les grands succès, les standards qu'a connus la France dans les « années rock » (1955-1985).

« 103.5 » profite du soutien de CBS France, un parrain plutôt solide, puisque son homologue américain a commencé à émettre en 1931. Autour de son directeur, cinq personnes ont depuis le début de l'année rassemblé 4 000 disques, voyageant en Angleterre, en Belgique, en Hollande pour retrouver les Collectors. Un capital assez considérable quand on compare à d'autres stations locales qui tournent avec environ deux cents ou trois cents disques.

Pour gérer ces 4 000 disques, l'ensemble des titres ont été rentrés dans la machine par catégories, selon un descriptif de 48 codes. L'année, l'origine, le tempo, la couleur, etc., en sont les principaux. Ce système permet d'obtenir la programmation d'une journée en moins de quinze minutes, alors qu'un programmateur averti réalise le même travail en douze heures ou plus. La machine organise une rotation de l'ensemble du capital disque, vraie richesse de la station, indique le rythme de passage des flashs d'information et des spots publicitaires. Finis les erreurs et les oublis du programmateur ! Lorsque l'on doit gérer plusieurs milliers de disques, la fréquence potentielle de diffusion d'une chanson devient un peu aléatoire. Le système, lui, ne commet pas ce type d'approximation.

Moins de cafouillage

Le logiciel qu'utilise « 103.5 » en est à sa dixième version depuis sa création, il y a six ans. Les stations qui l'utilisent profitent des améliorations apportées par les informaticiens américains, et répercutées chez tous les clients du système. La station n'a donc pas acheté un logiciel définitif, celui-ci est toujours en évolution. Et chaque jour l'ordinateur invente de nouveaux camemberts (représentation fictive d'une heure de programme en 18 ou 19 tranches, avec les spots et les flashs). Chaque titre a été préalablement enregistré sur cartouche numérotée, afin d'éviter la manipulation des disques, les erreurs de vitesse de passage, et l'animateur n'a plus qu'à suivre le listing où apparaissent des informations sur les chansons sélectionnées. Une meilleure annonce, et moins de cafouillage à l'antenne. A « 103.5 », on sent que l'on est loin d'avoir fait le tour des possibilités, on affiche confiance et enthousiasme, avant le grand lancement de la rentrée.

Dans les deux cas, radio et informatique semblent faire un mariage d'amour et de raison. Décharge d'une partie du travail pour l'animateur, meilleur contrôle des diffusions pour le programmateur... Le revers d'une telle médaille serait-il une diminution de l'emploi ? Il est encore trop tôt pour en juger sur une grande échelle, mais, à Radio-Rivage, on a effectivement supprimé des postes.

En revanche, Pollux et consorts peuvent aussi créer de l'emploi. Avec près de 1 500 radios locales en France, les vendeurs d'ordinateurs et surtout les concepteurs de logiciels voient là un joli marché s'ouvrir !

PIERRE-FRANÇOIS MOREAU
(Zelig)

Demain

Bateau à ailes

Un nouveau modèle de porte-conteneurs, d'une capacité de 3 230 tonnes, est actuellement à l'étude. Il sera muni à chaque extrémité de « voiles alaires ». C'est M. John Walker, fondateur et directeur général de Walker Wingsails System (société située à Hamble, au sud de l'Angleterre), qui a conçu ce genre de voiles.

Le cargo *Ashington* (6 570 tonnes), en service dans le nord de l'Europe, est déjà équipé de ces ailes géantes. Aucun retard n'a été enregistré dans ses mouvements, et il s'est bien comporté par des vents de force 8 et 9.

La société prévoit de procéder à une étude exhaustive du nouveau porte-conteneurs et travaille actuellement à divers modèles avec un chantier naval et une université néerlandais. Elle est également en pourparlers avec un armateur des Pays-Bas.

La vitesse du nouveau navire sera de 20 nœuds. Les deux ailes devraient permettre, selon le constructeur, de réduire la consommation de carburant de 15 % à 20 %, soit quelque 5 000 tonnes de fuel pour une année d'utilisation normale de deux cent quatre-vingts jours.

La société Walker étudie actuellement des modèles d'ailes destinées aux petits cargos, aux pétroliers et aux navires frigorifiques.

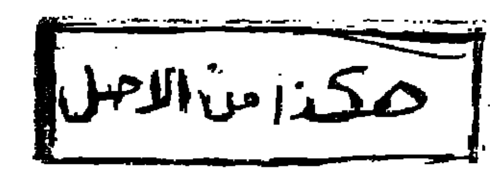
Nancy et la recherche

A Nancy, le Centre d'énergétique et de génie des procédés (CEGEP) vient d'être installé dans l'ancienne école de brasserie.

La vocation du CEGEP est de développer des activités nouvelles ou nécessitant des équipements spéciaux. Il dispose, en particulier, de halles d'essais permettant l'implantation d'expérimentations plus lourdes ou de modules de démonstrations et de petits pilotes.

Parmi les premiers projets de recherche, on peut citer : les procédés biotechnologiques, avec la culture de cellules animales ; les procédés électroniques ; le stockage et la revalorisation de l'énergie par des pompes à chaleur chimiques ; la pyrolyse du charbon ; les réacteurs catalytiques ; l'automatisation des réacteurs chimiques ; les réacteurs gaz-liquide-solide ; le séchage du bois à haute température.

Le CEGEP abrite, en outre, le centre PROGEPI (Promotion du génie des procédés dans l'industrie), qui réalise le transfert et l'application des méthodes scientifiques d'analyse des procédés dans le tissu industriel sous forme de contrats de recherche et de conseil.



SECTEURS DE POINTE



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTROLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger.
Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité.
Son constant développement l'amène à étoffer ses équipes et à recruter

Jeune Ingénieur INSA, UTC, ENI...

Après une solide formation à nos matériels et techniques, votre mission sera double :

- responsable opérationnel sur site nucléaire vous encadrerez une équipe de 45 personnes (techniciens et ouvriers qualifiés) chargée de réaliser des tâches spécifiques liées aux contrôles, par courants de Foucault, des générateurs de vapeur des centrales.
- Ingénieur développement sur base, vous devrez concevoir et améliorer des procédés en constante évolution faisant appel, non seulement à la mécanique mais également à l'instrumentation, l'informatique, la robotique...

Agé de 25 ans minimum, vous êtes généraliste mais la MECANIQUE est votre point fort et votre pratique de la langue anglaise est quasi parfaite.

Une première expérience acquise en BE ou sur un chantier d'une industrie de pointe, des connaissances en espagnol sont des atouts supplémentaires. Les postes sont basés à Rungis mais comportent 50% de déplacements en France comme à l'étranger. Réf. 3102/M

Ingénieurs Electroniciens Développement

Au sein de la cellule fabrication, vous êtes chargés, pour les applications en contrôle non destructif :

. de l'étude et du développement des matériels électroniques,
. de l'évolution des équipements existants,
. de la supervision de la fabrication d'équipements standards,
. de l'assistance technique à la cellule maintenance.

Diplômés d'une école d'ingénieurs et spécialisés en électronique, vous avez acquis une expérience de quelques années en bureau d'études et possédez de bonnes connaissances en analogique, microprocesseurs, électronique de puissance, commande moteur. Ces postes sont basés à Rungis mais comportent des déplacements, en France comme à l'étranger (20% du temps). La connaissance de l'anglais est un atout. Une formation à nos techniques de pointe est assurée. Réf. 3103/M

Merci d'adresser lettre manus., CV détaillé et rémunération actuelle en précisant la référence du poste choisi à Claudine FERRY-CLEMENT - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX



MEMBRE DE SYNTEC

CURRICULUM

LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
SMITH KLINE &FRENCH

attaché scientifique H/F

POSTE :
- Assister nos médecins dans l'organisation et le suivi des essais thérapeutiques, depuis la rédaction du protocole jusqu'au rapport final.
- Basé à Paris, il implique des déplacements fréquents de courte durée en province.

PROFIL :
- Formation scientifique sanctionnée par un diplôme 3ème cycle (biologie, physiologie ou pharmacologie).
- Connaissances indispensables en statistiques médicales et aptitudes en informatique.
- Anglais nécessaire.
- Qualités d'organisation et de méthode.
- Goût et sens des contacts.
- Disponibilité pour déplacements brefs et fréquents.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et desiderata
Direction du Personnel (Réf. F)
12, Place de la Défense
92090 PARIS LA DEFENSE Cedex 26
Réponse et discrétion assurées.



NCR Informatique :

excellence des compétences, efficacité des discours, performance du service.
4ème constructeur informatique mondial, nous offrons la gamme de produits la plus large du marché (du mini au gros système) et des produits de pointe dans les domaines de l'Informatique de Gestion.

Devenez Ingénieurs Systèmes

De formation supérieure Ecole d'Ingénieurs, Universités, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 3 ans des systèmes.
Dans le but de faire bénéficier nos clients des dernières améliorations techniques, de répondre à leurs besoins dans la résolution de problèmes spécifiques à l'utilisation du matériel et des logiciels associés, vous intervenez pour les informer, les conseiller, les former et leur assurer une assistance efficace.
Doté de bonnes compétences techniques, vous êtes avant tout un homme de synthèse : vous savez écouter, dialoguer et diagnostiquer.
NCR développe vos compétences techniques par une formation permanente aux nouvelles technologies.
Si comme nous, vous croyez aux vertus d'une qualité et d'un service supérieurs, si vous parlez l'anglais couramment, adressez votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 4931/M, à Francis ETIENNE, NCR France, Tour Neptune, 20 Place de Seine, Cédex 20, 92086 Paris-La Défense.

média-system

NCR





Notre groupe de renommée internationale dans le domaine de l'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE entre dans une nouvelle phase d'expansion après la fusion Reichert-Jung.
Nous recherchons pour notre filiale française (CA : 100 MF) :

4 Ingénieurs de maintenance département microlithographie

Réf. 46.1411

VOUS : avez une formation d'ingénieur électronicien, de bonnes connaissances en mécanique et informatique, 3 à 4 ans d'expérience en laboratoire de recherche ou S.A.V. Vous assurerez l'assistance client sur le site : installation, formation, maintenance, support technique. Contacts à très hauts niveaux. L'ANGLAIS est impératif.
3 postes situés en REGION PARISIENNE.
1 poste situé à GRENOBLE.

2 Techniciens supérieurs SAV département analyse d'image

Réf. 46.1412

2 Techniciens supérieurs SAV département microscopie à balayage

Réf. 46.1413

VOUS : êtes titulaire d'un DUT/BTS électronique, 3 à 4 ans d'expérience SAV en instrumentation scientifique, le goût des contacts (nombreux déplacements) et une bonne connaissance de l'ANGLAIS.
3 postes basés en REGION PARISIENNE.
1 poste basé à LYON.

1 Product manager

Réf. 46.1414

VOUS : avez quelques années d'expérience dans la vente d'équipements sophistiqués auprès de l'industrie du semi-conducteur. Une solide formation d'ingénieur (physicien de préférence), le sens de la négociation à haut niveau. Vous aimez les déplacements (30%) et êtes bilingue ANGLAIS.
Poste basé en REGION PARISIENNE.

1 Ingénieur d'application département analyse d'image

Réf. 46.1415

1 Ingénieur d'application département microscopie à balayage

Réf. 46.1416

VOUS : avez une formation BTS, type méthodes physiques d'analyse, quelques années d'expérience. Vous assurerez le back-up client-ingénieur commercial (animation salles de démonstration). Connaissances SOFTWARE indispensables ainsi que l'ANGLAIS.

NOUS VOUS OFFRONS POUR TOUS CES POSTES :
- Une possibilité de développement personnel au sein d'un groupe à la POINTE DE LA TECHNOLOGIE.
- Une FORMATION à la maison mère en GRANDE BRETAGNE.
- Des conditions de travail motivantes (fixe + voiture de fonction + frais...).

Intéressés par l'une de ces OPPORTUNITES ! Rencontrons-nous : adressez vos C.V. + photo + rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 Paris, en précisant bien pour chaque poste la référence sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Groupe industriel et commercial français
Premier producteur européen
Second rang mondial
souhaite recruter de jeunes

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES

intéressés par la

GESTION ADMINISTRATIVE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

de filiales commerciales et industrielles

Une première expérience est souhaitable : au niveau d'un cabinet d'expertise comptable, ou de responsabilités opérationnelles dans les services comptables d'une grande entreprise, ou encore dans l'audit comptable.

Cette offre s'adresse à de jeunes et fortes personnalités capables d'affirmer :

- à la fois leur rigueur d'hommes d'étude et leur pragmatisme d'hommes d'action,
- leur sens de l'animation et leur goût du travail en équipe.

Elle permet de développer une carrière variée et attrayante dans le Groupe, en France et à l'étranger.

Toutes les candidatures retenues seront étudiées au cours d'entretiens particuliers et la plus grande discrétion est assurée.

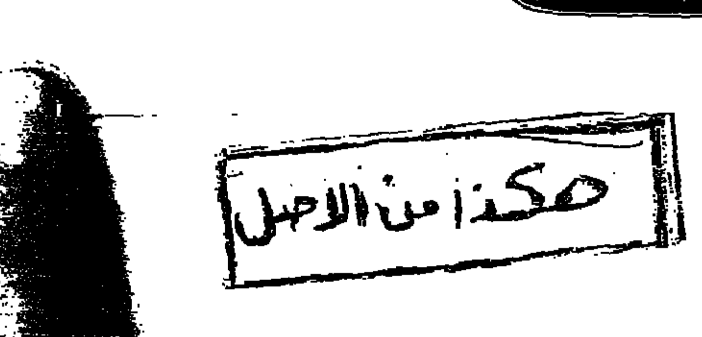
Ecrire à INTERMÉDIA - n° 618 B
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS PROJET

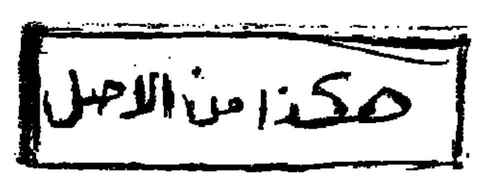
Nos activités sont en forte croissance et nos techniques à la mesure de cette expansion.
Nous souhaitons renforcer notre Direction Informatique en accueillant des diplômé(e)s de l'enseignement supérieur, ayant 1 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion, destiné(e)s à terme, à devenir chefs de projet.
Vous êtes à la recherche de projets motivants et d'envergure ;
vous voulez être apprécié(e)s pour vos compétences et réalisations ;
vous souhaitez développer votre professionnalisme :
venez discuter de ces opportunités au Crédit Agricole.
Adressez-nous votre lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous référence EDT 09.44, à CNCA, Service Gestion des Personnes, 12 boulevard des Chênes, Saint-Quentin en Yvelines, 78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

média-system



SECTEURS DE POINTE



SECTEURS DE POINTE



3 OPPORTUNITES CHEZ UN LEADER...

Leader : une image à laquelle nous sommes habitués. Hier pionniers des télécommunications et des transmissions, nous sommes aujourd'hui le spécialiste reconnu de l'informatique des réseaux. Un succès que nous devons notamment à la créativité de nos ingénieurs.
Nous recherchons aujourd'hui un

CHEF DE PROJET

Vous « coffez » des projets relatifs aux développements de logiciels et matériels sur micro-ordinateur, gardant à l'esprit des impératifs de qualité, délais et coûts dans le cadre de leur commercialisation : un champ d'action suffisamment vaste pour faire valoir vos qualités de gestionnaire (administratif, technique), de meneur d'hommes et de négociateur. Vous avez sûrement le profil requis puisque Ingénieur diplômé, vous développez depuis plusieurs années des projets chez un constructeur ou une SSII. Vous connaissez bien l'environnement IBM et avez l'expérience des moniteurs de télétraitement CICS, IMS.
Anglais courant indispensable. Réf.RDCP

INGENIEUR SUPPORT ET DEVELOPPEMENT

Expert et conseil auprès du support client, vous intervenez sur les logiciels que nous avons conçus et commercialisés (corrections, mises à jour, développements). De formation supérieure de préférence, vous êtes reconnu, depuis au moins 4 ans, comme véritable spécialiste du support logiciels. Cette pratique vous a fait connaître les langages assembleur, peut-être C et l'environnement IBM. A 30 ans environ, vous souhaitez élargir votre expérience, vous disposez de bonnes aptitudes relationnelles, des qualités de méthode, de rigueur. Réf. RDSD

INGENIEUR SUPPORT CLIENTS

Là vous intervenez surtout en après-vente. vous assistez efficacement la clientèle sur nos produits réseaux. Vos connaissances de l'environnement IBM, de MVS ou DOS, si possible de CICS ou IMS font de vous un homme de diagnostic de premier plan. 2/3 ans d'expérience en SSII ou chez un constructeur dans de pareilles fonctions feraient de vous le candidat idéal. Mais nous étudierons avec attention la candidature d'un débutant à fort potentiel, formé dans une bonne Ecole d'Ingénieurs (option informatique). Réf. SCIS

Adressez votre candidature complète sous référence correspondante à Jean Richet, ITT Data Systems France, Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine, 75755 PARIS Cédex 15.

ITT Data Systems ITT

DESSEIN

Jeune Ingénieur

Seita

AM ou équivalent

Vous aimez les responsabilités, le travail sur le terrain, en usine. Vous vous intéressez à la maintenance. Vous voulez créer, animer.

Leader du marché du tabac, SEITA (8 000 personnes) vous offre dans une ville de province cette opportunité. Vous vous formerez à nos activités, à nos équipements (machines à cadence rapide, intégrant des automatismes très poussés). Très vite, vous aurez un rôle moteur dans l'encadrement.

Une première expérience est un atout.

La taille de l'entreprise permet une évolution de carrière intéressante et diversifiée.

Ecrivez à notre Conseil. Philippe Vinchon vous remercie de lui adresser CV avec photo sous réf. B 3164



65 Avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg -

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

DEFENSE TRANSPORT TELECOMMUNICATIONS

Nous réalisons des systèmes complexes de haute fiabilité et de haute sécurité et également des produits d'informatique spécialisée. Pour nos activités : contrôle commande ferroviaire, péage autoroutier, armes et systèmes d'armes, conduites de tir, téléphonie spécialisée, réseaux, terminaux, nous recherchons des

INGENIEURS HAUT NIVEAU INFORMATICIENS

- **CONFIRMES CHEFS DE PROJET SYSTEME** réf. M901 CP
Responsabilité d'un projet industriel sur le plan technique, commercial et financier.
- **CONFIRMES DEVELOPPEMENT LOGICIEL** réf. M901 LC
Responsabilité complète du logiciel d'un projet avec animation d'une petite équipe d'ingénieurs.
- **DEBUTANTS LOGICIEL TEMPS REEL OU SYSTEME** réf. M901 LD
Issus de Grandes Ecoles, option informatique ou automatique.



Lieu de travail ESSONNE : ORSAY ou PALAISEAU

Merci d'adresser votre candidature (C.V., prétentions) en précisant la référence du type de fonction et les secteurs d'activité envisageables à COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - D.R.H. - 17, Place Etienne Pernet 75015 Paris.

HAUTE FIABILITE HAUTE SECURITE

VOTRE POTENTIEL AU SERVICE DE LA SANTÉ.

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70% de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes.
Pour conforter son développement, la Direction Technique et Scientifique intègre des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

DE FORMATION GRANDE ÉCOLE, ENSI, (EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE)

Dans un environnement d'électronique de pointe :
- 68020, UNIX, ETHERNET, XAO,
- Processeurs de traitement d'images,
- Processeurs vectoriels.

Il aura pour missions :
- la coordination des actions, d'évaluations et de recherches,
- la réalisation de prototypes d'ensembles informatiques spécialisés.

Notre formation vous apportera la maîtrise des plus récentes techniques digitales et informatiques.
(Réf. A/BER/M)

DE FORMATION GRANDE ÉCOLE (ESE, ENST...)

Dans un environnement de haute technologie :
- Conception assistée par ordinateur (MENTOR),
- Gate array,
- Composants montés en surface.

Il aura pour missions l'étude et la réalisation de :
- processeurs de visualisation numérique,
- processeurs de traitement de signal.

(Réf. B/BER/M)

La vocation internationale de ces postes rend l'anglais indispensable.

Ces postes seront basés à BUC (78, près de Versailles) dès la mi-novembre 86 (dans le cadre d'un regroupement des activités Études et Développement de THOMSON-CGR).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Françoise LEMAIRE - THOMSON-CGR - 48, rue Camille-Desmoulins - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON CGR

HAVAS CONTACT

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en demeurant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs • possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 109 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

BENSON, leader international dans le domaine de l'informatique graphique est une société française dynamique et filiale du Groupe SCHLUMBERGER (Division Systèmes Assistés par Ordinateurs).
Nous concevons, produisons et commercialisons dans le monde entier une gamme complète de périphériques graphiques, traceurs, digitaliseurs, contrôleurs graphiques.
Notre Direction des Etudes en Europe, basée à Créteil, recherche

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS EXPERIMENTES
SUPELEC, ENSERG, Grandes Ecoles d'Ingénieurs

Responsable Industrialisation Electronique.
Votre mission,
- assurer l'interface Direction des Etudes / Production pour tout le domaine électronique dans la phase d'industrialisation des nouveaux produits,
- définir et réaliser les dossiers de fabrication des sous-ensembles électroniques, en conformité avec les objectifs de prix de revient,
- garantir la maintenance de ces dossiers,
- assumer la gestion des travaux de sous-traitance.

(Réf. RIE.)

Ingénieur d'Etudes.
Votre mission,
- assurer, dans le cadre de l'activité Systèmes, la conception et l'intégration des sous-ensembles électroniques dans notre nouvelle gamme de contrôleurs,
- garantir leur qualification par rapport aux normes internationales,
- être responsable de la validité des choix en terme de prix et de faisabilité industrielle.

(Réf. IE.)

Ces deux postes sont ouverts à des ingénieurs de très haut niveau, forts d'une expérience comparable et réussie de 3 à 5 ans dans l'industrie.
Le développement de carrière vous est offert dans le Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.
Si la perspective de travailler sur des projets neufs et de haute qualité technologique, à l'aide de systèmes de conception évolués CAO/IAO, vous séduit, nous vous remercions d'adresser rapidement CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la Réf. qui vous intéresse), à la Direction du Personnel
BENSON - Schlumberger - 1 rue Jean Lemoine - BP 113 - 94003 Créteil Cedex.

BENSON Schlumberger



1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX A ECRAN
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MEMOIRES A BULLES MAGNETIQUES
recherche pour ses
Centres d'Etudes et de Développement de la région parisienne
(proche banlieue Nord-Ouest)

Ingénieurs Système
Ingénieurs Electroniciens
Ingénieurs Automaticiens

Grandes écoles (X, TELECOM, SUPAERO, SUPELEC, INPG, ARTS ET METIERS, ENSEA...)

Débutants ou expérimentés pour études : systèmes AVIONIQUES, OPTRONIQUES et TELEMATIQUES.

Ingénieurs Informaticiens

Grandes écoles (ESE, ENSIMAG...)

Maîtrise Informatique

Débutants ou confirmés pour postes au sein d'équipes "Logiciel de base" dans des contextes **systèmes UNIX, VMS, langage PASCAL, C, LTR 3...**

Tous ces postes sont à pourvoir rapidement.
Rejoignez une équipe dynamique et en pleine expansion en adressant CV manuscrit et photo à
SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, avenue d'Iena - 75783 PARIS CEDEX 16.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

SECTEURS DE POINTE

UN AVENIR DE QUALITÉ...

Au sein de nos 2 usines, 1400 personnes unissent leurs efforts pour conforter notre position sur le plan international.
Leader européen dans le domaine des condensateurs,
L.C.C. filiale de THOMSON-COMPOSANTS, veut aller encore plus loin.
A ce titre, l'optimisation de la qualité de nos produits est l'un de nos challenges quotidiens. Nous proposons à 2 Ingénieurs de rejoindre notre Directeur Qualité et d'assurer les fonctions de

CHEF DE SECTION MÉTHODES QUALITÉ

Réf. A91160/LM

Votre mission :
- mise en place et suivi des procédures qualité et des cahiers des charges produits,
- sensibilisation et formation aux méthodes statistiques de la qualité (animation des cercles de qualité, audit interne et externe),
- optimisation des coûts qualité,
- assurance qualité des matières premières,
- saisie informatique des données de qualité et de fiabilité.

Vous intervenez auprès de tous les services internes ainsi qu'auprès des fournisseurs.

CHEF DE SECTION CONTRÔLE QUALITÉ

Réf. B91160/LM

Votre mission :
- mise en place et suivi du contrôle intégré sur les chaînes de production,
- analyse des dérivés, initiation des actions correctives et suivi de leur mise en application,
- optimisation du contrôle en instaurant un système de prévention et de correction,
- amélioration de la capabilité et suivi de la stabilité des procédés de réalisation des produits.

Vous agissez auprès de tous les services internes ainsi qu'auprès des clients.

De formation grande école, vous maîtrisez l'anglais.
Vos qualités de rigueur et de synthèse, alliées à un sens aigu des relations humaines font de vous l'homme de la situation.
Vos connaissances informatiques sont un atout supplémentaire.
De réelles perspectives d'évolution vous seront offertes au sein de notre société ou du groupe.

Si notre challenge vous intéresse,
merci d'adresser votre dossier de candidature
(lettre, C.V., photo) sous la référence du poste choisi à :
Jean-Claude LELEU, Direction du Personnel – THOMSON-LCC –
6, avenue du Colonel-Prat, 21850 Saint-Apollinaire.



HAVAS CONTACT

AUTOMATISMES
VALENCE (DROME)

Importante filiale d'un grand groupe français, nous concevons et réalisons de grands systèmes automatiques, des machines et des produits pour l'industrie et les administrations. Notre usine de Valence (650 personnes) est spécialisée dans les systèmes de codages et de tri de courrier et dans les machines spéciales. Elle a deux postes de jeunes ingénieurs à pourvoir.

INGENIEUR D'ETUDES CONFIRME

Il est rattaché au responsable d'un groupe d'Etudes (1 ingénieur et 8 techniciens) qui est chargé des études d'automatismes pour machines spéciales et d'études diverses d'électrotechnique pour les systèmes de tri du courrier. Il sera responsable de la conduite d'études d'automatismes (machines de remplissage automatique, machines de palettisation) et animera une petite équipe (2 à 4 techniciens). La réussite dans ce poste implique d'être ingénieur, d'avoir une formation polyvalente (génie électrique, mécanique, automatismes...) et une première expérience de 2/3 ans comme ingénieur d'études.
Réf. 106 H

INGENIEUR D'ESSAIS

Le Service Essais (12 ingénieurs et techniciens) se consacre essentiellement aux essais des machines automatiques de codage et de tri de courrier pour les P.T.T. et l'exportation. Rattaché au Chef de Service, cet ingénieur prendra la responsabilité d'essais de prototypes, de faisabilité, caractérisera des composants ou des sous-ensembles et participera à la conception des matériels.
De formation polyvalente (électronique, mécanique, électricité, automatismes), il a une première courte expérience (stages significatifs ou 1 à 2 ans dans un service Etudes).
Réf. 106 G

Les postes sont à pourvoir à Valence (Drôme) et les perspectives d'évolution peuvent être très variées et motivantes.
Merci d'adresser lettre man., CV, photo et rémunération souhaitée sous la référence choisie à HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN

INGENIEUR ELECTRICIEN-ELECTRONICIEN

A 35 ans environ, de formation Ingénieur Grande Ecole (de type ENSIEG...), vous avez déjà fait vos preuves. Aujourd'hui, vous cherchez l'entreprise capable de vous offrir des opportunités à la mesure de vos ambitions et de votre potentiel.
Groupe Industriel et Français, comptant plusieurs usines en France et aux USA, nous vous proposons dans un premier temps d'intégrer comme CHEF DU SERVICE ENTRETIEN l'une de nos unités (Industrie lourde).
Elle est equipée d'un matériel technologique très performant qui exige d'excellentes connaissances en • électricité • électronique • automatismes.
Il ne tiendra qu'à vous, dans un deuxiéme temps d'accéder, au niveau du Groupe, à de plus hautes responsabilites, à des fonctions plus « pointues ».
Si vous êtes mobile, prêt à relever le challenge, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo exigée et prétentions en précisant la réf. 4275/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

CHEF DU SERVICE MAINTENANCE

AM, HEI, IDN, ENSI ou équivalent

REGION NIMES-MONTPELLIER

L'Etablissement de production de notre Division Agriculture (leader en France sur le marché des produits phytosanitaires) emploie environ 250 personnes à Aigues-Vives près de Montpellier.

Ce cadre, rattaché au Directeur de l'Etablissement, aura non seulement à diriger, animer, former l'équipe (20 personnes) chargée de maintenir les installations actuelles en bon état de fonctionnement,
mais également à «repenser» la fonction maintenance au sein de l'unité en y intégrant l'outil informatique.
Il participera également à la conception, la mise au point et l'évolution des installations.

L'ingénieur recherché a une expérience industrielle polyvalente de 7 à 10 ans (mécanique, électricité, électronique, pneumatique, informatique industrielle).
A la fois homme de terrain, concepteur et organisateur, il a une expérience réussie de l'encadrement et possède un réel potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, c.v. et photo) sous réf. 3040 à Madame C. Monteil, CIBA-GEIGY,
2 rue Lionel Terray 92506 Rueil Malmaison Cedex.

CIBA-GEIGY

AXIAL Publicité

Jeune Ingénieur Système

CAO - DAO

Paris. Le bureau informatique d'une grosse société industrielle assure la coordination des services informatiques de ses différents établissements industriels. Il a pour mission la définition de la politique informatique en matière de gestion et de techniques avancées. Il recherche à cette fin un ingénieur système.

Il aura la responsabilité de l'évaluation des besoins en matériels et logiciels de ces établissements pour leur équipement en systèmes CAO - DAO et en réseaux d'interconnexion de systèmes hétérogènes. Pendant la première année de nombreux déplacements sur les sites en province sont à prévoir (50% du temps).

Le candidat, diplômé d'une école d'ingénieurs, a une expérience informatique de trois à cinq ans en matière de CAO - DAO, de réseaux et de bases de données. Le poste requiert une bonne capacité d'animation de groupe de travail et des qualités de synthèse et de rédaction.

Merci d'adresser votre C.V. avec une courte lettre manus. et photo sous la réf. L057/M à H. Bouët, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès MONTROUGE CEDEX.

SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Génie logiciel

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de Conseil et d'ingénierie informatique (2.800 personnes). Notre DEPARTEMENT TECHNIQUES AVANCÉES recherche des ingénieurs de haut niveau, débutants ou confirmés, diplômés d'une grande école, option informatique ou titulaires d'un DEA informatique.

Vous avez une formation ou une première expérience en Génie Logiciel et vous possédez une connaissance approfondies des concepts de LISP, C et UNIX. Réf. 10740/M

Vous maîtrisez les concepts et la méthodologie ADA. Réf. 10741/M

Nous vous offrons des opportunités dans la conception et la réalisation d'outils logiciels, pouvant évoluer vers des missions de Conseil.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à Elisabeth PICARD, Service Recrutement, SEMA-METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA-METRA

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable d'études informatiques

Paris. Un très grand groupe financier recherche un responsable d'études pour sa filiale informatique.

Dépendant du Responsable du Secteur **Assurances**, il prendra en charge la réalisation et le développement des applications concernant les assurances en couverture de prêts et coordonnera les travaux d'autres équipes projets. Il encadrera directement une équipe d'une dizaine d'analystes et de programmeurs. Il sera le conseiller et l'interlocuteur permanent des utilisateurs.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, a une formation supérieure (école d'ingénieurs ou de gestion), une expérience informatique minimum de six ans dont deux ou trois comme chef de projet. La connaissance des systèmes de gestion de bases de données est indispensable; celle de l'environnement Bull GCOS/8/DM4 est souhaitée. Le poste requiert une personnalité de haut niveau ayant un esprit de synthèse et des qualités relationnelles. Réelles perspectives d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à H. BOUET sous référence L053/M SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC





Pour TOULOUSE
Leader dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS SPATIALES
recherche des

INGENIEURS ANTENNE
(GRANDES ECOLES OU UNIVERSITE)

INGENIEUR CONCEPTION

En liaison avec les mécaniciens, chargé de la conception, de l'étude et de la mise au point radio-électrique de système d'antennes de satellite. D'un esprit ouvert, le candidat justifiera d'une bonne connaissance de l'état de l'art en France et à l'étranger. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

INGENIEUR PROPOSITION

Chargé d'élaborer des propositions techniques de systèmes d'antennes dans le cadre de réponse à appel d'offres internationaux pour des satellites. Une expérience de 3 ans minimum dans le domaine des antennes est exigée ainsi que de réelles capacités de travail en équipe sont demandées. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des missions de courte et moyenne durée en France et à l'étranger sont à prévoir.

INGENIEUR ETUDE

Chargé dans le cadre de contrat d'études, de la mise au point de méthodes nouvelles de prédictions radio-fréquences d'éléments ou de systèmes d'antennes ainsi que du développement de nouveaux concepts et de nouvelles technologies. Le candidat justifiera d'une bonne connaissance dans le domaine des hyperfréquences. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photographie) à ALCATEL-ESPACE - Service Emploi -
26, av. J.F. Champollion, BP 1187, 31037 TOULOUSE Cedex.

AXIAL Publicité







Le département avionique spatiale développe ses activités en équipements électroniques embarqués sur satellites et crée plusieurs postes de : (H/F)

Ingénieurs de Synthèse
Chefs de Projets
en Electronique de Puissance
en Architecture Electrique

Votre mission est :

Prospective : vous donnez les nouvelles orientations techniques et vous définissez une véritable stratégie du développement d'activité en anticipant sur les besoins du marché (pré-études - réponses aux appels d'offres - etc...).

Opérationnelle : en véritable chef de projet, vous coordonnez les activités de l'équipe jusqu'à la recette finale des systèmes.

Ingénieur Grandes Ecoles (ESE - ECP - ENSI...), vous apportez votre compétence en électronique de puissance ou en systèmes électroniques embarqués.

Ingénieur confirmé, vous avez une expérience réussie de la gestion d'affaires et de l'animation de projets. Vous avez le goût de l'innovation, vous recherchez l'efficacité et vous encouragez la créativité en développant un climat participatif de travail en équipe. Vous avez le souci de l'image de marque et du rayonnement extérieur de votre équipe.

Anglais courant.

Poste situé en Banlieue Sud-Ouest.

Merci de nous adresser votre CV, en précisant la référence NK 1375 à Nicole KAMERZAC - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres — Centre de MONTIGNY — 3 avenue du Centre — 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE RECHERCHE ET
DE RECHERCHE/DEVELOPPEMENT
(située à Rueil (92)
recrute actuellement

Ingénieur Haut niveau
Réf. A

Débutant ou quelques années d'expérience, disposant d'une solide formation de base (Grandes Ecoles : Mines, Centrale, Physique - Chimie de Paris ou équivalent, pour effectuer travaux de recherche dans le domaine des procédés industriels de séparation et du traitement de gaz.

Ingénieur Thèse souhaitée
Réf. B

(Grande Ecole de chimie) pour effectuer des études sur le comportement des matériaux et sur la modélisation de réactions sous pression.

Adressez dossier de candidature à CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS - qui transmettra ; en précisant la réf. choisie.

CONTESSE



PRIMAGAZ

Ingénieur énergie, vous connaissez la mécanique hydraulique ou la thermodynamique.

Agé d'environ 30 ans et grâce à votre formation **AM, ENSI, INSA,** vous avez déjà réussi votre première expérience en milieu industriel et vous connaissez donc les différentes utilisations des produits énergétiques.

Le poste que nous vous proposons, dans un secteur où la concurrence est importante, nécessite de mettre au point les procédés les mieux adaptés à nos besoins afin de convaincre nos forces de ventes régionales des techniques nouvelles en leur apportant votre assistance sur le terrain.

Ce poste tremplin, basé à Paris, permettra à votre potentiel de s'épanouir et de pouvoir prendre en charge la gestion de la connaissance technique de notre société.

Quant à votre salaire, nous en parlerons ensemble.

Merci d'adresser lettre, CV, photo à André Clérissiot **PRIMAGAZ** Direction du Personnel 64, avenue Hoche 75008 PARIS.

RSCG CARRIERES

Nous recherchons pour l'activité **ÉTUDES BÂTIMENT** de l'un des premiers groupes industriels français, un

INGÉNIEUR ÉTUDES BÂTIMENT

Diplômé Grande École (ENPC, Centrale, Arts et Métiers, ETP) et diplômé du **CHEBAP,** vous avez acquis une expérience professionnelle **d'environ 3 ans.**

En relation avec les opérationnels et certains maîtres d'oeuvre vous prendrez en charge, au sein de la Direction spécialisée, les études d'avant-projets et d'exécution (gros œuvre et synthèse des corps d'Etat).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Paris-Ouest.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence HA 288/LM par

edc 20, rue de l'Église 92200 NEUILLY

HAVAS CONTACT



USSI INGENIERIE



SOCIETE SPECIALISEE DANS LA CONCEPTION ET LA REALISATION DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS DE TECHNOLOGIE AVANCEE RECHERCHE :

DIRECTION COMMERCIALE

INGENIEURS COMMERCIAUX

Basés à Bagneux (92) avec déplacements en France et à l'étranger.
Vous aurez à prospecter la clientèle dans des secteurs déterminés : à préparer et à effectuer le suivi commercial des propositions. Responsable de l'action commerciale et de la tenue des objectifs planifiés.
De formation Grande Ecole d'Ingénieurs Généralistes, vous avez une solide expérience (8 à 10 ans) dans le domaine commercial et dans l'ingénierie.
Une connaissance de la préparation des contrats à l'exportation (plan de financement - Coface - Banque Mondiale...) est souhaitée. Réf. 86.04.26

DIRECTION OPERATIONNELLE DES AFFAIRES

INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Ils seront chargés de coordonner les études de projets importants d'installations industrielles dans le domaine nucléaire ou génie chimique.
Ils assureront le suivi de réalisation sous tous ses aspects (techniques, coûts, délais...).
Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs Généralistes, les candidats auront une expérience pratique de la fonction ou auront eu une responsabilité importante d'étude d'installations dans une société d'ingénierie.
La pratique de l'anglais comme langue de travail est indispensable. Une expérience de projets en association en France et à l'étranger serait appréciée. Réf. 86.27

DIVISION ELECTRICITE-CONTROLE

CONCEPTEURS DE SYSTEMES INFORMATIQUES

Chargés de la conception et de la réalisation de systèmes informatiques de conduite de processus continus et discontinus.
Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs, option informatique industrielle (SUPELEC, IEG ou équivalent).
Ces postes pourront se situer en France ou à l'étranger.Réf.
Réf. 86.28.33

DIVISION PROCEDES FONCTIONNEMENT

ETUDES DE PROCEDES ET DE SURETE EN GENIE CHIMIQUE ET/OU NUCLEAIRE

Vous participerez à l'industrialisation de procédés dans le domaine du génie Chimique et Nucléaire.
Débutants, vous êtes issus d'une Grande Ecole d'Ingénieurs Généralistes ou d'une Ecole d'Ingénieurs en Génie Chimique. ENSI, IGC, UTC (Compiègne), Masters ou PHD d'une université Anglo-saxone très appréciés. Réf. 86.05.29

DIVISION CHAUDRONNERIE MECANIQUE

INGENIEUR MECANICIEN

Ingénieur débutant ou 1ère expérience, le candidat aura la responsabilité de la conception, de l'étude et du suivi de réalisation d'ensembles mécaniques automatisés.
Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieur : Centrale, Arts et Métiers, ENSMM de Besançon. Connaissances en robotique et productique indispensables. Réf.86.18.30

DIVISION GESTION INFORMATISEE-PLANNING

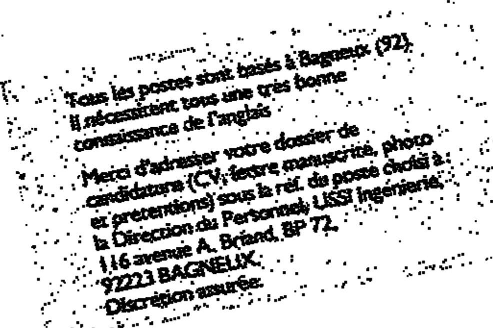
INGENIEUR INFORMATICIEN

Dans le cadre de la mise en oeuvre du plan informatique, il assurera la mise en place de micro-ordinateurs pour les différents utilisateurs et les assistera dans le choix de progiciels et la définition de leurs besoins en formation.
Il contribuera à l'élaboration et au suivi de mise en place de la partie bureautique du plan informatique.
Formation supérieure, de préférence diplômé de Grande Ecole. connaissances indispensables entre autres des réseaux, liaisons ordinateur central et télecommunications.
Très bons contacts humains. Réf. 86.31

DIVISION CHAUDRONNERIE MECANIQUE

RESPONSABLE DE CALCUL DE STRUCTURES

Chargé du calcul et de la réalisation d'équipements de mécanique et de chaudronnerie de haute fiabilité, résistant aux séismes.
De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs (Centrale, A et M, UTC - école doctorale en mécanique et calcul des structures) - vous avez quelques années d'expérience, une bonne connaissance en mécanique et chaudronnerie, et si possible dans les codes de calcul. Réf. 86.10.32



CONTESSE



Crédit d'équipement des PME

Le C.E.P.M.E. équipe les ambitions des entreprises.

Spécialiste du financement des investissements des petites et moyennes entreprises, le Crédit d'Equipement des P.M.E. est présent dans toute la France. 217 000 entreprises ont fait appel à lui pour réaliser leurs ambitions.

Aujourd'hui, dans le cadre de son Plan d'Entreprise, il conduit l'évolution de ses structures, de son organisation et de ses outils informatiques pour accroître ses performances et offrir une qualité de service toujours plus grande à ses clients.
Pour cela, il recherche pour sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique un

Organisateur H.F.

Interlocuteur des Directions du Crédit d'Equipement des P.M.E., ce professionnel de l'organisation étudie, conseille, propose, met en place les réformes qui contribuent à faire progresser la compétitivité de l'entreprise.
Jeune diplômé d'une grande école de Commerce, d'Ingénieurs ou troisième cycle universitaire de gestion, il a une expérience professionnelle de trois à quatre ans, de préférence acquise dans un Cabinet de Conseil en Organisation et dans le secteur de la Finance.
Motivation, créativité, capacité de dialoguer et de convaincre, sens du concret sont les conditions indispensables du succès.

DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. OR 639 à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Entrez dans la Productique

Société leader dans la conception et la réalisation de systèmes d'assemblage automatisés, recherche

ingénieurs d'affaires

VOUS ETES :
● *diplômé d'une Grande Ecole, de préférence de formation Ingénieur mécanicien,* ● *doté d'une solide expérience produits* dans le domaine de l'automatisation des moyens de production, ● à même de dialoguer en confiance avec nos clients et comprendre leurs besoins pour ensuite les traduire à nos techniciens.
Vous pratiquez nécessairement l'ANGLAIS et l'ALLEMAND.

NOUS VOUS PROPOSONS :
● un travail d'équipe motivée par les hautes technologies, ● une entreprise à taille humaine, dans laquelle votre personnalité pourra pleinement s'exprimer, ● une gamme de produits dans un marché porteur, ● de réelles possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.
Les postes sont basés en région parisienne sud.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 2080 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

France Loisirs
LE PLUS GRAND CLUB DE LIVRES

recherche son

RESPONSABLE DE PRODUITS PARRAINAGE H/F

Rattaché au Directeur du Marketing, il contribuera à l'augmentation de notre fichier adhérents et à la fidélisation de notre clientèle.

En effet, il sélectionnera les cadeaux parrainage les plus performants pour notre catalogue (France + filiales Francophones), en s'appuyant sur sa connaissance approfondie du marché français et européen des produits de grande consommation (essentiellement Loisirs et électroménager) et sur une recherche permanente d'informations sur le marché international.

Excellent négociateur, il s'attachera à la qualité de nos produits et de leurs emballages, de même qu'aux délais de livraisons.

Ce poste très complet comprend les prévisions, le suivi administratif des actions, l'analyse constante des résultats, ainsi que les diverses actions de promotion.
Une expérience dans une société de vente par correspondance ainsi que la connaissance de l'anglais et de l'allemand seront des atouts supplémentaires pour ce poste.

Merci d'adresser vos lettres de candidature, C.V. + photo et prétentions à
Danielle LECHARPENTIER - FRANCE LOISIRS
B.P. 6 - 75725 Paris cedex 15.

CONTESSE

Bien débuter en partageant nos succès

SOPRA
- 18 ans de succès, une entreprise majeure.
- Un chiffre d'affaires de 280 MF en 1985 pour 730 personnes.

Recherche pour assurer son développement en 1986

Ingénieurs
en début de carrière option informatique

Après une formation à nos méthodes, vous rejoindrez des équipes de développement sur des projets de pointe dans le domaine de la gestion.

Dans une entreprise dynamique et performante, vous trouverez :
● des perspectives d'évolution intéressantes, ● une ambiance de travail agréable, ● un projet de société motivant.

Adresser CV, photo et prétentions à SOPRA, DRH, 3, rue Lauriston 75116 Paris.

SOPRA.
Ingénierie informatique

ANNE PERRU CONSEIL

---

marconi



LEADER EUROPEEN
DE LA PRODUCTIQUE ELECTRONIQUE,
filiale d'une multinationale (47 usines dans le monde).

Sa filiale française a acquis sa notoriété dans les systèmes de tests et de réparation assistée (50 % du marché français). Elle développe son activité à tout le **XAO** et **LANCE UNE NOUVELLE GAMME** de systèmes CAO-DAO-IAO. L'excellence de ses systèmes nécessite des hommes de qualité :

INGENIEURS XAO

Profil : Ingénieur ou Technicien Supérieur électronicien ayant l'une des expériences suivantes : conception de circuits, support technique ou exploitation.

Ecr. avec C.V. + prét. + enveloppe à v/adresse, s/réf. MI/LM1, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA PA

Groupe français à vocation internationale recrute pour son centre de recherche situé en proche banlieue Ouest de Paris un

Physico-chimiste

Ingénieur chimiste ou docteur en chimie, il sera chargé de créer un laboratoire de physico-chimie orienté vers l'étude de **nouveaux types de formulations cosmétiques.**

Une expérience de 5 ans au moins est indispensable dans l'un des domaines suivants :
- émulsions.
- pigments.
- polymères hydrophiles.
- tensio-actifs.

Cette connaissance pratique peut avoir été obtenue soit dans un laboratoire universitaire, soit dans une entreprise d'un des secteurs suivants :
- cosmétiques.
- pharmacie.
- agro-alimentaire.
- bio-technologie.

Anglais absolument indispensable.

Ecrire avec CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6650, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

La volonté d'entreprendre

- NOTRE ACTIVITE : LE BATIMENT, LE T.P., LE GENIE CIVIL.
- PLUS DE 25 000 PERSONNES.
- UN CA SUPERIEUR A 18,5 MILLIARDS DE F. PREVU POUR 1986.

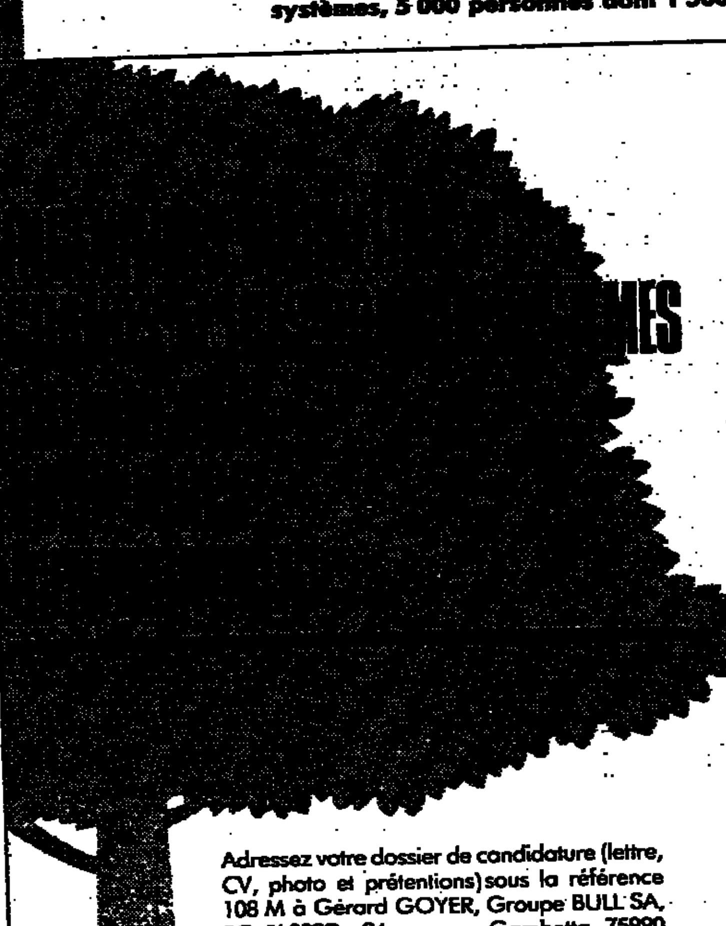
JEUNES INGENIEURS
JEUNES DIPLOMES D'ECOLE DE COMMERCE

VOUS ETES MOTIVES PAR NOTRE SECTEUR D'ACTIVITE.
VOUS INTEGREREZ UN GROUPE QUI VALORISERA VOTRE FORMATION PAR SON SAVOIR-FAIRE, AUPRES DE NOS EQUIPES SUR CHANTIER, EN BUREAU D'ETUDES ET EN SERVICE COMMERCIAL.
VOTRE SENS DE L'AUTONOMIE, VOTRE GOUT DE LA PERFORMANCE, VOTRE MOBILITE, VOUS FERONT EVOLUER VERS DES REALITES D'ENTREPRENEUR.

NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE A SAE EN PRECISANT LE SECTEUR D'AFFECTATION SOUHAITE.

SAE UN GROUPE D'ENTREPRENEURS
Direction du personnel
32 avenue de New-York 75784 Paris cedex 16.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes, 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.



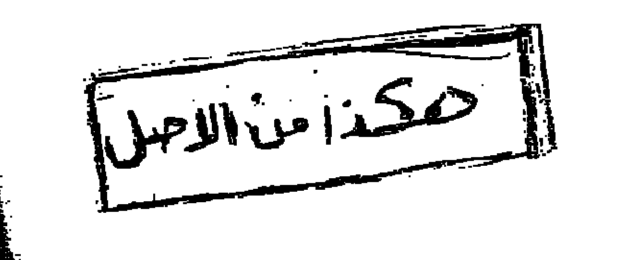
Diplômé de Grande Ecole d'Ingénieur (option informatique) ou d'Ecole de Gestion, débutant ou de préférence bénéficiant d'une première expérience en marketing industriel, rejoignez-nous pour promouvoir les nouveaux produits de la gamme BULL DPS8 et assurer leur développement commercial.

Plusieurs milliers d'unités centrales installées de par le monde constituent le deuxième parc grands systèmes informatiques. Dans ce contexte très ouvert, vous jouerez un rôle de promoteur et de support auprès de nos réseaux dans les actions de vente.

Parler anglais, savoir animer des équipes avec la force d'entraînement nécessaire, bâtir des solutions globales en réponse aux besoins de nos clients feront de vous l'animateur, l'homme d'action que nous attendons.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence 108 M à Gérard GOYER, Groupe BULL SA, PC 1L009D, 94 avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20.

Bull





Importante Société Industrielle leader sur son marché NORD-PAS DE CALAIS

200.000 +

Jeune Ingénieur Chimiste

Sous l'autorité du Responsable du Département Assistance à la clientèle, il sera l'interlocuteur des clients pour répondre à toutes les questions techniques en France, mais également en Europe. Une expérience de quelques années dans l'industrie de la peinture ou des matières plastiques serait un plus.

Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais, la langue moins maîtrisée devra être perfectible très rapidement.

De 30 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences techniques et de ses qualités commerciales.

Ce poste peut également s'adresser à un candidat débutant, une formation lui étant assurée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26011M à **Danièle Chapuis**

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

CURRICULUM

Le Département Systèmes de Simulation de



recherche :

INGENIEURS LOGICIEL

(ENSAE, ESE, ECP, GRENOBLE, IDN, ISEP, etc...)

Débutants ou première expérience.

(Référence A)

An sein d'une équipe logicielle en expansion, ils seront responsables de l'analyse et de la modélisation de systèmes complexes, et de la réalisation de programmes de simulation en temps réel dans le domaine de l'*aéronautique*.
Ces postes évolutifs, qui nécessitent une formation pluridisciplinaire, apporteront à ces ingénieurs des connaissances en aéronautique et une expérience en informatique temps réel.

INGENIEUR LOGICIEL EXPERIMENTE

(Référence B)

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, il a acquis une expérience de 3 à 5 ans sur des calculateurs scientifiques temps réel. Une connaissance d'UNIX serait appréciée.
Dans le cadre du développement de projets logiciels temps réel, il assurera l'interface avec le constructeur et participera à la mise en place d'un atelier logiciel.
Ses qualités humaines et pédagogiques lui permettront d'assister les chefs de projet dans la définition d'architectures logicielles et de former les équipes de réalisation.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Jean-Paul MEUNIER, sous référence, à : SOGITEC - 36, rue de la Belle-Feuille, B.P. 127 - 92106 BOULOGNE.

LEVI-TOURNAY / ABSCOM

-EUCLIDE-

Société de Conseil et d'Etude en Informatique
recherche :

INGENIEURS

Grandes Ecoles (X, Mines, Sup Elec...)

ayant 2 ou 3 années d'expériences et voulant être impliqués dans des projets très enrichissants dans une équipe d'experts de très haut niveau.

Rémunération très attractive.

Envoyer CV à : Société EUCLIDE
15, rue du Fg. Montmartre - 75009 PARIS.

LEVI-TOURNAY / ABSCOM

Nous recherchons pour l'activité **TRAITEMENT D'EAUX INDUSTRIELLES** de l'un des premiers groupes industriels français un

INGÉNIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES

Issu de préférence d'une Grande École d'Ingénieurs, vous avez une expérience minimale de 5 ans dans la réalisation d'unités de traitement d'eaux industrielles (eaux de rejet et eaux de process) : ultrafiltration, techniques membranaires et techniques classiques.
Vous avez la pratique des relations avec les Administrations en matière d'Environnement.

Vous serez responsable de la recherche d'affaires et de l'élaboration du suivi des dossiers techniques et financiers.

Le poste est à pourvoir à Paris-Ouest - Déplacements province fréquents.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence HA 287/LM par :

edc 20, rue de l'Église
92200 NEUILLY

HAVAS CONTACT

Partagez notre slogan :

L'EFFICACITÉ PASSE PAR L'INNOVATION

Vous qui souhaitez développer des projets avec **CONNAISSANCE du PRODUIT DE A à Z.**
Rejoignez une **PMI DYNAMIQUE** leader dans son domaine en instrumentation de mesure (350 personnes, ⅓ du C.A. à l'exportation) qui recherche dans le cadre de **l'EXPANSION** de son **SERVICE ÉTUDES :**
1 INGÉNIEUR pour ÉTUDES LOGICIEL de systèmes temps réel multiprocesseurs.
Expérience exigée en langages *C et Assembleur.*
Connaissances souhaitées sur exécutif temps réel VRTX, HP 9000, HP 64000, assembleur 68000.
Localisation du poste : banlieue est.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions
à PUBLI-INTER N° 33750
89, rue Carnot - BP 180
92305 LEVALLOIS PERRET CEDEX qui transmettra.

S2M

Leader mondial du palier magnétique actif
VERNON (Eure) 80 kms de Paris

- **PRODUIT D'INNOVATION, TECHNOLOGIE DE POINTE**
- **P.M.E. ET MULTINATIONALE (FILIALES AUX U.S.A. ET JAPON)**
- ***ACTIONNAIRES : S.E.P., A.B. S.K.F., SEIKO.***

recherche :

responsable production électronique

pour : • diriger la fabrication électronique, la standardisation, la normalisation des circuits et matériels à partir des schémas définis par les ingénieurs de développement. • Assurer la coordination des conceptions entre les ingénieurs de projet et la fabrication pour industrialiser les électroniques et diminuer les coûts.

ingénieur bureau méthodes électroniques

pour : • tenir la documentation électronique concernant nos équipements, mettre en place un système de C.A.O-D.A.O. électronique et encadrer une petite équipe de dessinateurs et maquettiste électroniques. • Participer à l'industrialisation de nos matériels et aux relations avec l'équipe recherche et développement.
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure type ISEP, ISEN, ayant quelques années d'expérience en ce domaine, et parlant anglais.

ingénieur recherche et développement électromécanicien

pour effectuer des travaux de recherche et développement sur les parties électromécaniques des paliers magnétiques (détecteurs, bobinages, matériaux, protections, paliers de secours, moteurs...).
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure type ENSMA Poitiers, U.T.C. génie mécanique ou équivalent, débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre + C.V. + photo + prétent) en précisant le poste choisi à : Micheline CHRISTOT,
Société de Mécanique Magnétique - Z.I. Vernon/Saint-Marcel. B.P. 2282 - 2, rue des Champs, 27950 Saint-Marcel.

P.R.Bley

---

comia·fao

Assurer notre développement national et international... Doubler rapidement notre chiffre d'affaires... ...ambitieuses perspectives pour un **spécialiste des biens d'équipement industriel.**

Leader reconnu (C.A. 100 MF) sur le marché des installations agro-industrielles automatisées (séchoirs, manutention...), notre croissance et notre diversification nous amènent à créer le poste de

directeur commercial

FRANCE et FILIALES ETRANGERES

Rattaché au P.-D.G., vous appuyant sur des services techniques de haut niveau :
- vous assurerez le développement de nos ventes nationales auprès des organismes stockeurs de créréales, et entreprises agro-*industrielles. A ce titre, vous aurez à animer et encadrer un réseau national d'ingénieurs d'affaires et de chefs de produits.*
- vous prendrez en charge l'avenir de nos filiales anglaise et espagnoles et implanterez d'autres filiales européennes.

Ingénieur de formation, meneur d'hommes, votre expérience confirmée des biens d'équipement et/ou de l'ingénierie, vos qualités de gestionnaire et d'organisateur vous permettront d'être très vite opérationnel.
La pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence F/MO/81 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra. Une discrétion absolue est assurée.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-fourniture et emploie 2 100 personnes. Son C.A. est de 2,4 Milliards de Francs.

GROUPE ROULLIER

Organisation et Publicité

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
BULL TRANSAC conçoit, développe et industrialise les produits bureautiques et serveurs dans le Groupe - 1 700 personnes dont 600 ingénieurs et cadres y participent.



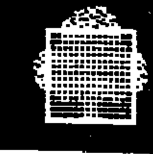
Vous avez une expérience diversifiée, **Vente, Marketing, Technique...**
Vous évoluez sur le marché de l'Informatique et portez intérêt à l'essor des produits de Communication d'Entreprise.
Peut-être avez vous déjà contribué au développement de produits d'impression...
Ou êtes tentés dès aujourd'hui d'aborder ce domaine par ses aspects **Marketing Industriel.**
Nous vous offrons un poste Product Planning *complet, diversifié dans ses actions* ***Marketing et Programme*** à mener pour introduire de nouveaux produits d'impression dans le réseau commercial.
Votre connaissance de l'anglais est un plus apprécié.
Référence AM0209.



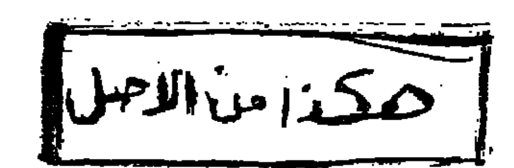
Spécialisé en informatique et en bureautique distribuée, BULL TRANSAC recherche des ingénieurs Support Matériel pour participer au lancement et au support de nos produits pendant tout leur cycle de vie. Ils devront également participer à l'élaboration de notre stratégie de maintenabilité, des plans de maintenance à la mise en œuvre des moyens logistiques adaptés.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens, connaissant les micro-processeurs 16 bits et ayant une première expérience de la maintenance de matériel informatique de grande diffusion. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.
Référence BM 0209

Venez rejoindre un grand de l'informatique. Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence choisie à Michèle CORBINEAU, BULL TRANSAC, 7 rue Ampere, 91343 Massy Cedex





SOURCES



SECTEURS DE POINTE

NOUVEAUX HORIZONS DANS L'AVIONIQUE

Contact-téléphone (1) 42.61.82.81

Le Département **Radars, Contre-Mesures, Missiles** de THOMSON-CSF *conçoit et réalise des équipements électroniques aéroportés hautes performances.*
Notre mot d'ordre : la pointe de l'électronique.
Nous proposons à de **JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS** intéressés par ce challenge et attirés par l'un des domaines suivants de rejoindre nos équipes :

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES

- Circuit et sous-ensembles de traitement numérique du signal. Étude et mise au point de prototypes ;
- Conception et réalisation de circuits intégrés VLSI prédiffusés ou précaractérisés destinés à des ensembles de traitement de signal (CAO VLSI – Compilation du silicium) ;
- Étude des antennes et circuits hyperfréquences.

ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS

- Études théoriques de projets, prospectives, simulations, études de faisabilité ;
- Études de traitement Radar programmé : logiciels embarqués ;
- Définition et intégration de sous-ensembles harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de projets industriels ;
- Définition, mises au point, réalisation d'essais au sol et en vol ;
- Modélisation de calcul scientifique.

A l'issue d'une période de collaboration au sein d'une petite équipe pour l'étude d'un projet, vous vous orienterez très vite vers des fonctions d'Expert ou de Responsable de Projets.

Diplômé grande école (ESE, ENST, SUP'AÉRO, ENSTA, ENSI...), vous êtes stimulé par le travail en groupe et désirez développer vos compétences dans un contexte pluridisciplinaire, dynamique et exigeant.

Merci de joindre notre contact-téléphone au (1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, et de 10 h à 13 h le samedi) ou d'adresser votre dossier de candidature en précisant le domaine qui vous intéresse à Madeleine GUIGUES – THOMSON-CSF – Service du Personnel – 68, avenue Pierre-Brossolette – 92242 MALAKOFF CEDEX.



HAVAS CONTACT

HAUTE TECHNOLOGIE

Rejoignez le leader de l'assemblage automatique

Au sein d'un Grand Groupe industriel européen, nous sommes une unité à **TAILLE HUMAINE** fabriquant et commercialisant des **biens d'équipements** de très haute technicité.
Notre vocation est l'**automatisation des moyens de production.**
Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience.
Nous recherchons :

notre responsable chargé d'affaires

Ingénieur **mécanicien**, il aura quelques années d'expérience dans la pratique de la gestion d'affaires importantes, des problèmes d'industrialisation et de l'analyse de la valeur. Il se verra confier une équipe de techniciens, chargés de gérer des commandes de très haute technologie, assurera la planification des bureaux d'études et le suivi de l'ensemble des prix de revient.

Il serait très apprécié de connaître l'ANGLAIS et l'ALLEMAND.

Ce poste, basé en **REGION SUD DE PARIS**, offre de réelles perspectives d'avenir, aussi bien dans l'entreprise que dans le Groupe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 2078 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

---

metrix PARIS

Une des toutes premières Sociétés de l'Instrumentation de mesure, en pleine expansion et à forte vocation internationale renforce son potentiel commercial et offre une réelle opportunité de carrière pour des

Ingénieurs commerciaux de haut niveau (H ou F)

confirmés ou débutants avec quelques années d'expérience

C'est la croissance, la performance et le dynamisme qui animent notre esprit d'entreprendre. Ce n'est pas par hasard que certains de nos collaborateurs sont devenus les créateurs de leur entreprise.

Nos facultés d'innovation et la qualité de nos produits font que *nous bénéficions d'une excellente image.*

Certes, l'expérience acquise dans la distribution ou l'achat de produits électroniques professionnels nous intéresse en premier lieu, mais la qualité humaine et professionnelle, *le potentiel, l'enthousiasme et la créativité de nos futurs* collaborateurs comptent aussi beaucoup pour nous.

Les candidats retenus se verront confier un secteur de clientèle, y compris les grands comptes, selon leur expérience ou centres d'intérêts partiellement ou entièrement. Ils auront pour mission de développer les affaires, en particulier avec les produits de haute gamme.

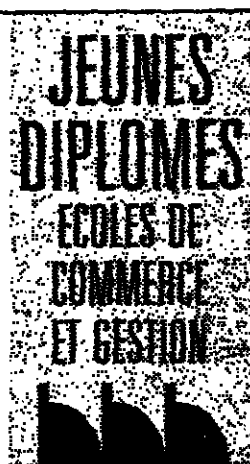
A des candidats exceptionnels, nous offrons une carrière exceptionnelle, vers des fonctions d'ingénieurs d'application, ou de marketing et de management.

La connaissance de l'anglais et/ou l'allemand sera un atout supplémentaire.

En plus d'un environnement dynamique et hautement professionnel au sein de l'équipe, nous offrons voiture de fonction et une *rémunération attractive liée aux résultats obtenus.*

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, rémunération actuelle) à :
Michel CARRIER - ITT METRIX - B.P. 30 - F 74010 ANNECY Cedex
Chaque candidature sera traitée avec la plus grande confidentialité

ITT Instruments ITT



Prenez des responsabilités immédiates !

SODEXHO, Groupe International, N° 1 Français de la restauration collective, avec un C.A. de 4,3 milliards de F et 31 000 personnes vous offre l'opportunité de participer à son expansion.
Nous recherchons des jeunes diplômés motivés, autonomes, capables d'initiatives et mobiles pour prendre des fonctions **commerciales, marketing** ou de **responsables d'exploitations.**
Vous avez le goût d'entreprendre alors, écrivez *nous sous réf. LM 245/CDE* à SODEXHO, Service Recrutement, BP 36, 78391 Bois d'Arcy Cedex.

CONTRASTE

INGENIEUR LOGICIEL
LECTURE OPTIQUE

Importante filiale d'un grand groupe français, nous concevons et réalisons de grands systèmes automatiques, des machines et des produits pour l'industrie et les administrations. Le service Informatique de la Direction Technique de l'Etablissement de Saint Denis se consacre actuellement à un très important projet de développement *d'un nouveau système de reconnaissance de caractères manuscrits* pour le tri du courrier.

Le titulaire du poste sera rattaché directement au Responsable du projet et prendra en charge personnellement une partie du développement (conception et réalisation) en travaillant bien sûr en étroite liaison avec les autres ingénieurs de l'équipe. En *parallèle, il pourra se voir confier des études ponctuelles dans le domaine* du traitement d'images ou de l'intelligence artificielle.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école ou de l'université qui a une première expérience d'environ trois ans en informatique « temps réel » industrielle ou scientifique.

Le poste est à pourvoir à Saint-Denis (93, proche métro). *Les perspectives d'évolution* peuvent être très motivantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous la référence 106 I à HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN

Bétel Ingénierie

Société de services et d'ingénierie à forte croissance

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base ...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT...)

(Option informatique ou automatique)

ayant acquis une première expérience sous l'un des environnements suivants :
68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.

- Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.
- Rémunération élevée

Merci d'adresser votre candidature (s. réf MB 09) à
BETEL INGENIERIE
23, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE



LEADER MONDIAL DU PALIER MAGNETIQUE ACTIF.
VERNON (EURE) 80 KM – DE PARIS

HAUTE TECHNOLOGIE POUR LA MARINE NATIONALE

Nous sommes une PMI en pleine expansion (taux de croissance : 35% par an). Nos actionnaires sont la SEP, AB - SKF, SEIKO. Nous avons des filiales aux USA et au Japon.

La concrétisation récente d'un très important marché pour la Marine Nationale implique une adaptation du produit aux normes «Marine» et justifie la création du poste d'

INGENIEUR ELECTRONICIEN - CHEF DE PROJET

Il sera responsable de la transformation *des armoires électroniques de type industriel en* armoires destinées à être embarquées. Il assurera la maîtrise d'œuvre de l'étude et la réalisation d'un prototype ainsi que sa qualification jusqu'à la fabrication de série.

Diplômé d'une grande école à vocation électronique, il doit avoir pour réussir au moins trois à cinq ans d'expérience d'étude et de fabrication de matériel électronique «navalisé».

Le poste est basé à Vernon dans l'Eure (1 heure de Paris). Compte tenu de la croissance rapide de la société, les perspectives d'évolution sont importantes.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature, sous la référence 140 C, à : HB 66 Avenue Victor Hugo 75116 Paris.

DESSEIN

INGENIEUR THERMICIEN

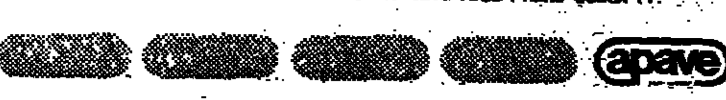
De formation type INSA, A.M..., vous avez acquis votre expérience (4 à 5 ans) en bureau d'études, exploitation chauffage ou conditionnement *d'air appuyée* par une connaissance en traitement informatique de données techniques. Vous *possédez aussi une bonne pratique de l'anglais.*

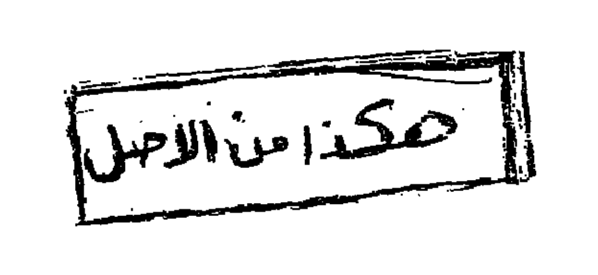
L'APPAVE, *important organisme de vérifications techniques de sécurité* vous propose d'exploiter au mieux vos compétences.

Après une période d'intégration, vous serez rapidement amené à diriger une équipe de techniciens chargée de la réalisation de diagnostics thermiques ainsi que de missions d'assistance relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les locaux d'habitation et ensembles de bureaux.

Basé à PARIS ce poste implique de fréquents déplacements.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 86.56 à APPAVE - *Service Recrutement* - 17 rue Saineuve 75854 Paris Cedex 17.





SECTEURS DE POINTE

ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Nous sommes un Groupe multinational spécialisé dans la *mesure industrielle*. Notre filiale française a une activité de développement de produits nouveaux. Pour renforcer l'une de ses équipes de laboratoire, nous recherchons un :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(débutant)

Vous avez une formation supérieure (type ENSIEG, ENSERG, ENSEEIHT...) avec option électronique.

Des stages en entreprises ont révélé votre passion pour la micro-informatique et l'électronique (circuits analogiques, digitaux, composants...).

Nous vous offrons une opportunité d'affirmation de vos compétences dans une ambiance jeune, dynamique, évolutive.

Maîtrise de la langue anglaise indispensable.
Lieu de travail : banlieue sud de Paris.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), sous référence 4107 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion absolue.

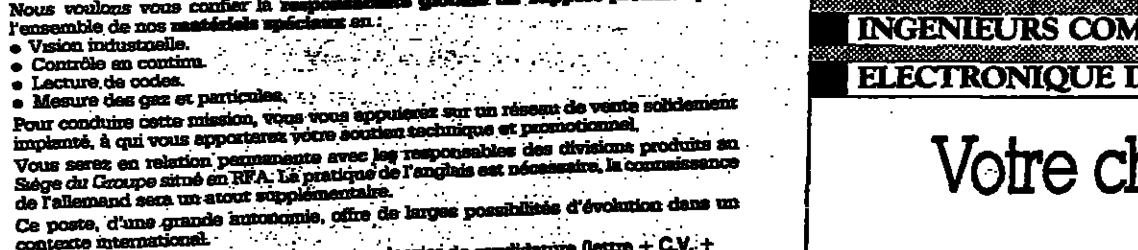
20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman



Filiale d'un groupe international, leader dans l'application des techniques opto-électroniques, nous renforçons notre Direction Commerciale et recherchons notre

Ingénieur support produits



Vous avez une formation scientifique supérieure et une expérience industrielle de quelques années, acquise dans le domaine des équipements de haute technologie destinés à la mesure et l'automatisation.

Nous voulons vous confier la **responsabilité globale du support produits** pour l'ensemble de nos **matériels spéciaux** en :
- Vision industrielle.
- Contrôle en continu.
- Lecture de codes.
- Mesure des gaz et particules.

Pour conduire cette mission, vous vous appuierez sur un réseau de vente solidement implanté, à qui vous apporterez votre soutien technique et promotionnel.

Vous serez en relation permanente avec les responsables des divisions produits au Siège du Groupe situé en RFA. La pratique de l'anglais est nécessaire, la connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Ce poste, d'une grande autonomie, offre de larges possibilités d'évolution dans un contexte international.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + prétentions) s/réf. 9746 à : VALEURS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

APPRENDRE – ENTREPRENDRE

Nous sommes une société située en Haute-Marne, filiale d'un groupe industriel international, et spécialisé dans la transformation des métaux (grandes séries)

Nous souhaitons accueillir un

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Diplômé d'une école d'ingénieurs, âgé de 30 à 35 ans environ, ambitieux, homme d'idées et de réalisation, prêt à s'impliquer dans notre entreprise et désireux de voir sa carrière progresser vers des postes de responsabilités évolutives et variées, à partir de compétences ACQUISES en méthodes – industrialisation, marketing industriel...

Si notre proposition vous intéresse, envoyez-nous votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) sous la référence 262 à
UNIVERSAL COMMUNICATION
Chaussée de la Hulpe 122
B. – 1050 BRUXELLES



SEDOC

SEDOC, filiale d'un des premiers groupes industriels français, est spécialisée dans la réalisation de documentations industrielles de matériels de haute technicité, et confirme sa vocation d'aide à la communication technique.

De nouveaux marchés nous conduisent à renforcer nos équipes et à offrir en région parisienne des opportunités de carrière à :

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Vous êtes diplômés(es) d'une Grande Ecole, débutants(es) ou ayant une première expérience.
- Vos qualités principales sont l'organisation, le dialogue, l'aptitude à l'animation d'équipe.
- La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ref. 91168 LM

15 RÉDACTEURS ÉLECTRONICIENS

- Niveau BTS/DUT.
- Vous faites preuve de qualités d'écoute, d'analyse et de synthèse.
- De bonnes connaissances en anglais sont appréciées.
- Les postes sont ouverts à des candidats(es) débutants(es) ou ayant une première expérience. Ref. 91169/LM

Sont un atout supplémentaire pour ces 2 profils de poste :
- une expérience en rédaction technique,
- des connaissances dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : hyperfréquence (radars), transmission de données (réseaux), microprocesseur, asservissement, banc de test automatique.

Si vous vous reconnaissez dans l'un de ces profils... rencontrons-nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à

Georges ICHKANIAN
Direction des Ressources Humaines – SEDOC
283, rue de la Minière, BP 6 – 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIES ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

INGENIEURS COMMERCIAUX
ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE :

Votre champ d'action : l'International.

CINQ CONTINENTS POUR DES OPPORTUNITES DE CARRIERES EXCEPTIONNELLES

Nous sommes une importante société d'électronique industrielle, leader mondial dans notre spécialité. Nous recherchons dans le cadre de notre développement et du redéploiement de notre force commerciale internationale des ingénieurs commerciaux confirmés ou jeunes diplômés que la taille de notre entreprise nous permet d'intégrer.



Ingénieur électronique de formation (ESE, ESIEE, TELECOM,...), vous avez environ 35 ans et pratiqué la vente industrielle (si possible en électronique) au sein d'un grand groupe commercialisant ses matériels à l'échelle internationale. Vous maîtrisez la langue anglaise que vous avez utilisée très largement dans le cadre de votre activité professionnelle. Disponible, prêt à vous investir, vous cherchez un terrain de réalisation et des moyens importants pour évoluer vers des postes de management et de direction.

Jeune Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur électronique, vous justifiez d'une bonne maîtrise de la langue anglaise, faites preuve d'un sens des contacts, de souplesse, disponibilité, ténacité et d'une forte motivation pour la vente. Notre formation commerciale vous permettra de prendre les responsabilités d'ingénieur commercial.

Votre mission est à l'image de l'importance stratégique du poste. Maître d'œuvre de vos contrats, vous organisez de façon autonome votre action commerciale sur notre secteur international.
Vous orientez la recherche, les études et le processus de réalisation des matériels correspondants aux besoins et exigences spécifiques de vos clients. Les candidats à fort potentiel que nous recherchons sauront faire preuve d'une capacité d'intégration et d'une efficacité commerciale à toute épreuve.
Inutile de vous préciser que la taille de notre entreprise, notre leadership et nos objectifs de développement vous assurent une évolution de carrière à la mesure de vos aspirations et résultats.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3266/M, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

... Télématique ... une passion ...

Softec

Cette nouvelle technique de communication est synonyme pour les membres de notre jeune équipe de passion.
C'est elle qui a permis à notre société de se hisser parmi les tous premiers dans ce domaine.
Aussi afin de faire face à notre expansion (+30% an) nous cherchons à faire partager cette passion à de **JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS** diplômés d'une Ecole ou possédant au minimum un DEA informatique.
Après formation à nos méthodes et outils, vous évoluerez rapidement vers des responsabilités globales de réalisation de projets destinés aussi bien aux professionnels qu'au grand public.

Mordus d'informatiques ! N'hésitez pas... rencontrez-nous ?

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 1505 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

C.V. PLUS (1) 43.59.40.25

AFCOREM

Filiale groupe multinational spécialisée dans l'instrumentation électronique, dans le cadre de son développement, étoffe ses
SERVICES TECHNIQUES
et recherche son

RESPONSABLE INDUSTRIALISATION

reportant au Directeur de Production le candidat retenu devra être diplômé de l'enseignement supérieur, avoir une première expérience réussie de 3 à 5 ans en milieu industriel avec utilisation *des méthodes modernes* de gestion.

A la tête d'une équipe de techniciens supérieurs, il sera responsable de l'étude et de la mise en place des conditions d'industrialisation d'une gamme de produits très évolutifs, faisant largement appel aux technologies électroniques.

Sa mission s'étendra de la participation à la conception des produits jusqu'à la mise en production définitive.

Elle englobera les études de faisabilité industrielle, la définition des gammes opératoires et outillages associés, la recherche de nouveaux moyens de production, la participation à la recherche des sous-traitants ...

Ce poste, situé dans un environnement technique performant (CAO, VAX, Tests in situ, gammes informatisées), convient à un ingénieur *généraliste*, possédant une forte culture électronique et informatique et désireux de valoriser une expérience en Méthodes, Etudes ou Fabrication, au service de produits de réputation mondiale.

Pour ce poste à pourvoir en proche banlieue parisienne, par un candidat maîtrisant bien l'anglais, nous offrons une rémunération motivante.

Les candidatures avec C.V. et prétentions sont à expédier sous réf. 5424 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

SNPE

recrute pour son centre de recherches, au SUD de PARIS

Ingénieur en calcul scientifique

Grande Ecole ou Dr 3ème cycle.

Intégré au service de calcul, il modélisera le fonctionnement des moteurs à Propergol solide en utilisant ses connaissances de mécanique des fluides et de programmation en Fortran.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à SNPE, CRB, BP 2, 91710 VERT LE PETIT.

CONTESSE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

recrute

1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour travailler au sein d'une petite équipe de développement dans les domaines suivants : réseau, bases de données, microinformatique...

Transmettre C.V., photo et prétentions à :
MONSIEUR EVAIN
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
SERVICE DES COMMUNICATIONS
37, QUAI D'ORSAY, 75700 PARIS.

Nous recherchons pour le **DÉPARTEMENT INTERNATIONAL** de l'un des premiers groupes industriels français,

• UN INGÉNIEUR AGRONOME DÉBUTANT

(Grignon, Instituts Agronomiques, Instituts de Technologies Avancées...) (réf. GA/019)

pour participer au développement du secteur irrigation du Groupe.

• UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

(CENTRALE, A & M, ESMN...) (réf. GA/020)

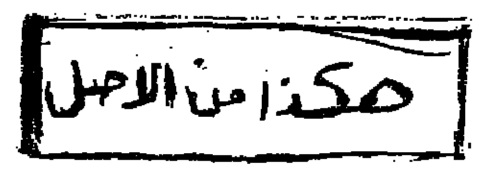
pour concevoir, réaliser et diriger des fabrications d'unités de préfabrication de produits en béton pré-contraint à l'export.

L'un et l'autre après une période d'adaptation et de formation au Siège, seront rapidement affectés à l'Étranger.
Ils devront faire preuve d'un sens aigu de l'organisation et d'une parfaite connaissance de l'anglais.
De bonnes notions en espagnol seraient vivement appréciées.
Les postes sont à pourvoir à Paris Ouest.

Les dossiers de candidature, sous référence du poste choisi, seront traités confidentiellement par

edc 20, rue de l'Église 92200 NEUILLY

HAVAS CONTACT



SECTEURS DE POINTE



premier groupe européen de services informatiques

Informatique Industrielle

Vous participez à des développements de logiciel.
Vous connaissez au moins l'un de ces domaines :

Micro-processeurs — Systèmes temps réel
Contrôle de processus
Automatismes — Réseaux

aujourd'hui vous voulez

Concevoir... Gérer... Encadrer...
diversifier et valoriser votre expérience.

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.
Le directeur du Marketing, Claude Forsans attend votre dossier de candidature
92, bd du Montparnasse, 75682 Paris Cedex 14 ou votre appel Tél. : 43.20.13.81.



DES PROJETS AMBITIEUX !!!

LMT-RADIO PROFESSIONNELLE (1 400 personnes), filiale du Groupe THOMSON, conçoit, réalise et commercialise des réseaux et des systèmes basés sur les technologies les plus sophistiquées :
- réseaux de télécommunication et de transmission de données à hautes performances,
- systèmes d'aide à la navigation aérienne,
- système d'identification,
- radars.

Un exemple parmi les ambitieux projets auxquels nous avons participé dans le domaine des réseaux au sein du Groupe THOMSON : le système RITA commercialisé auprès de l'Armée Américaine.

Notre développement nous conduit à créer des postes de

CHEFS DE GROUPE D'INGÉNIEURS LOGICIELS

Responsables d'une équipe de 5 ou 6 ingénieurs, vous aurez pour mission de :
- réaliser des projets logiciels pour des réseaux multiservices en commutation de paquets fléchés,
- mettre en œuvre des systèmes temporels, temps réel, transmission de données, architecture à base de microprocesseurs, simulation, traitement d'appels.

La connaissance de langages évolués est souhaitée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à
LMT- RADIO PROFESSIONNELLE –
Gestion des Cadres – 46, quai Le-Gallo –
92103 BOULOGNE.

THOMSON-CSF
LMT-RADIO PROFESSIONNELLE

HAVAS CONTACT

ETUDE ET MISE EN PLACE DE PRODUITS BUREAUTIQUES ET TELEMATIQUES
MISSION POUR UN INGENIEUR
(Télécom, Supelec, Centrale, ENSIMAG...)

La société : une des plus importantes du secteur industriel. Il s'agira pour vous, au sein d'une équipe bureautique rattachée à une Direction à vocation de Recherches, de mettre en place des produits bureautiques :
- mise en oeuvre de réseaux locaux,
- analyse constante et rigoureuse du marché,
- définition des besoins,
- mise en place et suivi des produits sélectionnés.

Une mission qui demande une technicité irréprochable, beaucoup de présence et de charisme : mise en confiance des utilisateurs, relations « diplomatiques » avec services internes et Direction que vous saurez convaincre du bien-fondé de vos choix en matière de matériels et de logiciels.

Vous pouvez avoir 3/4 ans d'expérience ou être débutant. Cette fonction est affaire de compétences et de personnalité. Un diplôme d'ingénieur grande école, si possible une formation informatique : voilà pour les connaissances. Pour le reste, nous faisons confiance à notre Conseil qui établira avec vous les premiers contacts. Veuillez-lui adresser votre candidature sous référence IR 209 M.

UNILOG 9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN

UN ELECTRONICIEN EST-IL SEULEMENT UN ELECTRONICIEN ?... NON



la maîtrise de l'énergie électrique

MERLIN GERIN

Nous recherchons pour notre Service Central logiciel
Centre Technique du Plessis-Robinson

Ingénieur IAO et méthodes

désirant utiliser et appliquer ses connaissances en outils d'aide à la conception, pour la construction d'une méthodologie des systèmes.

Cette fonction nécessite une expérience en électronique et informatique ; elle permettra d'affirmer des compétences en organisation et communication (en liaison avec les services études).

Merci d'adresser C.V. à la Direction du Personnel,
Centre Technique 5, avenue Réaumur,
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

TRT — *Une des 1ères Stés. françaises d'électronique professionnelle*

CONTESSE

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

SECTEURS DE POINTE

SPÉCIAL SICOB

offres de situation du journal

Le Monde

Mardi 16 daté Mercredi 17 septembre



SERVICE & DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRES
ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, etc.

Pour assurer des développements en
- Logiciels de base.
- Logiciels d'application temps réel.
- Télécom., réseaux.
- CAO, CFAO, IA.

Ecrire à : S.D.I. 78-80, avenue Gallieni,
Tour Gallieni I - 93174 BAGNOLET CEDEX.
Téléphone : 43-60-13-54 ou 13-55.



Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports.

recrute

RESPONSABLE SYSTÈME (H-F)

possédant un diplôme d'ingénieur dans le domaine informatique

- Le candidat aura la responsabilité d'un système « Conception Assistée par Ordinateur Computervision » dans le domaine de l'ingénierie des bâtiments (architecture et corps d'état techniques).
- Il participera également au développement logiciel du système.

Ce poste peut convenir à
UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

Lieu de travail ORLY

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à
ALAIN MARTIN,
291, boulevard Raspail, 75675 PARIS Cedex 14
Téléphone : 43-35-70-80.

Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs
région Ouest Littoral

recherche

INGÉNIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :
Adjoint au chef du laboratoire d'informatique.

Sous l'autorité du chef du laboratoire :
- encadrement d'activités d'enseignement dans le domaine de l'utilisation des outils de base et des logiciels de CAO/DAO en mécanique et en électronique ;
- enseignement de certains cours et travaux dirigés dans les domaines où il sera particulièrement compétent.

PROFIL :
Ingénieur ayant un fort potentiel d'adaptation, bonnes capacités d'organisation, curiosité d'esprit.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous nº 7485
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Numéro 1 Français de la Restauration Collective recherche, pour l'une de ses divisions (3 000 personnes)

Le responsable du service formation

Il aura pour mission d'encadrer une équipe de 4 Formateurs, d'élaborer le *Plan de Formation*, en liaison avec les Directeurs de Région, et sera responsable de l'application des actions de Formation et de leur suivi qualitatif et budgétaire.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (30-35 ans), de formation supérieure (universitaire ou Ecole de Commerce) ayant déjà eu des responsabilités équivalentes de préférence en entreprise.

Ce poste, basé à BORDEAUX, comprendra de fréquents déplacements de courte durée.

Merci d'écrire sous réf. LM245/FPL, à SODEXHO, Service Recrutement, BP 36, 78391 *Bois d'Arcy Cedex.*

SODEXHO

SECTEURS DE POINTE

LA DIVISION
Equipement automobile
D'UN GROUPE INDUSTRIEL

DE PLUS EN PLUS EXIGEANTE SUR LA
Qualité
RECRUTE POUR SON USINE PRINCIPALE en
Normandie

son
«MANAGER QUALITÉ»

RESPONSABLE DU Service QUALITÉ
IL SERA
- L'INTERLOCUTEUR DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE (les connaître sera un + appréciable).
- LE MAITRE D'ŒUVRE DU PLAN «QUALITÉ» DE L'USINE.

Ingénieur Grande Ecole
- Moins de quarante ans.
- SON ESPRIT «QUALITÉ», SON DYNAMISME ET SON AUTORITÉ FERONT PASSER SON MESSAGE, à l'extérieur comme à l'intérieur

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8488 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SODETEG T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique
550 personnes dont 250 ingénieurs – 60 % du C.A. réalisé à l'export
recherche dans le cadre de sa forte expansion des:

JEUNES INGÉNIEURS LOGICIEL

De formation Grande École, vous avez de préférence une expérience de quelques années dans les domaines suivants:
- *Calculateurs GOULD, VAX 6800, MINI 6.*
- *Langages PASCAL, FORTRAN 77, C.*
- *Systèmes UNIX, GCOS 6.*

Intégrés à l'équipe logiciel, vous participerez ***à la réalisation d'un grand projet industriel d'avant-garde à dominante TEMPS RÉEL*** *dans l'un des domaines suivants:*
- *Énergie.*
- *Télécommunications.*
- *Messagerie.*
- *Industrie.*

SODETEG/T.A.I., présente dans 25 pays, offre à des INGÉNIEURS talentueux et disponibles une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant la référence 6/LM à la Direction des Affaires Sociales - Sandrine MANDIN - SODETEG/T.A.I., 283, rue de la Minière, 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIES ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

STÉ TRANSFORMATION MATIÈRES PLASTIQUES
(6 USINES EN FRANCE – 500 PERSONNES)

recherche

UN JEUNE ANALYSTE-PROGRAMMEUR
NIVEAU IUT

pour développer et maintenir des projets sur mini-ordinateurs (HP) (base de données, GPAO, gestion commerciale)

Lieu de travail Paris avec déplacements courte durée province

Envoyer : lettre manuscr. et C.V. à
ISOBOX S.A.
(A l'attention de Patrick ROYET)
65, rue d'Amsterdam, 75008 Paris



WOOD MILNE
hutchinson

STÉ DU GROUPE HUTCHINSON (3 milliards F)
Composants pour l'industrie de la chaussure et dalles de sol
230 millions de F dont 20 % à l'Export
recrute pour son usine (270 pers.) de
82 Moissac
(65 KM DE TOULOUSE)
Ingénieur

Chef des Sces Techniques
ENTRETIEN - T.N.
METHODES

Dépendant du Directeur d'usine, RESPONSABLE DE LA MAINTENANCE et des T.N. (30/35 personnes). IL S'ATTAQUERA PERSONNELLEMENT A LA MODERNISATION DES MACHINES ET OUTILLAGES.

Poste très évolutif
pour un jeune ingénieur
- diplômé MÉCANICIEN ou équivalent
- ayant 5/8 ans d'EXPÉRIENCE soit en MAINTENANCE d'usine soit en AMÉLIORATION DES MACHINES/OUTILLAGES/AUTOMATISMES

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscr., C.V. dét., photo et rémunér.) sous réf. 8485 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs
région Ouest Littoral
recherche

INGÉNIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :
Chef du laboratoire d'automatique et de productique.

Ce laboratoire couvre les domaines suivants : asservissements, automatismes, machines à commande numérique, métrologie, robotique, applications et utilisations des logiciels de CAO/DAO. Définition et animation des activités d'enseignement. Encadrement pédagogique, suivi de projets de fin d'études, enseignement de certains cours et travaux dirigés dans les domaines de sa compétence.

PROFIL :
Ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience en centre technique, organisme de conception ou de production.
Goût pour l'enseignement et les contacts humains.
Bonnes capacités d'organisation. Curiosité d'esprit.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous nº 7486
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs
région Ouest Littoral
recherche

INGÉNIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :
Chef du laboratoire d'électronique.
- organisation et gestion du laboratoire ;
- définition et animation d'enseignement du laboratoire ;
- encadrement pédagogique de travaux pratiques : suivi des projets de fin d'études. Enseignement de certains cours et travaux dirigés dans le domaine de sa compétence.

PROFIL :
Ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience en centre technique, organisme de conception ou de production. Goût pour l'enseignement et les contacts humains.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous nº 7487
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris
Centre de Mise en Forme des Matériaux
Alpes-Maritimes

recherche cinq

CHERCHEURS
DEBUTANTS
Grandes Ecoles, Agrégation, DEA

- Recherche appliquée de haut niveau :
  - matériaux de pointe (alliages métalliques, polymères, biopolymères)
  - procédés de transformation (laminage à grande vitesse, extrusion, injection)
- Etudes pluridisciplinaires
  - mécanique, modélisation numérique
  - physico-chimie
- Responsabilité d'une étude en liaison avec l'industrie (possibilité de contrat Cifra).
- Préparation de la thèse de Doctorat de l'Ecole des Mines de Paris.
- Rémunération nette annuelle supérieure à 88.000 F.

Envoyer CV détaillé à P. NAVARD
Ecole des Mines - Sophia-Antipolis
06565 VALBONNE Cedex.

LELY-TOURNAY/ABECOM

Groupe bancaire Alsace

RECHERCHE

- **INFORMATICIENS PROJET**
- **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Niveau Miage - Ingénieur
(débutants acceptés).

Veuillez adresser cand. avec C.V. détaillé et prétentions au MONDE PUBLICITÉ
sous nº 7488,
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Monde CADRES

GROUPE IMPORTANT D'IMPLANTATION INTERNATIONALE
SPECIALISE DANS LES AUTOMATISMES INDUSTRIELS.

VOUS VOULEZ EVOLUER AU SEIN DE LA FONCTION PERSONNEL

Nous recherchons

JEUNE DIPLOME

(Ingénieur, Technicien...). Vous avez une première expérience professionnelle. Une formation complémentaire en Gestion de Personnel, des qualités de contact et d'animation vous incitent à poursuivre votre carrière dans la Fonction Personnel.
Anglais courant nécessaire. Mobilité géographique. Réf. 07617-A M.

VERITABLE "TECHNICIEN" DE LA FONCTION PERSONNEL

C'est-à-dire compétent en gestion de Personnel, Droit Social, vous souhaitez accéder à de plus larges responsabilités (en particulier à un niveau international). Vous avez la conviction et la volonté de réussir pour vous-même et pour l'Entreprise.
Anglais courant indispensable. Déplacements France et Etranger. Réf. 07617-B M.

JEUNE CHARGE DE FORMATION

Vous avez une formation supérieure et une expérience de plusieurs années dans la formation d'adultes en milieu industriel.
Apte à la communication et à l'organisation, vous voulez valoriser vos compétences et participer à la politique de formation dans une Entreprise de pointe.
Anglais courant apprécié. Géographiquement mobile. Réf. 07617-C M.

Pour ces trois postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence choisie, à :

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR



Apple

Une certaine idée du service...

Apple, ce n'est pas seulement une gamme d'ordinateurs personnels révolutionnaires et une équipe très dynamique. C'est aussi une certaine idée de la relation avec nos partenaires commerciaux. Nous croyons que la qualité de gestion contribue au développement de nos ventes ! Concrètement, cela suppose un service Client sans faille.

Assistant Crédit

responsable de la gestion d'un portefeuille Clients, en liaison avec nos services Distribution et Commercial. Vous êtes en contact direct et fréquent avec notre réseau de distribution (téléphone, visite, réunion). Vous utilisez des outils informatiques performants.
Vous êtes diplômé(e) ESC et pratiquez l'anglais. Vous débutez ou possédez une première expérience dans une fonction similaire. Réf. AC

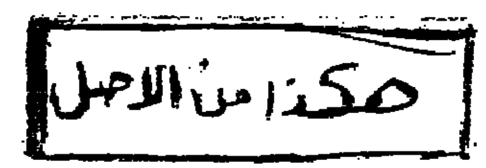
Gestionnaire de Commandes

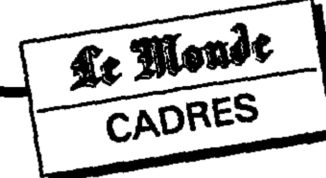
responsable de la gestion d'un portefeuille de commandes en liaison avec nos services Crédit et Commercial. Vous êtes en contact téléphonique permanent avec nos clients. L'utilisation de l'informatique ne vous pose aucun problème.
DUT Gestion commerciale, vous pratiquez l'anglais et possédez une expérience de deux ans dans la fonction. Réf. GC

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. correspondante au Service du Personnel.

Apple
Computer
France
Av. de l'Océanie
ZA de Courtaboeuf
BP 131, 91944
LES ULIS Cx

DESSEIN





TROIS CONSEILS POUR MANAGERS

Vous êtes diplômés(ées) d'une grande école d'ingénieur (X, ECP, ESE) ou de gestion (HEC, ESSEC, ESCP) et vous avez une première expérience réussie de deux ou trois ans :

. Industrie : **Gestion de production, logistique...**
. Informatique : **Stratégie, conduite de projet...**
. Banque : **Contrôle de gestion, risques cambistes...**

Votre personnalité, votre capacité de synthèse et votre force de conviction vous prédisposent à assister les Directions Générales dans leur prise de décisions et dans la mise en oeuvre de vos recommandations.

Rejoignez le Cabinet de Conseil de Direction en forte croissance que nous sommes (25 personnes, 5 ans d'existence, des clients prestigieux de toutes tailles) et participez à notre développement.

Nous vous formerons à la conduite de nos missions à partir des méthodes originales qui contribuent à notre succès et qui favorisent toutes les initiatives pertinentes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à :



EUROGROUP
CONSULTANTS
Monsieur Paul Tubiana, 152 Bld Malesherbes - 75017 PARIS

Vendre à très haut niveau

Management consulting **400.000 +**

Paris - *Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation* visant à améliorer les performances des entreprises. Depuis 40 ans, plus de 10 000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions. Implantée depuis 14 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses prestations auprès des **dirigeants des plus grandes entreprises françaises.**

Le candidat souhaité, de formation supérieure, est âgé d'environ 40 ans. Il a l'expérience des affaires et l'habitude de *négocier au plus haut niveau*, ainsi qu'une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises où il a exercé d'importantes responsabilités opérationnelles, en France et/ou à l'étranger. Il a un excellent contact, le goût du challenge et des méthodes rigoureuses. Il maîtrise parfaitement l'anglais et si possible l'espagnol ou l'italien.

Le poste exige une large autonomie et entraîne de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être *le point de départ d'une remarquable évolution de carrière* au sein du groupe.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous réf.G003/M à Danièle FOSSAT qui traitera votre dossier confidentiellement.

MEMBRE DE SYNTEC

SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse
16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex

Métropole Lilloise

Auchan Chef de produit
Un métier diversifié, opérationnel, évolutif.

AUCHAN est un des leaders de la grande distribution. Sa *direction produits maison et loisirs renforce son équipe dans les secteurs* jardin, jouets et articles ménagers. Elle vous propose de la rejoindre.

Responsable d'une gamme de produits de 150 MF, vous :
– développez votre stratégie marketing, votre politique d'achats, vos objectifs ;
– trouvez les meilleurs fournisseurs, négociez avec exigence les conditions de référencement tout en entretenant avec eux des relations de partenaire ;
– créez vos collections, à l'écoute des magasins ;
– concevez les produits « marques propres », leur design, leur merchandising, et assurez leur développement.

Agé d'au moins 26 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez impérativement d'une première expérience marketing/vente. Autonomie, esprit d'équipe, aptitude à la négociation et leadership sont vos lignes de force.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous référence 5172 M

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

Soyez le garant de nos intérêts

Société de premier plan (15.000 personnes) dans le domaine des technologies de pointe, nous connaissons un développement rapide et notre ambition est de relever le défi de la concurrence internationale. Dans ce contexte où la rapidité d'action et l'efficacité sont des critères essentiels, le

Responsable des Affaires Juridiques

règle les *conflits d'ordre juridique mais surtout s'efforce de les éviter grâce à son talent personnel.*

En liaison avec l'ensemble des unités de la société dont il est le conseiller, et les différents experts, il intervient sur toutes les questions juridiques : affaires commerciales, assurances, organisation et structures, droit du travail, contentieux.

Ces fonctions de haut niveau nécessitent une formation supérieure - DES droit des affaires + MBA ou équivalent - et une expérience réussie de 8 ans environ qui permet de maîtriser droit commercial, droit de la concurrence et problèmes de contentieux.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous référence 268M à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS qui transmettra avec la discrétion d'usage.

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

PARIS

150.000 F PAR AN

Le Directeur Général chargé du développement des filiales à l'étranger d'un très grand groupe de distribution français, recherche son assistant(e). Il lui confiera la préparation de ses dossiers et l'organisation de ses rendez-vous, voyages et réunions avec les Directeurs étrangers.

La personne retenue (cadre) aura environ 30 ans, possédera une formation économique ou commerciale supérieure et parlera français, italien (ou espagnol) et anglais. Elle aura déjà réussi dans un poste similaire et saura faire preuve d'autonomie et d'initiative.

Merci de bien vouloir adresser candidature, CV et photo sous référence 6 MS1 à Paul PÉRIVIER
Interactions *27, avenue de Verdun, 14300 CAEN.*

Réponse et discrétion assurées.



25.000 pers. -30 Milliards F



La Direction des Relations Humaines recherche (H/F) pour son Centre de Vélizy (2200 p.) :

Cadre Gestion et Formation

Rattaché au Chef du Personnel, vous prenez personnellement en charge la gestion des emplois, le recrutement, l'organisation et le suivi de la formation pour le personnel mensuel.

Au sein d'une équipe, vous assurerez la mise en place d'une gestion prévisionnelle et évolutive du personnel et des emplois (analyse de poste - évolution professionnelle études des salaires et classifications promotions...).

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous apportez une première expérience professionnelle de 2 - 3 ans acquise si possible dans l'industrie de la métallurgie.

Nous apprécions la rigueur et la créativité ainsi que des qualités personnelle d'écoute et de communication pour favoriser le dialogue avec les responsables et le personnel.

Merci de nous adresser votre CV, en précisant la référence NK 1372 à Nicole KAMERZAC - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres — Centre de MONTIGNY — 3 avenue du Centre — 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

PARFRANCE ANNONCES

MATRA

Notre Société à taille humaine (550 personnes) a l'ambition d'une politique sociale à la hauteur de ses importantes perspectives de développement.

Dans le cadre de la mise en place d'un Projet d'Entreprise est créé un poste d'

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

Fonctions :

- **Organisation d'une démarche participative.**
- **Information sociale.**
- **Réglementation.**
- **Tableau de bord.**

Liées aux évolutions de l'Entreprise, ces missions sont axées sur la mise en forme et la promotion de la politique sociale ainsi que sa bonne diffusion auprès de tous les interlocuteurs de l'Entreprise.

Elles constituent une évolution de carrière pour un(e) jeune diplômé(e) (IUT, Lic. Droit, etc...) ayant déjà acquis une première expérience dans un de ces domaines.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. **3833**, à **PIERRE LICHAU S.A.**
10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Responsable organisation et informatique

une société française de renommée internationale qui conçoit et distribue des produits de luxe (C.A. 100 MF) recherche un homme orchestre pour son informatique.

Rattaché à la Direction Générale, il aura la charge de l'ensemble de l'*informatique et de son évolution.*
Responsable de l'exploitation, il pilotera directement les hommes chargés de faire fonctionner le système existant hautement performant.
Organisateur, *il devra rechercher l'amélioration de* la productivité administrative en s'appuyant sur les possibilités de l'informatique.
Concepteur confirmé, il préparera et assurera le développement du système existant *avec le double souci de l'efficacité et du service* aux clients.
Il disposera d'une petite équipe et devra s'appuyer sur une assistance extérieure lorsque nécessaire.

Ce poste conviendrait de préférence à un diplômé d'école d'ingénieur ou de commerce ayant une expérience d'au *moins 5 ans en informatique* de gestion. Son expérience l'aura familiarisé, tant avec les différents aspects de la gestion des entreprises qu'avec le développement et la mise en place de systèmes *informatiques performants*. Il aura mené à bien des réalisations informatiques importantes.
Ses qualités de contact *lui* permettront de s'intégrer dans une équipe de direction très soudée et de devenir un partenaire privilégié des utilisateurs de l'informatique au sein de la société. **Poste basé à Paris.**

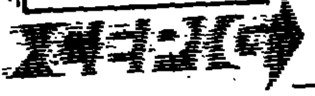
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous *réf.* 09624 M *à* Virginie DESSAUX - 90, *rue de* Bagnolet - 75020 PARIS
Il sera répondu à toutes les candidatures. La discrétion totale est assurée.

CEPIG Cabinet Conseil en Recrutement et Formation

Dans le cadre du développement de notre activité, nous recherchons un

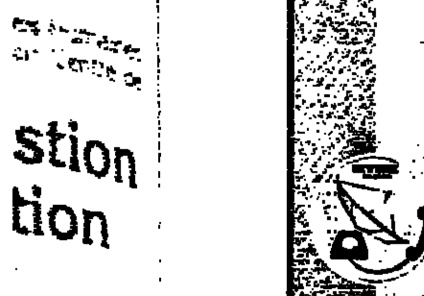
formateur-consultant en relations humaines

Agé de 30 ans *environ, de formation* supérieure et ayant une expérience de la formation et/ou de l'entreprise d'au moins 5 ans.
Vous animerez des stages de développement personnel, management, conduite de réunions, entretiens selon une méthode propre au cabinet.
Vous aurez à assurer le suivi des clients et éventuellement à en rechercher de nouveaux; en *dehors des stages*, vous aurez une activité dans le domaine du recrutement.
Des déplacements en province sont à prévoir.



Envoyez lettre *manuscrite, C.V., photo* et prét.
à François BOIZOT - CEPIG - 16, rue Franklin,
75116 Paris.





Le Monde CADRES

GTME

GTM ENTREPOSE ELECTRICITE

Près de 1 Milliard de C.A. en 1986.
Effectif : 1 750 personnes, dont 310 ingénieurs et techniciens.
Accroissement de cet effectif depuis janvier 1985 :
550 personnes, dont 120 ingénieurs et techniciens.

En bonne place sur le marché de l'Ingenierie, de l'Entreprise Electrique et du Contrôle Industriel nous intervenons dans tous les secteurs Industriels tels que le Pétrole, la Sidérurgie, le Nucléaire, l'Agro-Alimentaire, les Grandes Infrastructures, la Production, le Transport et la Distribution d'Energie en France et à l'étranger. Nous devons actuellement faire face au développement et à la diversification de nos activités notamment dans les domaines de la conduite des procédés industriels, des Telecom. et de la Sécurité Industrielle. Nous prévoyons une forte progression de notre C.A. pour les mois qui viennent. Pour concrétiser notre réussite, nous souhaitons intégrer des hommes de valeur, de tempérament entrepreneur, désirant s'associer à notre performance et participer à l'accroissement de notre potentiel.

POUR TOUTES CES ACTIVITES NOUS RECHERCHONS

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES

Pour assurer sur chacune des affaires confiées la totalité des responsabilités (Evaluation, Suivi Technique, Gestion...).

10 JEUNES INGENIEURS

(Supelec, Telecom, ISEP...) Destinés à une carrière internationale au cours de laquelle ils pourront acquérir une expérience dans les domaines des Etudes, de la Gestion et du Commercial.

CONDUCTEURS TRAVAUX CONFIRMES

Alliant aux qualités techniques indispensables les qualités humaines et le souci constant de gestion nécessaires à la bonne exécution des marchés.

50 JEUNES BTS - DUT

(Electrotechnique, CIRA...). Intégrés dans un premier temps dans les équipes techniques, ils seront rapidement amenés à exécuter des missions sur chantier en France et à l'Etranger.

GEOMETRE

Justifiant de plusieurs années d'expérience, il rejoindra notre département Transport et Distribution d'Energie.

INGENIEUR COMMERCIAL EN INFORMATIQUE

Ingénieur Electricien de formation, il sera chargé de promouvoir et de développer la commercialisation des logiciels mis au point par l'Entreprise.

TECHNICIEN CONFIRME EN INFORMATIQUE DE GESTION

Intégré au sein de la Direction Informatique il pourra accéder rapidement au poste d'Adjoint au responsable de service.

Pour tous ces postes la pratique courante de l'Anglais et (ou) de l'Espagnol sera un atout supplémentaire. Les candidats intéressés par l'une de ces offres devront adresser leur C.V. détaillé précisant leurs desiderata (poste retenu, région de travail, prétentions...).

GTME, Direction du Personnel, 61, Avenue Jules Quentin, BP 315, 92003 NANTERRE CEDEX.

Responsable juridique et social

La holding d'un groupe industriel et commercial (800 personnes - CA 700 millions), elle-même rattachée à de puissants groupes financiers, recherche son Responsable juridique et social.

Membre du Comité de Direction, il sera chargé :
- des problèmes juridiques de la holding : assemblées et conseils (une dizaine de sociétés), préparation des contrats de fusions, cessions, prises de participations...,
- de l'assistance aux filiales en matière de brevets, contrats commerciaux (y compris leasing, crédits bails), contentieux,
- de la gestion du personnel de la holding (20 personnes) et de l'assistance aux filiales en matière de droit social.

Ce poste de confiance implique :
- une maîtrise de droit (+ DES droit des affaires apprécié),
- 10 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet ou dans une société renommée, avec une dominante droit des sociétés et droit commercial et de bonnes bases en droit social,
- des qualités marquées de rigueur et de contact.

Poste à Paris. **Rémunération : 300 000 F**

Écrire sous référ. WH 103 CM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Le recrutement... un tremplin pour une carrière évolutive dans notre groupe

Un puissant groupe financier en expansion comportant une importante filiale de distribution (3 000 personnes – plusieurs établissements) offre au sein de cette filiale l'opportunité de valoriser une première expérience de 2 à 3 ans en recrutement au sein d'un cabinet conseil ou en entreprise.

Ce jeune chargé de recrutement devra :
- prendre en charge l'ensemble des missions de recrutement qui lui seront confiées (analyse de poste, choix de méthodes, sélection, intégration),
- participer à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières.

Ce poste conviendrait à un candidat École de Commerce, Sciences Po, Droit... Une formation supplémentaire ou optionnelle en Sciences Humaines serait appréciée. Une réussite à ce poste permettra à un jeune professionnel du recrutement, motivé et dynamique, de bénéficier d'un intéressant développement au sein de la société et du groupe (poste fonctionnel et opérationnel).

Poste à Paris.

Écrire sous référ. UF 101 CM.
Discrétion absolue.



Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

PROSPECTEURS FONCIERS HF

PARIS ET REGION PARISIENNE

PROMOTION IMMOBILIERE Nous sommes un puissant groupe financier et immobilier, présent dans pratiquement tous les créneaux de la profession.

Pour renforcer nos directions opérationnelles nous recherchons 2 PROSPECTEURS FONCIERS EXPERIMENTES.

Leur connaissance du marché parisien leur permettra de se constituer et de suivre très rapidement un portefeuille d'apporteurs de terrains (particuliers, DDE, mairies, géomètres, notaires).

Ils auront également à effectuer les premières études de faisabilité et suivront les affaires jusqu'à la promesse de vente.

Les candidats retenus, âgés d'au moins 26 ans, de formation supérieure, posséderont 2 à 3 années d'expérience acquise obligatoirement à Paris ou en région parisienne dans une fonction semblable.

Merci d'adresser lettre de candidature avec c.v., photo et rémunération actuelle sous réf. 3109 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Etablissement en plein développement d'un important groupe industriel, spécialisé dans le traitement des matériaux et effluents recherche pour son : secteur FRANCE et EUROPE dans le domaine agro-alimentaire et papeterie, un

INGENIEUR COMMERCIAL (VENTE)

De formation technique, ayant plusieurs années d'expérience dans le commerce et la négociation de contrats de vente de matériels et d'ensembles industriels.

Sa mission comportera :
- la prospection commerciale et la promotion des produits,
- l'animation d'un dispositif de représentation,
- la réponse aux appels d'offres et la négociation de contrats.

Ce poste implique :
- la pratique courante de l'anglais (allemand en plus apprécié),
- une grande disponibilité (déplacements fréquents de courte durée),
- **une expérience en agro-alimentaire ou papeterie appréciée.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions s/réf. 42710 à CONTESSE PUBLICITE, 74, rue Béchevelin, 69363 Lyon cedex 07.

Région Centre Ouest

Société d'articles culinaires à grande diffusion leader sur son marché cherche

DIRECTEUR DES VENTES EXPORT HF

chargé de sélectionner et de mettre en place des agents locaux ; de négocier personnellement des contrats importants et d'être le correspondant personnel auprès des grands groupes exportateurs.

Le candidat devra justifier de résultats probants.

Une expérience du marché export de produits à type de distribution similaire (articles de tables, petit électroménager) serait un atout très apprécié.

Anglais impératif - Allemand très souhaitable.

Salaire annuel de l'ordre de 250 à 300.000 F selon expérience + participation au développement du C.A. et à l'équilibre du compte d'exploitation (Marges).

Ce poste dans une société dynamique et dans un marché en pleine expansion peut offrir d'intéressantes possibilités d'évolution à un candidat de formation supérieure avec si possible spécialisation en commerce international et prêt à voyager fréquemment.

FIDAL PARIS — Ecrire avec CV et prétentions à : Mme D'ORNANT 18 Bis rue de Villiers - 92303 Levallois-Perret

---

Data General

Responsable Services Généraux chez Data General. L'Europe vous tend les bras.

240.000 F

Data General, troisième constructeur mondial de mini informatique, premier en bureautique intégrée, recherche un(e) Responsable Services Généraux.

Il devra coordonner, développer, faire l'audit des services généraux de certaines de nos filiales européennes.

Il devra être familiarisé avec la gestion de flottes automobiles, les assurances, les achats, les problèmes de télécommunications, d'entretien et de sécurité.

Une expérience d'au moins trois années dans un poste similaire dans une société multinationale est requise.

Il devra parler couramment l'anglais et si possible une autre langue latine.

Des voyages très fréquents hors de France seront à prévoir.

Veuillez envoyer votre CV à Data General – H. Menez
Référence SG
Area - La Boursidière RN 186
92350 Le Plessis Robinson

Data General
Join the winning team.

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

recherche pour la Direction Internationale de son Secteur Ferroviaire à Paris

1 Contrôleur de Gestion

qui aura pour mission de participer à l'élaboration des plans à moyen terme et budgets de ses succursales et filiales européennes et d'en assurer le contrôle.

Ce poste, qui implique de courts déplacements à l'étranger s'adresse à un candidat de formation supérieure en gestion, ayant une première expérience professionnelle. Connaissance de l'Espagnol ou/et de l'Allemand souhaitée.

Adr. lettre manuscrite, CV, photo et prét. s/réf. PER 301 à la Direction du Personnel - M. COCHERIL 40, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

LELU-TOURNAY / ABSCOM

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHES MEDICALES

MONTPELLIER

recrute

Jeune cadre de direction

- diplômé de l'Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, SCIENCES PO, ESCAE, etc...).
- ayant une première expérience significative de cadre en entreprise
- prêt à se passionner pour un poste d'organisation d'activités nouvelles et d'avenir.

Pour détails, téléphoner à **Mr Claude BLIQUE** au 83.35.42.63 ou écrire sous référence P 337.

Cabinet Claude Blique
BP 3097-54013 NANCY CEDEX

Jourdan

Techniques de pointe et recrutement : entre professionnels...

Voilà plus de 7 ans que notre Cabinet s'est imposé sur un marché convoité : le recrutement dans le domaine des secteurs de pointe (informatique, électronique, robotique, CFAO et intelligence artificielle). Sa notoriété est à présent reconnue auprès des plus grands groupes industriels français et internationaux, des groupes réputés exigeants et qui lui témoignent fidélité. Les perspectives du marché, de nouvelles ambitions l'amènent à renforcer ses structures.

Psychologue de formation, très à l'affût de tout ce qui a trait à la vie économique, vous êtes reconnu comme un grand professionnel du recrutement depuis quelques années, en cabinet ou entreprise. L'idée de changer vous séduit, convaincu qu'un cabinet comme le nôtre peut donner une toute autre dimension à vos activités...

Merci d'adresser CV, photo, niveau de rémunération souhaitée sous réf. 5045 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

هكذا من الاصل

Le Monde CADRES



30 filiales -
4 000 collaborateurs - CA consolidé 2,5 milliards

COMPAGNIE OPTORG

recherche

futur dirigeant

Agé d'environ 30 ans, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP).
Rigoureux mais créatif, aimant travailler en équipe,
ayant le sens de l'organisation et hiérarchisant les problèmes,
vous ambitionnez d'assurer dans les prochaines années la Direction d'une entreprise en France ou à l'étranger.

Nous vous proposons dans cette perspective un premier poste auprès du Directeur Général d'une de nos filiales tenant la première place en région parisienne dans le négoce du sanitaire et du chauffage central (16 points de vente actuellement).

Les actions que vous mènerez peuvent concerner des domaines aussi variés que :
- la définition de nouveaux concepts commerciaux,
- la dynamisation de la force de vente,
- l'évolution des procédures informatiques, des moyens logistiques et des assortiments,
- la mise en œuvre d'une politique de communication.

Votre expérience directe de la vente dans le négoce, la distribution spécialisée ou la grande distribution constituera pour vous un atout certain.

Cabinet Leconte

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients

Pierre Lichau S.A.

4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS — Réf. 50300/A

Directeur Commercial

sdr PICARDIE

Spécialiste des montages financiers pour les entreprises

AMIENS

Notre taux de croissance élevé, sur plusieurs années, est dû au dynamisme de notre petite équipe dirigeante.

Vous avez une formation Grande Ecole style HEC, ESSEC, X... complétée par une expérience au sein d'une Banque ou d'un Etablissement Financier qui vous a permis d'acquérir une très bonne maîtrise des techniques financières appliquées aux entreprises.

Nous vous proposons de nous rejoindre.

Rattaché au Directeur Général, vous serez responsable du développement commercial de notre S.D.R. avec une équipe de commerciaux à animer.
Vous serez chargé des contacts à haut niveau avec une clientèle d'entreprises à qui vous proposerez, après diagnostic, des montages financiers sur mesure.
Parallèlement, vous mènerez toutes les négociations utiles avec les organismes publics ou privés concourant à l'expansion régionale.

Une rémunération motivante est offerte à un candidat de valeur.



Ecrivez à notre Conseil. Annie RUELLAN vous remercie de lui adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 3166.

MEMBRE DE SYNTEC — 65, Avenue Kléber - 75116 PARIS. — Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN

---

gringoire brossard

Responsable packaging

Pithiviers. Troisième biscuitier français, filiale de "the Pillsbury Company", Gringoire Brossard a multiplié sa taille par 6 en huit ans (de 180 millions de Francs à plus d'un milliard de Francs). Dans le cadre de son plan de développement, le groupe crée le poste de responsable packaging.

En liaison avec le Directeur industriel et en étroite collaboration avec les services concernés (fabrication, marketing, achats, qualité), il aura à concevoir et mettre au point les emballages nouveaux, à renouveler et améliorer les emballages existants dans un double souci de gain d'image de marque et de maîtrise des coûts. C'est lui qui assurera la mise en œuvre technique de tout le packaging : conditionnement, emballage, sur-emballage, palettisation, stockage, expédition.

Pour ce poste nous recherchons un vrai professionnel du packaging, de formation ingénieur ou équivalent, ayant acquis au moins 4 à 5 ans d'expérience dans ce domaine au sein d'une grande société de biens de consommation (alimentaire, cosmétologie, pharmacie). A la fois créatif et pragmatique, il a une bonne "sensibilité consommateur" et le sens du travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. C059/M à Christine Bernet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chantelle
PARIS

Avec 1100 personnes, nous sommes la plus importante société française de lingerie-corseterie et la 1ère exportatrice de notre branche (52 % du CA réalisé à l'étranger - 5 filiales en Europe).
Ces performances à l'Export, la forte notoriété de nos marques **Chantelle et Nina Ricci lingerie**, des résultats financiers excellents constituent la clé d'un développement auquel vous participez en tant que

Commercial Export

Adjoint du Directeur Grande Exportation, vous êtes responsable d'une large zone géographique (Moyen-Orient, Scandinavie, Afrique...). Accroissement des ventes, gestion d'importants moyens promotionnels, suivi des dossiers clients représentent l'essentiel de votre mission.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Ecole de Commerce justifiant d'une première expérience «terrain» à l'Export.
Les candidatures de débutants à fort potentiel et très motivés seront également étudiées.
Le poste basé à Paris implique bien évidemment de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV et lettre manuscrite à la Direction du Personnel, 41 rue Greneta 75002 Paris.

média-system

TRIEL

Société de communication Télématique recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES
H./F.
ayant une expérience des nouvelles technologies de communication

CHEF DE PROJETS TÉLÉMATIQUE
H./F.
ayant une expérience de conception et de réalisation de services vidéotex

Pour ces deux postes, adresser lettre de candidature et C.V. à TRIEL
32, rue d'Argout, Paris-2e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS QUARTIER DÉFENSE

Rech. pour sa Direction Financière et de Gestion

AUDITEUR COMPTABLE
QUALIFIÉ

D.E.C.S. Comptable juridique classification : Maîtrise.

Pour mission en succursales et filiales France et étranger (comptabilité, fiscalité, consolidation).

Adr. C.V., prétentions sous Nº 22.636 (réf. à porter sur enveloppe) à :
LA PUBLICITÉ FRANÇAISE
23-27, avenue de Neuilly,
75116 PARIS, qui transmettra.

Société distribution informatique recherche

COLLABORATEURS

Fixe + rémunération en fonction des capacités de génération du C.A.
Connaiss. APPLE-IBM, etc.
Tél. pr R.-V. : 45-54-09-22.

Importante Société du SUD-OUEST recherche

INGÉNIEURS

Parfaite connaissance de la mécanique et de la soudure demandée.
Poste évolutif et motivant, disponibilité immédiate.
Possibilité de travail dans diverses régions de France.
Merci envoyer C.V., lettre manuscrite à
MEDIA SYSTEM,
réf. 2005,
15, rue Rivals,
31000 TOULOUSE,
qui transmettra.

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

ÉLECTRONIQUE

Micro-processeurs analogique.
Hyper-fréquences.
INSET-ETT, 42-33-38-28.
93, bd Sébastopol, Paris-2e.

Ecole Internationale Bilingue Les Iles Turks et Caicos (Caraïbes) cherche
PROFESSEUR DE FRANÇAIS
élémentaire et secondaire.
Activité immédiate.
Tél. Londres : 833-4350.

L'OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES recherche pour son centre de MODANE - AVRIEUX

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
GRANDES ÉCOLES

Ayant plusieurs années d'expérience en exploitation et entretien d'installations industrielles. Puissance HT et BT.
● Automatismes, télécommandes et régulations.
● Electronique industrielle.
Expérience en téléphonie et télévision industrielle appréciée.
Rémunération très intéressante.
Adresser C.V. et photo à ONERA
B.P. 25,
73500 MODANE.

INRA

Recrute par concours

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Statut fonction publique.
Secteur : nutrition métabolique humaine et animale, biochimie des protéines et acides aminés.

- Niveau min. maîtrise ou équivalent.
- Connaissance en informatique et électronique souhaitées.

Env. C.V. + lettre + photo à :
Laboratoire d'Etude du Métabolisme Azoté,
INRA CRZV THEIX,
63122 CEYRAT
(près Clermont-Ferrand)
AVANT LE 12-9-86.

Ecole d'Ingénieurs
Cycle prépa
Région parisienne
recrute
Enseignants permanents, vacataires en maths, mécanique, physique.
Ecrire sous le nº 7469
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ORGANISME DE FORMATION

recherche

FORMATEUR PROFESSIONNEL

diplômé de l'enseignement supérieur en Sciences humaines, vacataire.

Pour animation séminaires, relations humaines, communication, vente management, organisation personnelle.

Env. rapidement C.V. et réf. à Sciences humaines formation,
M. ALAIN VERTADIER,
46, r. R.-Boulanger, 75010 Paris.

LYCÉE TECHNIQUE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION recherche

PROF. MATH.

Terminale S et BTS.
11 hres tél. au 48-07-82-35.

ORGANISME DE FORMATION spécialisé en expansion recherche

ANIMATEURS

PROFESSIONNELS
(PLEIN TEMPS et VACATAIRES)
Diplômés grande école ou maîtrise psycho-sociale. Minimum 5 ans de pratique pédagogique avec l'entreprise, dans les domaines suivants : relation humaine, expression, commercial, gestion des ressources humaines, management et qualité totale. Ambiance de travail confraternelle. Rémunération selon qualifications. Veuillez adresser C.V., prétentions et photo à Mme MALLAT,

CSP

56, r. La Fayette, 75009 PARIS.

ORGANISME DE PRÉFORMATION MIGRANTS
recrute

FORMATEUR (TRICE)

A la fois à l'aise dans une technique professionnelle ainsi que dans les techniques d'animation des groupes et de communication.

Adr. C.V., lettre man. et photo à :
AFRAMP
15, passage Ramey,
75018 PARIS.

INGÉNIEURS

Electronique études espace.
SOPRATE ETT - 42-22-57-50.
56, rue de Vaugirard, Paris-6e.

SOCIÉTÉ
RÉGION OUEST PARISIENNE
recherche pour

- Développement d'ensembles électroniques, matériels et logiciels ;
- Domaines : traitement de Signal, logique, informatique ;
- Connaissance des circuits électriques et électroniques ;
- Bonne expérience des microprocesseurs ;
- Niveau souhaité : IUT ou BTS d'INGÉNIEUR apprécié.

Tél. CMS : 39-73-46-46 +.

ORGANISME PROFESSIONNEL BATIMENT

recherche pour
CENTRE DOCUMENTATION
ST-RÉMY-LES-CHEVREUSE

DOCUMENTALISTE
2 à 5 ans d'expérience.

- Diplômé(ée) INTD.
- Maîtrise de préférence SCIENTIFIQUE
- Anglais indispensable, allemand souhaité.

Intérêt pour l'informatique et goût du travail en équipe indispensables.

Ecrire avec C.V., photo et prét. à : nº M. 10751,
BLEU, 17, rue Lebel,
94307 Vincennes Cedex.
qui transmettra.

Compagnie Française de Produits Industriels
recherche pour sa
Division Agrochimie

AGRONOME EXPORT

pour participer au développement technique et commercial de sa gamme de produits phytosanitaires, et renforcer l'équipe déjà en place (secteurs d'activité possibles : Extrême-Orient, Amérique Latine).
Basé à Gennevilliers, ce poste, très opérationnel, nécessite une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, et implique une réelle disponibilité (fréquents déplacements), le goût des contacts et une grande capacité d'autonomie.
L'anglais courant est impératif et la pratique de l'espagnol serait un plus.



Si ce poste vous intéresse, adressez lettre de candidature et c.v. détaillé s/réf. 3035 à CFPI - Direction des Relations Humaines, 28 bd Camélinat 92233 Gennevilliers.
Discrétion totale garantie.

AXIAL publicité

Nº1 EN EUROPE
DANS NOTRE DOMAINE
(fournitures spécifiques pour l'industrie agro-alimentaire)
filiale d'un Groupe multinational, nous représentons un C.A. de 360 millions, un effectif de 800 personnes et 3 établissements en France.
Nous recherchons pour notre usine de BEAUVAIS (Oise) (400 personnes).

CHEF DE PERSONNEL

Rattaché au Directeur de l'Usine, il définit et suit avec lui la politique sociale, assure les relations avec les partenaires sociaux, et gère l'administration du personnel.
Il veille *particulièrement, avec l'équipe qu'il dirige (11 personnes)*, à l'amélioration des conditions de travail, la prévention des accidents, la paie, et la formation permanente.
Ce poste convient à un candidat de 30 ans minimum, de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances *juridiques, et une expérience probante.*
Anglais lu et *parlé* indispensable.
Rémunération de l'ordre de 250 000 F.
Disponibilité souhaitée : Novembre.
Merci d'écrire avec C.V. et photo, sous Référence Y 175 à :
P.A.J. CONSEIL 8 avenue de Camoëns 75016 PARIS

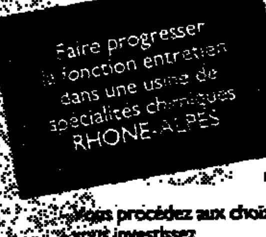
MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité



INGENIEUR
ENSAM, ECAM, CENTRALE...



Vous serez responsable de la fonction entretien pour tout un secteur d'une importance usine aux installations diversifiées.
Votre mission consistera à accompagner l'évolution de l'outil de production, en orientant votre action vers la performance optimale :
Vous procédez aux choix techniques
vous investissez,
vous formez et vous choisissez les hommes...
Votre formation et votre première expérience (3 ans dans un service entretien d'une industrie comparable) vous ont donné tous les atouts pour réussir dans ce poste et vous préparez ainsi à de plus importantes responsabilités au sein du groupe.
Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement des cadres RHONE POULENC (Secteur chimie) 25, quai Paul Doumer 92408 Courbevoie Cedex.

CONTESSE



Filiale de
GENERAL TELEPHONE
& ELECTRONICS

recherche pour sa Division Protection & Systèmes
(Paris - La Défense)

un INGENIEUR CHEF DE VENTES EXPORT (HF)

Sa mission :
Responsable, sous l'autorité du Directeur du Service Export, de la ligne de produits télécommunications et réseaux courant faible, il devra :
- contrôler et développer le réseau commercial existant,
- prospecter et créer un courant d'affaires sur de nouvelles zones.

Son profil :
- de formation ingénieur, domaine péri-téléphonie/matériel électrique.
- maîtrise de l'anglais indispensable/
- espagnol souhaité.
- une première expérience réussie dans la vente internationale.

Nombreux déplacements à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V., *photo* et prétentions à N. 5417
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

TRAMBRANDS LABORATOIRE
(Groupe Tampax)

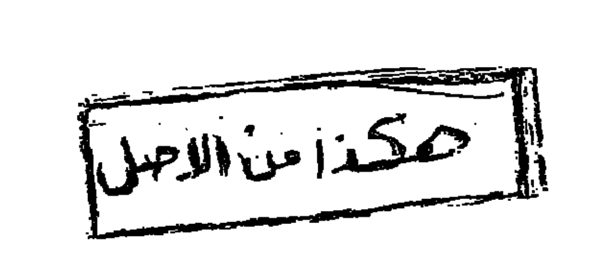


Pharmacien chef de produits

Etes-vous diplômé Pharmacien option industrielle, avez-vous un vif intérêt pour la fonction *marketing, pratiquez-vous l'Anglais couramment ?*
Nous vous proposons d'être :
Le responsable d'une nouvelle ligne de produits sous l'autorité du directeur marketing.
- vous mettrez en place et gérerez cette nouvelle ligne faisant appel à la technologie monoclonale,
- vous définirez les actions de communication publicitaire, vous suivrez l'évolution des produits et des marchés, vous contrôlerez les tests cliniques .
- en outre, vous serez le pharmacien responsable de notre filiale Tambrands Laboratoire.
Merci d'adresser C.V., Courrier et Prétentions à notre conseil
P.G. CONSULTANTS - 21, rue Emile Zola - 37000 TOURS REF : PCP 925.

PG CONSULTANTS

média-system



Le Monde
CADRES

Jeunes Gestionnaires d'Opérations

Visée : Directeur de Programmes Promotion Immobilière en Région Parisienne

Le plan de développement des activités de promotion (environ 500 logements) de notre établissement financier prévoit la création à Paris de deux postes de GESTIONNAIRES D'OPERATIONS.

Rattaché à un Directeur de Programmes, et en collaboration étroite avec nos différents services, vous prendrez en charge le suivi des phases de lancement et de réalisation des opérations.

Nos souhaits : une formation supérieure, une expérience d'au moins deux ans de l'immobilier privé. Votre personnalité, votre capacité de travailler en équipe, votre pragmatisme seront parmi les critères déterminants du choix.

La réussite à ce poste doit permettre à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature, sous référence 16 7310 M, à François CORNEVIN.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

La filiale française d'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux, implantée en proche banlieue de Strasbourg, étoffe la structure de son service Engineering/Méthodes par l'intégration d'un

Jeune ingénieur H/F

De formation supérieure et pouvant faire état d'une première expérience réussie, il prendra en charge la gestion et la réalisation d'importants projets d'investissements mobilisant la large palette des technologies avancées. Par ailleurs, il alliera souplesse et rigueur dans la conduite de réunions destinées à impliquer positivement les différents décideurs concernés.

De fréquents contacts avec l'étranger impliquent de bonnes bases en anglais susceptibles d'être améliorees.

Poste évolutif pour une personnalité influente et décidée.

Rémunération motivante dans un cadre de travail agréable au sein d'une équipe dynamique.

Votre dossier complet adressé à :
I. LESTANG sera traité rapidement en toute confidentialité.

LILLY FRANCE
Z.I.
67640
FEGERSHEIM.



CONTESSE

Le Département du Val-de-Marne recrute par voie de concours sur épreuves pour le Service des Espaces Verts Départementaux et le Service d'Architecture et des Bâtiments Départementaux

DES ADJOINTS TECHNIQUES

DU CADRE DÉPARTEMENTAL

DATE DU CONCOURS : 7, 8, 9 et 10 octobre 1986.

DATE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS :
le vendredi 19 septembre 1986 délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.
(Le niveau des mathématiques est celui du baccalauréat C.)

CONDITIONS :
- être âgé au 1er janvier de l'année du concours de 16 ans au moins et de 45 ans au plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur) ;
- être de nationalité française.

TRAITEMENT NET MENSUEL AFFÉRENT AU 1er ÉCHELON : 5.346,04 F + prime de technicité.

Pour tous renseignements, s'adresser à :
Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau du Recrutement - Pièce 405 - 4e étage
Avenue du Général-de-Gaulle - 94000 CRÉTEIL.
Tél. 48-99-94-00, Postes 24.05 ou 24.82.

AUTOMOBILE — TOURAINE

La Direction Générale d'une Filiale de Distribution

Rattachés à un groupe français important, notre vocation est l'étude et la commercialisation de produits et matériels spécifiques auprès des réseaux de distribution et des constructeurs Automobiles.

Avec bientôt 30 personnes et un objectif de CA à 60 MF, nous assurons notre croissance sur le marché Automobile par le développement technique de nos produits.

Pour assurer la Direction Générale, nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 35 ans, de préférence Ingénieur de formation disposant :
- d'une ouverture complémentaire (CESMA, IAE, ...)
- d'une bonne expérience de la distribution de produits industriels liés au marché Automobile
- d'un potentiel d'évolution lui permettant d'accéder à d'autres disciplines

Bilingue français/anglais, vous êtes disponible pour des déplacements en France et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE. Ecrire sous référence 990 M, en mentionnant votre rémunération actuelle à François PHILIBERT, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE
DE L'IDÉE À L'ACTION

DESSEIN

MI-TEMPS
CABINET D'ARCHITECTURE
PRÈS DES HALLES
recherche

SECRÉTAIRE

Vive et autonome.
(Notions comptabilité.)
Poste à pourvoir en septembre.
Tél. : 48-87-00-02.

ROCKWOOL ISOLATION S.A.
filiale d'un important groupe européen et numéro 2
sur le marché de fibres minérales, recherche,

ASSISTANT DU RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Rattaché hiérarchiquement au Chef du Département Recherche & Développement, il aura pour tâche essentielle la mise au point optimale de solutions «Produits/Applications» correspondant aux besoins du marché. Basé à Paris, il sera appelé à se déplacer dans nos différentes usines et sera en relation avec les laboratoires d'essais et de certification.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation bâtiment (ESTP, ESB...) ayant une première expérience de la fonction dans le second œuvre bâtiment.

Adresser CV, photo et prétentions à ROCKWOOL ISOLATION SA
Direction du personnel
48-50 rue Albert - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION
LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE



Etablissement supérieur d'enseignement (Paris-6e)
- Dessin Artistique
- Arts Graphiques
- Design Stylisme

recherche

- **SECRÉTAIRE ACCUEIL**
  - coordination élèves, enseignants ;
  - suivi pédagogique.
- **SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE**
  - connaissance informatique appréciée ;
  - suivi pédagogique.

Téléphonez au : 42-22-59-73.

Diriger un Fonds d'Assurance Formation



Organisme paritaire à caractère professionnel et à compétence nationale, le F.A.F. de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat est agréé par l'Etat pour l'ensemble des obligations légales de la formation continue (collecte 35 MF).

La direction de notre Fonds vous amènera à préparer et mettre en œuvre les décisions de nos instances paritaires. Vous aurez notamment, avec l'aide d'une équipe de 10 personnes, dont vous assurerez l'animation, à collecter les fonds auprès d'entreprises et de maîtres d'ouvrage de l'économie sociale, en assurer la gestion administrative et financière, développer un service de conseil aux entreprises en vue d'accroître leurs investissements formation. Vous assurerez les relations avec les pouvoirs publics et les instances professionnelles, aux niveaux national et régional.

De formation supérieure de préférence orientée vers la gestion, votre intérêt pour la formation et la gestion des ressources humaines dans l'entreprise s'accompagne d'une bonne pratique des relations entre partenaires sociaux. La connaissance de notre secteur d'activité serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser rapidement votre candidature et vos prétentions sous référence 46 0409 M, à M. MARTY, Président de HABITAT-FORMATION, 2, rue Lord Byron 75008 PARIS.

RIGUEUR,
EFFICACITE,
DISCRETION...

TROIS MAITRES-MOTS EN CHASSE DE TETE

C'est en tout cas la ligne de conduite que vous adopterez, et que nous nous sommes quant à nous toujours fixée. Responsable de notre Département approche directe, vous allez, en toute autonomie, découvrir les professionnels performants que nous demandent nos clients... les plus grands noms de l'industrie française et internationale, oeuvrant pour la plupart dans les techniques de pointe, notamment l'informatique.

Vos outils : téléphone, contacts directs, exploitation des médias. Des outils que vous connaissez bien pour exercer avec talent de semblables fonctions depuis plusieurs années. Passionné(e) d'informatique, vous organiserez, gérerez et coordonnerez nos systèmes d'information.

Bref une mission captivante et dont les multiples facettes nous feront découvrir votre envergure, votre classe et votre éducation.

Merci d'adresser CV, photo, niveau de rémunération souhaitée sous réf. 5046 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

ANIMATEUR ET GESTIONNAIRE A L'ESPRIT INTERNATIONAL

Votre formation ? Vos études supérieures en gestion, administration, ou, sciences humaines vous ont ouvert l'esprit et motivé pour l'action.

Votre expérience ? Elle vous a permis d'affirmer votre capacité et votre goût pour encadrer, gérer, organiser.

Vos motivations ? Vous aimez concrétiser des projets, particulièrement dans le domaine des échanges internationaux, et vous attachez de l'importance à réaliser vos objectifs.

Devenez donc le secrétaire général d'une association reconnue d'utilité publique, créée en 1950, et rattachée à deux organisations internationales renommées d'échanges interculturels faisant appel au volontariat.

A la tête d'une dizaine de permanents, vous ferez vivre l'association
- au quotidien dans la gestion et l'administration des ressources humaines et financières
- à court et moyen terme, par la planification et l'élaboration de projets et de budgets
- en animant le réseau de bénévoles, mais aussi en représentant l'association auprès des administrations, organisations ou sociétés privées qui parrainent ou partagent nos activités.

Vos voyages en France comme à l'étranger nécessitent d'une part une pratique courante de l'anglais écrit et oral, d'autre part une certaine disponibilité. Mais vous possédez une grande autonomie dans l'organisation de votre travail et de votre temps. Votre budget s'élèvera à 5 millions de francs.

Ecrivez rapidement sous référence 8 672
aux Consultants du cabinet de recrutement CLEAS
6, place de la République Dominicaine – 75017 PARIS.

INTERNATIONAL

REPRÉSENTANT (E) AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Amnesty International recherche un(e) représentant(e) auprès des communautés européennes. Ce(tte) représentant(e), basé(e) à Bruxelles, sera engagé(e) pour une durée déterminée – du 1er janvier 1987 au 31 décembre 1989. Il(elle) fera la liaison entre les divers organes des communautés européennes et Amnesty International, en collaboration avec les sections d'Amnesty International dans les pays des communautés européennes. Ce poste exigera donc de nombreux déplacements dans les capitales de ces pays.

Les candidat(e)s doivent avoir une connaissance approfondie d'Amnesty International et des communautés européennes. Ils(elles) doivent être capables de travailler sous pression et sans supervision directe et pratiquer couramment le français et l'anglais.

Traitement : £ 11,850 à £ 14,651.

Date limite de réception des candidatures : 30 septembre 1986.

Les entrevues auront lieu du 20 au 24 octobre.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, Service du personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne.
Tél. : 837-3805 (24 h sur 24).

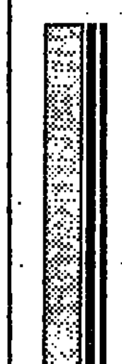
amnesty international

DESSEIN

AGRO-ALIMENTAIRE

Un important groupe du secteur agro-alimentaire implanté dans le monde entier recherche un

Responsable Marketing-Ventes



Amérique du Sud - Espagne

Sous l'autorité du Responsable de Zone, il remplira auprès des partenaires étrangers un rôle de conseil et d'assistance sur les plans marketing et commercial.

Environ 30 ans, une formation commerciale supérieure, une parfaite maîtrise de l'espagnol et une expérience incluant le marketing et la vente dans l'agro-alimentaire sont indispensables.

Une première expérience à l'export n'est pas forcément nécessaire, mais par contre, une grande ouverture d'esprit et une totale implication sur le terrain seront un facteur déterminant pour ce poste.

Le poste est basé à Paris, 50% de déplacements.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle, sous référence FD/03 à notre Conseil, Madame Donche, 38 rue de Lisbonne, 75008 Paris.

---

cellier

Société industrielle — 500 personnes — CA : 500 millions de FF (fabrication de biens d'équipement pour papeteries - machines pour fabrication de films plastiques - ensembles d'équipement pour l'industrie) recherche le

PATRON



Cette filiale créée en 1976 à Boston, comprend une trentaine de personnes et exerce son activité sur l'ensemble des Etats-Unis et du Canada.

Le candidat recherché, parfait bilingue anglais, âgé de 35 ans au moins, aura sous sa responsabilité la prospection commerciale, les études et la gestion complète de cette filiale.

Il aura une expérience papetière d'engineering, une bonne connaissance de la clientèle américaine et la pratique d'un poste similaire.

Les candidatures manuscrites avec C.V., photo et prétentions seront traitées de façon confidentielle et adressées à l'attention de Jacques CELLIER — CELLIER S.A. — B.P. 603 — 73106 AIX LES BAINS.

MEDIA BA

مكرر من الاصل

INTERNATIONAL

AUJOURD'HUI L'EUROPE... DEMAIN?...

Anderson, Squires Ltd. a le plaisir de vous annoncer la création de son département international au service des banques et des institutions financières à l'extérieur du Royaume-Uni.

Pour l'instant, notre département concentre ses activités sur les postes niveau cadres en Europe Continentale, avec très prochainement un développement qui couvrira tous les centres financiers mondiaux.

Notre intention est d'offrir à ces dits marchés, la même compétence professionnelle pour laquelle Anderson, Squires est réputé à travers le Royaume-Uni.

Pour davantage de renseignements, prenez contact avec *Laila Rafique ou Jacqueline Boyd.*

Anderson, Squires Limited, Bank Recruitment Specialists
127 Cheapside, London EC2V 6BU, England.
Tel: 01-606 1706.

Anderson, Squires



ESO-European Southern Observatory

Une organisation intergouvernementale recherche pour son siège de Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne, un(e)

EMPLOYE ADMINISTRATIF ACHATS (Réf. EAD 1-19)

Qualifications et fonctions: études secondaires et formation professionnelle en matière commerciale avec six années d'expérience pratique. Très bonne connaissance de l'anglais, la connaissance de l'allemand et/ou du français et de l'espagnol serait un atout. Traitement sur système informatique et suivi administratif de demandes d'achats, demandes des prix, commandes et contrats, y compris la préparation des documents commerciaux pour le transport et le dédouanement.

Rémunération: la rémunération sera fonction de la formation, de l'expérience et de la situation familiale du candidat.

Pour obtenir de plus amples informations concernant ce poste, veuillez faire parvenir votre demande motivée reprenant le numéro de référence au «Personnel Services», European Southern Observatory, Karl-Schwarzschildstraße 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne, avant le 20 septembre 1986. Tél.: (89) 320.06.216-8.

La DIVISION FORMATION PERMANENTE du groupe ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON

recherche

20 cadres

commerciaux ou ingénieurs

désireux suivre un cycle intensif de perfectionnement à l'ensemble des techniques du commerce international
durée de la formation : 580 heures
dates : 13 octobre 1986 - 5 février 1987
Stage ouvrant droit à rémunération par l'Etat au titre du F.N.E. ou congé formation.

Renseignements et inscriptions : Groupe ESC Lyon, division Formation permanente, Nicole LEVÊQUE B.P. 174, 69132 ÉCULLY. Tél. : 78-33-81-22.

La Caisse du Crédit Mutuel de Guyane
" le Crédit Populaire Guyanais "
recherche

Directeur

Diplômé d'études supérieures vous avez acquis une expérience bancaire complète d'au moins 5 ans et particulièrement dans les domaines suivants :
- politique commerciale en milieu bancaire de préférence outre-mer,
- maîtrise de la comptabilité et de la gestion,
- pratique de l'informatique.

Vous dirigerez l'ensemble des 3 guichets de Guyane (15 personnes) et assurerez leur développement.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 990/M Michel Herth, C.N.C.M. 88, rue Cardinet 75017 Paris.

Crédit Mutuel

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à ts les Français avec ou sns dipmôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIERES (D 16) BP 402-09 PARIS CEDEX 09.

Outre-Mer emplois, écrire avec C.V. à ORDI BP 37. 38220 VIZILLE.

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une doc. (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM). B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

Les Ed. ARGOUT étudient ts manuscrits, romans, poésies (facil.). 21, rue Gutenberg. 93500 Pantin. Tél. 48-45-37-83.

4 JOURNALISTES
grande expérience professionnelle
dans l'information économique française et étrangère,

responsabilités importantes dans plusieurs titres parisiens, portefeuille de relations personnelles de haut niveau, salaires élevés, souhaitent travailler ensemble en raison de leur complémentarité, **susceptibles de rassembler autour d'eux une équipe solide pour tout projet sérieux de développement dans la presse écrite et/ou audiovisuelle.**

Ecrire Le Monde publicité n° 7483, 7, rue de Montessui, 75007 Paris.

CURRICULUM

DEMANDES D'EMPLOIS

2 ans d'expérience dans grand quotidien cherche emploi ou piges, de documentation et de rédaction
Téléphone : 42-78-15-89
Ecrire sous le n° 6,916
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

POUR RENTRÉE 86-87
PROFESSEUR COMMERCE INTERNATIONAL
Expérience entreprise, enseignement public et privé, membre jury B.T.S. C.I. recherche direction études ou pédago., statut cadre.
Ecrire sous le n° 7,481
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Manager — Ancien ingénieur — ICG recyclage université USA. Longue expérience. Notamment Directeur Général d'un groupe international de PMI étudiera toutes propositions de collaboration.
Ecrire sous le n° 423
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J. F. sérieuse et motivée cherche emploi stable Paris ou banlieue Sud. STENO-DACTYLO. Libre de suite.
Tél. 69-24-77-78.

H. 24 ans, formation BAC + 3 (chimie) + 2 ans d'exp. labo ch. emploi. Tél. 48-07-83-76.

Directeur d'un organisme départemental à vocation sociale : 500 salariés, 1200 adhérents. Réf. direction d'établissements chargé de la gestion budget administration de la communication et des relations sociales préparation et application de la politique du conseil d'administration diplômé IAE Paris Sorbonne CAAE IIIe cycle de gestion recherche poste responsabilités.
Etudie toutes propositions.
Ecrire n° 0994
BLEU
17, rue Lebel,
94307 VINCENNES Cedex.

J.H. 26 ans, thèse de physique dominante nucléaire et informatique recherche travail dans ces secteurs, voire électronique, aéronautique ou bancaire
Téléphone : 55-02-46-26.

J. F. 23 ans — DESS. IAE de GESTION GÉNÉRALE, MAÎTRISE AES, LICENCE DROIT des AFFAIRES — étudie tte prop. Marketing, Gestion Générale, Gestion du Personnel.
Ecrire sous le n° 6 917
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J. F. 33 ans cherche emploi stable. Câblage — bobinage — conditionnement. Etudierait toutes autres propositions.
Tél. 39-87-27-01.

Ingénieur pétrolier, célibataire, 28 ans, travaillé en Inde, Indonésie, Brunei, connais. Géostatique Fortran IV, Fortran 77, Basic ch. emploi (lieu de travail sans importance), parle angl., Fr., Hindustani, Bengali, Bahasa (débutant). POIRIER CG E.N.S.M.P. 35, rue St-Honoré Fontainebleau, France
Tél. 64-22-48-21, poste 472.

J.F. 23 ans trilingue, BTS Tourisme, 1 an exp. dans Sté Tourisme et transport. Forfaitiste + accompagnement groupes. Disponible à partir du 18 septembre 1986.
Ecrire sous le n° 6 910
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE COMMERCIAL EXPORT
Spécialiste Asie du Sud-Est. 30 ans d'expérience vente biens d'équipement, crédits export, négociations haut niveau, good working knowledge of English, offre sa collaboration à société désirant s'implanter ou se développer sur cette zone.
Ecrire sous le n° 7,490
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JOURNALISTE
H. 40 ans, gde expér. étudie toutes propositions, presse, édition, communication,
Téléphone : 48-89-06-81.

J.H. 30 ans, célib., géologue minéralogiste, expér. pétrole, notions informatique, gestion, stage INSA, Angl. lu, parlé, dispon. immédiatement France, Étranger
Ecrire sous le n° 7,492
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Docteur en droit public, 35 ans, 6 ans expér. cab. d'avocat conseil état et service juridique, entrepr. publ. ch. poste à respons. en cab., entrepr. collectivité publ. organis. publ. ou parapublique.
Ecrire sous le n° 7,491
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Néerlandais cadre ccial, 28 ans, Français parfait, All., Angl., ch. emploi. Étudie toutes propositions.
Ecrire sous le n° 7,477
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ing. AM (option béton-struct.) 37 ans rech. poste respons. techn. et gestion PARIS et banl. Est S.-E. Expér. variée : BE bât. industriels, activité T.-C. outil., presse, élabor. projets information gestion Allemand courant, bases saines, angl., esp. Dispon., dépl. A disposition immédiate.
Ecrire sous le n° 7,474
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 23 ans, dipl. Ecole sup. de commerce, option finance rech. emploi sur Paris et R.P. dans secteur culturel et de la communication, expér. et relations dans ce domaine.
Ecrire sous le n° 7,489
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE SUPÉRIEUR DE GESTION
H. 42 ans, rigoureux, très expér. rech. poste responsabilité, analyse bilan, contrôle budgétaire, trésorerie banque, gestion administrative, Jean AISSANI, 89, rue de Maubeuge, Paris-10e
Téléphone : 48-74-43-86.

Cadre ccial, sup. (D.C.) rech. ts dynam. spéc. art. luxe. Expér. intern., angl., all., esp., ital., cour., discut. tts propos. sér. (plein temps, partiel, ou missions ponct.)
Ecrire sous le n° 7,487
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

cours et leçons

BÉNÉVOLEMENT
Angl. gal et ccial, 3919-41-92.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE NATIONALITÉ BRITANNIQUE. — 48 ans. Parfaitement bilingue, Anglais/Français, formation professionnelle et universitaire, 26 ans exp., commerce marketing internationaux, négociation, gestion contrats, liaison haut niveau dans engineering Pétrochimie Construction. Disponible rapidement. France Angleterre pour poste exigeant qualités de créativité et diplomatie. (BCO/MS 884.

FONCTIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES EN ASSURANCES. — 50 ans. Licence droit, stage Institut Français de Gestion «Fonction de l'entreprise». 8 ans exp., dans importantes compagnies d'assurances, rédactrice contentieux sinistres responsabilités civiles, accidents auto etc. RECHERCHE poste secteur d'assurances (collaboratrice agent général courtier, etc) Paris/RP. BCO/MS 885.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

FORMATION PROFESSIONNELLE



ETES-VOUS UN HOMME DE QUALITE ?

- Devenue la clé de la compétitivité des entreprises, la QUALITÉ n'est plus un domaine réservé.
- A votre attention, demandeurs d'emploi de niveau ingénieur ou Maîtrise Sciences et Techniques, BTS + expérience, l'**ASFO ASFIDA 22 ORGANISE UN STAGE QUALITICIEN.**
- Renseignez-vous auprès de votre APEC - ANPE ou directement

E. JOUANNIGOT —
ASFO D'ARMOR 22190 PLERIN
Tél : 96 74 67 91

DESSEIN

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

Près JARD. DES PLANTES. Studette, kitchen., w.-c., dche. Idéal étudiant. 200.000 F. Téléphone : 43-22-61-35.

6e arrdt

70 BIS, RUE BONAPARTE
Studio sur cour fleurie
travaux à prévoir. 445.000 F
les 2-3-4, 13/15 h et 18/19 h.

11e arrdt

EXCEPTIONNEL
BEAUMARCHAIS (Près)
LOFT AMÉNAGÉ 300 m²
JARDIN INTÉRIEUR
SS-SOL 200 m². 42-72-40-19.

14e arrdt

PTE ORLÉANS (PRÈS)
Beau studio tt cft. Imm. récent. 290.000 F. 45-28-88-04.

15e arrdt

CONVENTION
Magnifique maison indépendante avec 150 m² jardin, vaste séjour avec terrasse et mezzanine, chambre, 150 m² habitables + dépendances. GARBI - 45-67-22-88.

16e arrdt

AVENUE DE VERSAILLES
vaste séjour + chbre, 90 m² stand. imm. récent, balcon GARBI 45-67-22-88.

18e arrdt

Studio cft	129.000 F
2 P. à rénover ..	192.000 F
2 P. cft	266.000 F
3 P. cft	330.000 F
70 m² à rénover + cour privée ..	420.000 F
4 P. cft	690.000 F
5 P. cft 120 m² .	1.250.000 F

Tél. : 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

COURBEVOIE, 110 m² de bel ancien rav., 1930, séj., 42 m², 3 chbres, 6e ét., asc., tt cft, soleil, calme. A SAISIR. 790.000 F. Tél. 47-88-06-06.

COURBEVOIE, RÉSIDENCE 1982 67 m² habitables, séj., 2 chbres, cuis. équip., loggia, park., ss-sol, frais de notaire réduits 780.000 F. Tél. 47-88-06-06.

94 Val-de-Marne

ST-MANDÉ, PRÈS BOIS
Imm. récent, 2 P. cuis., bns, refait à neuf, 50 m², clair. 675.000. MICOT 43-44-43-87.

Province

2 h 30 de Paris, à vendre, près forêt, appt 50 m² + terrasse à STELLA-TOUQUET, 5 mn plage de petit imm. standing. Tt cft., cuis. aménag., charg. minimes. Mme PECQUEUR, Tél. H. Bur. Paris 47-66-12-86 ou Châtellerault 16 (49) 21-81-77.

appartements achats

AGENCE LITTRE
Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quart. résidentiels, paiement compt. chez notaire. TÉL. : 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire.
48-73-20-67, même le soir.

RECHERCHE URGENT
Studios ou 2 pces, même à rénover, Paris.
Tél. : 42-52-40-40.

Recherche 3, 4 P., 80 m², 5e, 6e, 15e, 16e, 17e.
Tél. : 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

Collaboratrice du journal « le Monde » statut cadre ch. à louer 3 P., de préférence rive gauche. Loyer 4.000 F maxi. Téléphone : 45-55-91-82 poste 43-35, h.b.

Pour collaborateurs cadres et ensemble personnel IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE rech. des appts ttes catégories, studios et pavillons Paris et environs. Tél. : 45-04-48-21.

Région parisienne

Etude ch. pour cadres villas toutes banlieues. Loyer garanti. (1) 48-89-89-66, 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
Rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassade et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés multinationales.
Tél. : 45-62-78-99.

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

maisons individuelles

LA GARENNE-COLOMBES résidentiel, pavillon 200 m² habitables, 7/8 P., jard., véranda, ss-sol tot. 1.400.000 F. Téléphone : 47-89-06-06.

BOUGIVAL MAISON S/1.000 m² terrain R.-DE-CH., boutique + bureau - 1er ÉTAGE, séjour, salon, cuisine, 2 chbres, cave. 1.700.000 F. 47-89-06-06.

maisons de campagne

VD MAISON CAMPAGNE 3 h de Paris, cuis., salle à manger, cheminée, rustique, 2 chbres, s. de b., garage, cave, hangar. Pêche 1.000 m², 14 km de Moulins. Prix 210.000 F à débattre, crédit possible 100 %. Tél. : 69-04-13-86.

Vends, 1 000 m d'altitude
AUVERGNE
à 500 m ruisseau truites
1/4 d'heure Allier (canoë-kayak, pêche saumons)
MAISON, 4 niveaux de 42 m² électr., entrée eau, toit refait. 120 000 F. — J.-L. Stoskopf Le Mas, Siaugues-Sainte-Marie 43 300 Langeac
tél. 71-74-22-58, après 20 h.

villas

A vendre Tunisie Ez Zahra, Bord de mer, villa 7 pces tt cft, jard. Px 70 M.D. Vis. s/pl. 20 au 24/8 de 14 à 19 h. 8, rue Tah Haddad. 481.385. Fr. (16-1) 47-41-81-69

91 LARDY, 400 m RER. Villa 198 m² sur parc 2 677 m² Prix : 850 000 F. Téléphone : 60-82-75-31, après 19 heures.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 Paris.
Tél. : 16 (1) 42-66-46-40.

propriétés

(77) Emerainville, part. vd pav. 5 pces (100 m²), 1 cuisine, 1 dble séj., 3 chbres, s. de bns, garage, 200 m², jard. clôturé à prox., gare, écoles, comm. 850.000 F. Tél. 60-17-97-77.

20 km Rouen, Rég. 3 vallées de 1 hect. clos, planté très belle réalis. ultra-mod., parfait état, grd confort 205 m², bel. dépend. urgent. T. 42-27-66-63.

84 — APT (6 km)
Propriétaire vend sur 6 500 m² boisés, maison récente, 190 m² habitables, 2 niveaux, salon 80 m² avec cheminée, 3 chambres, 2 salles de bains, garage, piscine.
Prix : 950 000 F.
Tél. h. bureau : 90-74-21-64.

VEND CAUSE DÉCÈS
A 45 mn Paris direct Aut. sud NEMOURS. s/parc clos 9 ha, centre ville ts commerces, pisc. tennis, golf, séduis. ppté habit. de ste gd cft récept., séj. cathédrale 110 m², cheminée cuis., 5 chbres, 6 s.-de-bns, w-c dépend., caves. Px tot. 1 590 000 F créd. 100 %. Tél. (16) 38-92-72-32 et après 20 h : (16) 38-95-22-28.

viagers

Villa viager, 1 tête 78 ans occupée, F4, vallée du Lot, gros bourg, calme. Prix à voir. Téléphone : 65-20-10-11.

Viager 1 tête, 72 ans, app. rénové 2 p. cuisine, cave, w-c-douche, chauffage central individuel, 1er ét. enacialité. Père-Lachaise, charges faibles — Tél. : 43-70-29-59

bureaux

Locations

INVALIDES
VOTRE SIÈGE SOCIAL DE PRESTIGE
Domiciliations, secrétariat permanence téléphonique constitution de sociétés formalités administratives
UERC
Téléphone : 47-42-97-58.

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 100 M2, STANDING
OUVERT 24 H/24
Location courte ou longue durée. Tous services : tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE - 43-80-90-10.

Domiciliations depuis 90 F/mois. Rue St-Honoré : 42-96-84-91. Paris-12e : 43-40-68-50. Constitution SARL 2.000 F/HT.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-58.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

— TIME BURO —
La liberté d'entreprendre. Bureau et domiciliation. Tél. : (1) 43-47-47-82.

ÉTOILE
Très grand standing.
BUREAUX MEUBLÉS
Toutes durées, tous services. Tél. : (1) 47-27-15-59.

A L'ÉTOILE
DOMICILIATION
Bureaux, secrétariat, télex.
DERNIS ORGANISATION
42-22-98-98. TELEX 649601.

IMMOBILIER PARTICULIERS

Le Monde

« SPÉCIAL PARTICULIER »

FORFAIT 5 LIGNES

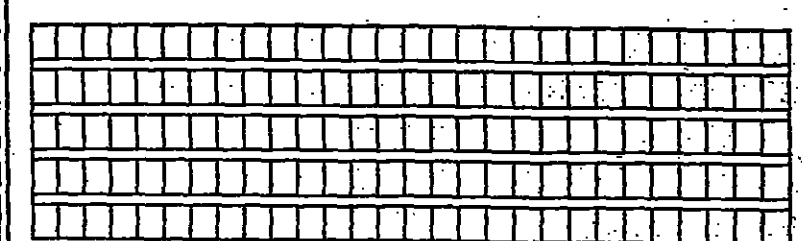
2 mercredis de suite 593 F TTC

Ligne supplémentaire : 59,30 F TTC

Particuliers : vous cherchez à vendre, à acheter ou louer un bien immobilier. *Le Monde* propose d'insérer votre annonce pendant 2 mercredis de suite, journaux datés jeudi.

Remplissez cette grille et renvoyez-la, accompagnée de votre règlement : chèque ou CCP libellé à l'ordre du *Monde* Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS, avant le lundi 16 heures précédent la première parution.

La ligne se compose de 28 lettres minuscules, signes de ponctuation ou espaces. En utilisant des caractères de 2 lignes de hauteur, la ligne se compose de 18 lettres, signes de ponctuation ou espaces.



POUR TOUTE INFORMATION
Téléphoner à notre service 45-55-91-82, postes 4126, 4141 ou 4137.

مكذا من الاجل

REPÈRES

Emprunt

Nouvelle adjudication par l'Etat

L'Etat va émettre un nouvel emprunt, jeudi 4 septembre, par adjudication d'obligations assimilables du Trésor pour un montant compris entre 8 et 13 milliards de francs. L'adjudication précédente remonte au mois de juillet dernier, pour 5 milliards de francs. Depuis le début de l'année, l'Etat a levé 107 milliards de francs (contre 52,3 milliards de francs pour la même période de 1985), sous forme d'emprunts à long terme, pour financer un déficit budgétaire qui devrait atteindre 144 milliards de francs. Quant aux émissions totales sur le marché des obligations, elles se sont élevées à 253,89 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1986, en progression de 25 % sur la même période de 1985, selon les statistiques du Crédit lyonnais.

A l'heure actuelle, l'abondance des disponibilités et l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt stimulent les souscriptions d'obligations, au point que le Trésor estime nécessaire de satisfaire les demandes, afin d'éviter une baisse des rendements jugée prématurée.

Matières premières

La CNUCED veut aider au redressement des cours

En ouvrant la session d'automne du conseil de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), le secrétaire général de l'institution, M. Kenneth Dadzie, a souligné le rôle que devrait jouer la CNUCED VII, prévue en 1987, dans la lutte pour le redressement du cours des matières premières. Principales ressources de la majorité des pays en développement, ces dernières *« continuent de s'effriter »* depuis le début des années 80, compliquant encore la tâche des gestionnaires du tiers-monde. Evoquant le lancement probable de nouvelles négociations commerciales multilatérales lors de la conférence du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à Punta-del-Este, en Uruguay, le 15 septembre, M. Dadzie a estimé que cette réunion *« aura la formidable mission de lancer un processus pour restaurer la crédibilité d'un système commercial en pleine dépression »*. Le conseil de la CNUCED, qui poursuivra ses travaux jusqu'au 10 septembre, abordera l'épineux problème du lieu et de la date de la prochaine conférence ministérielle — sans doute Genève ou Vienne durant le second semestre 1987 — et examinera le rapport sur le commerce et le développement (*le Monde* du 12 août), ainsi qu'un rapport sur *« les services et le développement »*, sujet délicat des discussions de Punta-del-Este.

Salaires

Les sidérurgistes ouest-allemands demandent une augmentation de 7 %

Les sidérurgistes ouest-allemands viennent de réclamer une hausse salariale de 7 %, posant quelques problèmes à une industrie en plein redressement, au moment où l'inflation outre-Rhin ne devrait pas dépasser 0 % en 1986 et 0,2 % en 1987. La nouvelle convention salariale du Nord du Rhin et de la Westphalie, qui remplacera celle qui arrivait à échéance le 31 août, donnera une indication de ce que le patronat est prêt à concéder au syndicat IG Métal.

De nombreux présidents de banque vont changer

Le reflux de la vague rose de 1982

Le président de la République a reçu, le 1er septembre, une liste de nouveaux présidents de banques filiales, élaborée à partir des propositions des douze présidents des grands établissements bancaires et des sociétés privatisables. Il s'agit de la seconde vague de nominations en vue de la privatisation après celle du 23 juillet. Celle-ci comporte de nombreux changements. Si l'Elysée se refuse à faire de ces nouvelles nominations un nouveau temps fort de la cohabitation, la présidence n'en cherche pas moins à *« améliorer »* la liste, estimant que les critères politiques ont prévalu sur ceux de la compétence, ce que conteste le ministère de l'économie et des finances. Nombre de personnalités proches du Parti socialiste ou du président de la République sont, il est vrai, éliminés au profit de banquiers proches — voire membres — de l'actuelle majorité.

En l'état actuel des choses, dans le groupe du CIC, que préside M. Jean Dromer, depuis le 23 juillet dernier, M. Jean Cariès (Banque de l'union européenne) pourrait céder sa place à M. Dromer lui-même. Parmi les autres filiales, M. Alain Weber (Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine) serait remplacé par un des directeurs de l'établissement (on parle de M. Scheer). M. Bernard Madinier quitterait la Banque régionale de l'Ouest pour remplacer M. Patrick Thuillier au Crédit industriel de l'Ouest, tandis que M. Jean-Noël Reliquet, directeur général adjoint du CIC Ile-de-France, remplacerait M. Claude Pietra, détaché du Trésor à la Banque régionale de l'Ain. Au Crédit industriel de Normandie, M. André Lecomte, directeur général adjoint, succéderait à M. Jean Duramé. A la banque Scalbert-Dupont, M. Claude Lamotte, directeur général, deviendrait président après le départ de M. Hugues Maizy, qui vient d'être nommé trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle. En revanche, seraient maintenus, MM. Jean Carrière (Lyonnaise de banque), Louis-Pierre Blanc (Bordelaise de CIC) et Bernard Yoncourt (Société nancéienne et Varin-Bernier).

Dans le groupe de la Compagnie financière de Suez, M. Philippe Pontet, conseiller référendaire à la Cour des comptes et vice-président du club Perspectives et réalités, remplacerait Mme Christiane Doré à la banque Sofinco, tandis que M. Dominique Saglio était donné partant de la banque La Hénin, où lui succéderait M. Bernard Egloff, directeur général adjoint de la Compagnie financière de Suez. A la Banque parisienne de Crédit, M. Daniel Houri partirait également, au profit de son directeur général, M. Guy Chartier.

En revanche, MM. Gilbert Lasfargues et Guy Delorme seraient très vraisemblablement maintenus à la Banque Vernes et Commerciale de Paris et à la banque Monod La Hénin. Quant à la banque Indosuez, dont M. Renaud de la Genière prendrait la présidence, M. Antoine Jeancourt-Galignani, l'actuel directeur général, serait confirmé, et peut-être nommé vice-président ou de la banque, ou de la Compagnie financière (déjà présidée par M. de la Genière).

Dans le groupe du Crédit commercial de France, M. Roger Prain, directeur général de l'Européenne de banque (ex-Rothschild) succéderait au président, M. Roger Pujol, qui prendrait la place de Mme Isabelle Bouillot à l'Union de banques à Paris. A la banque Chaix, dont 20 % appartiennent au CCF, M. Pierre Habib-Deloncle, directeur à la banque Indosuez, et président de l'association RPR Banque, accéderait à la présidence, occupée, depuis juillet 1982, par M. Jean Matouk.

Dans le groupe Paribas, M. Michel François-Poncet, nommé en juillet dernier à la présidence de la Compagnie financière, occuperait — également — celle de la banque. Quant à M. Bruno de Maulde, il serait assuré de rester président du Crédit du Nord, sa nomination, en janvier 1986, ayant bénéficié d'un concensus politique. Le cas est le même pour M. René Geronimus, président depuis avril 1985, de la SOGENAL, filiale alsacienne de la Société générale, qui avait reçu un aval général, et de M. Yann Gaillard à la Société centrale de banque, du même groupe. Au Crédit chimique, enfin, filiale de Pechiney, M. Pierre Vajda partirait, tandis que M. Jean-Michel Bloch-Lainé garderait son poste à la banque Worms, filiale de l'UAP. Quant à la banque Laydernier, du groupe Crédit lyonnais, M. Jean-Baptiste Bosson, conserverait la présidence.

A première vue, si ces propositions recueillaient l'accord du chef de l'Etat, elles traduiraient le reflux complet de la vague « rose » du début de 1982. Seraient ainsi évincés Mmes Doré, Bouillot, MM. Matouk, Thuillier, Duramé, Cariès, Houri, Vajda. Leurs remplaçants sont, en très grande majorité, des banquiers professionnels, le plus souvent issus de l'établissement lui-même. Deux nominations « politiques » tout de même : M. Habib-Deloncle et M. Pontet, gages donnés au RPR Banque et aux clubs Perspectives et réalités (UDF).

F. R. et S. M.

SOCIAL

L'emploi des jeunes

Concert à quatre voix

Pour l'emploi des jeunes, le gouvernement entend montrer qu'il est capable de se mobiliser. Ce qui a donné lieu, le 1er septembre, à un concert de déclarations de plusieurs ministres.

A Epinal (Vosges), cité dont il est le maire, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a entamé son tour de France pour l'emploi, accompagné en la circonstance de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat. Il en a profité pour annoncer une nouvelle que M. Jacques Chirac avait prématurément divulguée : l'*« effort exceptionnel »* de 4,5 milliards de francs pour le second semestre de 1986 sera reconduit pour le premier semestre de 1987. Ce qui porte à 9 milliards de francs, en année pleine, la contribution possible du budget de l'Etat en faveur des jeunes, sous forme de déductions des charges sociales pour les entreprises.

A Lyon le 2 septembre, à Metz le 5 septembre, M. Séguin va poursuivre seul sa mission. M. Arthuis, lui, en fera de même dans d'autres villes.

A La Rochelle (Charente-Maritime), M. Georges Chavannes, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, a annoncé qu'il réunirait le 17 septembre, à Paris, tous les préfets pour étudier tous les moyens de donner du travail aux jeunes. Il s'inspirera de l'exemple de la Charente, où une dizaine de jeunes tucistes ont rendu visite à deux mille patrons et trouvé des possibilités d'embauche. M. Chavannes espère trouver des « gisements » d'emploi auprès des artisans et des petites entreprises.

M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat, chargé de la sécurité sociale, n'a pas été en reste. Evoquant la solution des « petits boulots », chers à M. Séguin, il propose une autre appellation, moins péjorative à ses yeux. *« BUT, par exemple,* c'est-à-dire boulot utile mais transitoire, *ou AVIS, activité valorisante d'insertion sociale »*, pour lesquels il *« pense à la forfaitisation des charges sociales »*.



Cette surenchère d'interventions, d'initiatives ou d'opérations médiatiques, si elle se comprend, peut aboutir au cafouillage et risque de produire l'effet contraire de ce qui était escompté. Depuis son arrivée aux affaires, le gouvernement ne cesse de rappeler l'existence de cette priorité et son insistance pourrait finir par ressembler à la méthode Coué.

A. Le.

La vie des chômeurs non indemnisés

Des dettes et des factures impayées

Si leurs finances sont mises à mal, les chômeurs non indemnisés ne sont cependant pas sans ressources. Leur sort dépend au bout du compte de la situation des autres membres de la famille, montre le sondage BVA (*le Monde* du 29 août), qui avait déjà étudié les comportements de cette population, éloignée de l'emploi (1).

Comment vivent les chômeurs non indemnisés ? Peu sont en couple ou sont mariés (35 %), les jeunes étant souvent célibataires (83 %). La moitié sont des jeunes, hébergés chez leurs parents, 12 % des femmes et 37 % sont des hommes chefs de famille. Dans le foyer du chômeur, quatre personnes en moyenne cohabitent, et l'on compte au moins un enfant dans 79,5 % des cas. Ces familles supportent fréquemment de lourdes charges.

Le revenu mensuel global par foyer est évalué à 5 400 F, mais 32,5 % disposent de 2 500 à 4 000 F et 16 % de moins de 2 500 F. Les femmes et les jeunes se trouvent dans des foyers aux ressources supérieures et les plus de quarante ans ont des revenus particulièrement bas. Cela est notamment vrai si le chômeur est chef de famille, tandis que le jeune chômeur, enfant au foyer, appartient à une famille nombreuse. En juin 1985, le revenu moyen par personne présente dans le foyer s'établissait à 1 392 F par mois.

La situation financière dépend pour l'essentiel du nombre de personnes occupant un emploi dans le foyer où vit un chômeur. 37 % de ces foyers n'ont pas d'autre revenu d'activité, 48 % font état d'un emploi, 15 % de deux emplois. En moyenne, chaque emploi rapporte 3 825 F à la famille et il est le critère déterminant pour le niveau de revenu. Les autres éléments interviennent de manière plus réduite, bien que 19,2 % des foyers reçoivent une pension de préretraite, 10,4 % des allocations-chômage, 11,6 % une pension d'invalidité et 8,5 % une bourse d'études. Quant aux prestations familiales, elles constituent la principale source de revenu en dehors des revenus d'activité : 34 % perçoivent des allocations familiales (26 % pour un montant supérieur à 1 000 F), 33 % une allocation logement de 400 F et parfois des aides sociales ou à la famille.

Leurs conditions de vie se ressentent énormément de leur situation. A 58 %, ils sont locataires. 16 % sont hébergés et 23,3 % sont propriétaires, mais, pour la moitié, remboursent encore 1 700 F par mois. 17 % ont des traites à payer et 21 % encore des dettes. A 85 %, ils avouent être à court d'économies. Ils ont dû puiser dans leur bas de laine (49 %) pour faire face, mais leur détresse se lit au travers d'autres indices, tout aussi préoccupants. 32 % ont demandé des délais de paiement ou des découverts. 36 % ont emprunté. Plus grave : 9 % ont vendu des biens et 6 % ont déménagé. Plus d'un tiers connaissent des difficultés pour les dépenses de nourriture. 26 % ont des ennuis avec leurs factures EDF-GDF ou PTT et 19 % avec leur loyer.

A. Le.

(1) Le sondage BVA a été réalisé en juillet 1985. Ses résultats ont été publiés dans la revue *Travail et emploi* de juin 1986, éditée par le ministère des affaires sociales de l'emploi.

AGRICULTURE

Du tournesol contre du colza

Un accord franco-américain exemplaire entre l'UNCAC et SIGCO

L'UNCAC (Union nationale des coopératives agricoles de céréales), premier opérateur français sur ce marché et celui des oléagineux, premier producteur national de semences, vient de signer un accord avec la société américaine SIGCO, filiale du groupe semencier et de recherche biotechnologique Agrigenetics (lui-même filiale de Lubrizol).

SIGCO concède à la filiale semencière de l'UNCAC, SERASEM, le droit d'utiliser les lignées et les hybrides de tournesol pour les expérimenter, les produire et les de commercialiser en France, ainsi que dans d'autres pays, au coup par coup. En contrepartie, l'UNCAC permet à SIGCO d'expérimenter et commercialiser les variétés de colza qu'elle a créées et qui couvrent aujourd'hui 80 % des surfaces cultivées en Europe. Chacune des sociétés sera rémunérée par un prélèvement sur les droits de licence en fonction des volumes commercialisés.

Alors que la bataille commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis se développe sur le marché des matières premières agricoles, les sociétés créatrices de variétés n'hésitent pas à poursuivre leurs accords pour échanger du matériel végétal, qui peut être la source de la puissance agricole et donc de la concurrence internationale de demain. Mais l'accord UNCAC-SIGCO est exemplaire pour deux raisons. D'abord par sa réciprocité : SIGCO est numéro un du tournesol aux Etats-Unis, avec 27 % du marché, et l'UNCAC compte sur la qualité de ces semences pour passer de 13 % à 25 % du marché français. SERASEM est le leader européen du colza avec des variétés obtenues à partir des travaux de l'INRA et dites « double zéro », c'est-à-dire débarrassées de l'acide érucique, soupçonné d'effets cancérigènes, et des substances goitrigènes qui rendaient les tourteaux de colza inaptes pour l'alimentation du bétail.

Lavée de tout soupçon, grâce à ces nouvelles variétés, l'huile de colza est, de nouveau, autorisée aux Etats-Unis. Du coup, cette culture encore très restreinte va pouvoir s'y développer. C'est la deuxième originalité de cet accord : il porte sur des espèces végétales qui ont chacune leur débouché et pour lesquelles il n'y a pas d'engorgement sur le marché mondial. Les surfaces consacrées au tournesol sont passées de 100 000 hectares en 1980 à 842 000 hectares en 1986, et la France est devenue le quatrième producteur mondial, derrière l'URSS, l'Argentine et la Chine, au même niveau que les Etats-Unis. Le marché de l'huile (multiplié par cinq en dix ans en Europe) et des tourteaux continue de s'accroître. Il a pour l'alimentation des animaux encore de belles années devant lui, puisque son principal concurrent, le soja, presque entièrement importé, représente encore 65 % des tourteaux consommés en Europe et 70 % en France.

Aux Etats-Unis, le colza pourrait, selon une étude du ministère de l'agriculture, occuper de 500 000 à 1 million d'hectares d'ici à 1990 ; il y prendrait la place du blé et du tournesol. Toutefois si les deux plantes oléoprotéagineuses ne rencontrent pas de difficulté spécifique, on ne peut ignorer que leur développement rend plus sévère la concurrence entre les produits aux destinées équivalentes, les céréales, particulièrement le maïs et le soja.

JACQUES GRALL.

ÉTRANGER

33 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de la pauvreté

WASHINGTON
correspondance

Dans son rapport annuel, le Census Bureau, l'organisme officiel des statistiques, établit que 33 millions d'Américains, soit 14 % de la population, ont eu, en 1985, des revenus inférieurs au seuil officiel de la pauvreté. Le revenu annuel moyen par famille a atteint 27 735 dollars, soit une amélioration de 1,3 % par rapport à l'an dernier. Mais, en raison d'un taux de croissance de l'économie plus faible en 1985, ce mieux a été plus léger qu'au cours des deux années précédentes.

En se situant à 14 %, le taux de pauvreté a diminué légèrement par rapport à 1984 (14,4 %) et nettement par rapport à 1983 (15,2 %) l'année qui a suivi la récession. Il n'en reste pas moins au même niveau que lors de l'accession du président Reagan à la Maison Blanche, et plus haut que pendant les années 70. Aussi plusieurs personnalités et organisations ont-elles exprimé leur déception en estimant que, après trois ans de redressement économique, le taux de pauvreté se situait toujours à un niveau relativement élevé. Le sénateur démocrate de New-York, M. Patrick Moynihan, spécialiste des problèmes de la famille américaine, considère que, au cours des seize dernières années, les revenus des foyers américains n'ont, en termes relatifs, pas augmenté.

D'autres spécialistes notent que tous les bénéfices provenant de la croissance n'ont pas été également partagés ; bref, que l'écart s'est élargi entre les pauvres et les riches.

Les inégalités subsistent entre les revenus des Blancs et ceux des minorités. Néanmoins, les Noirs sont le seul groupe ayant, en 1985, nettement amélioré sa situation. Ils ont accru, en moyenne, leur revenu dans une proportion de 5 %. D'autre part, la baisse du taux de pauvreté a été plus prononcée dans ce groupe (passant de 33,8 % à 31,3 %) que chez les Blancs (de 11,5 % à 11,4 %). En revanche, aucune amélioration n'est enregistrée chez les Hispaniques, dont le taux de pauvreté augmente, passant de 28,4 % à 29 %.

Le rapport du Census Bureau indique également que le taux de pauvreté des personnes âgées de plus de soixante ans a augmenté, passant de 12,4 % à 12,6 %. En ce qui concerne les enfants, l'étude relève, chez les Noirs et d'autres minorités raciales, un accroissement rapide du nombre des foyers ayant un seul parent à leur tête. En 1984, 41 % seulement des enfants noirs au-dessous de dix-huit ans vivaient avec leurs deux parents, alors que pour les enfants blancs de cette même catégorie, la proportion était de 81 %.

Le taux de pauvreté est établi sur la base de revenus, sans tenir compte des variations géographiques du coût de la vie. Le seuil officiel de la pauvreté, en 1985, a été fixé au niveau du revenu de 8 500 dollars par an pour une famille de trois personnes et de 11 000 dollars pour une famille de quatre personnes.

HENRI PIERRE.

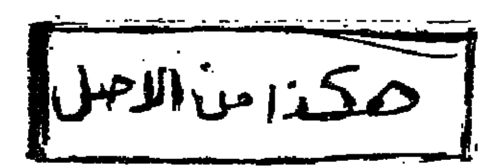
La FEN lance un appel à toutes les forces syndicales pour défendre le service public

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a lancé un appel, le lundi 1er septembre, à l'ensemble des organisations syndicales pour la défense du service public. Lors d'un bureau fédéral extraordinaire, M. Jacques Pommatau, secrétaire général, a proposé un texte face à un « contre-texte » de la tendance Unité et action (proche du Parti communiste). Le texte de M. Pommatau a obtenu 22 voix, contre 12 pour Unité et action et une voix à un texte de l'Ecole émancipée.

Dans cet appel, la FEN condamne une *« politique globale »* du gouvernement dont l'un des fondements est *« la remise en cause de la notion même de service public »*. Evoquant les mises en cause du service public dans l'éducation, la recherche, la culture, le *« patrimoine »* industriel, les communications, l'audiovisuel et les banques, la FEN estime que *« les fondements mêmes des services publics, c'est d'être au service de tous les usagers sans discrimination. Propriété de la nation, ils assurent le principe d'égalité entre les citoyens et garantissent ainsi les libertés publiques »*.

La FEN *« appelle ses syndicats nationaux et ses sections départementales à envisager toutes initiatives et à rechercher les coordinations qui peuvent sur ces bases conjuguer les forces syndicales et unifier les actions des travailleurs. La FEN multipliera les initiatives pour que le plus grand nombre d'organisations syndicales trouvent un langage commun et retrouvent le chemin de l'unité sur cette question primordiale de la réhabilitation et de la défense de la notion de service public. C'est l'appel qu'elle lance à toutes les forces syndicales »*.

Rectificatif. — En Belgique, un chômeur sur deux demeure sans travail depuis plus de deux ans et non pas naturellement un Belge sur deux, comme nous l'avons écrit dans « le Monde de l'économie » du 2 septembre, page 29. Le record est déjà assez attristant pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rajouter.



Economie

Milliardaires en difficulté

Un des derniers épisodes de la saga des Hunt ?

WASHINGTON
correspondance

L'empire Hunt va-t-il définitivement s'effondrer ou bien s'agit-il d'un nouvel épisode de la saga des Hunt, milliardaires du Texas, dont les tribulations pourraient rivaliser avec celles des héros du feuilleton télévisé « Dallas » ?

Les Hunt du Texas, souvent assimilés aux Rockfeller de New-York, ont survécu plusieurs fois à des revers de fortune pour reconstituer la richesse familiale, sans doute diminuée, mais évaluée encore en 1980 à 10 milliards de dollars. Jusqu'à nouvel ordre, la déclaration de faillite faite par les trois frères, Bunker, Herbert et Lamar Hunt, vise essentiellement à protéger leurs compagnies, Placid Oil et Penrod, des vingt-trois banques américaines réclamant le remboursement de leurs prêts, qui atteignent un milliard 500 millions de dollars (*le Monde* du 31 août-1er septembre). Mais, très combatifs, les Hunt poursuivent en justice les banques en les accusant de *« conspirer »* pour démanteler, et finalement, détruire leurs compagnies.

Cette fois, la tâche est rude pour la dynastie Hunt, dont les difficultés sont aussi celles d'un Etat frappé par la baisse des prix du pétrole. Le Texas produira-t-il encore ces hommes d'affaires hauts en couleur, personnages hors série ayant fait fortune dans le pétrole, comme, au dix-neuvième sècle, les *« barons du bétail »* dans l'élevage...

Dans ce contexte, la déclaration de faillite des Hunt peut être considérée comme une illustration des changements intervenus dans l'économie du Texas, mais aussi comme un signe de vulnérabilité de la dynastie. *« Les Hunt s'en sortiront... S'ils perdent, c'est tout le Texas qui est perdant. »* La formule d'un commentateur texan reflète l'attachement à la mission mythique d'un Texas *« plus grand que nature »* des chefs d'entreprise *« super Américains »*, aventuriers, extravagants et spéculateurs, mais qui, dans l'environnement actuel de haute technologie, apparaissent un peu comme insolites et presque démodés.

La dynastie Hunt a hérité de son fondateur, L.H. Hunt, le goût du risque et du jeu. C'est au poker, en effet, que le patriarche, mort en 1974 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a fait des gains suffisants pour commencer une fortune qu'il augmenta par des spéculations sur le coton et sur le pétrole.

Perdant plusieurs fois, au jeu (*chaque nuit il pouvait perdre* 30 000 dollars au poker) comme dans les affaires, il a connu des échecs dont il s'est sorti, bâtissant un empire fondé sur le pétrole, le sucre, l'élevage du bétail et des chevaux de course, les métaux précieux. En outre, il s'intéressa à la politique, finançant de petits groupes d'extrême droite.

Il eut douze enfants, certains en dehors du mariage, de trois femmes différentes, mais il favorisa la progéniture du premier lit. Ainsi, les trois garçons de ce que l'on appela la *première famille*, *héritèrent* de l'empire. Ils respectèrent les superstitions de L.H., par exemple, en donnant à leurs compagnies un nom de six lettres commençant par un P majuscule (Placid, Penrod et Profit). Ils suivirent également les conseils de leur père qui, en bon libéral du dix-neuvième siècle, était un adversaire implacable de l'Etat fédéral et se méfiait du papier monnaie et des spéculations boursières. Ainsi, les trois frères investirent dans le pétrole, la terre, le bétail, les *métaux précieux*.

Aujourd'hui encore, l'empire comprend des centaines de milliers d'hectares de pâturages aux Etats-Unis et en Australie, sept cents pur-sang, des mines de charbon non exploitées représentant 300 millions de dollars, des collections précieuses, d'anciennes pièces de monnaie.

Jeu et spéculations

Malheureusement, ils n'eurent pas la chance et l'habileté de L.H. Ils perdirent leurs *« paris »* commerciaux *dont le plus important*, celui sur l'argent, leur coûta un milliard deux cent millions de dollars. Plus tard, le gouvernement les accusa d'avoir voulu accaparer le marché de l'argent dont ils avaient acquis plus de la moitié des ressources disponibles. Mais, entre janvier et mars 1980, le prix de l'once d'argent passa de 50 à 10 dollars.

Les Hunt perdirent également leur pari sur le sucre, dont les cours *s'effondrèrent et, plus récemment*, sur le pétrole, dont le prix déclinant ne leur assura pas les revenus nécessaires pour aider les autres parties de l'empire. Ils donnèrent comme *caution de leurs contrats bancaires* la compagnie pétrolière, la rendant ainsi plus vulnérable par suite de la chute des prix mondiaux du pétrole.

Des trois fils, Bunker, l'aîné, semble se rapprocher le plus de son père par son excentricité, son goût du jeu et des spéculations, *ainsi que de la politique*. Il finance le groupe d'extrême droite John Birch et, plus récemment, les campagnes des évangélistes conservateurs Jerry Falwell et Pat Robertson. Sa fortune était *évaluée en 1985 à 900 millions* de dollars, mais il vit sans ostentation dans ranch, près de Dallas, prend l'avion en classe économique, porte des costumes dépareillés et circule *dans de vieilles voitures. Son frère* Herbert, son plus proche associé, est plus traditionnel mais vit aussi modestement, malgré une fortune évaluée à 800 millions de dollars.

Quant à Lamar, le *« petit frère »*, il s'intéresse surtout au sport. Il finance l'équipe de football des « Chiefs » *du Kansas (il amême un* appartement dans le stade), et dirige une grande organisation de tennis professionnel. Sa richesse est évaluée à 500 millions de dollars. *Quant à Margareth et Caroline*, les deux filles presque septuagénaires de la *« première famille »*, elles ont toujours tenu leurs distances à l'égard des entreprises de leurs frères, pour gérer sagement une *grosse fortune*.

Bref, le style de vie des Hunt est bien différent de celui de la *famille* de « Dallas ». Mais cette relative fragilité ne les a pas empêchés d'amener l'empire au bord de la faillite. *« L'éducation est hautement désirable pour atteindre le raffinement et la culture, mais pour gagner de l'argent, elle peut être un handicap »*, déclara un jour L. H. qui, sans argent ni éducation, quitta la ferme familiale pour faire fortune. Mais, à *en juger par les difficultés de ses héritiers*, l'absence ou l'insuffisance d'éducation n'est pas la garantie du succès en affaires.

HENRI PIERRE.

La deuxième vie de José Maria Ruiz Mateos

MADRID
de notre correspondant

M. José Maria Ruiz Mateos *repart* à l'assaut. Celui *qui fut* le président du plus grand holding privé d'Espagne, Rumasa, avant de devenir, après l'expropriation de ses biens, le fugitif puis le prisonnier le plus célèbre du pays, a en effet décidé de se lancer à nouveau dans le monde des affaires. Il a annoncé la constitution d'une nouvelle *société, appelée, tout simplement*, la Nouvelle Rumasa, qu'il vient d'inscrire au registre commercial au nom de l'aîné de ses treize fils, Zoilo Ruiz Mateos.

La Nouvelle Rumasa dispose d'un *capital bien modeste* au regard de celui de l'ancien holding : 1 million de pesetas à peine (50 000 F). Une somme qui pourrait toutefois croître rapidement grâce à la grande souscription *nationale qui* sera lancée à l'automne prochain. En attendant, M. Ruiz Mateos père a déjà pris contact avec les représensants du personnel de l'un de ses anciens chais, William and Humbert, *qui* produit le fameux jerez « Dry Sack, et leur a promis monts et merveilles s'ils consentaient à rentrer dans le giron de Rumasa. *Alors qu'il doit* encore répondre devant la justice de ses activités passées, M. José Maria Ruiz Mateos n'aura donc jamais fini de surprendre son monde ! L'expropriation, par *les socialistes, le* 23 février 1983, de son holding, avait fait l'effet d'une bombe : Rumasa, c'était un géant de sept cent soixante-quinze sociétés couvrant *tous les secteurs économiques*, du jerez au vin rouge et de l'immobilier aux hôtels, en passant par les grands magasins et les banques, et qui ne cessait de croître en achetant *sans désemparer les entreprises en* difficulté.

L'Espagne stupéfaite découvrit alors que les procédés par lesquels le poulpe étendait ses tentacules étaient rien moins que réguliers : falsifications comptables, escroquerie à la Sécurité sociale et au fisc, évasion de devises ; autant de délits pour lesquels M. Ruiz Mateos allait être inculpé par la justice espagnole. Un audit *postérieur révélait que* les pertes du holding atteignaient, au moment de l'expropriation, 350 milliards de pesetas (17,5 milliards de francs).

Réfugié à Londres, M. Ruiz Mateos n'en multipliait pas moins les déclarations *fracassantes* à *la* presse : il se disait victime d'un grand complot dans lequel étaient impliqués pêle-mêle les socialistes, les banques privées espagnoles, l'Opus Dei (dont il est membre), voire... l'entourage du roi Juan Carlos. Puis il disparut pendant quelques temps, avant d'être arrêté à *l'aéroport de Francfort* à la demande d'Interpol en avril 1984.

Reçu comme un héros

L'Espagne demande aussitôt son *extradition. En novembre 1985*, après dix-neuf mois de guérilla juridique, il est remis à la justice de son pays. Il entre en prison, puis est assigné à résidence à Madrid. Ce qui ne l'empêche *pas de réaliser, en janvier* 1986, une visite à sa ville natale, Jerez, où il est reçu comme un héros par une foule de vingt-cinq mille personnes.

En mai, il se voit imposer une caution *de 300 millions de pesetas* (15 millions de francs), sous peine de retourner en prison, dans l'attente de son procès. Il refuse d'abord de la verser, mais cède après avoir passé dix jours sous les barreaux.

C'est que M. Ruiz Mateos n'a rien perdu de sa verve et se considère plus que jamais comme la victime d'un gigantesque complot. Lui qui affirmait il y a peu : *« Je préfère me convertir en un nouveau martyr de l'Eglise plutôt que de porter préjudice à l'Opus Dei »* réserve désormais l'essentiel de ses salves oratoires à ceux qu'il appelait naguère *« ses frères dans la foi »* : le juge chargé de son cas, M. Barcala — ce *« crétin »*, comme il l'appelle) ; le procureur, M. Lablanca ; le chef de la police espagnole, qui avait mené à *bien l'expropriation* de Rumasa, M. del Rio, tous membres de l'Opus, assure-t-il, et ayant donc juré sa perte.

Un objectif qui est aussi, à l'en croire, celui du président de la Banque populaire (l'une des principales du pays), M. Valls, du président de l'*Association* espagnole de banque, M. Termes (membres tous deux, on l'aura deviné, de l'Opus Dei) et du président de la Banque d'Espagne M. Rubio. Ainsi, bien sûr, que du président du gouvernement, *M. Gonzalez. Décidément*, les ennemis qui se dressent sur le chemin de la Nouvelle Rumasa semblent bien redoutables. Même pour « l'entrepreneur le plus dynamique d'Espagne », titre que M. Mateos *aimait à se décerner*.

THIERRY MALINIAK.

Le Diners Club se lance dans l'assurance auto par correspondance

Après les tentatives, plus ou *moins couronnées* de *succès*, des grands noms de la distribution (Carrefour, Habitat) sur le marché de l'assurance automobile, c'est aujourd'hui *au tour de l'un des principaux* émetteurs de cartes de crédit, le Diners Club, d'offrir à ses adhérents une assurance automobile *sous forme* de VPC (*vente par correspondance*). Proposée par Diners Assurances, un cabinet de courtage né en 1980 et appartenant au groupe Diners Club France, filiale de la Citicorp américaine, cette assurance destinée aux particuliers, est, en fait, un *produit conçu* par la Nouvelle Mutuelle du groupe AXA (Drouot-Mutuelles unies, troisième groupe français). Jusqu'à présent, Diners Assurance, qui revendique *20 000 clients et 44 millions* de francs de primes annuelles encaissées (avec une croissance de 40 % à 50 % depuis 1980), n'avait mis au point que des assurances de personnes à travers une quinzaine de contrats : assistance, épargne-retraite...

Economie

POINT DE VUE

La loi sur la communication : la porte ouverte aux multinationales

par Jean-Claude Hirel,
ancien directeur de Cabinet de M. Louis Mexandeau.

LA loi sur la liberté de communication qui vient d'être votée au Parlement a surtout attiré l'attention sur les dispositions concernant l'audiovisuel, notamment la privatisation de TF1, alors qu'elle contient des éléments essentiels pour l'avenir des télécommunications françaises, et, par voie de conséquence pour le futur de notre industrie électronique.

La déréglementation des télécommunications — le terme est impropre car il s'agit dans la plupart des cas d'une nouvelle réglementation — trouve son origine aux Etats-Unis. Elle est la conclusion du débat qui a pris naissance sous le président Nixon sur le rôle de l'Etat dans l'économie américaine (1), et qui a abouti à l'élaboration des théories néolibérales qui inspirent largement la démarche politique du président Reagan.

ATT, qui disposait, depuis près d'un siècle, d'un quasi-monopole réglementé pour les communications locales, interurbaines et internationales et pour la vente d'équipements associés, se voyait contrainte le 1er janvier 1984 d'abandonner le trafic local à des sociétés régionales indépendantes et d'accepter la concurrence dans les autres domaines, c'est-à-dire ceux du trafic interurbain et international. En contre partie de ces diverses obligations, ATT était autorisée, non seulement à étendre ses activités de télécommunications en dehors des Etats-Unis, ce qui était réservé jusqu'alors à ITT, mais aussi à attaquer de nouveaux domaines, tels que l'informatique.

IBM, de son côté, pouvait étendre ses activités vers les télécommunications, domaine dont la synergie avec l'informatique offre des perspectives attrayantes. Ainsi, les industriels et l'Etat libéral y trouvent chacun leur compte. Seuls les usagers non professionnels ne s'y retrouvent pas tout à fait, car la séparation des trafics locaux et interurbains a eu comme première conséquence de renchérir de façon très significative les coûts des communications locales et accessoirement de compliquer la facturation.

***

Les effets de la déréglementation des télécommunications ne se limitent évidemment pas aux Etats-Unis ; ils se répercutent, directement, sur les coûts des communications internationales, dont la diminution oblige les administrations nationales à modifier leur politique tarifaire, en augmentant le tarif de la communication locale. On l'a vu, récemment, en France. Mais là n'est pas l'effet essentiel. Le véritable choc de la déréglementation, c'est l'arrivée prochaine en Europe, sur un marché traditionnellement protégé par les Etats, de sociétés multinationales, financièrement très puissantes, la plupart du temps même largement plus puissantes que les administrations locales des télécommunications. Le véritable enjeu est celui de la maîtrise des réseaux de communication, avec comme objectif principal l'appropriation des ressources que leur exploitation procure.

La convergence des technologies de l'informatique et des télécommunications met aujourd'hui en évidence la singularité de la situation de ce dernier domaine et rend peu probable le maintien de la situation actuelle en Europe. Les besoins des entreprises conduisent leurs responsables, à la recherche d'efficacité, de gains de productivité et de coûts minima, à demander à leurs fournisseurs des systèmes complets intégrant de plus en plus informatique (non protégée par un monopole d'Etat) et télécommunications (sous monopole d'Etat).

Dès lors que les problèmes de communications sont fort complexes, les entreprises ont besoin de spécialistes pour concevoir, optimiser leurs réseaux d'informations. Les fournisseurs traditionnels des moyens informatiques de l'entreprise sont ainsi amenés à proposer l'ensemble du système de traitement et de transmission.

Ainsi sont nés les services dits « à valeur ajoutée », qui comprennent actuellement les services de diffusion multiple, tels que le vidéotexte, les messageries, le courrier électronique, mais aussi la gestion des échanges d'informations entre ordinateurs de différents constructeurs, et plus généralement les communications d'entreprises.

***

Dans ces conditions, il devient presque naturel que les groupes multinationaux soient tentés d'attaquer les marchés du trafic national et international des télécommunications, afin d'y trouver les ressources de leur future croissance. La brèche ayant été faite aux Etats-Unis, il est clair que cette démarche s'inscrit dans la stratégie internationale de plusieurs sociétés multinationales, et pas seulement IBM et ATT, et que l'angle d'attaque est celui des nouveaux services.

Par le biais de l'ouverture de ces services à la concurrence, les grands groupes du domaine informatique-télécommunications vont surtout chercher à capter la clientèle des entreprises. Dans un premier temps, ils utiliseront les infrastructures nationales et internationales existantes, mais, demain, lorsque la clientèle aura été fidélisée, qui les empêchera de fournir aussi les moyens de transport de ces informations, qui ira vérifier que seules des données informatiques sont transportées et que la voix emprunte toujours les réseaux des administrations nationales ?

Penser que l'on pourra maintenir une réelle séparation entre le « service de base », que constitue le téléphone, qui serait assuré par l'administration, et les services à valeur ajoutée, confiés à des entreprises privées, est une utopie, en particulier pour les communications d'entreprise. Aucun règlement ne résistera à l'irréversible évolution technologique en cours. Il serait dangereux, dans ce contexte, de changer les règles qui régissent le monopole des télécommunications sans avoir, au préalable, préparé notre administration chargée des télécommunications, sans s'être assuré que nos industriels sont prêts à affronter cette nouvelle concurrence et sans concertation avec nos partenaires européens. Ouvrir les nouveaux services de télécommunications à la concurrence sans se donner les moyens d'être véritablement dans la compétition internationale et sans conserver à l'Etat une maîtrise certaine conduirait inéluctablement à aliéner l'indépendance économique nationale, qui passe, dans une large mesure, par la maîtrise des réseaux de communications.

Résoudre ce problème est difficile, car il ne s'agit ni de créer un protectionnisme désuet ni de s'abriter derrière une réglementation anachronique. Il s'agit de mettre en œuvre des réformes de façon graduelle, en gardant le contrôle de leur application. Les effets ne se mesurent qu'à long terme, alors qu'il est trop tard.

(1) Voir la récente thèse sur « La déréglementation aux Etats-Unis et ses conséquences en Europe », de Sylviane Farnoux-Toporkoff.

M. Mer nommé administrateur délégué d'Usinor et de Sacilor

M. Francis Mer, PDG de Pont-à-Mousson (groupe Saint-Gobain), a été nommé, lundi 1er septembre, par les conseils d'administration concernés, administrateur délégué des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor, après la démission de leurs PDG respectifs, MM. Loubert et Dollé. Ceux-ci ont été remerciés par M. Madelin, ministre de l'industrie *« pour le travail accompli »*. M. Mer devrait être officiellement nommé PDG des deux groupes lors du conseil des ministres du 3 septembre.

La nomination d'un dirigeant unique pour la sidérurgie française, conforme aux recommandations du rapport Gandois remis en juin au gouvernement, prélude à de nouvelles rationalisations dans l'acier.

Sur le plan industriel, M. Mer devra prendre des décisions sur l'avenir de certains sites dans les produits longs (Unimétal) et dans les aciers spéciaux (Ascométal). Les seconds ont fait l'objet de nouvelles annonces en juillet dernier avec 4 000 suppressions d'emplois prévues d'ici à 1990 et le maintien de l'usine de Fos-sur-Mer. Les premiers devraient voir leur plan remis à jour rapidement.

Quant aux produits plats, le plan reste à faire, avec l'harmonisation des trois sites de Sollac, Usinor et Solmer. M. Mer devra également prendre position sur l'accord passé par M. Dollé, en vue du rapprochement de Sacilor et de l'allemand Arbed Saarstahl. Un rapprochement auquel M. Gandois se serait déclaré hostile.

Sur le plan financier, M. Mer devra concilier les besoins que pourraient faire naître de nouvelles restructurations avec, d'une part, la volonté du gouvernement de ne pas verser d'aides supplémentaires et, d'autre part, les directives de la Commission de Bruxelles pour laquelle de nouvelles subventions devraient s'accompagner de « coupes » supplémentaires. D'autant que l'équilibre des comptes d'Usinor et de Sacilor, prévu pour fin 1987, est loin d'être acquis. Reste enfin à mesurer l'impact sur le plan social — et donc politique — de toute révision des restructurations en cours.

ENTREPRISES

Ateliers et chantiers de la Manche : au moins 300 licenciements

Comme prévu, la journée du lundi 1er septembre a été la première d'une semaine qui sera décisive pour l'avenir des chantiers navals Ateliers et chantiers de la Manche, de Dieppe et du Grand-Quevilly, menacés de dépôt de bilan. La CGT avait fait savoir par avance qu'elle s'opposerait à la tenue des comités d'entreprise convoqués lundi par le PDG, M. Guy Roux. L'ordre du jour comprenait notamment la mise en place d'un plan de licenciements (115 sur 330 salariés au Grand-Quevilly et 200 sur 292 salariés à Dieppe) ou, à défaut, le dépôt de bilan. Lundi matin à Dieppe, la CGT a refusé de siéger au comité d'entreprise, annonçant également qu'elle ne se porterait pas garante du vote du personnel sur le plan de la direction, prévu ce mardi matin. Aucun accord n'a été trouvé pour le règlement des salaires d'août et des congés payés. — *(Corresp.)*.

Laques pour automobiles : ICI rachète Inmont Allemagne

Le chimiste britannique Imperial Chemical Industries (ICI) vient encore de renforcer sa position dans les peintures en rachetant la filiale en RFA du groupe américain Inmont, passée l'an dernier sous le contrôle du chimiste ouest-allemand BASF, mais qui a dû s'en séparer pour se conformer aux exigences de l'Office fédéral des cartels. L'Office a cette fois approuvé l'acquisition par ICI. Si l'opération semble modeste au vu du chiffre d'affaires de Inmont Allemagne — 76 millions de DM (250 millions de francs) pour 350 employés, — elle est importante stratégiquement. ICI se renforce ainsi dans la peinture de finitions pour automobiles, un produit à forte valeur ajoutée (prix élevés pour petits volumes), et dont la demande est régulièrement en hausse vu le taux constant d'accidents de voiture. L'Allemagne fédérale est le premier marché européen pour ce produit.

L'Air liquide crée une nouvelle société au Japon

Le groupe français L'Air liquide, leader mondial des gaz industriels, implanté au Japon depuis 1930, a créé une nouvelle entreprise dans ce pays avec son partenaire nippon Showa Denko. La société, Pacific Hydrogen Company, basée à Tokyo, sera dotée d'un capital de 100 millions de yens (environ 4,3 millions de francs), détenu à 60 % par Showa Denko, à 30 % par L'Air liquide et à 10 % par sa filiale japonaise, Teisan. Cette association permettra de produire et de vendre de l'hydrogène liquide pur, dont la demande devrait croître au Japon avec le développement de l'industrie spatiale. L'usine, capable de produire 7 400 kilolitres d'hydrogène liquide purifié, à partir de mai 1987, devrait être construite dans le complexe chimique d'Oita, fondé par Showa Denko sur l'île de Kyushu, dans le sud du Japon.

Vestra va construire une usine d'uniformes en Egypte

Le fabricant français de vêtements masculins Vestra a signé la semaine dernière une lettre d'intention pour la construction d'une usine d'uniformes en Egypte, contrat dont il garde le montant secret. Le PDG de Vestra, M. Zaehringer, espère conclure les négociations dans les prochaines semaines. Reste encore à définir la forme juridique que prendra la nouvelle entreprise, et à savoir si elle appartiendra au secteur public ou privé, et donc s'il s'agira d'une simple cession de technologie, ou d'une société à laquelle Vestra participera, sur le modèle de l'unité de production de vêtements masculins Vestiaco, située à Alexandrie. Construite par Vestra il y a quatre ans, le producteur strasbourgeois y a une participation de 25 % dans le capital. Vestra pratique beaucoup le transfert de technologie à destination des pays en développement ou vers l'Union soviétique, où elle a fourni notamment plusieurs unités de production de prêt-à-porter masculin.

Après un accord avec trois groupes financiers

La société Fermenta reste suédoise pour quelques années

Un nouvel épisode du feuilleton Fermenta a pris fin lundi 1er septembre, mais le dernier mot n'est sans doute pas encore dit dans cette série à rebondissements, dont personne aujourd'hui ne peut deviner le dénouement. La question est de savoir si Fermenta restera suédoise ou si le groupe italien Montedison va s'en assurer le contrôle conformément à l'accord de principe signé en juillet dernier ?

Après l'échec de la tentative de rapprochement avec Volvo au début de l'année, M. Refaat El-Sayed, fondateur et P-DG de la société de biotechnique championne de la Bourse de Stockholm en 1985, s'est trouvé dans l'obligation de vendre une partie de ses actions pour s'acquitter d'une dette personnelle de 1,2 milliard de couronnes (autant de francs français) dont le paiement lui est réclamé à partir de décembre prochain. Les candidats au rachat ont d'abord été Montedison, puis des instituts financiers suédois, et M. El-Sayed a négocié parallèlement pendant plusieurs semaines, tantôt à Milan tantôt à Stockholm, avec les intéressés, sans doute pour essayer de faire monter les enchères...

Lundi 1er septembre, il a finalement annoncé qu'un accord était intervenu avec trois groupements financiers et industriels suédois qui acquièrent six millions d'actions (représentant 32 % des droits de vote) de M. El-Sayed. Ce sont Industrivärden, société d'investissement proche de la Handelsbanken, qui est la deuxième banque d'affaires suédoise, Beijer Investment, dirigé par M. Anders Wall, et Procordia, le holding des entreprises d'Etat qui contrôle notamment les établissements pharmaceutiques Kabi. 30 % des actions B du fondateur de Fermenta sont par ailleurs proposées aux fonds salariaux régionaux à majorité syndicale et aux actuels actionnaires. L'ensemble des titres qui changent de propriétaire représente une somme d'environ 1 milliard de couronnes.

Dans cette affaire bien difficile à démêler, M. El-Sayed a bénéficié du soutien de quelque trois mille petits actionnaires particulièrement nationalistes qui s'étaient mobilisés et surtout de celui de syndicats de son entreprise qui s'étaient opposés récemment au rachat de Fermenta par Montedison. Ceux-ci, qui ne représentaient pourtant que deux cent cinquante employés, s'étaient vu accorder un droit de veto qu'ils ont utilisé. Ils souhaitaient, d'une part, que la firme reste suédoise et, d'autre part, le maintien de M. El-Sayed à son poste de P-DG. Or le groupe italien voulait, à l'avenir, l'employer seulement comme consultant.

La solutions suédoise l'a donc emporté. Cela dit, Montedison n'est pas complètement hors course. Deux des trois acquéreurs s'engagent en effet à céder progressivement leurs actions Fermenta aux Italiens, qui pourraient ainsi devenir majoritaires dans l'entreprise dans quelques années. On ne veut pas préciser à quelle date, mais les pourparlers continuent et les deux sociétés soulignent dans un communiqué les avantages industriels à long terme d'un rapprochement. Toujours est-il que M. El-Sayed a réglé un problème financier personnel : il a à présent les moyens de rembourser ses dettes et peut respirer. Son pouvoir dans l'entreprise est réduit, mais il conserve un portefeuille d'actions qui lui donne environ 40 % des droits de vote dans les assemblées d'actionnaires. Toutefois, l'incertitude quant à l'avenir de Fermenta continue à planer...

ALAIN DEBOVE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Marchés financiers

PARIS, 1er septembre =

Consolidation : – 0,03 %

Après avoir atteint de nouveaux sommets à la veille du week-end, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin de souffler en entamant la première semaine de septembre : un tiers de point de baisse moyenne, contre une hausse d'un point vendredi dernier, avec une activité apparemment moins importante. En clôture, l'indicateur instantané cédait 0,03 %.

Il est vrai que le début de semaine marquait la rentrée pour de nombreux opérateurs, qui ont voulu faire le point en reprenant les activités.

Le mois d'août ayant été très brillant, que ce soit en progression des cours ou en volume de transactions, il était normal qu'un peu de circonspection se fasse jour.

Les grandes vedettes de la cote ont abandonné quelques fractions, tels Michelin, Thomson-CSF, tandis que certaines valeurs laissaient des plumes : Imétal (– 5 %), Darty (– 4,7 %), Maisons Phénix (– 4,4 %), Peugeot (– 3,7 %), Moët-Hennessy (– 2,8 %).

Quelques hausses, tout de même : Prouvost (+ 6,5 %), Coles (+ 5 %), Dassault (+ 5,3 %), GTM Entreprise (+ 4 %), Raffinage et Distribution (+ 4 %), ces deux dernières valeurs atteignant leur plus haut cours de l'année. Citons encore Louis-Vuitton (+ 3 %), Chargeurs Réunis, Printemps et CFDF.

Les valeurs de pétrole sont restées assez fermes.

Aux valeurs étrangères, Amax (Etats-Unis) a consolidé sa brusque hausse du vendredi 29 août : certaines rumeurs courent sur cette société minière, tombée bien bas, mais dont le redressement se poursuit. Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 1 450 F à 84 450 F et le napoléon a pris 1 F à 522 F.

Sur le MATIF, assez actif, les échéances décembre 1986 et mars 1987 ont en séance débordé le cours de 114 : toujours l'espoir d'une baisse des taux allemands.

LE SIMEX SERA LE PREMIER MARCHÉ A TERME A EFFECTUER DES TRANSACTIONS SUR L'INDICE BOURSIER JAPONAIS

Le marché à terme de Singapour (SIMEX-Singapore International Monetary Exchange) deviendra, mercredi 3 septembre, le premier marché des changes au monde, en dehors du Japon, à pouvoir effectuer des transactions sur l'indice de la Bourse japonaise Nikkei (Nikkei Stock Average Futures).

Selon le directeur général du SIMEX, M. Joseph Pillai, l'accord entre les deux institutions permettra aux investisseurs de Singapour de disposer d'un nouvel instrument de couverture sur le marché japonais.

L'indice des cours du Nikkei Stock Average, le principal indice de la Bourse de Tokyo, couvre deux cent vingt-cinq titres de cette Bourse de Tokyo et a été créé au Japon en mai 1949.

Le directeur du marketing du SIMEX, M. Teo Lep Quee, a estimé que le Nikkei pourrait connaître prochainement un volume de transactions quotidiennes de mille contrats.

Le SIMEX, qui traite actuellement sur le marché des eurodollars, des deutschemarks, du yen, de la livre sterling et de l'or, envisage de se lancer dans le marché des contrats en bons du Trésor américains vers la fin du mois de septembre et d'introduire de nouveaux contrats au cours des dix-huit prochains mois.

M. Pillai a souligné que, parallèlement aux contrats en eurodollars, les opérateurs pourront ainsi effectuer des opérations à court et à très long terme sur les taux d'intérêt américains. – *(AFP.)*

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,6475 F =

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, les cours du dollar sont restés pratiquement inchangés mardi 2 septembre. Les opérateurs attendaient la publication des indicateurs économiques américains pour prendre position.

FRANCFORT	1er sept.	2 sept.
Dollar (en DM)	2,057	2,028

TOKYO	1er sept.	2 sept.
Dollar (en yens)	154	154

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (2 sept.)	7 %
New-York (1er sept.)	5 3/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	29 août	1er sept.
Valeurs françaises	157,7	156
Valeurs étrangères	112,9	112,1

Cie des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	412	412,5

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	28 août	29 août
Industrielles	1900,17	1898,34

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

	28 août	29 août
Industrielles	1 311,9	1 322,7
Mines d'or	249,4	262
Fonds d'Etat	89,64	89,72

TOKYO

	1er sept.	2 sept.
Nikkei Dow Jones	18 841,78	18 755,95
Indice général	1 548,06	1 536,19

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 1er septembre
Nombre de contrats : 3 313

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Sept 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	–	112,90	114,05	114	113,65
Précédent	–	112,95	113,95	113,95	113,55

AUTOUR DE LA CORBEILLE

NOUVELLE OPA DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE BRITANNIQUE. – Le conglomérat britannique Hillsdown Holdings, bien implanté dans le secteur agro-alimentaire, vient de lancer une OPA de 62 millions de livres sterling sur Meadow Farm, une des principales entreprises industrielles d'élevage de poulets, qui fournit notamment la grande chaîne Marks and Spencer. Les administrateurs de Meadow Farm recommandent à leurs actionnaires d'accepter cette offre.

LA COFIDE A INVESTI 420 MILLIARDS DE LIRES. – La Cofide, holding financier du groupe de M. Carlo de Benedetti, annonce, pour son premier exercice, un bénéfice net de 9,2 milliards de lires. Au cours de cette période, les investissements réalisés ont atteint 427 milliards de lires, contre près de 100 milliards l'année précédente, alors que la structure et le périmètre des sociétés concernées étaient, il est vrai, différents.

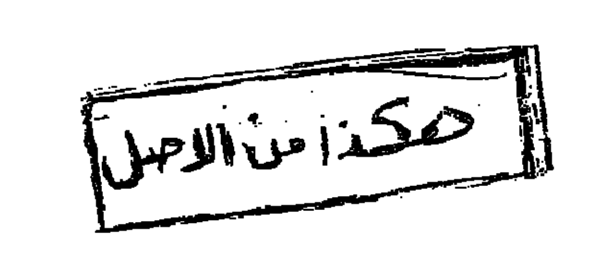
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,6415	6,6435	+ 70	+ 77	+ 150	+ 165	+ 460	+ 540
$ can.	4,7887	4,7926	– 46	– 34	– 88	– 67	– 320	– 247
Yen (100)	4,3076	4,3117	+ 71	+ 81	+ 151	+ 169	+ 473	+ 535
DM	3,2760	3,2786	+ 65	+ 77	+ 136	+ 151	+ 413	+ 470
Florin	2,9036	2,9058	+ 43	+ 49	+ 91	+ 102	+ 278	+ 321
F.B. (100)	15,8056	15,8160	– 97	– 24	– 169	– 40	– 332	+ 43
F.S.	4,8596	4,8633	+ 98	+ 114	+ 194	+ 216	+ 565	+ 641
L (1 000)	4,7473	4,7521	– 229	– 190	– 406	– 346	– 951	– 849
£	9,8938	9,9035	– 275	– 244	– 495	– 447	– 1301	– 1124

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	5 3/4	6	5 11/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 1/2	5 5/8
DM	4 1/2	4 3/4	4 7/16	4 9/16	4 3/8	4 1/2	4 5/16	4 7/16
Florin	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 3/16	5 5/16	4 15/16	5 1/16
F.B. (100)	6 3/4	7 3/4	7 7/16	7 3/4	7 7/16	7 3/4	7 3/16	7 1/2
F.S.	1 3/8	1 7/8	4 1/16	4 3/16	4	4 1/8	4	4 1/8
L (1 000)	10	12	11 1/4	12 1/4	11 1/4	12	11	11 3/8
£	10	10 1/4	10	10 1/8	9 7/8	10	9 5/8	9 3/4
F. franç.	7	7 1/4	7 1/16	7 1/4	7 1/16	7 1/4	7 1/8	7 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 1er SEPTEMBRE

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1650	4,5 % 1973	1582	1582	1585	+ 0 19
4500	C.N.E. 3%	4565	4570	4580	+ 0 32
1120	B.N.P. T.P.	1169	1176	1175	+ 0 51
1229	C.C.F. T.P.	1240	1260	1260	+ 1 61
1094	Créd. Lyon. T.P.	1110	1150	1150	+ 3 60
2685	Electricité T.P.	2691	2705	2710	+ 0 70
1970	Renault T.P.	1980	1980	1980	....
2348	Rhône-Poul. T.P.	2350	2350	2350	....
1298	St-Gobain T.P.	1335	1363	1363	+ 2 09
1290	Thomson T.P.	1355	1368	1368	+ 0 95
475	Accor	473	474	470	− 0 63
1830	Agence Havas	1880	1910	1920	+ 2 12
1580	Ag. Havas C.I.	1600	1625	1625	+ 1 56
770	Air Liquide	775	771	771	− 0 51
1980	Alcatel	2289	2300	2280	− 0 39
1580	Als. Superm.	1590	1595	1595	+ 0 31
430	A.L.S.P.I.	444 50	450 10	450	+ 1 23
375	Alsthom	385	389	388	+ 0 77
1980	Arjom. Prioux	1920	1890	1890	− 1 56
265	Aussedat-Rey	261	266	266	+ 1 91
1560	Aux. Entrepr.	1584	1581	1581	− 0 18
1380	Avions Dassault	1410	1482	1470	+ 4 25
610	Bail-Equipem.	614	620	620	+ 0 97
1150	Bail-Investis.	1140	1178	1178	+ 3 33
1380	Cie Bancaire	1385	1379	1383	− 0 14
670	Bazar H.-V.	700	700	700	....
485	Béghin-Say	528	525	527	− 0 18
345	Berger (Ma)	360	369	369	+ 2 57
635	Bic	848	853	851	+ 0 35
1480	B.I.S.	1518	1505	1505	− 0 85
2270	Biscuit (Géné.)	2415	2430	2430	+ 0 62
2070	Bongrain S.A.	1999	2010	2010	+ 0 55
1450	Bouygues	1445	1445	1445	....
4140	B.S.N.	4430	4375	4370	− 1 35
1240	Carnaud	1280	1280	1280	....
3380	Carrefour	3500	3500	3500	....
1990	Casino	1940	2070	2070	+ 6 70
....	Casino A.D.P.	....	....	....	....
910	C.C.M.C.	920	930	935	+ 1 63
1660	Cetelem	1655	1651	1651	− 0 24
1780	C.F.A.O.	1800	1820	1820	+ 1 11
520	C.F.D.E.	583	587	582	− 0 17
1340	C.G.I.P.	1280	1278	1280	....
1460	Chargeurs S.A.	1400	1450	1440	+ 2 85
56	Chiers-Châtill.	63 20	64	63	− 0 31
720	Ciments franç.	717	720	720	+ 0 42
635	Club Méditerr.	651	651	650	− 0 15
240	Codetel	243	237	240	− 1 23
410	Coficeg	409	408 80	409	....
975	Colas	930	980	975	+ 4 83
275	Compt. Entrepr.	275	274	274	− 0 36
620	Compt. Mod.	620	620	620	....
1770	Créd. Foncier	1555	1521	1545	− 0 64
505	Crédit F. Imm.	530	532	535	+ 0 94
2190	Crédit Nat.	2230	2180	2140	− 4 03
285	Crouzet ★	305 50	306	306	+ 0 16
2200	Damart S.A.	2290	2301	2301	+ 0 48
3820	Darty	4030	3841	3806	− 5 58
270	Dév. R.N.-C. (Li)	286	286	286	....
535	D.M.C.	545	552	553	+ 1 46
2450	Docks France ★	2410	2430	2391	− 0 78
1470	Dumez	1589	1575	1575	− 0 88
1380	Eaux (Gén.)	1311	1300	1302	− 0 68
3420	Ecco ★	3430	3429	3489	+ 1 72
1000	Electro-Finan.	1010	1025	1025	+ 1 48
315	Elf-Aquitaine	348	349 60	346	− 0 57
295	— (certific.)	326 50	333 60	330	+ 1 07
2300	Epeda-B-Faure	2250	2280	2275	+ 1 11
3180	Essilor	3240	3130	3130	− 3 39
630	Esso S.A.F.	632	638	628	− 0 63
3470	Eurafrance	3580	3605	3605	+ 0 69
1430	Eurocom ★	1455	1440	1430	− 1 71
2490	Euromarché	2420	2500	2490	+ 2 89
1090	Europe n° 1 ★	1080	1070	1089	+ 0 84
1520	Facom	1599	1580	1580	− 1 18
930	Fichet-Bauche	926	915	915	− 1 40
320	Finextel	324 50	324 90	327 80	+ 1 01
315	Fives-Lille	326	326 10	324 90	− 0 33
18	Fonderie (Gén.)	17 80	18 55	18 50	+ 3 93
200	Fraissinet (Ma)	208	210	213	+ 2 40
365	Francarep	369	364	364	− 1 35
1110	Fromageries Bel	1145	1125	1140	− 0 43
1180	Gal. Lafayette	1300	1320	1314	+ 1 07
420	Gascogne	441	439	439	− 0 45
295	Géophysique	318	324	325	+ 2 20
1140	Gerland	1135	1145	1145	+ 0 88
400	GTM-Entrepose	408 90	430	429	+ 4 91
740	Guyenne-Gas. ★	728	720	732	+ 0 54
2930	Hachette ★	2905	2900	2900	− 0 17
735	Hénin (La)	775	775	778	+ 0 38
66	Imétal	70 40	65 50	66 50	− 5 53
865	Imm. Plaine-M.	861	865	865	+ 0 46
4280	Inst. Mérieux	4210	4230	4261 c	+ 1 37
695	Interbail	711	711	711	....
2160	Intertechnique	2040	2060	2060	+ 0 98
1050	J. Lefebvre	1025	999	1000	− 2 43
1980	Lab. Bellon	2073	1980	1980	− 4 48
1450	Lafarge-Coppée	1475	1465	1465	− 0 67
1290	Lebon	1435	1435	1435	....
4580	Legrand	4500	4458	4460	− 0 88
1130	Lesieur	1088	1115	1085	− 0 27
900	Locabail Immob.	935	995	995	+ 6 41
680	Locafrance	695	690	690	− 0 71
1120	Locindus	1152	1120	1145	− 0 60
1020	L. Vuitton S.A ★	1085	1085	1113	+ 2 58
785	Luchaire	870	865	868	− 0 22
1440	Lyonn. Eaux	1490	1470	1470	− 1 34
195	Mais. Phénix	204	195	195 50	− 4 16
535	Majorette (Ly)	602	591	591 c	− 0 02
108	Manurhin	108	110	110	+ 1 85
445	Mar. Wendel	460	453	457 10	− 0 63
1480	Martell	1490	1500	1495	+ 0 33
2580	Matra	2690	2700	2691	+ 0 03
3280	Merlin-Gerin	3400	3450	3449	+ 1 44
3500	Michelin	3560	3510	3510	− 1 40
1740	Midi (Cie)	1785	1800	1795	+ 0 56
530	Midland Bk S.A.	550	555	554	+ 0 72
515	Min. Salsig. (Ma)	537	539	539	+ 0 37
41	M.M. Penarroya	47 90	46	46	− 3 96
2320	Moët-Hennessy	2398	2330	2330	− 2 83
1030	Mot. Leroy-S ★	1020	1019	1028	+ 0 78
76	Moulinex	76 30	76 50	77	+ 0 91
1220	Navig. Mixtes	1210	1203	1203	− 0 57
210	Nord-Est	213 90	209 90	210 50	− 1 58
440	Nordon (Ny)	490	484	484	− 1 22
510	Nouvelles Gal.	541	560	563	+ 4 08
1040	Occident. (Gén.)	1068	1066	1065	− 0 28
1430	Omn.F.Paris	1475	1495	1495	+ 1 36
225	Olida-Caby	226 90	225	224 50	− 1 06
495	Opfi-Paribas	495	523	523	+ 5 65
3630	Oréal (L')	3670	3680	3685 •	+ 1 83
940	Paris-Réescomp	965	952	950	− 1 55
1190	Pechelbronn	1170	1180	1180	+ 0 85
1400	Penhoet	1490	1485	1475	− 1
1080	Pernod-Ricard	1095	1095	1095	....
145	Pétroles B.P.	175	173	168	− 4
1160	Peugeot S.A.	1249	1210	1205	− 3 52
54	Poclain	57 10	54	54	− 5 42
1700	Polier	1709	1700	1705	− 0 23
765	P.M. Labinal	768	770	770	+ 0 26
2130	Presses Cité	2300	2250	2260	− 1 73
1630	Prétabail Sic.	1688	1700	1700	+ 0 71
480	Primagaz	510	508	507	− 0 58
655	Printemps	632	650	650	+ 2 84
1950	Promodès	2080	2000	2020	− 2 88
275	Prouvost S.A ★	271 90	284	289 90	+ 6 62
910	Radiotechn.	926	990	979	+ 5 72
185	Raff. Dist. Total	215	224 50	218 90	+ 1 81
2040	Redoute (La) ★	2045	2049	2060	+ 0 73
1690	Roussel-Uclaf	1727	1730	1735	+ 0 46
1310	Roussel-C.N.I.	1210	1240	1240	+ 2 47
4650	R. Impériale (Ly)	4840	4870	4875	+ 0 72
285	Sade	273	279	279	+ 2 19
3150	Sagem	3052	3010	3010	− 1 37
630	St-Louis B.	657	657	648	− 1 36
1700	Salomon	1740	1800	1800	+ 3 44
1210	Salvepar	1230	1215	1215	− 1 21
710	Sanofi	766	767	767	+ 0 13
455	S.A.T.	478	480	480	+ 0 41
865	Saupiquet (Na)	890	870	870	− 2 24
730	Schneider ★	775	762	774	− 0 12
117	S.C.O.A.	119	119 90	120 20	+ 1
....	S.C.R.E.G.	....	560	560	....
560	Seb ★	579	580	571	− 1 38
455	Sefimeg	455 80	468	458	+ 0 25
1880	S.F.I.M.	1890	1890	1888	− 0 10
91	S.G.E.	86 70	86	86 20	− 0 57
625	Signaux Ent. El.	657	642	642	− 2 28
945	Silic	990	975	974	− 1 61
625	Simco-U.P.H.	650	645	642	− 1 23
360	Simnor (Li)	393	388	388	− 1 27
1340	Skis Rossignol	1340	1339	1339	− 0 07
930	Simeco	925	918	918	− 0 75
245	Sodero (Na)	250	250	250	....
2090	Sodexho	2090	2100	2100	+ 0 47
420	Sogerap	436	440	438	+ 0 45
1400	Sommer-Allib.	1360	1390	1390	+ 2 20
785	Source Perrier	778	795	795	+ 2 18
1640	Sovac	1568	1560	1560	− 0 51
780	Spie-Batignol.	780	780	780	....
540	Strafor	560	545	556	− 0 71
390	Synthelabo ★	419	410	419 90	+ 0 21
570	Talcs Luzenac	590	594	594	+ 0 67
3170	Tél. Elect.	3310	3300	3300	− 0 30
1760	Thomson-C.S.F.	1712	1709	1702	− 0 58
430	Total (CFP)	485	484 50	483	− 0 41
97	— (certific.)	110	108 50	105 50	− 4 09
3090	T.R.T.	3100	3150	3150	+ 1 61
1070	U.F.B.	1030	998	998	− 3 10
1630	U.I.C.	1605	1622	1634	+ 1 80
595	U.I.F.	615	616	617	+ 0 32
1050	U.I.S.	1005	1000	1000	− 0 49
725	U.C.B. ★	798	798	806	+ 1
930	Unibail	939	940	940	+ 0 10
485	Valéo	550	559	558	+ 1 45
75	Vallourec	100	103 90	103 90	+ 3 90
4980	V. Clicquot-P.	5100	5110	5110	+ 0 19
875	Via Banque	930	895	908	− 2 36
750	Elf-Gabon	849	850	849	....
86	Amax Inc.	99	97	96 50	− 2 52
435	Amer. Express	445	443	443	− 0 44
160	Amer. Teleph.	165 50	165 10	165 10	− 0 24
76	Anglo Amer. C.	85 20	87 50	87 50	+ 2 69
385	Amgold	445	447	450	+ 1 12
890	BASF (Akt)	918	922	928	+ 1 08
995	Bayer	1010	1035	1060	+ 4 95
129	Buffelsfont.	146	154 50	154 50	+ 5 82
285	Chase Manh.	287	283 50	283 50	− 1 21
205	Cie Pétr. Imp.	214	214 20	214 20	+ 0 09
42	De Beers	44 60	45 20	45 20	+ 1 34
2790	Deutsche Bank	2775	2799	2799	+ 0 86
43	Dome Mines	43	46 40	46	+ 6 97
1490	Dresdner Bank	1484	1500	1500	+ 1 07
84	Driefontein Cst	95	96 60	96 50	+ 1 57
540	Du Pont-Nem.	571	558	558	− 2 27
385	Eastman Kodak	390	385	385	− 1 28
31	East Rand	34 10	35 40	33 80	− 0 87
295	Electrolux	293	290 70	288	− 1 70
220	Ericsson	229 50	224 20	224 20	− 2 30
445	Exxon Corp.	472	470	470	− 0 42
430	Ford Motors	415	405	405	− 2 40
58	Freegold	66 20	69 50	70	+ 5 74
71	Gencor	83 60	85	84 10	+ 0 71
515	Gén. Electr.	535	528	528	− 1 30
500	Gén. Belgique	461	463	463	+ 0 43
505	Gen. Motors	495	488	488	− 1 41
48	Goldfields	49 90	51	52	+ 4 20
39	Gd Metropolitain	40 80	41 50	41 40	+ 1 47
58	Harmony	61 80	64	63 80	+ 3 39
41	Hitachi	42	41 20	40 90	− 2 61
915	Hoechst Akt.	800	850	829	+ 3 22
101	Imp. Chemical	106	107 80	107 80	+ 1 50
79	Inco. Limited	81 50	82 50	81 50	....
950	IBM	956	935	938	− 1 88
360	ITT	385	380	380	− 1 36
187	Ito-Yokado	176 50	176 10	176 10 c	− 0 22
62	Matsushita	67 50	64 80	64 80	− 4
760	Merck	770	767	767	− 0 38
765	Minnesota M.	765	748	748	− 2 22
240	Mobil Corp.	249	244	244	− 2
640	Morgan J.P.	640	640	640	....
33300	Nestlé	34300	34200	34180	− 0 34
137	Norsk Hydro	147 50	145	149	+ 1 01
147	Ofsil	176 10	183 50	185	+ 5 05
1390	Petrofina	1420	1420	1419	− 0 07
510	Philip Morris	510	505	505	− 0 98
158	Philips	163 50	160	160	− 2 14
505	Quilmès	505	509	509	+ 0 79
490	Randfontein	510	522	525	+ 2 94
595	Royal Dutch	599	599	599	....
61	Rio Tinto Zinc	62 40	63	63 95	+ 2 48
67	St Helena Co	71 20	76	76 50	+ 7 44
210	Schlumberger	220	228 10	226	+ 2 72
87	Shell transp.	90 80	91	91	+ 0 22
2280	Siemens A.G.	2300	2318	2318	+ 0 78
130	Sony	138 50	136 80	136 80	− 1 22
132	T.D.K.	147	141 40	141 40	− 3 80
29	Toshiba Corp.	27 76	27 06	27 05	− 2 52
1500	Unilever	1508	1498	1486	− 1 52
305	Unit. Techn.	311	306	306	− 1 60
415	Vaal Reefs	462	478 50	478 50	+ 3 57
400	Volvo	395	383	383	− 3 03
182	West Deep	210	212	214 50	+ 2 14
385	Xerox Corp.	391 50	382	382	− 2 42
1 12	Zambia Corp.	1 23	1 27	1 26	+ 2 43

Comptant (sélection)

Obligations — Actions — Étrangères — Hors-cote

[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1640	....	Dauphin O.T.A.	1745	1755	Molex	310	305
Alain Manoukian	780	770	Devanlay	1890	1900	Navale-Delmas	753	785
Asystel	380	380	Deville	956	960	Om. Gest. Fin.	414	412
BAFIP	885	860	Drouot-Assurances	537	542	Paternelle-R.D.	3650	....
B.I.P.	1530	1520	Editions Belfond	350	349	Petit Bateau	282 60	....
Bolloré Technologies	993	1000	Elect. S. Dassault	885	871	Petrofigaz	468	470
Buitoni	545	523	Expand	398	400	Rezel	886	865
Cables de Lyon	849	869	Filipacchi	860	870	St-Gobain Emballage	1380	1382
Calberson	865	838	Guintoli	365	366	St-Honoré Matignon	253	253
Cardif	2950	2950	Guy Degrenne	913	920	S.C.G.P.M.	207	215
Cap Gemini Sogeti	2350	2400	I.C.C.	326	339	Sema-Metra	1000	1000
C.D.M.E.	790	800	IM Informatique	485	485	S.E.P.	1340	1360
C. Equip. Elect.	221	230	Loca-Investissement	391	391	S.E.P.R.	1610	1590
C.E.G.I.D.	1147	1193	Manutan	585	589	S.M.T. Goupil	325	325
C.G.I. Informatique	559	540	Merlin Immobilier	470	477	Sofibus	330	339
C. Occid. Forestière	124	124	Métallurg. Minière	157	....	Supra	880	880
Dalsa	183	182	M.M.B.	710	720	Valeurs de France	347	....

SICAV (sélection) 1/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	735 38	717 44	Fructi-Associations	1276 09	1276 09	Pameco-Valor	1106 77	1105 66
Actions France	476 75	454 18	Fructicapi	314 19	309 55	Patrimoine-Retraite	1683 06	1650 06
[illegible]								

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	78 90	....
Casino	190	....
Pernod Ricard	283	....
Total	14 40	14 20
Souscription		
Parisienne Réesc.	....	....
Raffinage	....	....
Sofimeg	....	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 723	6 646	6 300	6 850
ECU	6 880	6 878	....	....
Allemagne (100 DM)	327 680	327 800	317	337
Belgique (100 F)	15 827	15 830	15 050	15 900
Pays-Bas (100 fl.)	290 470	290 540	280	298
Danemark (100 krd)	86 620	86 680	85 500	90
Norvège (100 k)	91 680	91 280	87 500	93
Grande-Bretagne (£ 1)	9 935	9 899	9 550	10 300
Grèce (100 drachmes)	4 990	4 985	4 700	5 500
Italie (1 000 lires)	4 749	4 749	4 500	5
Suisse (100 fr.)	406	406 370	393 500	413 500
Suède (100 krs)	97 080	96 770	93 500	98
Autriche (100 sch)	46 570	46 590	45 130	47 460
Espagne (100 pes.)	4 992	4 985	4 800	5 300
Portugal (100 esc.)	4 590	4 584	4 200	5 100
Canada ($ can 1)	4 818	4 795	4 650	5
Japon (100 yens)	4 315	4 320	4 160	4 350

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/9
Or fin (kilo en barre)	83400	84000
Or fin (en lingot)	83000	84450
Pièce française (20 fr)	521	622
Pièce française (10 fr)	359	....
Pièce suisse (20 fr)	543	543
Pièce latine (20 fr)	476	490
Souverain	620	625
Pièce de 20 dollars	3185	3195
Pièce de 10 dollars	1540	1520
Pièce de 5 dollars	991 25	....
Pièce de 50 pesos	3180	3200
Pièce de 10 florins	496	501
Or Londres	386	....
Or Zurich	384 50	387 50
Or Hongkong	386 05	387 85
Argent Londres	5 17	....

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu

Le Monde

L'affaire Greenpeace

En Nouvelle-Zélande

M. Lange accuse M. Chirac de violer l'accord sur les « Turenge »

Wellington. – *« La France semble avoir violé l'accord conclu sur la libération de ses agents Dominique Prieur et Alain Maffart, condamnés en Nouvelle-Zélande pour le sabotage du* Rainbow-Warrior », déclaré ce mardi 2 septembre le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, qui a ajouté que M. Jacques Chirac avait *« tout à fait tort de dire que le commandant Maffart et le capitaine Prieur sont libres de leurs mouvements sur l'atoll de Hao ».*

M. Lange souhaitait ainsi répliquer aux propos tenus à Tahiti par M. Jacques Chirac, qui avait affirmé avoir envoyé aux deux officiers français *« un message de considération et d'amitié, et surtout la confirmation de* [sa] *joie de savoir qu'ils sont aujourd'hui libres sur le territoire de la République ».*

M. Chirac avait ajouté à l'intention de la presse : *« Ils n'ont pas de contrainte. On leur a simplement demandé de ne pas rencontrer de journalistes, mais comme beaucoup de vos confrères ont eu la gentillesse de m'accompagner, j'ai jugé qu'il aurait été discourtois d'aller à Hao sans pouvoir les amener avec moi. »*

Concernant cette déclaration, M. Lange a tenu à rappeler qu'*« il y a des restrictions aux mouvements des deux agents »* et qu'*« elles sont enregistrées dans le document établi par le secrétaire général de l'ONU ».* – *(AFP, Reuter.)*

A Fréjus

Les hésitations du ministre de la défense

FRÉJUS
de notre envoyé spécial

Le ministre de la défense n'a rien à dire, pour l'instant, sur l'affaire Greenpeace. Il s'en est expliqué, lundi 1er septembre, à Fréjus, où il commémorait les combats de Bazeilles (Ardennes) au cours desquels, en 1870, deux mille six cents soldats français tombèrent sous les balles allemandes. Interrogé sur l'épisode du *Rainbow-Warrior,* M. André Giraud a exprimé son irritation d'être constamment questionné à ce sujet : *« J'en ai ras le bol de l'affaire Greenpeace ! Je ne cesse de dire que je n'ai rien à dire. »*

Le 21 août, puis le 31 août, le ministre de la défense avait pourtant affirmé que *« les Français ne comprendraient pas qu'on ne leur dise pas tout ce qu'il est possible de révéler sur cette affaire. »* On a cru comprendre, lundi, qu'il n'avait pas renoncé à ce projet mais qu'il attendait d'y voir plus clair pour parler. Le ministre de la défense a visiblement tenté de redorer le blason de la DGSE, mais l'entreprise est si délicate qu'il préfère voir d'abord à quoi il s'engage. Politiquement, M. Giraud est peut-être enclin à exploiter l'affaire, mais comment atteindre le président de la République sans mettre en cause la hiérarchie militaire ? Le ministre de la défense étudie le dossier, réfléchit et, pour l'instant, se tait.

Il a réaffirmé que la France tiendrait ses engagements au Liban, en République centrafricaine et au Tchad, *« fût-ce au prix des risques nécessaires, pourvu seulement que les conditions permettant de remplir sa mission soient réunies ».*

Parlant du Liban et des troupes françaises qui y servent sous la bannière des Nations unies, le ministre a déclaré : *« Si on les laisse se faire tuer sans possibilité de se défendre (...) eh bien ! nous ne marchons plus ! (...) C'est ce que nous avons expliqué au secrétariat général des Nations unies (...) qui semble avoir bien compris la demande de la France (...). Nous n'avons pas posé d'ultimatum* [mais] *il y a des échéances qui arrivent à la fin de l'année. Espérons que le problème sera réglé d'ici là. »*

Interrogé enfin sur le Tchad et sur ses déclarations envisageant l'appui de la France à la reconquête du Nord par les forces de M. Hissène Habré (*le Monde* du 2 septembre), M. Giraud s'est étonné des commentaires suscités par ses propos, estimant qu'il n'avait rien dit de nouveau à ce sujet.

BERTRAND LE GENDRE.

Thaïlande

Démission du vice-ministre de l'intérieur

BANGKOK
de notre correspondant

Le gouvernement du général Prem vient de connaître sa première crise majeure, trois semaines après sa formation. Le vice-ministre de l'intérieur, M. Veera Musigapong, trente-huit ans, qui fait actuellement l'objet d'une enquête de la police pour une éventuelle offense à la monarchie, a, en effet, donné sa démission lundi matin 1er septembre.

C'est en juillet, au cours de la récente campagne électorale, que M. Veera, qui est également secrétaire général du Parti démocrate, avait fait des remarques jugées désobligeantes pour le palais. La monarchie est, en Thaïlande, très strictement protégée par la Constitution.

L'opposition s'était emparée de l'affaire avec d'autant plus de vigueur que M. Veera est proche du premier ministre. En s'en prenant au vice-ministre, l'opposition visait en fait ses deux bêtes noires, le Parti démocrate, grand vainqueur des élections, et le général Prem Tinsulanonda.

La démission de M. Veera met en principe fin à une controverse politique qui risquait à tout moment de déborder dans la rue.

J. B.

● **Défection chinoise.** – Un haut responsable chinois, chargé d'opérations de renseignements, a fait défection vers un pays de l'Ouest au début de cette année, affirmait-on mardi 2 septembre, de bonne source à Pékin. M. Yu San avait été nommé, peu avant son geste, directeur du bureau des affaires étrangères au ministère chinois de la sécurité d'Etat, indiquait la même source.

Sur le vif

Erotel

Il m'arrive un de ces trucs, vous pouvez pas savoir ! Ce matin au réveil, il fait encore nuit noire, je tends une main engourdie de sommeil vers mon transistor et qu'est-ce que j'entends ? Le ministre des PTT est vachement ému par le détournement abusif du minitel au profit des messageries érotiques. Comment ? C'est quoi, ça ? Il me l'explique, le mec à la radio, il m'indique la marche à suivre pour retrouver mes partenaires amoureux, organiser les plaisirs de ma nuit, participer au bal masqué des fantasmes ou consulter le docteur Sexbus.

Je me jette sur mon téléphone, je le branche sur mon minitel, je compose le 3615 sur mon cadran, je pianote sur mon clavier et je lis : Cache-toi sous un tendre déguisement en forme de pseudo. OK. Là-dessus je vois s'inscrire sur mon écran tout un tas de surnoms. Help, Mimi, Horus, Sally, JP... Il y en avait une bonne douzaine.

Je choisis Truie, tant qu'à faire, et je lui demande s'il est cochon. Il me dit oui. Avec la queue en tire-bouchon ? Pas de réponse. Je me dis : Ah, flûte ! j'ai dû le choquer, il s'est tiré. Et j'engage la conversation avec un certain Alexis. Lui, c'est un lent, un prudent. Il commence par établir ma fiche d'état civil. Age, sexe, ville, occupation. Je lui tapote dix-huit ans, femme, Paris, études. Ça suffit pas. Il veut des détails : lycée ou fac. Un vrai maniaque. Je vais pour taper cours Pigier quand ma Truie me revient haletante, elle doit être très sollicitée et me balance... J'ose pas vous le répéter. Non, non, n'insistez pas... De toute façon, mon chef le laisserait pas passer. Ils sont d'un pudibond !

Tiens, à propos de chefs, du coup je débarque en retard à la conférence, les yeux hors de la tête.

– Qu'est-ce qui t'arrive ?

– On vient de me faire une proposition, une offre drôlement flatteuse.

– Ah bon ! A la télévision ?

– Non, au bois de Boulogne.

CLAUDE SARRAUTE.

Découverte de deux films de Fritz Lang

Deux films du réalisateur allemand Fritz Lang, tournés en 1921 et 1922 et disparus depuis 1945, viennent d'être découverts à la cinémathèque de San Paolo où ils avaient été oubliés sur une étagère. Il s'agit de *Kaempfende Herzen* (« Cœurs en lutte ») et *Das Wandernde Bild* (« l'Image vagabonde »).

Les deux films, authentifiés par Walter Seidler, restaurateur à la cinémathèque de Berlin-Ouest, vont être restaurés et recopiés et seront projetés en juillet 1987 à Berlin, à l'occasion du 750e anniversaire de la ville.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1986 a été tiré à 515 801 exemplaires.

Voiture piégée à Paris

Sous l'effet d'une bombe de faible puissance placée sous le capot, une voiture a explosé dans la nuit de lundi à mardi devant un immeuble du 83, boulevard Cardinet à Paris (17e). A proximité du lieu de l'explosion, les enquêteurs de la première division de police judiciaire ont trouvé une feuille de papier portant pour toute inscription : *« Felli-Libye-premier avertissement. »*

Il semble en fait que les auteurs de l'attentat se sont trompés de voiture. M. Felli, ancien responsable du mouvement des gaullistes de gauche chargé des relations politiques avec les pays du Moyen-Orient, habite bien l'immeuble devant lequel a été commis l'attentat, mais c'est la voiture de l'un de ses voisins qui a sauté.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 septembre

Quasi-stabilité : – 0,01 %

La Bourse de Paris est restée à peu de chose près sur ses positions de la veille, le 2 septembre, à la séance du matin. En clôture, l'indicateur instantané cédait 0,01 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient Sanofi (+ 3,38 %), Michelin (+ 1,42 %), Moët-Hennessy (+ 1,37 %) et Eurocom (+ 1,32 %). En baisse, on notait Pernod-Ricard (– 2,56 %), Synthélabo (– 2,35 %), Guyenne Gascogne (– 1,63 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	470	471	471
Agence Havas	1920	1915	1920
Air Liquide (L')	771	764	767
Alsthom	388	385	384
Bancaire (Cie)	1383	1375	1375
Bongrain	2010	2020	2025
Bouygues	1445	1445	1445
B.S.N.	4370	4388	4378
Carrefour	3500	3530	3530
Chargeurs S.A.	1440	1440	1437
Club Méditerranée	650	651	654
Darty	1575	1580	1580
Eaux (Gén.)	1302	1315	1313
ELF-Aquitaine	348	344	344
Essilor	3130	3140	3140
Lafarge-Coppée	1486	1470	1480
Michelin	3510	3515	3560
Midi (Cie)	1795	1795	1770
Moët-Hennessy	2330	2330	2362
Navig. Mixtes	1203	1200	1205
Oréal (L')	3685	3695	3697
Pernod-Ricard	1095	1085	1068
Peugeot S.A.	1206	1205	1204
Sanofi	767	770	793
Source Perrier	795	796	792
Télémécanique	3300	3300	3300
Thomson-C.S.F.	1702	1689	1685
Total-C.F.P.	483	480	476
T.R.T.	3150	3150	3150
Valéo	558	565	554

Disparition de l'écrivain italien Goffredo Parise

ROME
de notre correspondant

L'écrivain italien Goffredo Parise est mort dimanche matin à l'hôpital Ca'Foncello de Trévise, où il avait été qdmis le 18 août à la suite d'une hémorragie cérébrale. Il avait cinquante-sept ans.

« Ecrivain expérimental, anxieux de se renouveler constamment », comme le rappelle le *Corriere della Sera,* qui lui a longtemps ouvert ses colonnes, Goffredo Parise a abordé tous les genres littéraires : de son premier roman donné en 1951 à vingt-deux ans, *l'Enfant mort et les comètes,* au dernier, le treizième, paru en 1982 sous le titre *Sillabario II* (un abécédaire des sentiments en deux volumes, prenant fin sur la lettre S comme solitude), Parise affiche un refus total du conformisme, une horreur viscérale de toute idéologie. Parmi ses ouvrages les plus importants figurent, *le Beau prêtre,* (1954), premier best-seller de l'après-guerre, qui raconte les tentations d'un homme d'Eglise ; *les Fiançailles* (1956), *le Patron* (1965), *l'Absolu naturel* (1967)... – *(Intérim.)*

Son contrat n'étant toujours pas renouvelé

Bernard Langlois quitte Antenne 2

« Résistances », l'émission mensuelle d'A 2 consacrée aux droits de l'homme, est en quête d'un nouveau producteur et d'un nouveau présentateur. Bernard Langlois, qui occupait ces fonctions depuis la création de ce magazine en janvier 1983 par Michel Thoulouze, a en effet annoncé, le lundi 1er septembre, son intention de ne pas demander le renouvellement du contrat qui le lie à la chaîne.

Depuis cinq ans, les relations de Bernard Langlois avec A 2 ont été tumultueuses. Présentateur d'« Antenne 2-midi » depuis 1981, il fut « interdit d'antenne » en septembre 1982 : M. Pierre Desgraupes, alors PDG d'A 2 avait estimé que Bernard Langlois avait manqué de respect à la mémoire de la princesse Grace de Monaco.

En juin 1986, après trente-quatre numéros de « Résistances », le journaliste est à nouveau « interdit d'antenne ». Il ne peut plus présenter son magazine, mais en reste le producteur. Motif de cette décision prise par M. Jean Drucker, actuel PDG de la chaîne : Bernard Langlois avait brocardé, au cours de son émission, la politique sécuritaire du gouvernement. Cette suspension n'était prévue que pour être provisoire.

Bernard Langlois « s'inquiétait » toutefois de son sort et de celui de « Résistances » pour la rentrée, explique Pierre-Henri Arnstam, directeur de l'information d'A 2. En effet, son contrat avait pris fin à la date du 30 juin, et Bernard Langlois, dans une lettre récemment adressée à M. Drucker, *« constate que son contrat n'a toujours pas été renouvelé et qu'aucune proposition concrète ne lui a été faite ».*

« Il me semble assez clair, écrit-il encore, *que la poursuite de ma collaboration à A 2 ne vous paraît pas relever d'une urgente nécessité. »* Et il ajoute : *« Je suis heureux et fier d'avoir produit et animé pendant trois ans une émission que vous qualifiiez publiquement, il y a peu – mais il est vrai avant les dernières élections, – de « l'honneur de la chaîne ». »* Cette lettre a sans doute accéléré la dégradation des relations entre Bernard Langlois et la direction de la chaîne.

Le PDG d'Antenne 2 s'était pourtant rangé au point de vue de Pierre-Henri Arnstam qui souhaitait que « Résistances » restât une émission autonome (il était question de fondre en une seule les trois émissions « Le magazine », « Actions », et « Résistances ») et que Bernard Langlois fût à nouveau le présentateur. Mais les termes de la lettre de Bernard Langlois ont été jugés inacceptables par M. Drucker.

A. Rd.

